SOLITANY MALA

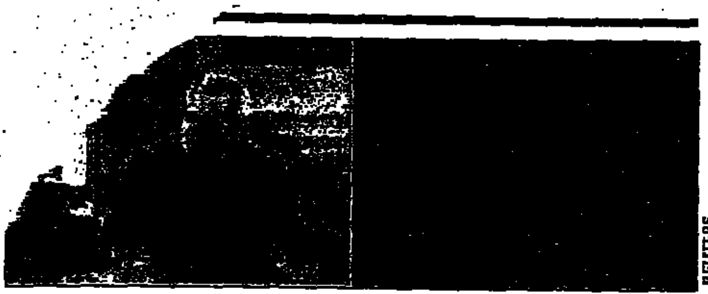
Le Monde

LE MONDE TÉLÉVISION



■ Pour ou contre Jean-Luc Delarue ?
■ Radios : l'art de mesurer l'audience

EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AVRIL 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



REUTERS

La télévision serbe diffuse une interview de Slobodan Milosevic, vendredi 23 avril, avant l'aube. Soudain, l'image disparaît. L'OTAN vient de frapper l'immeuble de la RTS.

L'OTAN veut priver la Yougoslavie de pétrole

RÉUNIS à Washington à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'organisation, les dix-neuf chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OTAN ont réaffirmé, vendredi 23 avril, leur détermination et leur unité dans le conflit en cours au Kosovo. Dans une déclaration en dix-sept points, ils ont réitéré leur intention d'intensifier leur campagne de frappes aériennes contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY). La déclaration ne fait aucune mention de l'éventualité d'une intervention terrestre au Kosovo. *« Le problème n'est pas d'actualité, il n'y a pas lieu d'en débattre »*, a dit à la presse le président Jacques Chirac. En revanche, l'OTAN va s'efforcer de tarir l'approvisionnement en pétrole de la RFY, en ajoutant un blocus maritime à l'embargo pétrolier déjà décidé par l'Union européenne. Les alliés ont encore jugé que la médiation russe, si elle n'avait encore donné que peu de résultats, avait un *« rôle important »* dans la recherche d'une issue politique à la crise.

Lire pages 2 à 4, les points de vue page 15 et notre éditorial page 16

Le roman noir de la droite

● Pourquoi l'opposition continue-t-elle de se déchirer ? ● L'enquête du « Monde » révèle les détestations et les haines personnelles qui la minent depuis l'élection de Jacques Chirac ● Elle raconte les rivalités et les vengeances qui ont conduit la droite de défaite en défaite

APRÈS QUE Philippe Séguin eut abandonné la présidence du RPR et la tête de la liste RPR-DL aux élections européennes du 13 juin, *Le Monde* a enquêté sur les fractures au sein de la droite. Raphaëlle Bacqué, Cécile Chambraud et Pascale Robert-Diard en ont rapporté le récit inédit de détestations et de haines bien antérieures à l'élection présidentielle de 1995 et dont les divisions pour les élections européennes ne sont qu'un nouvel épisode. Elles décrivent quelques-unes des plus fortes « scènes de haine ordinaire » qui ont émaillé la vie des dirigeants de la droite, de mai 1995, juste après la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, jusqu'à l'élection de Nicolas Sarkozy à la tête du RPR.

Chaque nouvelle épreuve révèle une droite minée par ses rivalités, figée dans ses vengeances. Ainsi de Jacques Chirac, en mai 1995, à propos des balladuriens : *« On ne casera auncun de ces traîtres ! »* Ainsi de Philippe Séguin sur Alain Juppé, le 3 juin 1997 : *« La bête résiste, il va falloir l'achever ! »* Ainsi d'Alain Juppé à l'intention de Philippe Séguin, en octobre 1998 : *« Je vais me le payer ! »*

Le RPR et l'UDF s'efforcent cependant, chacun de son côté, de serrer les rangs et de mobiliser leurs troupes pour la campagne européenne. Nicolas Sarkozy, président par intérim du RPR, a réuni, samedi 24 avril, les cadres et les parlementaires pour manifester l'unité du mouvement, huit jours après la démission de Philippe Séguin. Il s'est entouré d'un conseil politique, qui comprend les proches du chef de l'Etat, au premier rang desquels l'ancien premier ministre Alain Juppé. François Bayrou devait pour sa part réunir dimanche un conseil national de l'UDF destiné à définir le projet européen de la liste centriste qu'il conduit.

● Nicolas Sarkozy entre en campagne p. 8
● Au RPR, paroles de militants p. 8
● Scènes de haine ordinaire à droite p. 12-13
● Histoire : 28 avril 1969, de Gaulle s'en va p. 14

A Littleton, j'ai acheté un Colt .380 et un fusil Marlin 6SSR

LITTLETON (Colorado)
de notre envoyée spéciale

Pour acheter des armes à feu, il suffit, à Littleton, Colorado, de déclarer que l'on est saine d'esprit, non « accro » aux drogues dures et pas détenue en fuite. Mais où aller ? *« Partout, dans n'importe quels boutique et magasin de sport, il y en a un juste à côté de l'hôtel »*, répond le concierge. C'est un hypermarché, comme n'importe quel autre dans une banlieue américaine. A côté des ballons de basket et de football sont rangées les armes : des grosses pièces et de toutes petites ; fusils en tout genre, d'assaut, de chasse, automatiques, semi-automatiques. Tout.

« J'aimerais acheter un pistolet. – Bien sûr, madame, vous êtes au bon endroit, répond gentiment le jeune vendeur. *Qu'est-ce qui vous ferait plaisir ? C'est pour votre protection personnelle ou pour le sport ? »* Pour le sport. Il en sort cinq. J'ai choisi un Colt .380 à 449 dollars et 99 cents (environ 420 euros). *« Très bon choix, vous êtes connaisseuse, c'est une très belle pièce. »* Et les balles ? Cinquante pour 10 dollars. *« Vous habitez à Littleton ? »* Non, à New York. Le vendeur semble sincèrement désolé. Cette *« pièce »*, explique-t-il, ne peut pas être vendue aux non-résidents du Colorado. Les résidents de Colorado peuvent acheter des armes à feu s'ils ont dix-huit ans et pas de casier judiciaire. *« Ce n'est pas comme à New York, où il faut attendre cinq jours avant de pouvoir acheter des armes »*, ajoute-t-il avec fierté. *« Vous êtes au Colorado ici, tout le monde a des armes. »*

Le vendeur demande conseil au chef de rayon. *« Si c'est pour le sport, je vous recommande des fusils, les non-résidents peuvent les acheter. »* J'en prends un en main, maladroitement. Il suggère un modèle plus léger. Le Marlin 6SSR est très beau. Il suffit de remplir un formulaire jaune. Avez-vous été inculpée ? Non. Etes-vous saine d'esprit ? Oui. Utilisez-vous des drogues ? Non. Etes-vous en fuite ? Non. Avez-vous un casier militaire ? Non. L'information rentre dans un ordinateur. Le temps de regarder quelques autres fusils, de prendre l'adresse d'un champ de tir où *« vous pouvez vous entraîner »*, la réponse vient. L'ordinateur dit qu'il n'y a pas de problème. Paiement par carte de crédit, 174 dollars et 99 cents (environ 163 euros) et je quitte le supermarché avec un fusil noir sous le bras et cent balles dans le sac.

Retour à l'hypermarché quelques heures plus tard. Il est impossible de prendre l'avion avec un fusil, il paraît que c'est interdit. *« Mais bien sûr,* dit le vendeur, navré. *C'est vrai, on n'a pas pensé à ça. Pourquoi ne pas acheter nos* air guns [pistolets à air comprimé] *? – A quoi sert un* air gun *? – A tirer. – C'est dangereux ? – Vous pouvez très bien envoyer quelqu'un à l'hôpital. »* L'offre est tentante. 60 dollars (56 euros).

Equipée du Crossman 1008B, semi-automatique capable de tirer *« huit coups en deux secondes »* et de deux cent cinquante plombs, je me suis rendue aux obsèques de John Tomlin, dix-huit ans, tué trois jours plus tôt par Eric Harris, dix-huit ans, et Dylan Klebold, dix-sept ans, au lycée de Columbine à Littleton. Le 20 avril, ces deux jeunes gens avaient mitraillé leurs camarades, tuant treize d'entre eux, avant de se donner la mort.

Afsané Bassir Pour

Choisir la banque la moins chère

DIFFICILE de choisir une banque et de s'y retrouver dans la jungle des tarifs bancaires ! Au moment où le débat bat son plein entre banquiers et consommateurs, la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV) publie une enquête fort utile. Elle montre que les prix pratiqués pour un même « panier » de services aux particuliers varient fortement d'un établissement à l'autre, d'une région à l'autre. La Poste et les Caisses d'épargne se classent en tête du palmarès des banques les moins chères. Viennent ensuite, selon les régions, le Crédit mutuel, les Banques populaires, le Crédit coopératif, le Crédit agricole et la Société générale.

Lire page 17

■ Plan social chez IBM

Le constructeur informatique américain va supprimer 1 155 emplois sur un effectif supérieur à 3 000 dans son usine de composants électroniques de Corbeil-Essonnes. Des cadres pourront partir en préretraite dès l'âge de quarante-neuf ans. p. 17

■ La nébuleuse scoute

Entaché par les accointances de certains groupuscules avec l'extrême droite, le scoutisme français cherche à établir un « label de qualité » pour rassurer les familles. p. 10

■ L'Ile-de-France déséquilibrée

Maintenant que la décentralisation a porté ses fruits, élus et pouvoirs publics veulent s'attaquer aux déséquilibres internes à la région parisienne. p. 11

■ La Twingo s'embourgeoise

En version « Initiale », la petite Renault vise le haut de gamme et, plus que jamais, une clientèle féminine. p. 22

■ Les puzzles des papyrologues

L'informatique permet de reconstituer et de décrypter des papyrus épars datant d'avant l'ère chrétienne. p. 20

■ Au « Grand Jury »

Charles Pasqua sera l'invité du « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI », dimanche 25 avril à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 425 - 7,50 F

La gauche et la tentation du « modèle américain »

L'AMÉRIQUE occupe une place à part dans l'imaginaire européen, mais jamais autant qu'aujourd'hui elle n'a été pensée comme l'avenir de l'Europe. Même à gauche. Lors de la récente convention des partis socialistes européens, à Milan, l'exemple américain était de tous les discours, même s'il faut convenir que chacun avait à l'esprit une conception différente de ce que cet exemple nous enseignait.

S'il est donc un évènement à retenir de la réunion des partis de la gauche européenne, c'est l'étrange attraction qu'exerce sur elle « le modèle américain ». Cette fascination pourrait être considérée comme le terme d'une évolution logique. Après s'être convertie à la « bonne » gestion qui implique que priorité soit donnée en toutes circonstances à la stabilité des prix et à l'équilibre budgétaire même s'il en coûte à l'emploi, il ne restait plus qu'un pas à faire par la gauche : reconnaître que la flexibilité du marché du travail était la seule arme efficace de lutte contre le chômage. Peu importe si, ce faisant, on renonçait à l'une des caractéristiques majeures du modèle social européen. On savait ce modèle plus ou moins condamné, car le système de protection sociale est d'autant plus coûteux que le taux de chômage est élevé.

Je maintiens pourtant que cette fascination pour le « modèle » américain est étrange. Elle se trompe sur la caractéristique du « modèle » qu'il convient d'admirer. L'expérience des Etats-Unis peut être résumée en deux éléments dont l'un est spécifique et l'autre général. Le premier est l'acceptation politique et sociale d'un degré considérable d'inégalités. Cette acceptation n'est pas subreptice, comme elle tend à le devenir en Europe, mais, au contraire, pleinement assumée. Elle est constitutive d'une culture dont les dogmes principaux sont la liberté individuelle, la responsabilité et la mobilité sociale ascendante. Peu importe si un gouffre sépare ces dogmes de la réalité. La promesse d'une mobilité sociale ascendante et rapide, fondée sur l'effort, légitime que le point de départ puisse être si bas et que chacun porte la responsabilité de son propre échec.

Jean-Paul Fitoussi
pour Le Monde

Lire la suite page 16

Vingt ans de jazz au Mans



DANIK LAZRO

NOURRI de free jazz américain, grandi aux sons des musiques improvisées européennes, le saxophoniste français Danik Lazro est un familier de l'Europa Jazz Festival du Mans. Cette manifestation fête son vingtième anniversaire, du 30 mars au 2 mai, avec l'ONJ, Jan Garbarek, Aldo Romano, Michel Portal et Galliano, Max Nagl, Paul Rogers ou Martin Mayes.

Lire page 24



KOSOVO Dans une déclaration adoptée le premier jour de son sommet à Washington, l'OTAN a réitéré ses cinq conditions posées au président Slobodan Milosevic, ajoutant qu'*« aussi longtemps que Belgrade [n'y] répondra pas, les opérations aériennes se poursuivront »*. ● L'ALLIANCE a décidé des *« mesures supplémentaires »* incluant l'intensification des sanctions économiques contre la Serbie et un *« embargo pétrolier »*, et elle étudie la possibilité d'un *« blocus maritime »*. ● L'ÉMISSAIRE RUSSE, Viktor Tchernomyrdine, revenant sur son *« compromis »* conclu jeudi 22 avril avec M. Milosevic, a assuré que la *« présence internationale »* évoquée par cet accord ne peut être constituée que de forces *« bien sûr militaires »*. ● LE PREMIER MINISTRE du Monténégro a mis en garde contre les risques de guerre civile dans son pays. *(Lire aussi notre éditorial page 16.)*

Les alliés intensifient les frappes et les sanctions contre Belgrade

L'OTAN a confirmé ses conditions posées à M. Milosevic et affirmé le « rôle important » de la Russie « dans la recherche d'une solution politique ». Le général Wesley Clark doit étudier un « système de recherche et de visites » de navires pour renforcer le blocus pétrolier de la Serbie

LES AVIONS de l'OTAN ont bombardé plusieurs localités de Serbie dans la nuit de vendredi 23 à samedi 24 avril. Le sommet marquant le cinquantenaire de l'OTAN s'était ouvert quelques heures plus tôt, à Washington, par une sorte de conseil de guerre sur le Kosovo, qui a permis aux Alliés de réaffirmer leur *« unité »* et leur *« détermination »*.

● **Les dix-neuf pays membres de l'Alliance atlantique** ont solennellement rappelé, dans une déclaration sur le Kosovo, les conditions que le président yougoslave, Slobodan Milosevic, doit satisfaire *« sans équivoque »* pour que l'OTAN arrête sa campagne aérienne. Les alliés refusent tout *« compromis sur ces conditions »*, annoncent qu'ils *« intensifient les actions militaires »*, par des *« mesures supplémentaires comprenant une application intensifiée des sanctions économiques et l'imposition d'un embargo pétrolier »* et qu'ils coopéreront *« avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en l'aidant à enquêter sur les responsables, jusqu'aux plus hauts niveaux, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité »*.

● **Les alliés vont étudier la possibilité d'un « blocus maritime ».** Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a été autorisé par les ministres de la défense des Dix-Neuf à travailler sur un *« système de recherche et de visites de navires »*, a indiqué un responsable de l'Alliance. Ce travail devra notamment permettre de déterminer *« les règles d'engagement »* (ouverture du feu) des équipages des navires alliés qui seront impliqués dans un tel dispositif. La France estime qu'un blocus naval n'a pas de *« base légale »* et qu'il serait plus efficace de détruire des ponts entre la Serbie et le Monténégro pour couper Belgrade de sa source d'approvisionnement en pétrole.

● **Les quinze pays membres de l'Union européenne (UE)** ont formellement approuvé, vendredi, par procédure écrite, l'interdiction de fourniture de pétrole à la Yougoslavie, sans attendre la réunion de leurs ministres des affaires étrangères prévue lundi. L'objectif de cette accélération est de rendre la mesure effective le plus rapidement possible et d'adresser un *« signal fort »* à Belgrade.

● **Le président français Jacques Chirac s'est fait l'avocat du Monténégro** au sommet de l'OTAN. Il a estimé qu'il fallait *« être très attentif à la situation très fragile du Monténégro* [qui, avec la Serbie, forme la République fédérale de Yougoslavie], *qui reste dans l'incertitude de son devenir et qui doit être traité avec beaucoup de respect, compte tenu du régime qui reste aujourd'hui le sien »*, et qui est opposé à la politique de M. Milosevic. Aussi, estime M. Chirac, d'éventuelles actions militaires pour faire respecter un blocus naval doivent tenir compte des conséquences sur le Monténégro.

● **Le premier ministre monténégrin, Filip Vujanovic,** a mis en garde contre un risque de guerre civile si la police monténégrine devait être placée sous le commandement de l'armée yougoslave, comme l'exige Belgrade. Cette dernière a justifié son exigence par l'état de guerre décrété le 24 mars, après le déclenchement par l'OTAN de l'opération *« Force alliée »*.

● **Sur proposition allemande, une conférence sur la stabilité** dans les Balkans, associant l'OTAN, l'UE et l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) sera organisée fin mai en Allemagne. Cette conférence, à la préparation de laquelle doivent s'atteler les experts, vise à lancer un processus de coopération en matière de sécurité régionale – dans lequel l'Alliance a un rôle à jouer – dans les domaines économique et financier – qui serait menée principalement par l'UE – et dans le domaine de l'aide civile, à laquelle l'OSCE devrait participer.

● **Pour garantir une « approche cohérente »**, selon l'expression de la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, l'idée a été évoquée, lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères des dix-neuf membres de l'OTAN vendredi, de désigner une *« personnalité internationale »* qui soit chargée de coordonner les efforts des différentes institutions. De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a l'intention de désigner un émissaire diplomatique dans les Balkans. Son choix devrait se porter, selon des sources de l'ONU à New York, sur l'une des deux personnalités suivantes : Carl Bildt, ancien haut représentant civil en Bosnie nommé après les accords de Dayton en 1995, ou Frantz Vranitsky, l'ancien chancelier autrichien.

● **Un amiral italien présidera le comité militaire de l'OTAN.** La reconduction du général allemand Klaus Naumann au poste de président du comité militaire de l'OTAN, qui est la plus haute fonction hiérarchique militaire à Bruxelles, n'a pas fait l'objet d'un consensus entre les pays alliés, l'Italie votant contre. Le général Naumann, soixante ans, partira à la retraite le 6 mai. Bien qu'il soit de cinq ans son aîné, l'amiral Guido Venturoni, chef d'état-major des armées italiennes, lui succédera.

● **Qualifié de « légitime » et « justifié » par l'OTAN,** le bombardement de la télévision serbe, vendredi à l'aube, a été contesté par des organisations telles que Reporters sans frontières, Amnesty International, la Fédération nationale de la presse italienne et la Fédération internationale des journalistes.

● **La commission des droits de l'homme de l'ONU** a accusé les forces serbes de nettoyage ethnique, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Kosovo. *« Les coupables* (...) *devront rendre des comptes à la communauté internationale et n'échapperont pas à la justice »*, a averti la commission dans une résolution présentée par les Etats-Unis et parrainée par trente-deux pays.

● **D'après le général Clark, les bombardements alliés** ont permis, au cours de la seule journée du jeudi, de détruire plusieurs cibles, dont six chars, une batterie d'artillerie, vingt-trois véhicules militaires et une colonne de troupes.

Les membres de l'OTAN affichent unité et détermination dans la poursuite de leur stratégie

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

Les dirigeants des dix-neuf pays membres de l'OTAN, réunis à Washington pour le 50e anniversaire de l'Alliance, ont réaffirmé à l'unisson, vendredi 23 avril, leur intention d'intensifier la campagne de frappes aériennes sur la Yougoslavie. Ils vont, d'autre part, s'efforcer de tarir l'approvisionnement en pétrole de la Serbie : après l'embargo décidé par l'Union européenne et les pays associés, l'OTAN a chargé vendredi les ministres de la défense d'étudier les moyens d'instaurer un blocus maritime.

Dans une Déclaration sur le Kosovo en dix-sept points *(voir ci-dessous)*, les alliés ont rappelé les raisons de la guerre menée contre le régime Milosevic et la manière dont il peut y être mis fin. Ce texte rappelle leurs cinq conditions à la cessation des frappes aériennes (cessez-le-feu, retrait des forces serbes, acceptation par Belgrade d'une force militaire internationale au Kosovo, acceptation du retour des réfugiés, acceptation d'un statut pour la province basé sur les principes de Rambouillet). Il n'y est fait aucune mention de l'éventualité d'une intervention terrestre au Kosovo, dont les dirigeants alliés n'ont pas voulu parler non plus dans leurs déclarations à la presse. *« Le problème n'est pas d'actualité. Il n'y a pas lieu d'en débattre, car cela donne une information capitale aux autorités serbes »*, a expliqué Jacques Chirac.

« NOUVELLE SÉRIE DE CIBLES »

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, et le commandant suprême, le général Welsey Clark, ont expliqué que ce débat n'avait pas lieu d'être, l'opération aérienne en cours remportant des succès. Les frappes aériennes doivent se poursuivre et s'intensifier avec, selon le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, *« une nouvelle série de cibles »*. Son collègue de l'OTAN, Jamie Shea, a expliqué qu'il s'agissait de frapper *« le système nerveux central »* serbe et que le bombardement de la télévision de Belgrade entrait dans cette stratégie : *« Il s'agit d'un instrument de guerre comme l'armée, qui n'a rien à voir avec le journalisme, c'est une cible militaire légitime »*.

Ce n'est pas l'opinion du ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, qui a qualifié ce raid de *« terrible et non prévu par les plans »*, ce qu'a démenti l'OTAN. Pour sa part, le président français a déclaré qu'il était *« tout à fait d'accord avec les cibles visées ces derniers jours (...) En matière de cibles, il faut être très pragmatique. En fonction de l'évolution de la situation, j'aurai peut-être la semaine prochaine une idée différente sur les cibles qui doivent être visées »*. Le premier ministre grec, Costas Simitis, a fait valoir que des bombardements prolongés pourraient retourner son pays contre l'OTAN et les Etats-Unis : *« plus la guerre se prolonge, plus les problèmes deviendront difficiles. »*

Les Britanniques, qu'on disait favorables à l'envoi de troupes au sol, ont fait une mise au point. Leur ministre de la défense, George Robertson, a rappelé qu'il faudra envoyer des soldats au Kosovo pour y maintenir la paix une fois la guerre terminée, ce dont tout le monde convient, et a indiqué qu'il valait mieux qu'ils soient déjà sur place. Le chef d'état-major britannique, Sir Charles Guthrie, a rappelé, lui, que des plans d'intervention au sol avaient été élaborés par l'OTAN en 1998 : *« Nous avons pesé le pour et le contre. Nous ne sommes pas restés les bras croisés, cela aurait été totalement irresponsable »*.

Les Français ont obtenu satisfaction sur plusieurs points précis, en particulier sur la nécessité de *« tenir compte des conséquences possibles sur le Monténégro »* d'un embargo pétrolier contre Belgrade *(voir page 3)* et sur l'affirmation d'une *« responsabilité particulière »* de la Russie. *« Ce qu'a ramené M. Tchernomyrdine* [ex-premier ministre et envoyé spécial du président Boris Eltsine] *de Belgrade n'est pas négatif »*, a estimé Jacques Chirac. *C'est déjà mieux que les résultats obtenus par M. Primakov. Mais c'est insuffisant »*.

La Déclaration de l'OTAN sur le Kosovo reprend dans ses grandes lignes les conclusions du dernier sommet européen en présence du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en y intégrant les propositions faites par l'Allemagne sur les modalités d'un cessez-le-feu. L'Alliance est *« prête à suspendre ses frappes aériennes une fois que Belgrade aura accepté sans équivoque les cinq conditions et entamé, de façon manifeste, un retrait rapide de ses forces du Kosovo en suivant un calendrier précis »*. Le texte souhaite que le processus du rétablissement de la paix passe par l'ONU. L'hypothèse d'un blocage (c'est-à-dire d'un veto russe) à l'ONU n'est pas explicitement envisagée. Dans ce cas, l'OTAN poursuivrait seule sa stratégie. Mais la porte reste ouverte à une médiation du Kremlin, si elle amène une capitulation déguisée de Slobodan Milosevic.

Patrice de Beer et Luc Rosenzweig

L'Italie « désapprouve » le raid sur la télévision serbe

S'adressant à des agences de presse de son pays à Washington, vendredi 23 avril, le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, a condamné le bombardement par l'OTAN du bâtiment de la télévision nationale serbe à Belgrade dans la nuit de jeudi à vendredi. Qualifiant le raid de *« désastreux »*, M. Dini a estimé que *« la question de la télévision ne faisait pas partie des plans »*. *« C'est terrible, et je désapprouve »*, a-t-il ajouté.

De leur côté, des diplomates français ont indiqué qu'à l'OTAN les procédures habituelles de choix des cibles ont été respectées. *« Il s'agit d'une cible faisant partie des objectifs identifiés dans le cadre de la phase actuelle »*, a précisé un porte-parole du Quai d'Orsay, et Jacques Chirac a déclaré qu'il était *« tout à fait d'accord avec les cibles visées ces derniers jours »*. Néanmoins, les propos de M. Dini pourraient présager d'autres difficultés entre alliés, lors des frappes aériennes à venir.

Les Américains déploient des renforts en Albanie

Washington a ordonné, vendredi 23 avril, le déploiement en Albanie de quinze chars M-1 Abrams, de quatorze véhicules Bradley, de huit canons de 155 mm, d'une nouvelle batterie de lance-roquettes multiples (LRMS), de missiles contre les chars et de moyens d'acquisition du renseignement en provenance des Etats-Unis et de l'Allemagne. Ce qui portera de 3 300 à 5 350 hommes les effectifs américains en Albanie.

C'est la première fois que le char lourd Abrams est déployé dans les Balkans, les Britanniques ayant positionné leurs chars Challenger en Grèce et les Français tenant leurs chars Leclerc à Miramas, en France, à la disposition de l'OTAN, dans le cadre d'un renfort des 12 000 hommes stationnés en Macédoine. Le Pentagone a expliqué qu'il s'agit de protéger la flotte des vingt-quatre hélicoptères d'attaque Apache, basés en Albanie, qui sont prêts à devenir opérationnels la semaine prochaine et dont il a été envisagé de doubler le nombre dans quelques semaines.

« Aucun compromis » de l'Alliance sur le Kosovo

VOICI les principaux points de la déclaration sur le Kosovo adoptée au sommet de l'Alliance, vendredi 23 avril à Washington.

VERBATIM

« La crise du Kosovo remet fondamentalement en cause les valeurs que l'OTAN défend depuis sa fondation (...). Nous ne laisserons pas cette campagne de terreur réussir.

» (...) Le président Milosevic doit :

» – mettre un terme de façon vérifiable à toute action militaire et mettre fin immédiatement à la violence et la répression au Kosovo ;

» – retirer ses forces militaires, paramilitaires et de police du Kosovo ;

» – accepter une présence militaire internationale au Kosovo ;

» – accepter le retour sans conditions et dans un climat de sécurité de tous les réfugiés et personnes déplacées et permettre aux organisations d'aide humanitaire d'accéder sans entraves à ces personnes ;

» – donner des preuves crédibles de sa volonté de travailler à l'établissement d'un accord-cadre politique s'appuyant sur les accords de Rambouillet.

» Il ne peut y avoir aucun compromis sur ces conditions. Aussi longtemps que Belgrade ne répondra pas à ces exigences légitimes (...), les opérations aériennes de l'Alliance (...) se poursuivront (...).

» Les gouvernements alliés mettent en place des mesures supplémentaires [comprenant] *une application intensifiée des sanctions économiques et l'imposition d'un embargo pétrolier sous l'impulsion de l'Union européenne. Nous avons demandé à nos ministres de la défense de déterminer les moyens par lesquels l'OTAN peut contribuer à mettre fin à la livraison de matériel de guerre, notamment en lançant des opérations maritimes, en tenant compte des conséquences possibles sur le Monténégro.*

» L'OTAN est prête à suspendre ses frappes aériennes une fois que Belgrade aura accepté sans équivoque les conditions mentionnées ci-dessus et entamé (...) de façon manifeste un retrait rapide de ses forces du Kosovo suivant un calendrier précis.

» Cela pourrait faire suite à l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant le retrait des forces serbes et la démilitarisation du Kosovo en couvrant le déploiement d'une force internationale pour garantir le prompt retour de tous les réfugiés et [de toutes les] *personnes déplacées, ainsi que l'établissement d'une administration provisoire internationale du Kosovo, permettant à son peuple de jouir d'une autonomie substantielle à l'intérieur de la RFY* [République fédérale de Yougoslavie]. *L'OTAN reste prête à former le noyau d'une telle force internationale (...).*

» La Russie (...) a un rôle important à jouer dans la recherche d'une solution politique au Kosovo. Cette solution doit reposer sur les conditions énoncées ci-dessus.

» (...) Nos gouvernements coopéreront avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en l'aidant à enquêter sur les responsables, jusqu'aux plus hauts niveaux, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

» Nous ne tolérerons pas que le régime de Belgrade menace la sécurité de ses voisins (...). Toute action de Belgrade à l'encontre du gouvernement du président Djukanovic aura de graves conséquences. »

Malgré ses réticences, Bonn n'exclut pas l'envoi de troupes

*« **LE DÉBAT** sur l'envoi de forces terrestres n'est plus à l'ordre du jour »*, a déclaré à Washington le chancelier allemand Gerhard Schröder. Comme il n'avait jamais été officiellement à l'ordre du jour, la situation n'a pas radicalement changé. Mais le fait que la déclaration des Dix-Neuf sur le Kosovo évite toute allusion à une intervention terrestre de l'OTAN était essentiel pour la coalition sociale-démocrate-Verts, qui n'aurait sans doute pas survécu à un changement radical de la stratégie de l'OTAN.

Dans tous les partis politiques allemands, y compris au sein de l'opposition chrétienne-démocrate, l'hostilité est très vive à une participation de la Bundeswehr à un engagement qui amènerait les soldats de l'OTAN à combattre au Kosovo contre les troupes yougoslaves. Le chancelier et son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, veulent donc éviter de se retrouver dans une situation où ils auraient à choisir entre la solidarité avec l'OTAN pour l'envoi de troupes au sol, et une position singulière de l'Allemagne au sein de l'Alliance (le fameux *Sonderweg*).

En revanche, les Allemands sont disposés à participer à une force internationale chargée de surveiller la mise en œuvre d'un accord au Kosovo, après qu'une solution politique aura été trouvée.

Dans les milieux gouvernementaux de Bonn, on souligne toutefois que la question d'envoi de troupes au sol ne devrait pas rester taboue et que la discussion mériterait d'être nuancée. Entre la stratégie du tout-aérien, appliquée actuellement par l'OTAN, et une force de maintien de la paix avec l'accord de Belgrade, comme prévu dans le texte de Rambouillet, de nombreuses situations intermédiaires peuvent se présenter.

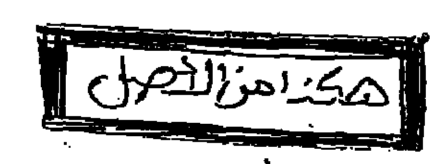
« ENVIRONNEMENT PERMISSIF »

Le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, a défini *« l'environnement permissif »* dans lequel les soldats de l'OTAN ne seraient pas obligés de combattre, par exemple dans l'hypothèse où *« les Serbes n'opposent aucune résistance à l'entrée de la force »* si, à la suite des bombardements de l'OTAN, les Serbes perdaient la volonté ou la capacité de se battre, faute de munitions ou de carburant.

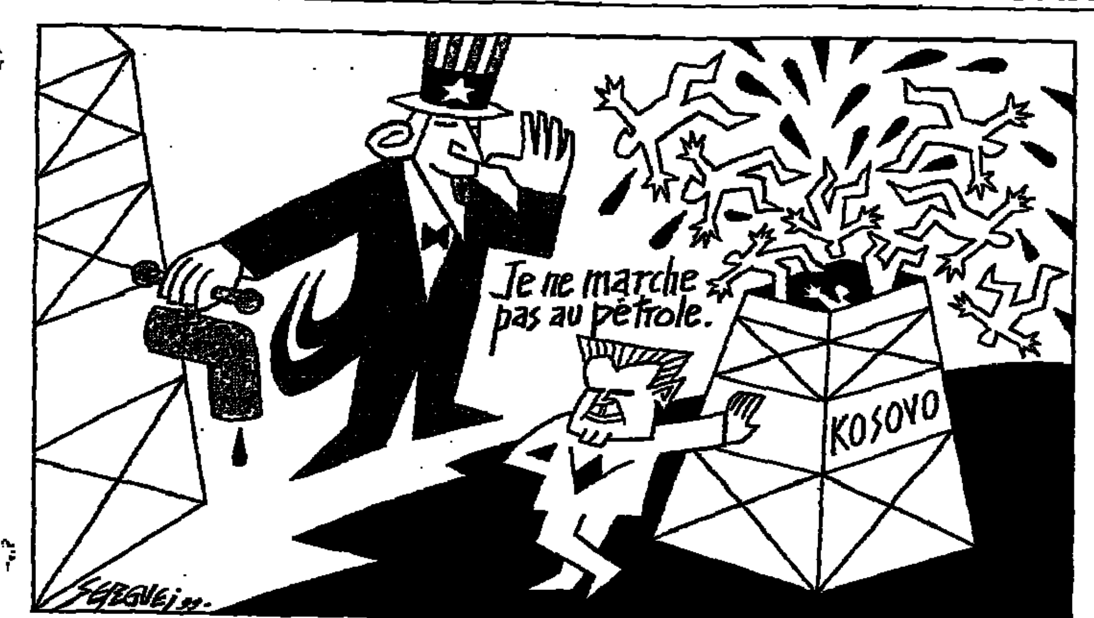
L'acceptation par Belgrade d'une intervention terrestre des alliés peut d'ailleurs prendre différentes formes. Ce ne serait pas nécessairement la signature de Slobodan Milosevic au bas d'un document. A Dayton, ce n'est pas le président de la Fédération yougoslave, mais celui de la Serbie (à l'époque, il s'agissait de Milosevic) qui a signé les accords sur la Bosnie. Pour le Kosovo, Milosevic pourrait très bien mettre en avant le président serbe, son comparse Milutinovic, afin de ne pas perdre la face en signant un texte qu'il trouverait humiliant.

Une autre possibilité serait de renoncer à un accord explicite de Belgrade (*« une invitation »*, comme indiqué dans le texte de Rambouillet) pour se contenter d'une acceptation tacite *(tacit consent)*. Autrement dit, sans approuver l'envoi d'une force militaire internationale, les Serbes ne s'y opposeraient pas. C'est une voie que la diplomatie russe est en train d'explorer *(lire page 3 l'article de François Bonnet)* et qui permettrait aux Allemands de sortir de leur dilemme.

Daniel Vernet



contre Belgrade



L'OTAN cherche à tarir l'approvisionnement des forces serbes en pétrole

LES DIRIGEANTS occidentaux ont demandé, vendredi 23 avril à Washington, aux responsables militaires de l'OTAN de *« déterminer les moyens par lesquels l'OTAN peut contribuer à mettre fin à la livraison de matériel de guerre, notamment en lançant des opérations maritimes »*.

Ce *« matériel de guerre »* inclut le pétrole, dans l'esprit des Occidentaux, qui contournent ainsi le fait que Belgrade ne fasse l'objet d'aucun embargo de l'ONU sur le pétrole mais seulement d'un embargo sur les armes.

Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a été autorisé par les ministres de la défense des dix-neuf pays membres de l'OTAN à travailler sur un *« système de recherche et de visites »* de navires, a précisé un responsable de l'Alliance.

L'OTAN est aux prises avec un paradoxe : depuis le début, sa campagne de frappes aériennes vise systématiquement les réservoirs de carburant et les ponts sur le Danube, ainsi que les raffineries yougoslaves, mais le ravitaillement continue de se faire.

Vendredi dans l'après-midi, les dirigeants de l'Union européenne avaient annoncé s'être mis d'accord sur *« l'interdiction de la fourniture de produits pétroliers à la Yougoslavie »* et avoir obtenu des pays associés à l'Union européenne voisins de la Yougoslavie qu'ils se joignent à cette position commune. Parmi ces pays associés, la Hongrie était spécialement visée pour les livraisons terrestres de pétrole russe.

Reste le problème du ravitaillement par voie maritime, c'est-à-dire par les ports du Monténégro

« La Hongrie a arrêté toute livraison de pétrole et de carburant à la RFY (République fédérale de Yougoslavie) *quelques jours après le déclenchement de l'offensive aérienne menée par l'OTAN. De tels produits n'y parviennent plus, ni via un oléoduc ni par d'autres moyens »*, a assuré au *Monde* le porte-parole du ministère hongrois des affaires étrangères, Gabor Horvath.

Restait le problème de l'approvisionnement par voie maritime, c'est-à-dire par les ports du Monténégro. La France n'était pas favorable à un blocus maritime qui, selon elle, n'avait pas de base légale et qui risquait d'asphyxier le Monténégro, déjà en difficulté, alors que ce sont les forces serbes qui sont visées.

Jacques Chirac a obtenu que cette préoccupation figure dans le communiqué de Washington. Dans ce texte les dirigeants de l'OTAN demandent aux ministres de la défense de *« tenir compte, dans les opérations maritimes qui seront lancées, des conséquences possibles sur le Monténégro. »*

Moscou presse Belgrade d'accepter une force militaire au Kosovo

MOSCOU
de notre correspondant

L'émissaire russe pour les Balkans, Viktor Tchernomyrdine, se serait-il fait « doubler » par Slobodan Milosevic, lors de leur entretien du jeudi 22 avril à Belgrade ? De cette rencontre, l'ancien premier ministre ne veut retenir qu'un résultat : la Yougoslavie accepte la présence au Kosovo de *« forces étrangères, bien sûr militaires, avec la participation de la Russie »*, alors que Belgrade n'a cessé, vendredi 23 avril, de démentir cet accord. Les pays de l'OTAN ont jugé que M. Tchernomyrdine n'avait rien obtenu qui permette un arrêt des bombardements.

Au premier abord, la nouvelle mission russe à Belgrade, après la médiation sans succès du premier ministre, Evgueni Primakov, le 30 mars, se solde donc par un échec. Pourtant, elle paraît augurer d'un mouvement de Moscou pour accentuer sa pression sur le Belgrade. Le texte en six points, co-signé jeudi par MM. Tchernomyrdine et Milosevic, parle d'une *« présence internationale au Kosovo, sous l'égide de l'ONU »*. Pour le dirigeant russe, il s'agit bien d'une présence militaire : *« Il s'agira de militaires. Bien sûr que nous avons parlé de militaires. De quels civils pourraient-ils s'agir ? La guerre continue là-bas »*, a-t-il répété vendredi soir. Dans le même temps, Slobodan Milosevic le démentait, ne parlant que d'une *« mission civile »*, sans participation des pays de l'OTAN. *« Nous n'avons pas abordé la question d'une présence militaire internationale »*, expliquait Zivadin Jovanovic, ministre des affaires étrangères yougoslave.

Moscou a indirectement confirmé ce démenti. L'agence Interfax a cité, vendredi, des *« sources diplomatiques »*, formule désignant généralement le ministère russe des affaires étrangères, expliquant que Belgrade n'acceptait qu'une présence civile. Ajoutant que les propositions de M. Tchernomyrdine, *« sont sur la table des Yougoslaves, dans l'attente d'une réponse positive »*. La Russie *« ne rejette pas par principe une composante militaire »* puisque l'application d'un éventuel accord au Kosovo est *« impossible sans contingents armés »*.

GLISSEMENT SÉMANTIQUE

La mission russe a permis d'adresser plusieurs signaux à l'Occident. La Russie confirme qu'elle est favorable au déploiement d'une force militaire internationale au Kosovo, sous mandat de l'ONU et avec participation russe. Moscou avait jusqu'alors posé plusieurs conditions : cette force ne peut intervenir qu'après un règlement politique ; elle doit être déployée avec l'accord de Belgrade ; l'intégrité de la Yougoslavie doit être préservée. Depuis plusieurs jours, cette position a évolué, à en juger par le vocabulaire utilisé : il ne peut y avoir de force internationale qu'à *« la demande »* de Belgrade, affirmait-on tout d'abord ; par la suite, on a parlé simplement *« d'accord »* de la Yougoslavie. Enfin, le chef de la diplomatie russe Igor Ivanov évoquait, dans un point de vue publié par *Le Monde* le 22 avril, une force qui *« doit pouvoir être acceptée par tous »*. Il ajoute surtout qu'*« une position constructive de la part de Belgrade, dictée par l'intérêt national à long terme, aidera sans nul doute à trouver une solution dans le cadre de l'ONU »*.

Ce glissement sémantique n'est pas anodin. Progressivement, Moscou envisage un scénario qui l'amènerait à accepter une résolution de l'ONU sur le déploiement d'une force internationale. Il lui faut pour cela forcer la main de M. Milosevic... ou se résoudre à passer outre.

Au début de la semaine, Boris Eltsine a demandé à Viktor Tchernomyrdine de trouver de nouveaux moyens de pression sur la Yougoslavie. Ce dernier a expliqué vendredi que M. Milosevic mentait ou se déjugeait en revenant sur un accord qu'il affirme avoir arraché aux Yougoslaves. Il a fait la démonstration, aux yeux de l'opinion publique russe, que M. Milosevic est *« un partenaire difficile »*. Un partenaire que la Russie pourrait ne pas soutenir indéfiniment.

François Bonnet

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

« Le peuple doit être parfaitement informé »

CHAQUE JOUR, la télévision serbe – lorsque ses émissions ne sont pas interrompues comme ce fut encore le cas dans la nuit de vendredi à samedi – se transforme en chaîne d'information non-stop, répondant ainsi au vœu du gouvernement pour lequel, *« dans une telle situation, il est primordial que le peuple soit parfaitement informé »*. Les bulletins s'enchaînent, entrecoupés de clips patriotiques, d'images des concerts de protestation, de quelques sketches humoristiques et d'interludes de variétés, dominés par les chants à la gloire du pays.

Les informations sont quasiment entièrement consacrées aux événements liés à la guerre. Les qualificatifs *« criminel »*, *« fasciste »*, *« agresseur »*, *« ignobles »* martèlent les opérations de l'OTAN, face au peuple serbe et à l'armée yougoslave *« courageux, héroïques et dignes »*. La télévision accorde une large place aux souffrances imposées à la population, mais elle veille également à la rassurer : l'approvisionnement est toujours suffisant grâce à l'action du gouvernement.

Quant à l'opposition démocratique, ses représentants n'apparaissent plus depuis longtemps à l'écran et leurs rares communiqués repris par la télévision se limitent à des morceaux patriotiques soigneusement choisis. La même sélection rigoureuse s'applique aux émissions de variétés. Animateurs, artistes et autres invités sont ceux dont la fidélité au régime leur vaut d'occuper les écrans des chaînes d'Etat depuis une dizaine d'années.

La télévision semble ainsi vouloir transformer une réprobation générale de l'action de l'OTAN en union sacrée autour du parti au pouvoir. C'est d'ailleurs ce qu'affirme un nouveau clip : *« Aujourd'hui nous sommes tous un seul parti, son nom est : Liberté. »* Et après le bombardement de la résidence présidentielle, de nombreux représentants du régime ont déclaré : *« Nous sommes onze millions de Milosevic. »* Quoi qu'il arrive au Kosovo, le peuple serbe devra donc défendre son chef de la façon prescrite.

Et gare aux contestataires ! Fait unique depuis le début du conflit : la télévison a annoncé la semaine dernière l'existence d'un « vilain petit canard » et la sanction prise à son encontre. Le chef d'orchestre de la Philharmonie de Belgrade, Emil Tabakov, a été limogé pour avoir *« foulé au pied son honneur »* en acceptant *« de diriger un concert lors d'une cérémonie du cinquantenaire de l'OTAN devant le criminel Solana »*.

Hector Forest

En France, le plan « Vigipirate » a été renforcé

LE GOUVERNEMENT Jospin a décidé de réactiver le plan « Vigipirate », à partir de samedi 24 avril, en raison de la poursuite de la guerre dans les Balkans. Pour justifier ce renforcement du dispositif de sécurité autour des bâtiments et des sites sensibles, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a évoqué des *« lettres anonymes de menaces contenant des mises en garde »* reçues ces derniers jours par des personnalités. Selon d'autres sources, un membre du gouvernement aurait reçu ce genre de courrier. *« Il ne faut pas tomber pour autant dans une psychose »*, a ajouté M. Chevènement. Le ministère de l'intérieur n'a pour le moment enregistré aucune menace d'attentat visant la France. Il s'agit seulement, selon lui, d'être prudent.

La réactivation du plan « Vigipirate » permettra de renforcer la présence visible des policiers, des gendarmes et des militaires à Paris, Lyon, Marseille, et dans les grandes villes. Le contrôle aux frontières sera plus minutieux et le recours aux fouilles des personnes et des sacs plus fréquent. La garde statique des bâtiments publics et des sites touristiques sensibles, comme la tour Eiffel, sera améliorée. La surveillance sera renforcée dans les aéroports. Ces mesures correspondent à la phase 2 du plan « Vigipirate », celle de l'*« alerte renforcée »*, qui prévoit la participation de l'armée au dispositif.

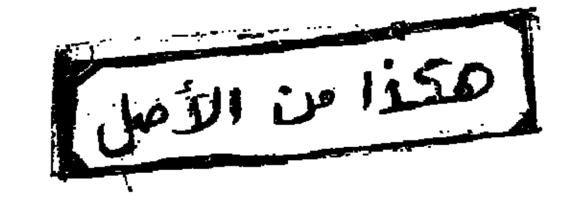
1 100 HOMMES À PARIS

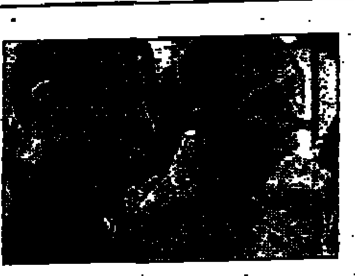
A Paris, des mesures particulières vont être prises. Le préfet de police Philippe Massoni devait réunir, samedi 24 avril, les responsables des grands magasins et des bâtiments publics. Sont également concernés la SNCF, EDF-GDF, la RATP, La Poste, France Télécom, la Ville de Paris, le rectorat, la Fédération hôtelière, ainsi que les représentants des théâtres, des cinémas et des musées.

Le préfet de police devait faire cinq recommandations à ses interlocuteurs : assurer une bonne surveillance des entrées du public ou du personnel ; contrôler le flux des véhicules et marchandises pénétrant dans les établissements ; faire attention à l'environnement ; prendre des mesures de précaution exceptionnelles en cas de découverte d'objets abandonnés ; s'adresser aux commissaires centraux de chaque arrondissement de la capitale pour demander conseil si nécessaire. Par ailleurs, les forces de sécurité parisiennes recevront le renfort de deux cents militaires, encadrés par des gendarmes mobiles. Au total 1 100 hommes seront mobilisés à Paris dans le cadre des missions « Vigipirate ».

A ce jour, les services de renseignement français n'ont cependant pas recueilli d'informations probantes faisant état de menaces réelles et imminentes visant le territoire français, où résident peu de Kosovars. La surveillance de la communauté serbe a été renforcée. Une réunion rassemblant des policiers de la direction de la surveillance du territoire et de la direction centrale des renseignements généraux doit avoir lieu très vite pour établir un bilan. Depuis les attentats de septembre 1995, le plan « Vigipirate » n'avait jamais été complètement abandonné. Il avait été allégé jusqu'à la Coupe du monde de football, en juin 1998, puis renforcé et maintenu jusqu'à ce jour, au prix de quelques allègements.

Pascal Ceaux





Le pari risqué d'une intervention serbe au Monténégro

PODGORICA
de notre envoyée spéciale

Slobodan Milosevic s'apprête-t-il à écraser le Monténégro ? A cette question, un politicien de Podgorica répond d'abord : *« Il frappera au Monténégro si cela peut lui être bénéfique. »* Puis il ajoute : *« A moins qu'il regarde autour de lui en se disant : "Peu importe, que tout brûle !". »* A supposer que l'homme fort de Belgrade base ses actes sur une certaine rationalité, quels sont les éléments qui pourraient le pousser à déclencher une mise au pas radicale de la petite république dont les dirigeants, perçus comme pro-occidentaux et réformateurs continuent à lui tenir tête ? Qu'est-ce qui, à l'inverse, devrait logiquement l'inciter à la retenue sur ce dossier ?

Il faut « faire très attention » à la situation de Podgorica, estime M. Chirac

Le président français, Jacques Chirac, a estimé, vendredi 23 avril à Washington, que les Alliés devaient *« être très attentifs à la situation très fragile du Monténégro qui reste dans l'incertitude de son devenir et qui doit être traité avec beaucoup de respect compte tenu du régime qui reste aujourd'hui le sien »*, a dit Jacques Chirac au cours d'une conférence de presse. Cela *« exige qu'on fasse très attention avant d'exercer des frappes sur des objectifs serbes du Monténégro »*, a-t-il ajouté en précisant qu'*« il va de soi que, s'il y avait une action de nature à changer la situation au Monténégro, il y aurait certainement un changement d'approche de la part de l'OTAN et des pays qui la composent en ce qui concerne les frappes »* contre le Monténégro.

Jacques Chirac a notamment justifié ses *« réserves »* sur d'éventuelles actions militaires contre des navires ou des terminaux pétroliers par la nécessité d'évaluer *« les conséquences que de telles actions auraient sur le Monténégro »*. – (AFP.)

Le Monténégro est la plus petite des six républiques de l'ancienne Yougoslavie de Tito. Elle est aussi la seule à avoir accepté, au moment de l'éclatement du pays, de rester au sein d'une fédération aux côtés de la Serbie. Le Monténégro ne représente qu'une portion de la superficie de la Serbie. Avec un peu plus de six cent mille habitants, il est environ douze fois moins peuplé. L'armée fédérale est déployée sur son territoire et ses côtes abritent la flotte yougoslave. Le Monténégro commande l'accès de la Yougoslavie à la mer.

UN « SECOND FRONT »

Beaucoup de Monténégrins (la proportion est difficile à évaluer) se sentent très proches, voire identiques aux Serbes : comme eux slaves orthodoxes et parlant la même langue. Les autorités du Monténégro narguent Milosevic en ne reconnaissant pas les institutions fédérales qu'il coiffe et en dénonçant sa politique de confrontation avec l'Ouest. Tout cela peut plaider en faveur d'un scénario d'intervention, le rapport de force apparaissant, a priori, favorable à Belgrade.

Mais Milosevic doit aussi peser les risques. Se lancer maintenant dans une confrontation armée avec les autorités de Podgorica impliquerait d'ouvrir un « second front » pour ses troupes, après le « premier », celui du Kosovo. Or les forces yougoslaves ont été sensiblement affaiblies par les frappes aériennes.

Un autre élément est l'issue des événements autour du Kosovo : si Milosevic pense qu'il a des chances de rester au pouvoir quand la crise s'achèvera, il ne brusquera pas la question du Monténégro. *« Il la gardera pour plus tard »*, estime un observateur à Podgorica. Le Monténégro constituera alors une carte de réserve. De même, une offensive contre le Monténégro scellerait sans doute la fin de la Fédération yougoslave, ce qui représente un risque politique pour Milosevic.

Certains à Podgorica affirment aussi que le Monténégro est en mesure d'opposer une résistance armée plus tenace qu'on ne le croit face à une tentative de « reconquête » par Belgrade. La police de la république serait, selon cette version, *« bien entraînée et équipée »*. Elle aurait bénéficié d'aides occidentales. Aussi, s'attaquer au Monténégro signifierait s'en prendre à une direction politique locale élue démocratiquement, disposant d'une légitimité indéniable, même si la société est divisée en deux camps, « pro » et « anti »-Milosevic, radicalisés par les frappes de l'OTAN. Cela pourrait provoquer un sursaut de la population contre le coup de force. De même, il n'est pas certain que toutes les unités de l'armée stationnées dans la république, parmi lesquelles figure une proportion non négligeable de Monténégrins, accepteraient d'ouvrir le feu sur des « concitoyens ».

DIVISIONS INTÉRIEURES

Un conflit civil au Monténégro serait assurément sanglant. Le pays est *grosso modo* divisé en deux zones : le nord, tourné vers Belgrade (à l'exception des quelque quatre-vingt mille musulmans du Sandjak, qui seraient pris en tenaille) ; et le sud, attaché à la ligne politique monténégrine libérale et autonome, où certains « bastions » de résistance seraient déjà mis sur pied. Les armes ne manquent pas, en tout cas, de part et d'autre, et la ligne de division passe souvent au milieu des familles. C'est la perception de ce danger de déflagration générale, – *« où l'on se battrait frère contre frère, où se serait la folie ! »*, dit une députée locale pro-Milosevic, Zorica Tajic –, qui expliquerait le statu quo actuel ainsi que le maintien d'un certain dialogue entre l'armée fédérale et la police monténégrine.

Mais, comme le dit un ancien membre des jeunesses communistes yougoslaves qui a suivi de près, à la fin des années 80, l'ascension politique de Milosevic, *« il est très difficile de comprendre ce genre de cerveau : un cerveau qui regarde calmement, jour après jour, comment son pays est en train d'être détruit, et qui continue de proclamer que les dégâts sont minimes... »* Milosevic, selon cette source, cherchera à faire déborder le conflit du Kosovo hors de la province. *« Ce serait pour lui une façon de faire monter les enchères, de défier l'OTAN »*. Le cas du Monténégro s'insèrerait ainsi dans la litanie des conflits qui ont pu porter Milosevic (Slovénie, Croatie, Bosnie, Kosovo, OTAN).

Des facteurs personnels pourraient-ils entrer en ligne de compte ? Né en Serbie, le maître de Belgrade est issu de parents monténégrins. Mais il n'a jamais publiquement revendiqué cette identité, préférant l'unique étiquette de serbe. Il est vrai aussi que son épouse, Mira Markovic – dont on dit qu'elle l'a toujours fortement influencé –, nourrit une antipathie féroce pour le président du Monténégro, Milo Djukanovic, avec lequel elle a échangé des noms d'oiseaux dès 1995.

A en croire un analyste, il est peu probable que la *« trahison »* de Djukanovic – sorti du cercle intérieur du pouvoir pour bafouer publiquement Milosevic, son ancien protecteur – donne lieu à une vengeance par les armes. Selon lui, *« Milosevic n'est pas du genre à prendre les choses sur un plan personnel »*. La violence, si elle éclate (*et nombreux sont ceux qui pensent que cela dépend uniquement de Milosevic*), sera basée sur d'autres considérations.

A Podgorica, où tous ses aspects font l'objet d'infinies discussions angoissées, un intellectuel résume ainsi la situation : *« Je ne suis pas certain que quelque chose se produira ici. Mais ce serait un miracle que le Monténégro soit épargné par la tourmente. »*

Natalie Nougayrède

■ À LA FRONTIÈRE AVEC L'ALBANIE

L'exode continue. Ici, des réfugiés kosovars ayant été séparés de leurs femmes et de leurs enfants se dirigent, vendredi 23 avril, vers le camp de Kukës, au nord-est de l'Albanie. Ils ont été chassés de leur village, situé près de Prizren, par des militaires serbes.



DYLAN MARTINEZ / REUTERS

Les témoignages se multiplient sur les viols et les disparitions de jeunes filles au Kosovo

MORINA, TIRANA (Albanie)
de notre envoyé spécial

REPORTAGE

« Quand elles revenaient, elles étaient choquées. Puis ça a été mon tour »

Elle est jeune, elle est belle. Elle a de grands yeux bleus et de beaux cheveux blonds. Adossée à une guérite au poste-frontière de Morina, au nord de l'Albanie, elle semble indifférente à tout. Au froid, à la pluie, au flot d'expulsés du Kosovo qui défilent tassés sur les tracteurs, aux caméras qui se braquent sur elle. Elle a un regard fixe, des larmes qui coulent sur son visage et une plaie rouge au front. Mais on dirait qu'elle souffre d'un mal plus intérieur. Que quelque chose en elle est brisé. Elle sanglote, ne parle pas. *« On ne la connaît pas. C'est une fille que l'on a trouvée sur la route. Elle est restée quatre ou cinq jours aux mains des Serbes »*, dit une réfugiée du Kosovo qui l'a recueillie.

Elle était jeune, elle était belle. Elle s'appelait Shpresa Halime. Elle avait vingt-deux ans. Même les garçons du village de Slatina (Kosovo) qui ne la connaissaient que de vue l'avaient remarquée. Dans une remorque tirée par un tracteur, elle se dirigeait avec sa famille vers l'Albanie. Le convoi des déportés s'est arrêté. Un soldat serbe lui a demandé de descendre. Elle a refusé de le suivre. *« Le Serbe lui a tiré une rafale dans le dos »*, raconte, dans la ville albanaise frontalière de Kukës, Sefer Bazaj, un des nombreux réfugiés témoins de la scène. Le drame s'est passé à l'entrée de la ville de Djakovica.

Luljeta Berisha, dix-huit ans, se souviendra toute sa vie de la nuit du 2 au 3 avril 1999. Le bus dans lequel elle avait été expulsée avec sa famille, en compagnie de Kosovars d'autres bourgades, s'est arrêté pour la nuit dans le village de Malishevo. Alors, raconte Luljeta dans un camp de réfugiés de Tirana, *« des miliciens serbes en armes sont montés dans le bus. D'abord ils ont demandé de l'argent. Puis ils ont commencé à prendre des jeunes filles, une par une. Cela a duré toute la nuit. Quand elles revenaient, après une heure environ, elles étaient choquées, presque évanouies. Elles pleuraient. Puis ça a été mon tour. »* Un Serbe l'a attrapée par le bras. Son père, Hajdar Berisha, a proposé de l'argent. Mais, raconte-t-il un peu honteux : *« J'étais le seul homme dans le bus. Je n'ai rien pu faire. »* Luljeta a dû suivre le policier : *« Je me suis retrouvée entourée par une dizaine d'hommes. Ils m'ont proposé une cigarette. J'ai refusé. Je me suis évanouie. Ils m'ont remis dans le bus. »* Luljeta a demandé à une jeune fille, assise non loin d'elle, ce que les Serbes lui avaient fait. Elle a répondu : *« Maintenant la vie ne vaut plus rien. Tout ce que je veux, c'est mourir. »*

DES CAMPS

« Nous avons trois témoignages mais il est sûr qu'il y a eu beaucoup plus de cas : les femmes ne veulent pas parler », explique Anne-Marie Guilleux, médecin-réanimateur à Médecins du monde, au poste de secours à la frontière de Morina. L'OTAN a accusé les Serbes d'avoir établi des camps de viols. Comme ils l'avaient fait lors de la guerre de Bosnie dans la ville de Foca. *« Nous recevons des informations très dérangeantes selon lesquelles des jeunes femmes kosovares ont été rassemblées dans un camp d'entraînement de l'armée serbe près de la ville de Djakovica, non loin de la frontière, où elles ont été violées par les soldats et jusque vingt d'entre elles ont été tuées »*, a ainsi déclaré, le 9 avril, le porte-parole du Pentagone.

Après que ses envoyés eurent interviewé deux cent cinquante réfugiés du Kosovo, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a fait état, vendredi 23 mars, d'*« une augmentation de déclarations sur des sévices sexuels, y compris des viols collectifs de groupe de femmes »*. Le porte-parole de l'OTAN avait auparavant accusé les Serbes de détenir une centaine de femmes kosovares à l'usine ferro-nickel de Glogovac, plusieurs dans un camp militaire de Djakovica et d'autres dans un hôtel de Pec (ouest du Kosovo).

« JE N'EN AI REVU AUCUNE »

Pakize Kelmendi, quarante-deux ans, tenait un magasin à Pec. Dans un camp de réfugiés de Tirana, elle raconte : *« Je suis restée enfermée pendant dix jours dans la cave avec ma famille car il y avait des rafales, des explosions en ville. Le 28 mars, les policiers serbes ont regroupé des habitants de la ville sur la place centrale. Ils nous ont dit : "Vous partez en Amérique, chez l'OTAN, vos protecteurs ! " Puis les policiers ont choisi dans la foule les plus jolies filles. J'en connaissais certaines de vue, mais aucune de nom. Elles n'étaient ni de mon quartier, ni de mon âge. Ils les ont arrachées à leur famille. Ils en ont pris une vingtaine. Les gens protestaient. Mais ils ne pouvaient rien faire. Les policiers les braquaient avec leurs mitraillettes. Ils ont enfermé les filles dans la banque, construite il y a deux ans. En face, se trouve l'hôtel Metohija. Les parents n'ont pas voulu dire leurs noms. Je pense que c'est une façon pour eux de cacher la honte, si leur fille revient. On ne sait pas ce qu'elles sont devenues. J'ai cherché, je n'en ai revu aucune depuis. »*

Hospitalisée à Tirana, Hatije Rusha, paysanne du petit village de Velika Krusa, situé non loin de Djakovica, a raconté que, le 27 mars, *« après avoir bombardé et mitraillé les maisons, les soldats serbes (avaient) séparé les hommes des femmes. Ils ont également pris un groupe de quatre jeunes filles. On ignore ce qu'elles sont devenues »*.

Ferida Rushiti, une jeune médecin originaire de la région de Pristina, qui assiste les réfugiés au sein de l'association Kozara, affirme : *« Le 25 mars, premier jour d'arrivée des réfugiés à la frontière de Morina, des familles de la ville de Pec m'ont raconté que plusieurs jeunes filles avaient été arrachées des camions, des tracteurs, près de la frontière albanaise. Pour des raisons de tradition et de religion, les familles refusent de parler de la disparition de leurs filles. Même pour moi, qui suis femme et kosovare, cela a déjà été très difficile. Elles m'ont raconté que les Serbes avaient sélectionné les jeunes filles, qu'ils disaient : "Prends celle-là, elle est mieux". »*

Jean-Baptiste Naudet

DÉPÊCHES

NETTOYAGE ETHNIQUE

■ La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté, vendredi 23 avril, une résolution accusant les forces du président yougoslave Slobodan Milosevic de nettoyage ethnique, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Kosovo. Le texte condamne aussi, mais en termes beaucoup moins vifs, les excès de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) pour des meurtres, des enlèvements de policiers serbes et de civils. – (AFP.)

DÉPÔT D'ARMES

■ La police macédonienne a découvert 35 armes automatiques et 56 000 pièces de munitions cachées près du village de Radolista (sud-ouest de la Macédoine), a indiqué, vendredi 23 avril, la radio nationale. Un important arsenal a été découvert la semaine dernière dans une cache installée par l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dans une mine désaffectée près de la frontière yougoslave. Skopje craint que ces armes ne servent à approvisionner des unités de l'UCK. – (AFP.)

AMNESTY INTERNATIONAL

■ Amnesty International a demandé, vendredi 23 avril, des *« explications de toute urgence »* à l'OTAN après le bombardement, la veille, du siège de la télévision serbe à Belgrade, qui aurait fait au moins dix morts et une vingtaine de disparus. *« Nous ne voyons pas ce qui justifie cette attaque »*, déclare l'organisation de défense des droits de l'homme dans un communiqué. – (Reuters.)

ÉMISSAIRE DE L'ONU

■ Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, devait choisir entre l'ancien premier ministre suédois, Carl Bildt, et l'ancien chancelier autrichien, Frantz Vranitzky, pour être son émissaire diplomatique dans les Balkans, selon des sources onusiennes. Cette nomination pourrait intervenir en début de semaine. – (AFP.)

CONSEIL DE L'EUROPE

■ Les ministres de la santé de trente-trois pays membres du Conseil de l'Europe ont exprimé, vendredi à Athènes, *« leurs profondes préoccupations concernant l'impact de la crise du sud-est de l'Europe sur la vie et la santé des réfugiés, des personnes déplacées et de toutes les populations dans la région »*. Ces mêmes ministres recommandent au Conseil de l'Europe d'apporter *« son expertise spécifique en tant qu'organisation ayant pour vocation la promotion des droits de l'homme et les droits sociaux »*. Le fonds de développement social du Conseil de l'Europe a accordé 2 millions d'euros (13 millions de francs) pour les actions d'urgence à entreprendre vis-à-vis des réfugiés du Kosovo.

DÉPÊCHES

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

La répression politique à Cuba de nouveau condamnée aux Nations unies

Le marasme économique explique le durcissement du régime castriste

La commission des droits de l'homme des Nations unies a approuvé de justesse – 21 voix contre 20, avec 12 abstentions –, vendredi 23 avril à Genève, une résolution présentée par la République tchèque et la Pologne critiquant la répression politique à Cuba et demandant la libération de tous les prisonniers politiques. L'île de Fidel Castro avait, l'an dernier, échappé à cette condamnation voulue par Washington.

LA HAVANE
de notre envoyé spécial

Le Malecon, ce long bord de mer qui sert de lieu de rencontre, est désert, et les ruelles de la vieille Havane sont sous haute surveillance. Des policiers, parfois accompagnés de chiens, sont postés à toutes les intersections. Difficile d'engager la conversation avec un jeune Cubain, surtout s'il a le profil d'un « antisocial potentiel ». *« Mieux vaut ne pas parler à un étranger, car on risque une amende de 30 pesos* (9 francs) *et cinq heures au poste »*, dit Jorge, un Noir qui, malgré les médailles gagnées sous le feu ennemi en Angola, n'arrive pas à joindre les deux bouts avec son salaire de peintre en bâtiment. *« Je gagne 160 pesos* (48 francs) *par mois. Si je ne trouve pas des à-côtés, je ne peux pas nourrir mes trois enfants. »*

Malgré une situation budgétaire extrêmement tendue, les autorités consentent d'importants efforts en faveur de la police. Grâce à différentes primes, les policiers sont aujourd'hui les fonctionnaires les mieux payés de l'Etat cubain. Ils gagnent deux fois plus qu'un ministre et roulent dans des Peugeot flambant neuves. Depuis le début de l'année, Fidel Castro a déclaré la guerre à la délinquance, à la prostitution, aux négoces illicites et aux « comportements antisociaux » qui ont accompagné le développement du tourisme et la dollarisation de l'économie.

Les mesures sécuritaires semblent plutôt bien accueillies par une population choquée par quelques crimes spectaculaires et la montée des inégalités liées au degré d'accès au billet vert. *« Les jineteras* (prostituées) *étaient devenues le groupe le mieux rémunéré de cette société, gagnant en deux ou trois nuits l'équivalent de six mois de salaire d'un cadre »*, souligne le sociologue Aurelio Alonso.

SÉRIE DE PROCÈS

Pourquoi avoir accompagné ces mesures d'un durcissement de la répression à l'égard des dissidents et des journalistes indépendants ? Avec la promulgation de la « loi de protection de l'indépendance nationale et de l'économie » – qui prévoit des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison pour les personnes reconnues coupables de « collaborer » avec les Etats-Unis – et la série de procès visant des dissidents, les autorités ont pris le risque de sacrifier les succès diplomatiques remportés l'an dernier. La condamnation de Cuba, vendredi 23 avril, par la commission des Nations unies sur les droits de l'homme à Genève résulte directement de ce regain de tension politique.

« Le message [des autorités] *est clair : nous avons été contraints à une ouverture économique, mais pas question de changement politique »*, analyse Enrique Lopez, un journaliste catholique. Les « orthodoxes » n'ont accepté qu'à contrecœur les mesures d'ouverture économique imposées par l'effondrement du bloc socialiste. Or ces réformes n'ont pas ranimé durablement la croissance.

L'effondrement des cours mondiaux du sucre et du nickel, les deux principaux produits d'exportation, accentue les difficultés de trésorerie. Exclue des circuits de financement multilatéraux à long terme, condamnée aux crédits bancaires à taux élevés, l'économie accumule les arriérés et les impayés. S'y ajoute une forte contraction du secteur informel liée à la lutte contre la prostitution. C'est *« un coup fatal à toute une économie parallèle de taxis plus ou moins clandestins, de loueurs de chambres et de paladares* (restaurants privés) *»*, explique Enrique Lopez. Echappant au contrôle de l'Etat, ce secteur risquait à terme de poser une menace politique.

« UNE ATTITUDE MACHIAVÉLIQUE »

« Tout est prémédité. Il s'agit d'une tension artificielle dont le seul but est le maintien du pouvoir absolu, une nouvelle manifestation de l'attitude machiavélique du gouvernant cubain », estime pour sa part le journaliste indépendant Ricardo Gonzalez Alfonso. Au siège de l'agence Cuba Press – un modeste appartement en ville –, il dresse un parallèle entre la situation actuelle et la crise de février 1996. La chasse cubaine avait alors abattu deux petits avions pilotés par des exilés, précipitant l'adoption de la loi Helms-Burton, qui a renforcé l'embargo imposé par les Etats-Unis.

Pour le député Lazaro Barredo, la relation conflictuelle avec les Etats-Unis est une nouvelle fois au cœur de la crise. *« Les mesures annoncées début janvier par l'administration Clinton ne constituent pas un assouplissement de l'embargo. Elles visent au contraire à intensifier l'appui à la dissidence et à la subversion interne »*, affirme-t-il. En refusant de réexaminer sur le fond la politique américaine envers Cuba, Bill Clinton aurait renforcé les adversaires du dialogue des deux côtés du détroit de la Floride et accéléré le durcissement du régime castriste.

Jean-Michel Caroit

La Chine absoute, la Birmanie condamnée

Une nouvelle fois, la Chine a échappé à une condamnation à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, vendredi 23 avril à Genève : une motion dite de *« non-action »*, interdisant l'examen d'un texte proposé par les Etats-Unis, a été adoptée par 22 voix (en majorité africaines et asiatiques, plus la Russie et Cuba) contre 17 (pays occidentaux, Pologne et République tchèque) avec 14 abstentions. Le représentant de Pékin a déclaré que la situation des droits de l'homme s'est *« rapidement améliorée »* pour la population chinoise, y compris la *« population tibétaine »*. Xia Qiang, observateur chinois et directeur de Human Rights in China, a qualifié cette motion d'*« irresponsable et injustifiable »*.

La Birmanie, elle, a été condamnée pour des *« violations de plus en plus graves et systématiques des droits de l'homme »* dans une résolution présentée par l'Union européenne et adoptée par consensus par les 53 membres de la Commission.

Les deux tueurs de Littleton appartenaient aux « gothiques » d'Internet

LITTLETON (Colorado)
de notre envoyée spéciale

REPORTAGE

Au lycée Columbine, tout le monde savait que Dylan et Eric étaient « goths ». Habillés en noir, marginalisés et moqués

C'étaient donc des *« goths »*. Eric Harris, dix-huit ans, Dylan Klebold, dix-sept ans, les deux tueurs du lycée Columbine à Littleton qui ont tiré sur leurs camarades, tuant treize d'entre eux avant de retourner les armes contre eux-mêmes, appartenaient à cette « tribu » d'ados reliés par Internet. Membres de la « trench coat mafia » du lycée, ils avaient, eux aussi, glorifié la mort, la violence, l'anéantissement et Hitler. Dylan Klebold, pourtant, était d'origine juive.

Joe Stair, lui aussi, est un « goth ». Habillé en noir, marginalisé, mais il n'a pas tué. Dans un entretien avec le quotidien local, le *Rocky Mountain News*, il se dit *« choqué, écœuré, malade, navré »* par le massacre. *« Oui, nous étions isolés, moqués par les autres. Oui, nous voulions nous venger, mais pas comme ça. »* « Fondateur » de la bande de jeunes en imperméables noirs, Joe Stair explique que le groupe s'était créé afin de *« protéger les parias »* du lycée. Ces quelques étudiants que l'on dit maintenant *« brillants, intelligents et bizarres »*. Selon lui, le surnom de « trench coat mafia » leur a été *« imposé »* par les *« jocks »*, c'est-à-dire les sportifs, toujours très populaires dans les lycées américains. *« Ce surnom, nous l'avons accepté, et nous l'avons porté avec fierté. »* Il poursuit : *« C'est vrai que nous sommes en colère, que nous sommes toujours ensemble, que nous écoutons la musique des groupes allemands et que nous visitons les sites* [Internet] *des goths. Mais nous ne sommes pas les seuls. Des centaines de milliers de teenagers dans le monde font la même chose. Ouvrez vos yeux ! »*

Qui sont les « goths » ? Que disent-ils ? Seuls les jeunes, les adolescents, semblent savoir, et ce depuis plusieurs années déjà. *« Mais oui, ils étaient "goths", Eric et Dylan, on savait tous qu'ils étaient "goths" »*. Un interlocuteur semble réellement surpris par notre incompréhension : *« Des "goths"*, répète-t-il, *vous savez, comme "gothique" : les jeunes qui s'habillent en noir, qui se peignent les ongles en noir et le visage en blanc... Des "goths", quoi ! »* Des « goths » à Littleton ? *« Mais oui, ils sont partout. »* Josh, seize ans, est serveur dans un petit restaurant de la ville, mais il est aussi élève au lycée Columbine. *« On ne les prenait pas au sérieux, et il est vrai que nous nous moquions d'eux. »*

« IL FAUT METTRE FIN À CETTE MISÈRE »

Pour tenter de comprendre les « gothiques », il faut visiter leurs sites sur Internet. *« Nés dans la douleur, nous tentons d'étouffer ce dont nous avons besoin, cet appétit vorace qui nous ronge, mais la pression s'accumule, et bientôt explosera, avec toute la force de notre fureur »*, lit-on sur l'un. Sur un autre, cette affirmation : *« Nous rentrons dans l'immortalité et dans l'obscurité, nous souffrons, dans le pèlerinage de la vie, nous devons faire face à trop de chemins. C'est trop dur, trop dur... Notre douleur est insoutenable. Nous savons une seul chose, il faut mettre fin à cette misère... »*.

Mardi dernier, Eric Harris et Dylan Klebold ont donc *« mis fin à leur misère »* par la tuerie. Vendredi 23 avril, Littleton, de plus en plus sous la neige, a enterré la première des victimes de leur folie, John Tomlin, dix-huit ans. Samedi, c'est à la petite Rachel, seize ans, que la ville disait adieu.

Afsané Bassir Pour

L'Afrique du Sud assied sa position de puissance militaire régionale

LOHATLA
de notre envoyé spécial

« "Blue Crane" constitue l'exercice de maintien de la paix le plus important jamais réalisé en Afrique. Beaucoup pensaient que nous ne serions pas capables de l'organiser, nous leur avons donné tort. » Le général Andre Bestbier ne cache pas sa fierté. L'opération « Blue Crane » (Grue bleue) doit continuer jusqu'au 30 avril, mais pour l'officier sud-africain qui le coordonne, l'exercice est un succès.

Depuis plusieurs jours, quelque cinq mille hommes venus de douze pays d'Afrique australe sont rassemblés sur la base de Lohatla, grande comme un département français, à équidistance de Johannesburg et du Cap, en direction de la Namibie, manœuvrant ensemble sans incident majeur. A un mois des élections qui doivent marquer la fin de l'ère Mandela, l'Afrique du Sud réaffirme sa stature de superpuissance régionale et se prépare, bon gré mal gré, à son rôle de gendarme du continent africain.

Soucieux de ménager ses voisins, Prétoria se défend de toute intention hégémonique. « Blue crane », précise le gouvernement sud-africain, est une initiative régionale, organisée par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). L'exercice, insiste-t-on à Pretoria, ne préfigure nullement une éventuelle intervention en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), et il ne fait référence à aucun théâtre d'opérations.

Même si « Blue Crane » constitue un pas significatif dans ce sens, Pretoria préfère ne pas évoquer la création d'une force de la paix régionale dans l'immédiat. *« Il y a encore beaucoup à faire et c'est une décision politique que doivent prendre les chefs d'Etat de la région »*, affirme le général Bestbier.

La réticence de l'Afrique du Sud à assumer le rôle de gendarme africain s'explique par l'hostilité que suscite souvent ses initiatives, comme l'a montré le fiasco de l'intervention au Lesotho. En volant au secours, en septembre 1998, du gouvernement de ce petit royaume enclavé en territoire sud-africain, Pretoria pensait consacrer sa montée en puissance sur le continent.

Pour la première fois depuis la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud intervenait hors de ses frontières pour rétablir l'ordre dans un pays voisin. Les autorités sud-africaines avaient ménagé les apparences, en agissant à la demande du gouvernement du Lesotho et sous l'égide de la SADC. Mais, en dépit de ces précautions, l'Afrique du Sud a été accusée d'agir de manière autoritaire et uniquement pour protéger ses intérêts. Les dégâts causés par l'opération ont renforcé l'image d'une puissance dominatrice et maladroite.

LES MOYENS DE SON AMBITION

L'idée d'une force de la paix à dominante sud-africaine est d'autant plus délicate à faire accepter que la région est profondément divisée à propos de la RDC. Le conflit dans l'ex-Zaïre et la reprise de la guerre civile en Angola déstabilisent la SADC, considérée jusqu'à présent comme un modèle d'intégration régionale pour l'Afrique.

Le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie forment désormais, au sein de l'organisation, un bloc qui soutient le régime de Laurent-Désiré Kabila et s'oppose à Pretoria sur le plan diplomatique. Depuis le début de la crise, les alliés de M. Kabila minent les efforts de médiation de l'Afrique du Sud, favorable aux rebelles soutenus par l'Ouganda et le Rwanda. La signature, début avril, d'un pacte d'assistance militaire liant l'Angola, la RDC, la Namibie et le Zimbabwe consacre le clivage au sein de la SADC.

Dans ce contexte, l'opération « Blue Crane » apparaît comme un exercice de coopération ambitieux. A l'exception de la RDC et des Seychelles, tous les pays de la SADC participent à l'exercice. En accueillant l'opération, l'Afrique du Sud rappelle son importance sur la scène régionale et montre qu'elle est prête à jouer son rôle pour résoudre les crises au sein de la SADC, voire ailleurs en Afrique. Elle est la seule puissance du continent à avoir les moyens de son ambition. Même si les pays occidentaux ont fourni une aide financière et logistique importante pour l'organisation de « Blue Crane », l'Afrique du Sud a organisé seule l'exercice, fournissant la majorité des soldats déployés. Son budget est en baisse, mais l'armée sud-africaine reste la plus opérationnelle du continent. « Blue Crane » est aussi chargée de le rappeler.

Frédéric Chambon

Sonia Gandhi ne parvient pas à former le gouvernement indien

NEW DELHI. Sonia Gandhi a subi son premier revers sérieux en échouant, vendredi 23 avril, à réunir les 272 voix nécessaires à la formation d'un nouveau gouvernement. Avec le soutien de seulement 233 députés, la présidente du Parti du congrès a toutefois affirmé qu'elle allait poursuivre ses efforts, en consultation avec les autres partis opposés aux nationalistes hindous du Parti du peuple indien (BJP), en vue de former un cabinet laïc. Elle n'a pas exclu de voir le Congrès s'engager dans un gouvernement de coalition qu'elle ne conduirait pas elle-même.

En cas de désaccord persistant, le président Narayanan, qui se refuse à toute décision hâtive, pourrait appeler à de nouvelles élections, les troisièmes en trois ans. – *(Corresp.)*

La politique d'Israël à Jérusalem-Est suscite l'inquiétude occidentale

LONDRES. Le gouvernement britannique s'est dit, vendredi 23 avril, *« profondément préoccupé »*, après la décision du gouvernement israélien de fermer des bureaux de la Maison d'Orient à Jérusalem-Est. *« Jérusalem fait partie des questions qui doivent être négociées lors des discussions sur le statut définitif »* des territoires palestiniens, a déclaré le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Derek Fatchett dans un communiqué. *« Toute action préalable* [à ces discussions] *est très malvenue car elle va, inévitablement, à la fois accroître la tension et rendre plus difficile le processus de négociation »*, a-t-il ajouté.

La France, de son côté, a exprimé son *« inquiétude »* après l'annonce de la décision israélienne. *« Il importe d'éviter toute mesure inconsidérée de nature à provoquer une tension dangereuse, »* a déclaré François Rivasseau, porte-parole adjoint du Quai d'Orsay. *« Ce qui importe est que la Maison de l'Orient puisse continuer à fonctionner comme elle le faisait jusqu'à maintenant. »* – *(AFP, Reuters.)*

La compagnie d'aviation libyenne a repris ses vols commerciaux

TRIPOLI. La compagnie d'aviation libyenne, la Libyan Arab Airlines (LAA), a inauguré, jeudi 22 avril, par un vol vers Amman, la capitale jordanienne, la reprise de ses vols commerciaux, après la suspension de l'embargo aérien en vigueur depuis 1992. La remise à l'ONU le 5 avril des deux suspects libyens de l'attentat de Lockerbie, qui a fait 270 morts en décembre 1988, a permis la suspension des sanctions internationales contre la Libye. L'ONU avait décrété en avril 1992 un embargo aérien interdisant tout vol ou survol à destination ou en provenance de la Libye, ainsi que la livraison d'avions, de pièces détachées ou de matériel d'entretien aéronautique. Seuls les vols intérieurs libyens se sont poursuivis, de façon irrégulière.

Selon Tripoli, les sanctions ont entraîné un manque à gagner de 3 milliards de dollars (2,83 milliards d'euros) pour la compagnie dont la flotte compte 27 avions, notamment des Boeing 727 et des Fokker. Plusieurs représentants de l'industrie aéronautique se sont précipités à Tripoli pour obtenir des commandes, après la suspension des sanctions. – *(AFP)*.

Un Sénégalais, Pape Sow Thiam, est le nouveau PDG d'Air Afrique

OUAGADOUGOU. Directeur commercial d'Air Afrique depuis 1994, Pape Sow Thiam, a été nommé, vendredi 23 avril, président-directeur général de la compagnie multinationale qui opte pour la première fois pour un dirigeant issu de la maison. Les ministres des transports des onze pays francophones propriétaires de la compagnie ont approuvé par consensus la nomination de M. Thiam – un Sénégalais âgé de 57 ans né à Abidjan en Côte d'Ivoire – lors d'un conseil extraordinaire à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso.

M. Thiam a déclaré que ses priorités seraient la résorption de la dette de la compagnie – qui est estimée à environ 117 milliards de francs CFA (195 millions de francs, soit 30 millions d'euros) –, sa préparation à la privatisation et la « stabilisation » de sa flotte et sa modernisation. – *(Reuters.)*

DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN : l'une des deux statues géantes de Bouddha** du 5e siècle qui dominent la ville de Bamyan, récemment reprise par l'opposition afghane aux Talibans, aurait été sérieusement endommagée, selon une source de l'opposition afghane. La moins grande des statues en pierre, qui mesure 37 mètres de haut, aurait été détruite à 70 % et la tête aurait disparu, a affirmé cette source. On ignore s'il s'agit d'une conséquence de combats récents ou d'une déprédation volontaire, opérée durant la présence des Talibans à Bamyan. – *(AP.)*

■ **CAMBODGE : le premier ministre Hun Sen** a déclaré, vendredi 23 avril, que Khieu Samphan et Nuon Chea, deux anciens collaborateurs de Pol Pot, feraient *« très probablement »* l'objet de poursuites criminelles devant des tribunaux cambodgiens. Pour l'instant, le seul dirigeant khmer rouge inculpé est Ta Mok, le dernier à avoir été arrêté, et qui est détenu depuis le 6 mars. – *(AFP.)*

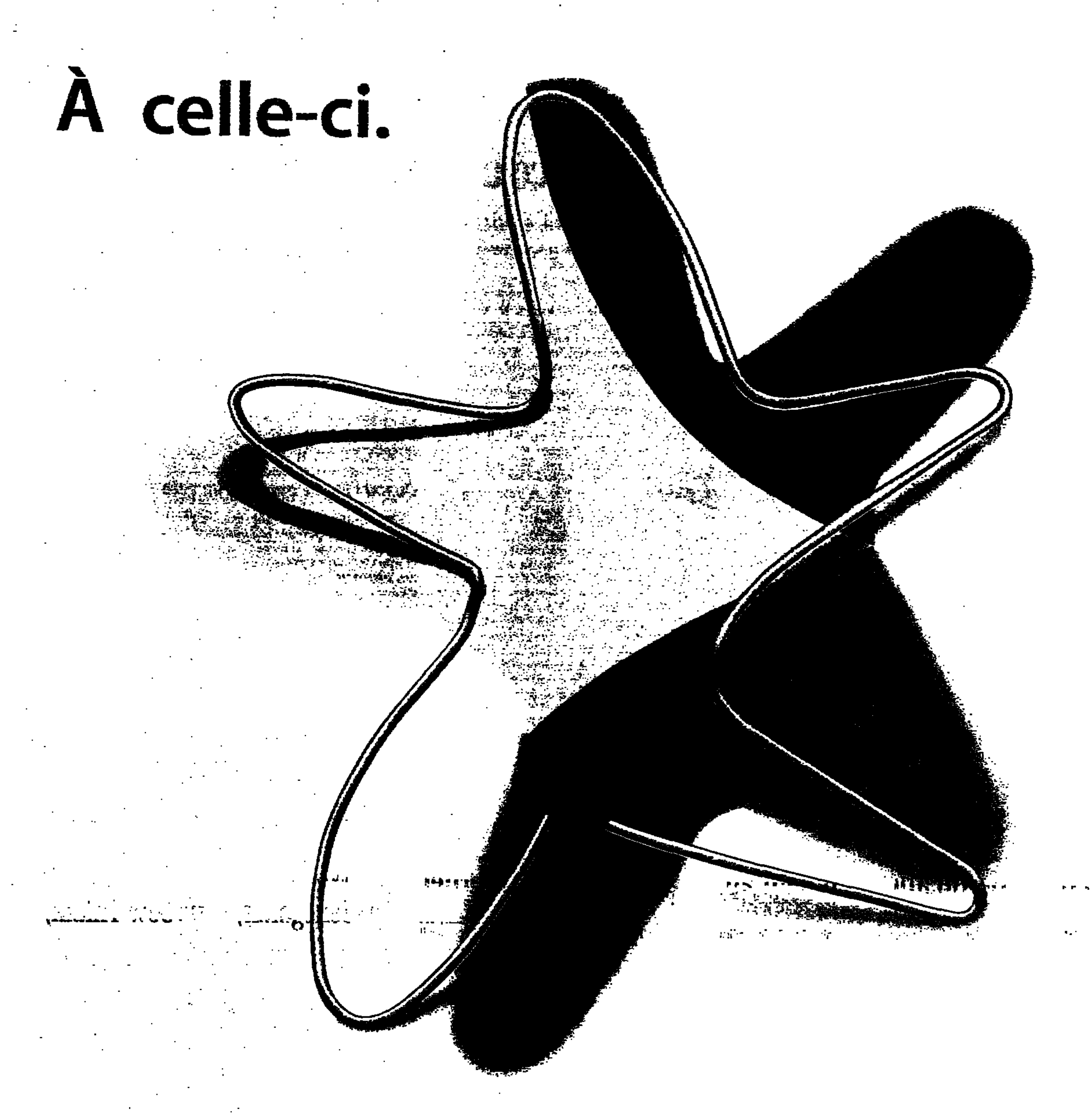
■ **NIGER : les partisans du président Ibrahim Baré Maïnassara,** assassiné lors d'un coup d'Etat le 9 avril, ont demandé vendredi 23 avril, l'ouverture d'une enquête internationale sur les circonstances du drame. Sur l'aéroport militaire de Niamey, le président Maïnassara avait été déchiqueté par des tirs d'armes de calibre 14,5 mm, vraisemblablement tirés par des éléments de la garde présidentielle, alors dirigée par le nouvel homme fort du pays, le commandant Daouda Mallam Wanké. Le commandant Wanké continue de soutenir que le président a été victime d'un *« accident »*. – *(AFP.)*

En 1998, 19 journalistes ont été tués selon Reporters sans frontières

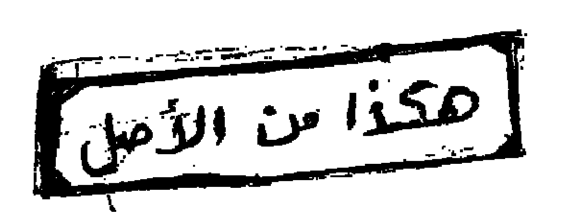
LE RAPPORT annuel de l'organisation non gouvernementale Reporters sans frontières (RSF) a été rendu public, vendredi 23 avril. Il note que, pour la cinquième année consécutive, le nombre de journalistes tués dans l'exercice de leurs fonctions est en recul. Dix-neuf journalistes ont été tués en 1998, contre 26 l'année précédente. Ils avaient été 51 en 1995 (22 en Algérie), 300 en 1994 (dont 48 au Rwanda et 18 en Algérie). RSF souligne que la mort de ces journalistes est souvent liée à des enquêtes sur *« des affaires de corruption ou des liens entre les autorités et les groupes mafieux »*.

Une centaine de journalistes sont actuellement emprisonnés et 487 ont été interpellés en 1998, *« la Syrie et la Turquie rivalisant pour le plus grand nombre de journalistes torturés pendant leur détention »*. Enfin, l'Afrique sub-saharienne est *« la région du monde où le plus grand nombre de journalistes ont dû quitter leur pays (...) par peur de représailles ou à la suite de menaces »*.

À celle-ci.







DROITE Alors que l'UDF réunit, dimanche 25 avril, son conseil national pour donner le coup d'envoi de la campagne de François Bayrou pour les élections européennes du 13 juin, le RPR organisait, samedi à Paris, une « grand-messe » en présence des cadres et des parlementaires du mouvement, pour surmonter la crise que celui-ci traverse depuis le retrait de Philippe Séguin. ● NICOLAS SARKOZY, nouveau président par intérim du parti gaulliste et chef de file de la liste RPR-DL, qui cristallisait hier la haine des chiraquiens, doit aujourd'hui prendre soin de composer avec les différentes sensibilités du parti. Il s'est entouré d'un conseil politique restreint qui regroupe les fidèles du chef de l'Etat, dont Alain Juppé. ● LES MILITANTS gaullistes, interrogés par *Le Monde*, sont encore sous le choc du départ de M. Séguin, qu'ils ne comprennent pas.

Nicolas Sarkozy, président sous surveillance du RPR, entre en campagne

La réunion des cadres et des parlementaires du mouvement gaulliste, samedi 24 avril, est destinée à manifester l'union du RPR après la démission de Philippe Séguin. Le nouveau président par intérim du parti veut mener une campagne européenne « turbo et très politique »

« IL N'EST PAS interdit de vieillir. » A quarante-quatre ans, en effet, il est des erreurs de jeunesse que l'on ne commet plus, comme celle, par exemple, qui aurait consisté à occuper sans tarder, au quatrième étage de la rue de Lille, le grand bureau d'angle du président du RPR. Nicolas Sarkozy a appris à connaître sa principale faiblesse, sa propre ambition. Il a préféré rester dans son bureau du troisième, avec sa bibliothèque emplie de quelques livres offerts et ses placards bourrés de paquets de biscuits coupe-faim.

De l'élection à la présidence du RPR, prudemment renvoyée à l'automne, il ne parle d'ailleurs, aujourd'hui, que fort peu. Il sait que si la liste RPR-DL qu'il conduira aux élections européennes fait un mauvais score, ses chances seront compromises. Qu'il obtienne, au contraire, un bon résultat, et il risque, alors, de *« faire peur »*, explique-t-il en substance. *« Responsable du parti du président »*, selon la formule employée, vendredi 23 avril, par Eric Raoult, cela présente des contraintes. Aussi, depuis une semaine, M. Sarkozy s'est efforcé de mener une chose après l'autre : l'adoubement par Jacques Chirac, la préservation de l'alliance passée avec Alain Madelin, et, surtout, la sauvegarde de la cohésion du mouvement, que la « grand-messe » gaulliste du samedi 24 avril à Paris devait célébrer. Les parlementaires, les présidents de conseils généraux et régionaux et les maires de grandes villes ont été conviés à se joindre aux cadres du RPR. Un message de Jacques Chirac était attendu, dans lequel le président veut, selon l'Elysée, *« témoigner de son affection à tout le mouvement gaulliste dans un moment qu'il considère comme important »*.



TRAVAIL, MÉRITE, FAMILLE

A la veille de la réunion, certains redoutaient toutefois un éventuel double impair : des sifflets à l'évocation du nom de Philippe Séguin et une trop belle ovation pour célébrer le retour d'Alain Juppé. Prudemment, M. Sarkozy s'est entouré, dès le premier jour, d'un conseil politique restreint, composé du président du Sénat, Christian Poncelet, de l'ancien premier ministre, M. Juppé, des présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat, Jean-Louis Debré et Josselin de Rohan. Lui objecte-t-on que cela doit lui faire drôle, à lui, ancien porte-parole d'Edouard Balladur, d'être cerné par tous ces chiraquiens ? Il répond tout de go : « Ça me fait moins drôle qu'à eux. » Lui dit-on qu'il y a peut-être quelque chose de vexant à se trouver placé sous une pareille tutelle ? Il ajoute, imperturbable : *« En quoi serais-je vexé de voir tous ces éléphants qui me poussent ? »* Pour n'oublier personne, M. Balladur pourrait s'ajouter prochainement à ce conseil politique. Seuls, à ce jour, les séguinistes en sont exclus, mais Roger Karoutchi, secrétaire national aux élections, a été nommé à la direction du cabinet du nouveau président, François Fillon confirmé dans sa fonction de porte-parole et Etienne Pinte dans celle de trésorier.

Par deux fois, lorsqu'en avril, puis en octobre 1998, M. Séguin avait menacé de tout plaquer, M. Sarkozy avait su s'interposer, en menaçant, lui aussi, de partir. Mais vendredi 16 avril, le député des Vosges n'a utilisé aucun intermédiaire pour rédiger et transmettre lui-même par fax à l'AFP l'annonce de son départ. Agacé de n'avoir pas été mis dans la confidence, M. Sarkozy s'en est plaint : *« Il me laisse tout, du jour au lendemain, la présidence, la liste et l'émission de dimanche sur TF 1, alors que je devais partir à La Baule avec ma femme et mes enfants ! »*, soupirait-il.

Mais à tous, il a donné pour consigne de ne pas commenter la décision prise par son prédécesseur. *« Le contenu de son message est le résultat d'une longue histoire à laquelle je n'ai pas été mêlé »*, a-t-il fermement expliqué. Dans le premier éditorial qu'il signe dans *La Lettre de la nation* du 23 avril en tant que président par intérim du RPR, il écrit à propos de M. Séguin : *« Ma façon de lui dire qu'il reste mon ami, qu'il est mon ami, que nous avons besoin de lui, qu'il a toute sa place dans la famille gaulliste, c'est de m'abstenir de commenter les raisons qui sont les siennes. »*

Militant dans cette famille gaulliste depuis 1974, M. Sarkozy connaît beaucoup de monde. Depuis qu'il s'est mis en tête de parcourir la France – 114 déplacements en vingt mois –, il ne cesse de répéter aux journalistes qui l'accompagnent qu'il est *« comme ces chandails qui rétrécissent au premier passage en machine à laver »*. Le premier passage en machine de l'ancien lieutenant de M. Balladur date de l'élection de M. Chirac à la présidence de la République. Il a dû attendre septembre 1997 pour que le chef de l'Etat le reçoive à nouveau.

Durant sa traversée du désert, M. Sarkozy a appris à brider ses impatiences. Lundi 19 avril, à Chambéry, il lançait encore, publiquement cette fois, cette question à son auditoire : *« Mais est-ce que vous imaginez, une minute, que la tête me tourne parce que je me retrouve président du RPR ? »* Non, modeste, il n'est là que pour *« donner à Jacques Chirac la majorité législative dont il a un urgent besoin »*.

A ce moment-là, M. Sarkozy redoute encore de devoir être tête de liste aux élections européennes. Il ne veut pas *« donner le sentiment d'être candidat à tout »*. Il n'a guère envie d'aller siéger à Strasbourg. Tout son discours de Chambéry, très droitier, reste centré sur la défense des valeurs : le travail, le mérite, la famille. *« J'aurais bien voulu vous parler de l'Europe, mais je ne veux pas abuser de votre patience »*, conclut le futur candidat.

Dès le lendemain, pourtant, l'affaire est faite. M. Chirac le pousse à se déclarer, Alain Madelin accepte de reconstituer avec lui le tandem qu'il formait avec M. Séguin. L'accord entre les deux hommes vaut aussi pour les élections municipales et législatives : lors des investitures, priorité sera, bien sûr, donnée aux sortants des deux formations, mais aussi aux battus de 1997. Autrement dit, le RPR n'abusera pas de sa position dominante face à ses partenaires de Démocratie libérale. *« J'ai conscience de jouer très gros, mais je vais parler très librement, je vais mener une campagne turbo, très politique »*, confie M. Sarkozy. A aucun moment, il n'a envisagé de laisser le champ libre au président de l'UDF. C'était inacceptable pour le mouvement. *« L'arrogance de François Bayrou bloquait toute possibilité de libérer la tête de liste »*, explique l'un de ses proches.

UN POINT D'ÉQUILIBRE

Outre Valéry Giscard d'Estaing, dont il fut avec M. Madelin le directeur de campagne lors des européennes de 1989 – tandis que M. Bayrou dirigeait celle de Simone Veil –, le député des Hauts-de-Seine a décidé de rencontrer méthodiquement à peu près tous ceux qui comptent ou ont compté dans la galaxie gaulliste – Olivier Guichard, les anciens premiers ministres Maurice Couve de Murville et Pierre Messmer –, sans oublier de téléphoner à Jacques Chaban-Delmas. C'est à peine s'il n'a pas fait fleurir la tombe du général de Gaulle...

« Sarko, petit salaud », comme criaient certains militants chiraquiens, en juillet 1997, aux assises du mouvement, est devenu un point d'équilibre au sein du Rassemblement. Dans la perspective d'une réélection de M. Chirac, il compte désormais parmi les « premiers ministrables ». Sans illusion sur le cruauté du métier d'homme politique et pour mieux se protéger de ses rivaux, il a choisi de les garder au plus près de lui.

Jean-Louis Saux

Quand l'Elysée opposait un veto au maire de Neuilly

« Le président de la République, en charge de l'essentiel, n'a pas à se préoccuper du détail de l'organisation d'un mouvement politique, qui a été le sien pendant de longues années »*, expliquait Nicolas Sarkozy, le 15 juin 1997, au « Club de la presse d'Europe 1 ». Après le second tour des élections législatives, la nomination de l'ancien porte-parole d'Edouard Balladur au poste de secrétaire général du RPR, envisagée par Alain Juppé, s'était vue opposer un veto formel du président de la République (*Le Monde* du 5 juin). M. Sarkozy avait alors préféré mettre cet épisode au compte des proches du chef de l'Etat : *« Qu'il y ait, dans les entourages des uns et des autres, des gens qui me considèrent un peu comme le Japonais qui ne s'est pas aperçu que, depuis vingt-sept ans, la seconde guerre mondiale était terminée, c'est possible. Moi, je considère que la division a fait beaucoup de mal. »

Alain Juppé, si pressé d'être à nouveau aimé

DEUX ANS, ou presque. Voilà bientôt deux ans qu'avec un léger temps de retard dans le déroulé du film, il avait dû se retirer, évidemment meurtri, peu après l'échec de la droite aux élections législatives de 1997, de la présidence du RPR. Vendredi 16 avril, en revanche, quelques heures seulement après l'annonce de la démission de Philippe Séguin de la présidence du RPR et de son retrait de la bataille des élections européennes, il est réapparu. L'ancien président du RPR, Alain Juppé, venait d'être nommé membre d'un conseil politique restreint qui, pour le moment, entoure de sa sagesse le nouveau président – par intérim – du mouvement gaulliste, Nicolas Sarkozy.

Le mardi suivant, 20 avril, M. Juppé prend place négligemment à la table du petit déjeuner qui réunissait d'ordinaire à l'Elysée, depuis des mois, autour du président de la République, M. Séguin, M. Sarkozy et les présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat, Jean-Louis Debré et Josselin de Rohan. *« C'est à la demande expresse de M. Chirac qu'Alain Juppé a participé à cette réunion »*, dit l'un des participants. Il n'empêche, le signe est un petit peu trop voyant, pour ne pas dire inconvenant. M. Juppé en est conscient. Son entourage rectifie aussitôt : *« Il est là parce que, dans ce moment de crise, tous les institutionnels ont été requis, et il en fait partie. »*

L'impatience de l'ancien premier ministre à revenir dans le jeu politique s'était déjà manifestée. Ces derniers mois, il a participé à plusieurs rencontres avec les militants RPR, organisées par ses amis députés, en Seine-et-Marne, en Meurthe-et-Moselle ou encore tout récemment dans l'Oise. Le 22 mars, il s'était affiché aux côtés de son ancien détracteur, Bernard Pons, président des Amis de Jacques Chirac, à l'occasion d'une réunion de l'association à Bordeaux, pour appeler à l'union de l'opposition derrière le chef de l'Etat.

M. Juppé, l'homme pressé, sait pourtant qu'il devra patienter encore. Mis en examen, le 21 août 1998, pour *« complicité et recel d'abus de biens sociaux, abus de confiance et prise illégale d'intérêt »*, dans le cadre d'une enquête en cours sur le financement du RPR, il a conscience d'être durablement « plombé » par cette affaire. Et d'autant plus qu'à l'époque des faits M. Juppé n'était que secrétaire général d'un mouvement, le RPR, dont le président était M. Chirac. Si cela lui vaut bien des ennuis dans les prétoires, la protection rapprochée qu'il semble assurer auprès du chef de l'Etat lui ouvre, en revanche et à profusion, l'affection des militants du mouvement gaulliste, pour lesquels, en aucun cas, on ne saurait toucher au *« Grand »*.

A peine installé, par cousinages successifs, dans le fauteuil des héritiers du général de Gaulle, M. Sarkozy n'ignore rien des manœuvres qui pourraient secouer, une nouvelle fois, le RPR. M. Juppé ou, par défaut, M. Debré pourraient-ils, un jour, lui faire de l'ombre ? A la veille du rassemblement à Paris, samedi 24 avril, de la famille gaulliste, M. Sarkozy a simplement laissé filtrer ceci : *« Compte tenu de l'état actuel du mouvement, personne ne peut se permettre une opération trop personnelle à son profit. »*

J.-L. S.

Paroles de militants peinés, surpris, mais déjà prêts à repartir

ET les militants dans tout ça ? Que disent-ils, ou sont-ils ? Comment vivent-ils cette nouvelle crise au sein d'un parti gaulliste qui, depuis cinq ans, leur a réservé tant de surprises ? En décembre 1998, à quelques jours de la réélection de Philippe Séguin, *Le Monde* avait publié une longue enquête chez les *« compagnons du RPR »* (nos éditions datées 13-14 décembre). Après la démission de leur président et son remplacement par Nicolas Sarkozy, certains d'entre eux réagissent à cette nouvelle convulsion du mouvement gaulliste. Le départ de Philippe Séguin les déçoit souvent, les attriste parfois, les surprend, surtout.

Michel Jacomin, cinquante-quatre ans, cadre, militant RPR *« depuis toujours »* à Grenoble : *« J'appréciais l'homme, mais ce n'était pas vraiment ma tasse de thé. Je regrette qu'il soit parti ainsi, sur un coup de tête. Une fois encore, ce sont les militants qui vont faire les frais de ces querelles parisiennes. De nouveau, tout est à refaire. Mais, vous savez, les gaullistes en ont vu d'autres et, comme d'habitude, les épreuves vont encore ressouder les fidèles, qui vont repartir se bagarrer. »*

Philippe Nay, employé à la mairie de Digne, militant depuis 1977 : *« On peut penser que ce départ arrange beaucoup de monde dans l'opposition. Je regrette qu'il n'ait pas assez expliqué son geste. Pasqua va sans doute tirer avantage de ce départ. Moi-même, je me demande si je ne vais pas voter pour Pasqua, qui fait toujours partie de la famille gaulliste. »*

Bruno Gil, maire du 3e arrondissement de Marseille, trente-huit ans, militant depuis 1979 : *« Personne ne sait très bien ce qui lui est passé par la tête. Il a avalé une série de petites couleuvres, mais de là à se rouler par terre... Nous devons remercier Philippe Séguin pour avoir démocratisé le mouvement, du sommet jusqu'à la base. Il laisse un parti en bon état de marche. Les militants sont tristes, c'est toujours dur de voir partir un homme que l'on aimait bien. Et puis Séguin, lui, travaillait uniquement pour le 13 juin et non pas pour après, comme tous les autres. Sarkozy est bien accepté chez nous, où on lui a pardonné sa "trahison" balladurienne. »*

Alain Jansen, responsable des jeunes RPR de Strasbourg : *« Nous avons été un peu surpris, c'est une épreuve supplémentaire. Philippe Séguin avait fait beaucoup pour nous, les jeunes du mouvement, en ne nous cantonnant pas uniquement dans le rôle de colleurs d'affiches. Si Nicolas Sarkozy a été un peu sifflé au début, il a montré qu'il pouvait remettre de l'ordre dans la boutique. »*

Joséphine Foroni, soixante-neuf ans, militante depuis 1976, ancienne directrice d'école, Grenoble : *« Je ne suis pas vraiment surprise. Je n'ai jamais vraiment cru en Séguin. Je m'étais même fait tirer l'oreille pour voter pour lui. Certes, il a un peu requinqué le mouvement, mais Sarkozy aurait fait mieux. Vous voulez que je vous dise : le mien, c'est Sarkozy. Finalement, c'est peut-être un bien, cette démission ! »*

« ON REPREND ENCORE UN COUP »

Jean-Yves Herbeuval, président de la fédération du Nord, enseignant, cinquante ans : *« Cette démission a été une grande surprise. Philippe Séguin avait vraiment mouillé sa chemise pour le mouvement qu'il avait démocratisé. Elle pose la vraie question : le RPR peut-il avoir une parcelle d'autonomie par rapport au président de la République ? Cela étant, comme chaque fois que l'on croit que les gaullistes sont KO debout, on se trompe : les militants repartent au combat. »*

Edith Godin, licenciée d'histoire, cinquante et un ans, conseillère municipale dans une commune communiste, Aulnoy-lez-Valenciennes (Nord) : *« Personnellement, j'ai été profondément attristée. Je suis aussi en colère car, chaque fois que l'on relève la tête, badaboum ! on reprend encore un coup. J'ai été aussi étonnée. Quoique... C'était la personne qu'il nous fallait comme président du mouvement mais peut-être pas comme tête de liste aux européennes. On ne peut pas vivre tout le temps dans un tel écartèlement. Quant à Sarkozy, je pense qu'il est allé un peu vite. Il fallait peut-être commencer par vivre une période de deuil, non ? »*

Matthieu Chamussy, vingt-huit ans, secrétaire départemental du RPR de l'Isère. *« Non, ce n'est pas une bonne nouvelle. Chez nos militants, il y a de la tristesse, car c'est un grand bonhomme qui nous quitte. Il y a aussi une bonne dose d'incrédulité, comme s'il nous manquait une clef pour comprendre qu'un responsable politique abandonne le navire comme cela, dans un moment aussi crucial. Au-delà de la personne, maintenant, cette démission pose un certain nombre de questions sur le positionnement du RPR. Doit-il garder sa spécificité, en dehors du clivage classique droite-gauche, ou entrer dans un schéma plus classique et prendre un virage libéral ? Il faut bien voir que la démission de Philippe Séguin, c'est le premier échec à la tête du mouvement d'un gaulliste social. Maintenant, il faut serrer les rangs derrière Nicolas Sarkozy. »*

« LA MORT DU GAULLISME » ?

Bertrand Gasiglia, vingt-six ans, secrétaire de circonscription à Nice : *« Quand je pense que, quelques minutes avant d'apprendre la démission de Philippe Séguin, j'étais au téléphone avec Paris pour organiser une réunion ! Les militants ont un peu l'impression d'avoir été lâchés. Soit on s'engage, soit on ne s'engage pas ! Je ne pense pas que, même à Marseille où il a été très populaire, Charles Pasqua va tirer avantage de ce départ. Nous sommes légitimistes et les idées un peu rétrogrades de Pasqua, notamment sur l'Europe, ne nous semblent plus adaptées. Quant à Nicolas Sarkozy, il a bien remonté chez nous. Ses idées passent bien. Nous devons continuer. De toute manière, rien ne pourra être pire que la dissolution de 1997 ! »*

Claude Dupont, quarante-six ans, maire de Boussières-sur-Sambre, petite commune rurale du Nord : *« J'ai été déçu. Je vois mal qui peut le remplacer à l'heure actuelle, qui peut avoir son charisme. Beaucoup de militants vont se tourner vers Pasqua. Mais il faut dire que cet abandon du navire en pleine mer va encore déstabiliser la droite. On aura du mal à émerger. »*

Lionel Luca, député des Alpes-Maritimes, fondateur du Cercle des gaullistes disparus : *« Non, je n'ai pas été surpris. Je me suis toujours demandé ce que Philippe Séguin allait faire dans cette galère. Et son initiative me réjouit plutôt. Je parle de la tête de liste aux européennes. En ce qui concerne la présidence du RPR, le geste de Séguin me navre car il incarnait, en dépit des couleuvres qu'il a dû avaler, ce qui pouvait rester du gaullisme. Trente ans après la démission du général de Gaulle, en 1969, nous assistons peut-être à la vraie mort du gaullisme. »*

José-Alain Fralon

M. Chirac ne sera pas entendu comme témoin dans l'enquête sur les emplois fictifs de la Ville de Paris

La juge d'instruction estime que cette audition n'est pas « utile à la manifestation de la vérité »

La juge d'instruction Xavière Siméoni, chargée d'une enquête sur les emplois présumés fictifs de la mairie de Paris, a estimé, vendredi 23 avril, que l'audition de Jacques Chirac en tant que témoin *« n'apparaissait pas, en l'état actuel des éléments de l'information, susceptible d'apporter des éléments utiles à la manifestation de la vérité »*. Cette audition avait été demandée par une partie civile.

CHARGÉE, depuis le 4 janvier, d'une enquête sur les emplois présumés fictifs de la mairie de Paris, la juge d'instruction Xavière Siméoni a rejeté, vendredi 23 avril, une demande d'audition de Jacques Chirac en tant que témoin. *« La demande d'audition de M. Jacques Chirac, président de la République apparaît prématurée,* indique-t-elle dans son ordonnance. (...) *Une telle audition n'apparaît pas, en l'état actuel des éléments de l'information, susceptible d'apporter des éléments utiles à la manifestation de la vérité. »*

Cette demande avait été formulée le 25 mars par Pierre-François Divier, avocat d'un militant écologiste admis à se constituer partie civile en lieu et place de la Ville de Paris. Il souhaitait que M. Chirac soit entendu, en tant que témoin, au sujet des conclusions d'une enquête préliminaire sur Philippe Ceaux, salarié de la Ville de Paris. Dans son courrier, Me Divier indiquait que selon cette enquête, réalisée par le parquet de Créteil (Val-de-Marne), M. Ceaux avait *« travaillé de 1990 à 1995 comme salarié de la Ville de Paris, sans y effectuer aucun travail, mais vivant et travaillant au contraire en Corrèze comme collaborateur de M. Max Aubert à la fédération départementale du RPR de Corrèze »*.

Dans son ordonnance, la juge Xavière Siméoni indique que cette enquête préliminaire, classée sans suite par le parquet de Créteil le 18 août 1995, a été jointe à son dossier. Elle affirme que les faits désignés par la partie civile sont prescrits et que ses propres investigations *« s'inscrivent dans un cadre plus large que celui de la procédure classée sans suite »*. Elle ajoute qu'il n'existe pas, à ce jour, suffisamment d'éléments pour justifier l'audition de l'actuel président de la République, au titre de ces anciennes fonctions de maire de Paris.

« INDICES GRAVES »

Le 15 avril, le juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine), Patrick Desmure, saisi d'une enquête sur le financement du RPR, avait, lui aussi, rejeté une première demande d'audition de M. Chirac réclamée par Me Divier, dont le client est également partie civile dans ce dossier (*Le Monde* daté 18-19 avril). Dans son ordonnance *« d'incompétence et de rejet de demande d'acte d'instruction »*, le magistrat avait affirmé qu'il ne pouvait accéder à la demande de la partie civile car il disposait d'un trop grand nombre d'éléments pouvant mettre en cause le président de la République. Or, ajoutait-il, le code de procédure pénale interdit à tout magistrat d'entendre une personne comme témoin si pèsent contre elle *« des indices graves et concordants »*.

Pour l'entendre, le juge devait donc nécessairement mettre en examen M. Chirac afin de lui garantir les droits de la défense. Mais, concluait-il, cette éventualité est impossible en raison d'une décision rendue, le 22 janvier, par le Conseil constitutionnel : le Conseil avait alors précisé qu'il était impossible de poursuivre le chef de l'Etat, pendant son mandat, devant une autre juridiction que la Haute Cour de justice. Dans son ordonnance de rejet, le juge Desmure insistait cependant sur les charges qui pesait sur M. Chirac : il faisait ainsi état de *« prise illégale d'intérêts »* en raison de la confusion des fonctions de maire de Paris et de président du RPR au moment où les services de la capitale rémunéraient des cadres et des permanents du parti. Il mentionnait également des faits de *« recel d'abus de bien sociaux »* liés au recrutement d'employés du RPR par des entreprises privées.

« ON TOURNE EN ROND »

L'avocat du militant écologiste, Me Pierre-François Divier, ne fera pas appel de l'ordonnance du juge parisien Xavière Siméoni. *« Du côté du juge Patrick Desmure, on nous répond que l'on ne peut pas auditionner M. Chirac car il y a trop d'éléments,* constate-t-il. *Du côté du juge Xavière Siméoni, on nous oppose un refus pour un motif opposé, à savoir qu'il n'y en n'a pas assez. Quand Mme Siméoni découvrira des faits, elle se trouvera dans la même position que M. Desmure. On tourne en rond. Où faut-il placer la barre pour obtenir gain de cause ? »*

Jacques Follorou

Le gouvernement est proche d'un accord avec les cardiologues

LES CARDIOLOGUES sont prêts à signer un accord de *« maîtrise médicalisée de leurs dépenses »* avec le gouvernement, a indiqué, vendredi 23 avril, le président du Syndicat national des spécialistes des maladies du cœur et des vaisseaux, Christian Aviérinos. Le texte en discussion comporte, selon lui, *« une maîtrise médicalisée et non comptable des dépenses »*, qui prévoit des objectifs d'évolution moyenne des dépenses de 2 % par an sur trois ans (1998, 1999 et 2000). Ces objectifs sont *« prévisionnels »*, a précisé M. Aviérinos. En annonçant, en février, que les dépenses d'assurance-maladie avaient dépassé de 9 à 9,5 milliards de francs l'objectif national fixé par la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998 (613,9 milliards de francs), Martine Aubry avait indiqué qu'elle prendrait des mesures à l'encontre de *« ceux qui dérapent fortement, individuellement et par spécialité »*. La ministre de la solidarité avait cité les cardiologues, les ophtalmologues, les laboratoires d'analyse médicale et les cliniques.

Mobilisation anti-FN en Alsace

LE SUCCÈS du mégrétiste Christian Chaton (FN-MN), qui est arrivé en tête, dimanche 18 avril, au premier tour de l'élection cantonale partielle de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), avec 25,05 % des voix, a suscité à la veille du second tour une mobilisation générale contre lui. Jacques Loëss, conseiller municipal divers gauche de Lièpvre, qui a obtenu 20,52 % des voix, a reçu le soutien de la droite et des Verts. L'intergroupe de la majorité (droite) au conseil général a demandé aux électeurs de voter *« pour le candidat dont l'esprit ouvert et républicain s'inscrit dans la démarche de la majorité départementale »*. Marc Dumoulin, député apparenté RPR de la deuxième circonscription du Haut-Rhin, a marqué son soutien au candidat de la gauche *« pour faire échec au Front national »*, affirmant n'avoir *« aucun état d'âme »*.

DÉPÊCHES

■ **MAJORITÉ : Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, a assuré,** vendredi 23 avril, sur France-Inter que la *« question de la participation »* de son parti à la majorité ainsi que celle de la présence de Jean-Pierre Chevènement, président du MDC, au sein du gouvernement étaient des questions que le MDC *« ne se posait pas aujourd'hui »*. S'agissant du silence de M. Chevènement depuis le début des frappes, il a assuré que ce dernier *« n'avait pas de porte-parole »*, tout en reconnaissant que ses positions et celle du ministre de l'intérieur *« coïncidaient assez souvent »*.

■ **ARMÉNIE : le premier ministre, Lionel Jospin, a évoqué,** dans un communiqué, samedi 24 avril, jour anniversaire du début des massacres de 1915, *« la déportation et l'extermination d'une large part de la population arménienne »* en Turquie. En 1998, le chef du gouvernement avait déjà parlé des *« déportations »* et des *« massacres »* dont ce peuple avait été victime, mais pas plus que l'an passé, il n'a utilisé le mot *« génocide »*, que la France n'a jamais reconnu officiellement. Alors que l'Assemblée nationale avait adopté en mai 1998, à l'unanimité, une proposition de loi reconnaissant le génocide (*Le Monde* du 30 mai 1998), le gouvernement a refusé de l'inscrire à l'ordre du jour du Sénat, notamment pour des raisons d'*« opportunité »*.

■ **INTERNES : un arrêté prévoyant la garantie du paiement des gardes,** réclamé par les internes en grève depuis lundi 19 avril, est publié dans le *Journal officiel* du 24 avril. Cette publication était la condition posée par les internes pour arrêter leur mouvement.

Les « orthodoxes » du PCF amplifient leurs critiques contre M. Hue

Les oppositionnels réclament la démission des ministres communistes

PLUTÔT discrets depuis le début des bombardements de l'OTAN, le 24 mars, les communistes orthodoxes ont décidé de se rappeler au bon souvenir du secrétaire national, Robert Hue. Pourtant, au cours du comité central du Parti communiste, vendredi 16 avril, les critiques sur le positionnement du PCF, face au déroulement du conflit au Kosovo, sont venues de l'autre bord. L'ancien ministre de François Mitterrand, Jack Ralite, sénateur et maire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), a soutenu, sans aucune acrimonie, mais de manière ferme, la position défendue par Philippe Herzog, estimant, à propos des frappes de l'OTAN, qu'*« il était devenu impossible de faire autrement »*.

« GOUVERNEMENT DE GUERRE »

Réunie jeudi 22 avril à Paris, la gauche du Parti communiste, qui avait déjà organisé des états généraux au mois de février (*Le Monde* du 16 février), a décidé de se démarquer des positions exprimées par M. Hue, estimant qu'elles sont empreintes de trop de frilosité. Si la forme de cet appel solennel au secrétaire national du PCF n'est pas encore définie – lettre ouverte, pétition... –, son contenu, en revanche, a été rédigé. Le comité de liaison de l'opposition de gauche au sein du parti, qui rassemble plusieurs courants minoritaires, dont la Coordination communiste, créée en 1991, et la Gauche communiste, animée par Jean-Jacques Karman, maire-adjoint d'Aubervilliers, réclame une condamnation beaucoup plus ferme des frappes de l'OTAN et s'inquiète du glissement du Parti communiste vers des positions *« purement humanitaires »*.

Les communistes orthodoxes se sont mis d'accord sur un certain nombre de demandes qu'ils vont soumettre au secrétaire national du PCF. Ils réclament, en particulier, *« le retrait des ministres communistes de ce gouvernement de guerre »*, la constitution d'une liste véritablement communiste pour les élections européennes du 13 juin, ainsi que la dissolution de l'OTAN et le retrait de la France de l'Alliance atlantique. Ils demandent aussi à être reçus officiellement par la direction nationale du PCF : ils souhaitent notamment proposer à M. Hue d'organiser une nouvelle manifestion nationale pour exiger l'arrêt des bombardements des alliés au Kosovo.

Un second appel d'opposants à la ligne actuelle du PCF s'est manifesté au grand jour, vendredi. Les critiques portent plus sur le champ économique et social. Le texte émane de militants de Paris qui, à l'instar de la très orthodoxe Rolande Perlican, membre du comité national, ne se retrouvent pas dans la mutation engagée par la direction du parti. Dans cet appel, qui a reçu la signature de cinq cents militants communistes parisiens, dont d'anciens syndicalistes – parmi lesquels Aimé Halberer, ex-responsable CGT de Renault –, et de membres d'associations, il est reproché au *« PCF de se comporter trop souvent en force d'appoint »* du gouvernement de Lionel Jospin et de ne pas *« engager d'action d'envergure pour construire une politique progressiste »*.

RETROUVER UNE « CRÉDIBILITÉ »

Pour les signataires de ce texte, *« en poursuivant les privatisations et l'application du plan Juppé* (...), *en bradant la souveraineté et la monnaie nationale, le gouvernement Jospin tourne le dos aux espoirs de changement de celles et ceux qui l'ont amené au pouvoir ». « Cette politique n'est pas de gauche. Elle alimente le découragement et l'abstention et remet le pied à l'étrier de la droite et de son extrême... »*, ajoutent les pétitionnaires, qui invitent le PCF à un sursaut : *« Tous ensemble, nous voulons agir pour que le PCF retrouve sa crédibilité, qu'il renoue avec l'esprit de résistance et de révolte face aux injustices, qu'il propose et popularise des projets anticapitalistes »*, affirme notamment ce texte.

Alain Beuve-Méry

Un texte de compromis à propos du Kosovo

Robert Hue et ses quatre-vingt-six colistiers pour les élections européennes sont parvenus, jeudi 22 avril, à un texte commun de synthèse sur le Kosovo qui sera publié prochainement, dans un *« quatre pages »* consacré à la campagne du scrutin du 13 juin. *« Dans toute la société, les analyses sont partagées. Il en est de même parmi les candidats et les candidates de Bouge l'Europe ! »*, est-il dit, pour expliquer les divergences au sein de la liste. Les candidats se retrouvent, toutefois, sur la volonté que *« l'Union européenne s'émancipe des Etats-Unis, développe une initiative politique et contribue au retour de l'ONU et de la Russie dans la recherche de solutions communes ». « Les cinq propositions pour la paix présentées par l'Europe et reprises par Kofi Annan* [le secrétaire général du Conseil de sécurité des Nations unies] *sont bonnes »*, affirme le texte qui demande *« un retrait total des troupes serbes et une démilitarisation de la province pour la réinstallation et la sécurisation des Kosovars »*. Les colistiers se prononcent, en outre, pour *« un véritable statut d'autonomie du Kosovo »*.

CORRESPONDANCE

Une lettre des dirigeants du Catral

A la suite de la décision prise par l'exécutif du conseil régional d'Ile-de-France de dissoudre le Comité pour l'aménagement des temps de travail et de loisirs (Catral) et de saisir du dossier le parquet de Paris et la chambre régionale des comptes (notre article intitulé « La région fait le ménage dans ses associations », Le Monde *du 11 mars), nous avons reçu de Philippe Dorin, directeur du Catral, et de Christine Gauthier, secrétaire générale de l'association, un courrier identique dans lequel ils nous précisent notamment qu'ils ont exercé leurs fonctions – depuis 1984 pour Mme Gauthier, depuis mai 1993, en ce qui concerne M. Dorin – sous l'autorité de présidents successifs de l'association et sous leur contrôle.*

Le Catral a fait l'objet pendant cette période, à plusieurs reprises, d'audits réguliers et contradictoires, comme il est de règle dans tous les organismes rattachés au conseil régional, le dernier datant du mois de juillet 1998. Ces audits n'ont rien relevé d'anormal dans le fonctionnement de l'association. Par ailleurs, un contrôle de la chambre régionale des comptes, présenté en 1997, n'a observé aucune irrégularité.

La qualité et la réalité des travaux du Catral n'ont jamais été mises en cause jusqu'à aujourd'hui. Les missions du Catral lui étaient confiées par le conseil régional et chacune d'entre elles était définie par une convention annuelle conclue entre la région et l'association, représentées par leurs présidents successifs.

L'engagement des dépenses effectuées pour la réalisation des missions du Catral, et justifiées par celles-ci, obéissait à des règles de procédure strictes, déterminées par le conseil d'administration de l'association. Le contrôle desdites dépenses était effectué par le trésorier dans le respect des procédures prévues à cet effet.

Les comptes de l'association étaient par ailleurs, vérifiés par le commissaire aux comptes de l'association et approuvés par l'assemblée générale de l'association.

هكذا من الأصل

JEUNESSE Le mouvement scout français, qui rassemble 200 000 jeunes et 80 associations, tente de remettre de l'ordre dans ses rangs. La Fédération du scoutisme français souhaite émettre une sorte de *« label de qualité »* qui offrirait des garanties aux familles. Un texte commun devrait être rendu public avant l'été. ● CES PROJETS font apparaître les divergences entre les Scouts de France (110 000 adhérents) et les Scouts d'Europe (30 000 adhérents). Ces derniers, hostiles aux *« matérialismes ambiants, qu'ils soient marxistes ou autres »*, sont accusés d'être proches de l'extrême droite. ● À TOULON, un scout d'Europe avait reçu de la littérature d'extrême droite. Dans une délibération, la CNIL affirme que le fichier qui a permis d'envoyer ces publications est l'annuaire local des chefs et cheftaines scouts de la région Provence.

Le mouvement scout tente de remettre de l'ordre dans ses rangs

La Fédération du scoutisme français voudrait émettre une sorte de « label de qualité » afin d'offrir de réelles garanties aux familles. Ce projet fait ressurgir les divergences avec les scouts d'Europe, qui sont accusés de connivences avec l'extrême droite

APRÈS UNE ANNÉE 1998 difficile, les scouts tentent, à l'approche de l'été, de réhabiliter leur image. Premier incident en juillet : lors de la mort de quatre jeunes gens et d'un plaisancier disparus en mer, scoutisme avait rimé avec intégrisme. Deuxième coup dur en décembre : après qu'un jeune Scout d'Europe de Toulon eut reçu de la littérature peu recommandable *(voir ci-dessous)*, avait plané le spectre de connivences avec l'extrême droite. Il n'en fallait pas plus pour noircir l'image déjà fort écornée du boy-scout, dont le Petit Robert indique que, au sens figuré, il est *« plein de bonnes intentions, mais un peu naïf »*.

Comment les familles peuvent-elles faire la part du bon grain et de l'ivraie dans cette nébuleuse qui rassemble deux cent mille jeunes et environ quatre-vingts associations ? La question taraude la Fédération du scoutisme français, qui réunit six mouvements représentatifs de toutes les obédiences. *« Parmi les quatre-vingts associations, certaines nous semblent dangereuses pour l'enfant »*, affirme Dominique Gérard, délégué général des Eclaireurs et Eclaireuses de France (laïque), organisation qui fait partie de la Fédération du scoutisme français.

Il faut donc, pour les six mouvements reconnus par les deux organisations mondiales, émettre une sorte de « label de qualité », qui offrirait des garanties aux familles. La fédération travaille à l'élaboration d'un texte commun, qui devrait être rendu public avant l'été avec la caution du ministère de la jeunesse et des sports et avec la collaboration de l'Amicale parlementaire du scoutisme, dont font partie quatre-vingts députés et sénateurs. Des juristes ont été appelés à la rescousse pour, dans un deuxième temps, trouver une solution au casse-tête de la reconnaissance juridique : le mot scout étant tombé dans le domaine public, n'importe qui peut s'en réclamer.

Ces projets de labellisation mettent au grand jour les dissonances entre les deux grands mouvements de scouts catholiques. Créés en 1962, les Scouts d'Europe (30 000 adhérents) sont le fruit d'une dissidence des Scouts de France (110 000 adhérents). Si l'on caricature, les premiers aiment les messes en latin, les seconds préfèrent les offices au son de la guitare. En septembre 1998, le pape Jean-Paul II a appelé les uns et les autres à l'unité. En vain.

> « A l'âge de l'éducation, on ne peut mettre en contact habituel des jeunes de confessions différentes au risque de les mettre sur la voie du relativisme et du scepticisme »

« Le but ultime de la manœuvre viserait à ne reconnaître qu'un seul grand mouvement de scoutisme en France, véritable monopole d'Etat », s'insurgent, dans un texte envoyé à la presse, les Guides et Scouts d'Europe, qui estiment jouer le rôle *« de bouc émissaire plus ou moins mis en quarantaine »*. *« Il n'y pas la volonté d'isoler les Scouts d'Europe*, rétorque Philippe da Costa, le commissaire général des Scouts de France. *Est-ce qu'ils sont prêts, eux-mêmes, à faire leurs les valeurs du scoutisme ? Ils doivent accepter de ne pas se mettre en marge des organisations mondiales, comme ils le font en constituant leur propre organisation internationale. »*

Il est vrai qu'un fossé idéologique les oppose. Dans leur directoire religieux, approuvé le 16 novembre 1997 par l'organisation internationale à laquelle ils appartiennent, les Scouts d'Europe écrivent : *« A l'âge de l'éducation, qui est celui de l'enfance et de l'adolescence, on ne peut, certes, mettre en contact habituel, sans nécessité, des jeunes de confessions différentes au risque de les mettre sur la voie du relativisme et du scepticisme (...). Mais aux routiers et guides aînées qui vont entrer dans la vie, le scoutisme d'Europe offre des possibilités de rencontres interconfessionnelles dont le bienfait ne saurait être perdu. Au niveau des chefs, un tel dialogue est non seulement bienfaisant mais indispensable face aux divers matérialismes ambiants, qu'ils soient d'origine marxiste ou autres, au développement des sectes, à l'indifférence religieuse. »*

Jusqu'au début des années 90, les évêques français se contentaient d'entretenir des relations officieuses avec les Scouts d'Europe. Mais plusieurs d'entre eux leur ont clairement apporté leur soutien après l'affaire du fichier de Toulon. *« Nous ne pouvons pas accepter qu'une suspicion généralisée et d'injustes amalgames altèrent le témoignage et le dévouement des Guides et Scouts d'Europe »*, écrivait, le 18 décembre, Mgr Georges Soubrier, évêque de Nantes et président du Comité épiscopal enfance-jeunesse, au président de l'association des Guides et Scouts d'Europe. *« Le scoutisme est un des rares mouvements catholiques qui parvienne encore à toucher les jeunes*, analyse Christian Guérin, historien et auteur de *L'Utopie Scouts de France* (Fayard, 1997). *En soutenant les Scouts d'Europe, l'épiscopat estime sans doute qu'il ne prend que le risque de la mauvaise humeur des Scouts de France, et que ceux-ci n'oseront pas rompre. »*

L'affaire du fichier de Toulon a mis à mal l'image des Scouts d'Europe, qui se défendent de tout lien avec l'extrême droite. *« Le mouvement n'est pas en cause, nous sommes sûrs de nos dirigeants*, affirme Pierre Longchampt, le commissaire général scout. *Sommes-nous responsables de nos 30 000 adhérents individuellement ? Nous n'avons pas de police interne. »* Comme à la suite du drame de Perros-Guirec, qui a mis en cause l'Association française des scouts et guides catholiques, proche des milieux intégristes, une inspection générale a été diligentée par le ministère de la jeunesse et des sports sur les Guides et scouts d'Europe, qui devrait aboutir avant le début de l'été. En fonction des résultats, la ministre, Marie-George Buffet, décidera, après avis d'une commission, du maintien ou non de l'agrément dont dispose l'association.

Marie-Pierre Subtil

Une fédération, six mouvements et 80 groupuscules

● **Fédération.** La Fédération du scoutisme français réunit six mouvements : les Eclaireuses et éclaireurs de France (laïque, 34 500 adhérents), les Eclaireuses et éclaireurs unionistes de France (protestant, 8 000 adhérents), les Eclaireuses et éclaireurs israélites de France (3 000 adhérents), les Guides de France (laïque, pour filles uniquement, 25 000 adhérents), les Scouts musulmans de France (1 500 adhérents) et les Scouts de France (catholique, 115 000 adhérents).

● **Agrément.** Outre ceux de la fédération, quatre mouvements bénéficient de l'agrément du ministère de la jeunesse et des sports : les Guides et scouts d'Europe, les Scouts unitaires de France, les Eclaireurs neutres de France et la Fédération française des éclaireurs et éclaireuses. Cet agrément permet de valider les formations dispensées et de pratiquer des activités dans la nature, dispensant les camps de vacances de douches ou de réfrigérateurs par exemple.

● **Groupuscules.** La majorité des quatre-vingts mouvements scouts sont des groupuscules, dont certains sont proches des milieux catholiques intégristes. La revue catholique contestataire *Golias* en a fait la recension dans son numéro 62, paru en septembre-octobre 1998.

Les fichiers baladeurs des Guides et scouts d'Europe

TOULON
de notre correspondant

Philippe, qui habite Fréjus, est scout chez les Guides et scouts d'Europe depuis l'âge de huit ans. Tout va pour le mieux jusqu'à ce jour d'octobre 1998 où il reçoit à son nom, par la poste, un catalogue de vente par correspondance diffusé par une société proche du Front national (FN), la Société d'études et de relations publiques (SERP), qui lui propose des livres et des disques, dont les *Voix et Chants des Waffen SS*. Il reçoit ensuite le catalogue *Durandal* dans lequel voisinent Brasillach, les pensées de Mgr Lefebvre et les ouvrages de Bruno Mégret et de Jean-Marie Le Pen. Dans la foulée, suivent *Français d'abord*, le magazine du président du FN, et un courrier émanant des « Légionnaires du Christ ».

Le père du jeune scout, Albert Bonaventure, contacte alors les scouts d'Europe pour avoir des explications. *« Au siège national, François Vella, le responsable du réseau des patrouilles libres au sein de l'association, m'a dit au téléphone qu'un ou des scouts avaient transmis le fichier à son insu. »* Dans un courrier adressé le 8 décembre 1998 aux adhérents de l'association des Guides et scouts d'Europe, son président, Michel Comboul, admet qu'une *« personne mal intentionnée a transmis à la société éditrice Défi une liste des adresses de certains de nos représentants dans certains départements du Midi »*.

UNE MÊME FAUTE D'ORTHOGRAPHE

Saisi par M. Bonaventure, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) conclut, dans une délibération rendue le 25 mars, que *« les informations ayant permis de solliciter le fils du plaignant trouvent leur origine dans un annuaire local des chefs et cheftaines scouts, établi dans la région Provence, à l'initiative des responsables locaux de l'association »*. Selon la CNIL, l'association a *« indiqué que cet annuaire local avait fait l'objet d'une divulgation ; que les dires de cette association sont corroborés par le fait qu'une faute d'orthographe altérant l'adresse de l'intéressé figure dans cet annuaire local et se retrouve sur les étiquettes-adresses »*.

La CNIL ajoute que *« le fichier divulgué, qui comporte près de trois cents noms, peut encore, à ce jour, être utilisé par des personnes ou organismes qui n'ont pas à en connaître, comme semble l'attester la plainte déposée le 19 janvier auprès de la CNIL par le parent d'un autre chef scout de Provence, mineur »*, inquiet que son fils ait reçu le même type de littérature *« ainsi qu'une invitation de la fédération Front national du Var à un dîner-débat en présence de M. Jean-Marie Le Pen »*.

La CNIL avait souhaité faire une enquête auprès du journal *Français d'abord*, reçu par le jeune scout de Toulon, mais le directeur administratif et financier de cette « Lettre de Jean-Marie Le Pen » n'a pas répondu. La CNIL signale toutefois, dans sa délibération, avoir reçu, le 12 janvier, un coup de téléphone émanant d'une personne se présentant comme le directeur administratif et financier de ce titre. Il précisait que *« la CNIL serait surprise si elle savait où se trouvait ce fichier »*. Jean-Guy Lévy, l'avocat d'Albert Bonaventure, craint *« que la justice retrouve trace de ce fichier dans un parti ou une officine d'extrême droite »*. *« Il semble peu probable que les fuites soient le fait d'un scout isolé et malveillant. »*

José Lenzini

Les trésors cachés de Jean-Cybar, châtelain érudit et sans-le-sou de Gascogne

AGEN
de notre envoyé spécial

Unique héritier d'une famille déchue, ce châtelain du Lot-et-Garonne est un sexagénaire érudit et sans le sou. Sa demeure, digne du *Capitaine Fracasse*, est l'une de ces gentilhommières, communes en Gascogne, que les villageois décorent du nom de château. Quelque part entre Agen et Marmande, la tour coiffée d'un toit en éteignoir est à peine visible de la route car elle masquée par un bouquet d'arbres. Derrière les murs délabrés, le propriétaire dissimulait une collection de tableaux de maîtres. Jeudi 15 avril, des cambrioleurs bien informés ont profité de son absence pour faire sauter le cadenas de supermarché qui fermait la grille aux armoiries rouillées, mais couronnées, de la maison. Au pied du donjon, la porte et sa serrure du XVIe siècle ont d'abord résisté, puis une fenêtre vermoulue a cédé. Une douzaine de toiles – dont un couple d'amoureux de Nicolas Poussin, une naïade de François Boucher, deux tableaux de l'école de Barbizon et l'une des trois répliques d'une madone peinte par Corrège – ont disparu.

A la lecture du *Petit Bleu* et de *Sud-Ouest*, plus d'un Gascon s'est frotté les yeux. Le propriétaire de ces toiles de maître était-il véritablement cet homme à l'éternel veston râpé, à la Renault 18 déglinguée, auquel on aurait presque donné la pièce ? *« Dans la région, ça a épaté tout le monde de savoir qu'il avait des tableaux de grande valeur »*, commente le maire, autre forte personnalité de la commune où réside le châtelain. Les plus charitables considèrent ce dernier comme *« un gonze exceptionnel »*. Un voisin agriculteur, dont l'épouse a été domestique chez le père du châtelain, évoque d'un geste un gigantesque poil dans la main. D'autres se moquent quand, au cours de cérémonies locales, le gentilhomme remplit ses poches de gâteaux. De méchantes langues prétendent même l'avoir vu, dans les environs de Casteljaloux, fouiller *« les poubelles »*.

UNE SEULE AMPOULE

Le châtelain, à vrai dire, ne paie pas de mine. Il a visiblement renoncé à tout confort et vit dans une demeure qui n'a pas l'eau courante et qui compte une seule ampoule. Prudent, afin d'éviter tout nouveau cambriolage, et pudique, il fait promettre que l'on n'écrira pas son nom à particule, pas plus qu'on ne localisera le château. En 1994, ses armes de collection ont déjà été dérobées ; toutes ont finalement été retrouvées, sauf une *« épée parlante »* qui aurait appartenu, selon lui, au conquistador Hernan Cortès. Sa famille était fortunée quand elle est venue de Paris, au tournant du siècle, pour faire souche en pays gascon. Comptant alors trois polytechniciens, elle descendrait, à l'en croire, de la couronne anglaise. Scepticisme du maire : *« Son prénom, Jean-Cybar, est bien inscrit à l'état-civil. Mais le nom à rallonges, ça non »*, dit-il en consultant les listes électorales, sur lesquelles l'intéressé apparaît sans particule nobiliaire. Les deux hommes admettent cependant que le grand-père a été maire de la commune, en 1905 , que le père était directeur de la régie des tabacs, et que le fils a été conseiller municipal en 1959. Avant de *« se mettre en marge de notre société, qui ne l'intéresse pas »*, précise le maire actuel. Les visiteurs sont donc reçus à l'extérieur du château.

Lors du dernier recensement, l'employée a attendu, assise sur une pierre, que le questionnaire soit rempli. L'anecdote est racontée par le maire, qui fut l'un des priviligiés admis dans l'enceinte, comme plus récemment les policiers et les gendarmes venus pour les besoins de l'enquête. L'accès à la *« cour d'honneur »*, comme l'appelle le maître des lieux, est aussi prohibé, même si l'endroit a capitulé devant les bataillons de ronces. Il en va de même, une frontière plus loin, pour le *« territoire noble »* de la propriété, où des vaches paissent au milieu d'une dizaine d'épaves de voiture. Des rares visiteurs, on apprend que chaque pièce du château a des airs d'arrière-boutique de brocanteur. Un capharnaüm d'armures et de meubles signés, d'œuvres d'art et de livres anciens, de journaux et de détritus ; dès la porte du donjon franchie, il faut se frayer un passage dans d'épaisses couches d'objets. Le seul lit est constitué d'un sommier de bouteilles vides en plastique, également disposées en nombre dans la maison en guise de système d'alarme signalant l'intrusion de malandrins.

« Ils ont volé mon âme », se lamente le châtelain. *« L'or, voilà le crime »*, s'emporte-t-il en jurant qu'il se *« fiche »* de la valeur financière des tableaux, légués par sa famille. Aucun n'était assuré, ni répertorié. Ces toiles étaient avant tout des *« sources d'inspiration »* à sa *« grande œuvre philosophique »* et à sa *« peinture futuriste »*, au même titre que les *« tableaux de quatre sous »* qu'il possède encore. Se disant titulaire de doctorats en droit, théologie et philosophie, l'homme se proclame philosophe, peintre, compositeur et poète. *« On n'a jamais vu ses diplômes*, nuance le maire. *Bon, c'est un gars sérieusement intelligent, très calé en histoire de France, qui connaît le grec et le latin, l'anglais, l'espagnol, l'italien... »* De fait, le gentilhomme truffe ses discours de références culturelles et de citations d'Aristote (sans être *« aristotélicien, encore moins néo-aristotélicien »*) ou de Paul Valéry (qu'il apprécie *« malgré les alexandrins »*). Plus mystérieux, en l'absence de publication, il s'annonce l'inventeur d'une philosophie *« du mouvoir et du savoir »*, à laquelle il a déjà donné un nom en -isme, décalqué de son patronyme.

« COMME VAN GOGH »

« Le problème, selon le maire, *est qu'il se considère comme un très grand artiste, qui se voit mourir dans la misère comme Van Gogh ou compagnie, sûr que ses propres tableaux vaudront des fortunes après sa mort. »* L'édile lui avait demandé de les placer en dépôt à la mairie : *« S'il l'avait fait, il n'en serait pas là. »* Le châtelain compte, lui, sur l'Office central de lutte contre le trafic de biens culturels. Un enquêteur est venu de Paris, en vue notamment de s'assurer de l'authenticité et de la valeur des toiles concernées. Un temps envisagée par le parquet de Marmande, afin de protéger des œuvres de valeur restant au château, une mise sous tutelle du propriétaire a finalement été écartée, le châtelain étant reconnu parfaitement sain de corps et d'esprit.

Erich Inciyan

RMiste, faux joueur de foot mais vrai filou

LE JEUNE HOMME a été interpellé, mardi 20 avril, par les policiers du commissariat de Saint-Dié (Vosges). Accusé d'avoir escroqué un hôtel pendant un mois, il a rapidement reconnu les faits : oui, il s'est bien fait passer pour un joueur de football ; oui, il est resté un mois sans régler sa note ; non, sa situation actuelle de sans domicile fixe ne lui permet pas de la payer. A la substitut du procureur, il a de nouveau raconté son histoire. Il la répètera une nouvelle fois devant le tribunal correctionnel, en juin.

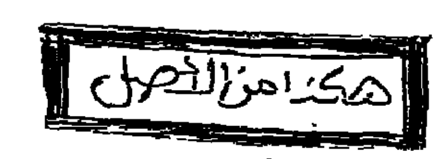
Elle commence par un coup de fil. A l'appareil, une personne se présentant comme le dirigeant du Racing Club de Strasbourg, équipe de football évoluant en première division, annonce à l'hôtel Campanile de Saint-Dié l'arrivée prochaine d'un de ses joueurs. La direction est flattée, assure qu'elle en prendra soin. Le lendemain, le jeune homme se présente. Le fax n'est pas encore arrivé, s'étonne-t-il ? Une question d'heures, de jours, tout au plus. La direction n'insiste pas. Pas plus qu'elle ne prend les précautions d'usage, à commencer par le dépôt d'une pièce d'identité. Mais le temps passe. Le jeune homme est toujours là et le fax n'arrive pas. La direction de l'hôtel appelle alors le club alsacien. Le garçon en question y est inconnu, et aucun joueur n'a été envoyé à Saint-Dié.

Après l'arrestation, les policiers opèrent une rapide enquête. Originaire d'un village d'Alsace, le jeune homme aurait quitté le foyer familial depuis plusieurs mois. Juste avant son arrivée à Saint-Dié, il avait passé plusieurs nuits dans un hôtel d'Epinal, qu'il avait quitté en laissant une ardoise et sa carte d'identité. Confié à la réception à son arrivée, le document avait été abandonné lors de son départ. Les enquêteurs s'inquiètent : un escroc confirmé ? Un voleur ? Une journée de vérifications leur apprend qu'il a travaillé, pendant dix jours, dans une pizzeria de la ville. Un emploi déclaré, régulier, qui a joué dans la décision de la magistrate de le remettre en liberté en le confiant aux services sociaux de la ville. Au parquet, on souligne que les faits qu'il a commis sont *« une conséquence de sa situation de SDF »*.

« PAS UN MAUVAIS BOUGRE »

« Pas un mauvais bougre », résume la substitut. Pourtant, le procédé utilisé et le recours à une fausse identité ont conduit la magistrate à retenir les faits d'*« escroquerie »*. Et puis il y a l'ampleur du préjudice : 8 000 à 10 000 francs. Sans compter les conséquences en termes d'image, assure-t-on à la direction de l'hôtel. Jeudi 22 avril, certains clients se seraient amusés de l'histoire, déjà rapportée par la presse locale. La direction de l'établissement en veut aux journalistes. Mais pas au jeune homme : pendant sa garde à vue, qui a duré trente heures, une employée de l'hôtel est même venue lui apporter de la nourriture.

Nathaniel Herzberg



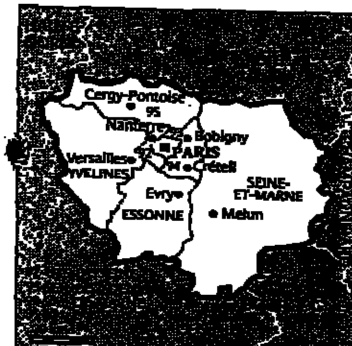
dans ses rangs

LES RÉGIONS EN CHANTIERS

ILE-DE-FRANCE

L'agglomération parisienne ne domine plus un « désert français »

En dépit du maintien de fortes disparités, aménagement du territoire et décentralisation ont porté leurs fruits. Élus et pouvoirs publics doivent s'attaquer aux déséquilibres internes du territoire francilien. Priorité : permettre à la région capitale de défendre son rang international



FAUT-IL rouvrir un « grand chantier » pour l'Ile-de-France ? La question, posée depuis plusieurs mois par les responsables, inquiets de l'évolution de leur région, n'a pas trouvé, pour le moment, de réponse du côté du gouvernement. Annoncé pour l'automne 1998, puis repoussé au printemps, le comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT), qui devait être largement consacré à la première région de France, n'est plus à l'ordre du jour. Michel Rocard, qui avait lancé en 1989 la révision du schéma directeur d'Ile-de-France (Sdrif), achevée en 1994 par l'adoption d'un nouveau document de planification pour les vingt années suivantes, reste donc le dernier chef de gouvernement à avoir décidé de s'atteler aux problèmes spécifiques de la métropole parisienne.

Si les ministres n'ont pas réussi à s'entendre sur la nécessité d'engager un débat sur l'Ile-de-France, il leur faudra cependant décider dans les prochaines semaines les priorités pour cette région, au risque de mécontenter les autres *(lire ci-dessous)* : l'enveloppe accordée par l'Etat au titre du prochain contrat de plan sera significative des intentions du gouvernement. *« L'Ile-de-France a besoin d'un effort supplémentaire de l'Etat. La solidarité nationale est nécessaire, à la fois pour assurer sa compétitivité au plan international, et pour réparer les conséquences des erreurs d'aménagement commises sur son territoire »*, souligne Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional.

Malmené par une assemblée dans laquelle il ne dispose que d'une majorité relative, contraint de sortir son « 49-3 régional » pour faire passer les budgets – déjà sérieusement édulcorés – de la gauche plurielle, et condamné par le tribunal administratif pour la procédure utilisée en 1998, Jean-Paul Huchon a cependant trouvé en Jean-Pierre Duport, préfet d'Ile-de-France, le meilleur défenseur de ses revendications. Le représentant de l'Etat est, en effet, l'analyste le plus sévère de la situation actuelle de l'Ile-de-France.

Dans son document préparatoire à la négociation sur le prochain contrat, Jean-Pierre Duport décrit *« une région riche affaiblie par ses contradictions »*. Il souligne que les particularités démographiques de l'Ile-de-France – accroissement rapide du nombre d'habitants, disparités sociales marquées, poids de la population étrangère – exigent de l'Etat une *« politique adaptée »*. Il rappelle que la place de la France dans le monde est profondément liée à celle de sa région capitale, *« un de ses principaux atouts dans la compétition internationale »*.

COMPÉTITIVITÉ MENACÉE

L'Ile-de-France se définit d'ailleurs comme *« la région au service des autres régions »* dans une publicité qui vise à inciter les entreprises étrangères à s'installer... en Ile-de-France. La région capitale est en effet la quatrième métropole mondiale – la première en Europe – par son activité économique. Avec près de 11 millions d'habitants et 5 millions de salariés, son PIB dépasse ceux de l'Australie, des Pays-Bas et de l'Inde.

Malgré sa vitalité économique, l'Ile-de-France connaît de nombreuses difficultés qui menacent sa compétitivité. Le taux de chômage des techniciens, ouvriers et cadres est supérieur à la moyenne nationale. La désindustrialisation a entraîné une diminution de 40 % des effectifs de ce secteur depuis 1975.

Une part prépondérante dans tous les domaines

SOMMES ALLOUÉES PAR L'ÉTAT POUR LES CONTRATS DE PLAN 1994-1999

Axe : 0 – 2 000 – 4 000 – 6 000 – 8 000 – 10 000 – 12 000

ILE-DE-FRANCE, NORD-PAS-DE-CALAIS, BRETAGNE, RHÔNE-ALPES, LORRAINE, PROV.-ALPES-C.D'AZUR, MIDI-PYRÉNÉES, LANGUEDOC-ROUSS., AQUITAINE, PAYS DE LA LOIRE, POITOU-CHARENTES, PICARDIE, AUVERGNE, CENTRE, HAUTE-NORMANDIE, ALSACE, BASSE-NORMANDIE, BOURGOGNE, FRANCHE-COMTÉ, CHAMPAGNE-ARDENNE, LIMOUSIN, CORSE, BASSIN PARISIEN*

*Instance de coopération interrégionale entre l'Ile-de-France et les régions limitrophes.

L'ILE-DE-FRANCE REPRÉSENTE 18,9 % DE LA POPULATION MÉTROPOLITAINE, POUR 2,1 % DE LA SUPERFICIE

	France métropolitaine	Ile-de-France
ESTIMATION DE LA POPULATION en milliers	58 492	11 062
SUPERFICIE en km²	543 965	12 012
EFFECTIF SALARIÉ en nombre en milliers	19 604	4 386
ÉTABLISSEMENTS* en nombre	3 256 662	554 306

■ FRANCE MÉTROPOLITAINE □ ILE-DE-FRANCE

L'Ile-de-France a reçu en 1996 18,5% du montant global des prestations versées aux Français métropolitains. Elle a payé près de 32% de l'ensemble des impôts sur le revenu et le patrimoine. Les 5 régions les plus peuplées (Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Nord-Pas-de-Calais et Pays de la Loire) concentrent 50% du revenu.

Surtout, 27 % des habitants des quartiers les plus défavorisés de France se concentrent dans la région, qui compte environ un demi-million d'exclus.

Les déséquilibres s'accentuent à l'intérieur de son propre territoire. L'écart ne cesse de se creuser entre les départements de l'ouest et ceux du nord et de l'est, en particulier la Seine-Saint-Denis. La dernière note de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (Iaurif) souligne le déséquilibre croissant entre les départements franciliens où le chômage ne cesse de baisser (Yvelines et Essonne, avec des taux voisins de 8 %), et ceux où il monte, avec les lourdes conséquences sociales que l'on sait. La Seine-Saint-Denis a connu une augmentation de 57 % des demandeurs d'emplois entre 1990 et 1997.

Une étude interne de la préfecture de région confirme, par ailleurs, la concentration des emplois vers les secteurs déjà les mieux pourvus : *« De nombreux espaces ressortent perdants de l'évolution récente* [...] *Ce sont les pôles traditionnels de la proche banlieue qui supportent l'essentiel de la désindustrialisation. »*

Les Franciliens sont aussi confrontés à un coût de la vie élevé, à un sentiment d'insécurité croissant et à de fortes nuisances. La circulation automobile augmente de 2 % par an, bruit et pollution atmosphérique atteignent des seuils inquiétants. L'urbanisation anarchique de la grande couronne continue malgré le succès des villes nouvelles. Résultat : l'« émigration » vers la province est plus importante que les nouvelles installations : 82 % des partants justifient leur départ par une aspiration à une vie plus équilibrée.

De son côté, le potentiel de recherche souffre d'un vieillissement des effectifs, largement dû au succès de la politique de délocalisation conduite des précédents gouvernements (*Le Monde* du 24 avril). Les locaux des universités parisiennes sont dans un tel état de vétusté et d'insécurité qu'elles nécessitent une part importante des crédits de l'éducation nationale. Des menaces de marginalisation pèsent sur la la place financière de Paris – premier secteur économique, avec 150 000 emplois – ainsi que sur la suprématie de la région pour les Salons et les grandes expositions.

Mais un nouveau débat s'engage sur la méthode à mettre en oeuvre. *« Il faut nous donner les moyens d'assurer pleinement nos responsabilités*, avertit Jean-Paul Huchon. *L'Ile-de-France doit désormais prendre en main son avenir : c'est le sens que je veux donner à mon action à la tête de la région. Je suis prêt pour cela à renoncer aux crédits de l'Etat, s'ils sont insuffisants, et à lancer une politique contractuelle dans les seuls domaines prioritaires de la région. »*

Alors que la loi l'autorise désormais à prendre l'initiative d'une révision du schéma directeur, Jean-Paul Huchon a pourtant renoncé à s'engager dans un tel débat. Une telle initiative serait, en effet, venue se superposer à la préparation du contrat de plan. Or le président de l'Ile-de-France mesure combien il lui sera déjà difficile de trouver une majorité pour faire voter les priorités de la région d'ici 2006, malgré une consultation, qui se voulait très consensuelle, des élus des huit conseils généraux.

Ce qui ressemble fort à une paralysie du conseil régional d'Ile-de-France renforce le poids des représentants de l'Etat. Malgré la réforme du Syndicat des transports parisiens (STP) – qui vient d'être décidée par le gouvernement et se traduira enfin par l'arrivée de représentants de la région au conseil d'administration de cet organisme chargé de décider des grands choix de transports –, Jean-Pierre Duport et Gilles Ricono, directeur régional de l'équipement, sont chargés par la loi d'élaborer et de piloter le plan de déplacements urbains (*Le Monde* du 13 avril). Ils viennent de présenter leurs propositions pour réduire l'hégémonie de la voiture en Ile-de-France.

Christophe de Chenay

★ Le numéro 40 (mars 1999) de la revue trimestrielle de l'Institut de la décentralisation, *Pouvoirs locaux*, publie un dossier de 66 pages intitulé « L'Ile-de-France, moteur de la décentralisation » (Pouvoirs locaux, tél. : 01-47-61-92-48 ; fax 01-47-61-92-47)

FIN

Querelle de chiffres

Quelle est la contribution de l'Ile-de-France à la richesse nationale ? La réponse à cette question sera lourde de conséquences dans la négociation du prochain contrat avec l'Etat. L'Ile-de-France avait été, pour la période 1994-1999, la seule région à contribuer à son contrat de plan pour un montant (23 milliards de francs, 3,5 milliards d'euros) largement supérieur à celui de l'Etat (11 milliards de francs). L'Insee vient d'apporter, dans plusieurs numéros d'*Insee Première*, des éléments nouveaux dans la querelle de chiffres qui agite les experts. En 1996, l'Ile-de-France a produit 29,1 % du PIB national et bénéficie de 22,5 % du revenu disponible brut (RDB) des ménages. Chaque point (exprimé en pourcentage) de RDB représentant environ 55 milliards de francs, il y aurait donc un transfert de près de 300 milliards de l'Ile-de-France vers la province. Ce chiffre est cependant largement supérieur aux 200 milliards de francs avancés, par ailleurs, par l'Insee et qui correspondent à des tranferts *via* le budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale.

Le virage raté de la décentralisation

C'EST PRESQUE un paradoxe. Faut-il que la solidarité nationale s'exerce aujourd'hui pour sortir l'Ile-de-France de ses handicaps, comme le réclame Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional ? Ainsi la province, qui a tant souffert (et si longtemps) d'un centralisme étouffant, viendrait en aide à la région capitale, presque un siècle après la publication du célèbre ouvrage de Jean-François Gravier, *Paris et le désert français*.

Les élus du « désert » ont conscience des problèmes internes d'Ile-de-France, et ne sont pas opposés, par principe, à ce que cette région bénéficie d'une attention particulière de l'Etat, lors de la distribution des enveloppes financières pour les prochains contrats de plan. Mais *« nous serons très vigilants à la répartition des crédits »*, prévient Jean-Pierre Raffarin, président (DL) du Poitou-Charentes et de l'Association des régions de France : pour lui, *« il reste encore des déséquilibres majeurs en équipements et services dans les régions »*.

M. Raffarin admet cependant que les disparités entre Paris et le reste de la France se sont bien estompées depuis les premières lois de décentralisation de 1982 et 1983 : *« Grâce à elles, les territoires ont créé leur propre dynamique »*, souligne M. Raffarin. Avec ces lois, les régions ont appris à compter sur leurs propres forces, sans attendre d'hypothétiques aides de la capitale, et ont saisi toutes les occasions qui leur ont été données, souvent parce que l'Etat n'était pas en mesure d'assurer ses missions. Ainsi du Schéma universités 2000, lancé en 1990 par Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation. Il s'agissait de construire des bâtiments, d'en rénover d'anciens, pour accueillir les flux de nouveaux étudiants. L'Etat, dans l'incapacité de répondre aux besoins et aux urgences, participait à 50 % du financement, les collectivités locales ont pris en charge l'autre moitié.

LE POIDS DE PARIS

Ce fut, incontestablement, une réussite. Chaque région a su mobiliser moyens et intelligences pour se dessiner une carte universitaire. Une seule a raté cette chance : l'Ile-de-France, qui doit aujourd'hui rattraper un retard considérable. D'où la volonté de l'actuel ministre de l'éducation, Claude Allègre, de faire porter les efforts financiers de l'Etat sur les universités parisiennes *(lire ci-dessus)*.

Jusqu'ici, le conseil régional a aussi souffert du poids de Paris et n'a pas pu, ou pas su, s'affirmer face à l'hégémonie politique et à la puissance financière de la capitale. Enfin, la région a aussi été pénalisée par son statut particulier, qui la plaçait sous une tutelle plus contraignante de l'Etat. Enfin, la présence des grandes administrations ou grandes entreprises publiques, peu disposées par nature à déléguer des pouvoirs, l'a, sans aucun doute, bridée. Tout s'est passé en somme, jusqu'à maintenant, comme si l'Ile-de-France avait raté le virage de la décentralisation.

Bruno Caussé

M. Huchon contraint au pilotage à vue par l'éclatement de la droite

SES QUALITÉS de négociateur, tout en rondeur, capable de s'accorder avec la droite pour éviter la paralysie, avaient prévalu lors du choix, par le PS, de son candidat à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France : en un peu plus d'un an à ce poste, Jean-Paul Huchon a dû déployer en de multiples occasions les talents qu'on lui prête. D'abord soudée contre lui par l'amertume de la défaite – c'était lors du vote du budget 1998 –, son opposition s'est ensuite divisée, recomposée... Au point que la gestion de la région relève, comme ce fut le cas lors du vote du budget 1999 (une baisse surprise de 6 % de la fiscalité destinée à forcer les libéraux à voter les recettes), du pilotage à vue par temps de brouillard.

La campagne des élections européennes, marquée par la récente démission de Philippe Séguin, rajoute à l'instabilité de l'opposition francilienne. Plus que jamais, par les personnalités qui y siègent (ministres et anciens ministres, responsables actuels ou passés de partis), l'assemblée régionale se révèle être l'antichambre des états-majors partisans.

« La tendance à la scissiparité des groupes, si elle est intéressante au plan politique, commence à troubler la gestion quotidienne de l'institution », constatait M. Huchon à la veille du débat budgétaire. Les premières semaines de l'assemblée régionale avaient été tumultueuses : à droite, nombre d'élus de base n'avaient pas encaissé l'interdiction de leurs états-majors de toute alliance avec le Front national (FN). Les représentants de l'extrême droite, lors de l'élection du président, avaient hurlé : *« Couché, couché ! »* à l'encontre d'Edouard Balladur, chef de file de la droite aux régionales, et de ses principaux lieutenants.

Tablant sur ce ressentiment, Roger Karoutchi, séguiniste, élu président du groupe RPR au détriment de Pierre Bédier, chiraquien, resté proche d'Alain Juppé, a pendant quelques semaines bâti, en vain, des scénarios chinois sur la possibilité de renverser M. Huchon, à la tête d'une très courte majorité relative (86 sièges, contre 84 à la droite RPR-UDF). Le recours à la procédure du 49-3 régional pour l'adoption du budget 1998, annulé un an plus tard par le tribunal administratif, a permis à l'opposition de vivre politiquement pendant quelque mois, sans pour autant trouver sa voie. Tiraillée entre les trajectoires personnelles de ses apparatchiks (M. Karoutchi pour le RPR, Bernard Lehideux pour l'UDF), le risque de positions communes avec le FN, alors présidé par Jean-Yves Le Gallou, et les contraintes de ses élus locaux, tributaires des financements régionaux dans leur commune ou leur canton, celle-ci tâtonnait.

En face, l'enthousiasme quelque peu triomphant de la gauche plurielle a donné lieu à quelques ratés. Bien sûr, M. Huchon ne s'attendait pas à ce que les trois élus Lutte ouvrière, dont Arlette Laguiller elle-même, se joignent à sa majorité. Mais il se serait bien passé de voir les élus du Mouvement des citoyens faire bande à part dans l'hémicyle, alors qu'ils avaient été élus sur des listes communes à la gauche. Les amis de Jean-Pierre Chevènement ne sont rentrés dans le rang qu'un an plus tard.

Du côté des Verts, Francine Bayvet a donné du fil à retordre en prenant l'initiative, sans concertation avec l'exécutif, de parrainer en grande pompe des sans-papiers au conseil régional.

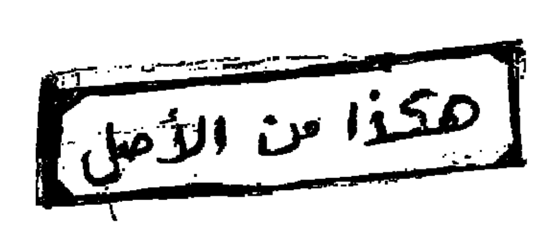
Après ces premiers mois chaotiques, M. Huchon, qui avait eu le temps de se doter d'une solide équipe administrative, espérait pouvoir donner à la région sa vitesse de croisière. C'était compter sans le divorce entre Alain Madelin et François Bayrou. Pendant plusieurs mois, M. Lehideux, président du groupe UDF, a résisté aux tentatives d'indépendance des élus DL. La succession ouverte en Rhône-Alpes par l'annulation de l'élection de Charles Millon a ruiné ses efforts : les 15 élus DL, présidés par Philippe Dominati, ont pris prétexte de l'élection d'Anne-Marie Comparini (UDF) à la présidence grâce aux voix de gauche pour faire chambre à part, bientôt rejoints par les cinq « indépendants » de droite.

Entre-temps, le torchon s'est enflammé aussi dans la famille FN. Martine Lehideux, amie de longue date de Jean-Marie Le Pen, qui avait déjà tenté de ravir à M. Le Gallou, lieutenant de Bruno Mégret, la présidence du groupe en 1994, a fait sécession en décembre 1998, exigeant du jour au lendemain l'installation de son groupe dans le même bâtiment que M. Le Gallou... mais pas au même étage. Au point de proposer, au grand effarement de celui-ci, de voisiner avec son frère Bernard (UDF), lui-même contraint de céder une partie de ses bureaux à M. Dominati. Lequel souhaitait que le groupe RPR s'interpose entre DL et l'UDF !

Le casse-tête de la redistribution des bureaux a duré plusieurs semaines, dans un climat d'autant plus explosif que ces locaux servent couramment de base logistique aux manœuvres partisanes : M. Mégret y a ainsi séjourné, avec ses gardes du corps, avant de trouver un nouveau siège à son parti ; Mme Laguiller, tête de liste LO-LCR, s'y affaire, sous l'œil soupçonneux des élus communistes ; Christian Brett, président du groupe des Verts, est aussi un des animateurs de la campagne européenne de Daniel Cohn-Bendit ; M. Karoutchi, chargé des élections au RPR, y a organisé de discrètes réunions avec Xavier Chinaud, conseiller régional mais aussi chef de cabinet de M. Madelin...

Dernier avatar de l'opposition francilienne, le forfait de M. Séguin redonne du souffle aux amis qu'Alain Juppé, de retour à la direction du RPR, a gardés dans le groupe. M. Karoutchi, bien que confirmé dans ses fonctions au siège du RPR rue de Lille, devra s'en garder. Ses relations s'annoncent, en outre, après la consommation du divorce entre le RPR et l'UDF, de plus en plus difficiles avec M. Lehideux, comme lui député européen sortant. La gestion de l'après-européennes est la prochaine épreuve de M. Huchon.

Pascale Sauvage



هكذا من الأمل

Scènes de haine ordinaire à droite

Ensemble, ils ont gouverné. Sur leurs affiches électorales, on ne parle que d'union. Les photos, le plus souvent les montrent souriants et amicaux. Chaque nouvelle épreuve révèle pourtant une droite minée par ses rivalités, figée dans ses vengeances. Cette détestation des hommes de droite entre eux, bien antérieure à l'élection présidentielle de 1995, les a menés plusieurs fois à la défaite. Album de famille

« On ne casera aucun de ces traîtres »
Jacques Chirac, mai 1995

DEPUIS le 8 mai 1995, le nouveau président et son futur premier ministre Alain Juppé, enfermés dans le bureau du maire de Paris, composent leur premier gouvernement, et rien ne saurait égaler la jouissance de faire et défaire les carrières, de récompenser les amis et de condamner les infidèles. Et justement, ce sont ceux-là qu'ils ont décidé de soigner. Malgré les conseils de Philippe Séguin les adjurant de s'entendre avec les amis d'un Edouard Balladur qui a tout de même obtenu 18 % des voix au premier tour, Jacques Chirac répète sans cesse : *« On ne casera aucun de ces traîtres. »*

Le président savoure enfin sa vengeance. Déjà il lui en a coûté de devoir rencontrer Balladur, entre les deux tours de la présidentielle, pour s'assurer qu'il ne lui manquerait aucune voix. Il aurait voulu ignorer son ancien rival. Mais Madelin, Séguin et ses compagnons n'ont pas cessé de le lui répéter : *« Jacques, maintenant, il faut que tu lui tendes la main. »* *« Jacques »* s'est donc fendu d'un coup de fil dès le 24 avril, au lendemain du premier tour : *« Je voulais vous remercier du soutien sans ambiguïté que vous m'avez apporté. »* Au départ, il a pris le silence glacial de l'autre pour le signe de son humiliation. Ce n'était que prélude à une explosion de fureur. *« Votre campagne a été ignoble, je n'oublierai rien des bassesses de vos amis »*, a crié Edouard Balladur avant de lâcher : *« Je ne vous demande qu'une chose, c'est de ne pas poursuivre de votre animosité mes amis et mes collaborateurs. – Je vous donne ma parole, Edouard. Vous me connaissez... – C'est parce que je vous connais que je ne vous crois pas. »* Lorsque Jacques Chirac lui a rapporté la scène, Alain Juppé en a aussitôt conclu que, décidément, ces balladuriens n'auraient rien. Pas le moindre strapontin. *« On les a déjà suffisamment remerciés »*, a-t-il tranché.

« Vous n'allez tout de même pas offrir le Quai d'Orsay à ce Bayrou ? »
Valéry Giscard d'Estaing mai 1995

LORSQU'ILS sont sortis sur le trottoir, ce samedi 13 mai 1995, des passants ont applaudi. La scène était tellement étrange... Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac sont pourtant là, côte à côte, devant l'hôtel particulier de l'ancien président, rue Bénouville dans le XVI[e] arrondissement de Paris. Ils se parlent donc ! Pendant vingt ans, ils se sont humiliés et haïs. Mais aujourd'hui, Giscard a déplacé sa haine vers ce Balladur, qui a préempté son camp UDF, et vers tous ceux qui, après avoir été ses disciples, ont décrété qu'il était *« trop vieux »*. Lorsque Jacques Chirac le consulte sur ses futurs ministres UDF, Giscard désigne immédiatement sa victime : François Bayrou. Il sait que, comme chef des centristes, Bayrou sera incontournable pour Chirac. Mais il devine aussi que, comme balladurien, il peut être puni. Giscard prévient donc immédiatement Chirac : *« Vous n'allez tout de même pas offrir le Quai d'Orsay à ce Bayrou ? Il manque de la plus élémentaire notion de diplomatie. »* Et comme Chirac paraît hésiter, l'ancien président insiste : *« Celui-là n'aura aucun ministère régalien. »* Deux jours plus tard, François Bayrou se voit proposer... l'éducation nationale, qu'il occupait déjà dans le gouvernement Balladur. Rue Bénouville, Valéry Giscard d'Estaing a appris la nouvelle avec un petit rire. Il est vengé.

« Madelin ? Ce type est incontrôlable. Il faut le virer »
Alain Juppé, août 1995

AVANT même la constitution du gouvernement, Alain Madelin agace Alain Juppé. Passe encore qu'il lui balance sans cesse au visage : *« Il fut un temps où nous n'étions pas nombreux autour de Jacques. Et toi, tu voyageais... »* Mais les provocations se multiplient.

Le 22 août 1995, le déjeuner entre les deux Alain tourne au vinaigre. Madelin a préparé un argumentaire choc sur la réforme fiscale. Alain Juppé lui explique qu'il va entamer à la rentrée une large concertation. Mais le ministre de l'économie a le sentiment d'avoir déjà beaucoup cédé. Sur le contrat initiative-emploi, sur la hausse du SMIC, sur la baisse des charges sociales, il a déjà été trois fois désavoué. Le surlendemain, invité d'Europe 1, il décide de tout déballer. Ses déclarations, sur les retraites, sur les *« cumulards »* du RMI et des autres aides sociales, déchaînent un ouragan syndical et politique.

De Bordeaux, Alain Juppé, furieux, appelle son ministre. *« Si tu veux le divorce, on divorce »*, s'entend-il répondre. *« Ce type est incontrôlable. Il faut le virer »*, lance le premier ministre au secrétaire général Dominique de Villepin. Celui-ci acquiesce : *« Avec lui, on pourrait facilement nous taxer d'organiser le retour de la sale droite française. »*



1995 ©JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/CONTACT PRESS IMAGES

« On gagnera en 1998, sauf bêtise majeure »
Jacques Chirac, novembre 1995

AH ! La belle majorité. Elle est là, debout, tendue vers lui, conquise. Alain Juppé esquisse un sourire et descend de la tribune de l'hémicyle de l'Assemblée nationale, où il vient de présenter, ce mercredi 15 novembre 1995, son plan de réforme de la sécurité sociale. Edouard Balladur, Nicolas Sarkozy, François Léotard, Philippe Séguin, ils sont tous là, admiratifs. Cela ne va pas durer. Neuf jours plus tard, la première grève générale de la fonction publique contre le plan Juppé paralyse le pays. Alain Juppé tient bon, il est *« droit dans ses bottes »*, affirme-t-il. Le premier ministre sait qu'il a le soutien indéfectible du chef de l'Etat. À la veille de la manifestation, Jacques Chirac confie à l'un de ses interlocuteurs : *« Eh bien ! Je m'en fous de ces groupes de pression. J'ai sept ans. On gagnera en 1998, sauf bêtise majeure. »*

Le problème, c'est que le mouvement de grève rencontre peu à peu la sympathie de l'opinion. De leur terrain électoral, les députés de droite reviennent inquiets. Leur foi dans le premier ministre vacille. *« Sois moins dur à la télévision ! »*, le supplie le député (RPR) de la Haute-Savoie, Pierre Mazeaud.

La solidarité gouvernementale se fissure. La solidarité tout court aussi. Dans sa ville d'Épinal, début décembre, Philippe Séguin accepte l'invitation des cheminots grévistes. *« Tous les fonctionnaires ne sont pas des nantis. Vous êtes des citoyens qui font usage de leur droit constitutionnel et qui, à ce titre, méritent le respect et l'écoute »*, leur dit-il, en se démarquant nettement du premier ministre. Edouard Balladur sort lui aussi de sa réserve, en rappelant les vertus du *« dialogue »* pour *« dissiper les inquiétudes »*.

Lorsque, mardi 12 décembre, le cap fatidique des deux millions de manifestants est dépassé, Charles Pasqua commente : *« On ne peut pas mener ce pays comme on dirige un conseil d'administration. »* Philippe Séguin renchérit : *« Le succès d'une politique dépend, pour une large part, du degré de compréhension, d'implication et d'adhésion des peuples. »*

« Il faut remettre au pas cette majorité putschiste ! »
Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Elysée, printemps 1997

IL est vingt heures, lundi 21 avril. Dans un message radio-télévisé, Jacques Chirac annonce ce que plus personne n'ignore depuis quelques jours, la dissolution de l'Assemblée nationale. *« J'ai acquis la conviction qu'il faut redonner la parole à notre peuple, afin qu'il se prononce clairement sur l'ampleur et le rythme des changements à conduire pendant les cinq prochaines années. Pour aborder cette nouvelle étape, nous avons besoin d'une majorité ressourcée et disposant du temps nécessaire à l'action. »* Voilà pour les Français.

En version moins officielle, dans le bureau du secrétaire général de l'Elysée, cela donne : *« Il faut remettre au pas cette majorité putschiste ! »* Dominique de Villepin ne s'en cache pas, au contraire : il a été l'un des premiers à défendre, devant le chef de l'Etat, le choix de la dissolution.

Cette majorité écrasante, issue des législatives de 1993, il ne la supporte plus. C'est cette droite, cette maudite droite qui ne cesse de ressasser la frustration et le ressentiment de ses clans, de distiller ses phrases vinaigrées au lieu de soutenir la politique du gouvernement, qui est à l'origine de tous les soucis d'Alain Juppé. Les balladuriens, affirme-t-il, sont convaincus que la victoire de Jacques Chirac est *« une imposture »*. *« Ils vivent dans l'attente de l'heure où l'histoire leur rendra leur place ! »*, dit-il.

« On aime maintenant les corpulences un peu fortes en politique, paraît-il... »
Alain Juppé, mai 1997

LA campagne, c'est l'affaire de l'Elysée et de Matignon. Chaque matin, dans le pavillon de musique de l'Hôtel Matignon, Dominique de Villepin, Claude Chirac et le conseiller en communication du chef de l'Etat, Jacques Pilhan, rejoignent le directeur de cabinet d'Alain Juppé, Maurice Gourdault-Montagne. Les députés ? *« Ils ont un organe plus développé que les autres, c'est le trouillomètre. Heureusement qu'ils n'ont aucun pouvoir ! »*, affirme le secrétaire général de l'Elysée. Les ministres et les responsables politiques de l'UDF et du RPR ? Le tableau, vu du petit groupe de stratèges, n'est guère plus réjouissant. On dresse la liste des absents, des couards, des traîtres. Il sont nombreux. Le ministre de l'éducation nationale, par exemple. *« Bayrou ? disparu dans le triangle des Bermudes ! »*, s'exclame Dominique de Villepin.

Quant à Philippe Séguin, qui a fait savoir son hostilité à ces législatives anticipées, il se montre discret. Il finit pourtant lui aussi par s'engager. *« Je m'efforce de donner un sens à la dissolution »*, dit-il. Dans l'entourage du chef de l'Etat, on s'exaspère. *« Je n'ai pas besoin de M. Séguin pour gagner cette campagne. De toute façon, il est ingérable ! »*, lance Dominique de Villepin, avant de s'amuser, quelques jours plus tard, du nouvel activisme du président de l'Assemblée nationale : *« Il s'est réveillé un jour en se disant : Merde ! la droite va gagner et je n'y aurai été pour rien ! »*

Restés soudés pendant ces deux premières années du gouvernement Juppé, Nicolas Sarkozy et Edouard Balladur font, pour leur part, rapidement des offres de service. Sarcasmes à l'Elysée : *« Pour l'instant, leur course de vitesse pour exister sert parfaitement nos intérêts. »* Même Valéry Giscard d'Estaing s'en mêle. Il parle peu mais méchant : *« Il est très souhaitable*, observe-t-il le 14 mai, *qu'après les élections, la méthode de gouvernement soit différente. »*

Le premier tour est alarmant. Dans les états-majors des partis et au sein du gouvernement, on désigne les coupables : Alain Juppé et le groupe de stratèges de l'Elysée et de Matignon, qui le soutiennent envers et contre tout. Le secrétaire général de l'Elysée se défend bec et ongles : *« Il y a eu une conjugaison tactique entre tous ceux qui se sont dit : ça y est, c'est mon heure. On a ouvert la boîte de Pandore. La droite passe plus de temps à se déchirer qu'à gagner. »*

L'annonce, lundi 26 mai, du retrait d'Alain Juppé – *« Pour réussir une nouvelle étape, il faut une équipe nouvelle, animée par un nouveau premier ministre »* – aiguise les appétits. Alain Madelin, Philippe Séguin, François Bayrou, Edouard Balladur se prennent à rêver de Matignon. Lors du meeting de la dernière chance, au Zénith à Paris, jeudi 29 mai, les rivalités éclatent au grand jour. Chacun a amené son bout de public. A l'entrée, les militants de l'UDF distribuent des affichettes au nom de Bayrou ; dix mètres plus loin, les supporters de Madelin sont là avec leur tract : *« Madelin, l'élan de la liberté »* ; le RPR-Jeunes d'Alain Juppé déploie sa banderole *« Juppé, au moins un qui a du courage »*. William Abitbol, proche de Pasqua, peste : *« C'est surréaliste, ils font acclamer celui qui se retire. »* En duplex d'Epinal, Philippe Séguin, premier des premiers ministres potentiels, apparaît sur un écran géant. Il n'apprécie pas du tout l'hommage que François Léotard vient de rendre à Alain Juppé : *« Il y a une erreur de casting ! »*, maugrée-t-il.

Le lendemain, le premier ministre part soutenir Eric Raoult en Seine-Saint-Denis, qui salue en lui *« un pur-sang, un cheval de course »*. Mi-las, mi-amer, M. Juppé, le visage émacié de fatigue, lâche : *« On aime maintenant les corpulences un peu fortes en politique, paraît-il... »*

« Tous ces petits messieurs ont les fesses sales »
Dominique de Villepin, samedi 31 mai 1997

A la veille du deuxième tour, dans un palais de l'Elysée désert, le secrétaire général sait que la bataille est perdue. Les derniers sondages sont désastreux. La veille, un des vieux compagnons de Jacques Chirac, Bernard Pons, ministre de l'équipement, a ouvert la charge contre les *« responsables »* de l'échec, ces fameux *« entourages »* du chef de l'Etat et du premier ministre en tête. Dominique de Villepin enrage et contre-attaque. Pons ? *« Il peut retourner dans sa grotte ! »* [d'Ouvéa]. Pasqua ? *« C'est un type en sursis judiciaire. »* Léotard ? *« Dans le Var, il fallait l'avoir à l'œil. C'est pour ça qu'on a envoyé le préfet* [Charles] *Marchiani. »* *« Tous ces petits messieurs ont les fesses sales. Ils veulent ma peau pour pouvoir reprendre leurs petites affaires. Depuis quatre ans, avec Alain Juppé, on fait le sale boulot. On coupe les branches pourries, on nettoie. Le problème dramatique de Juppé, qui voulait bâtir toute son action sur la moralisation, ça a été l'histoire de son appartement. Juppé a été plombé par sa majorité. Tous les Pons, Pasqua, Balladur, Sarkozy ont voulu s'en débarrasser parce qu'ils avaient compris qu'il allait les couper de Chirac. Pendant des années, ils ont vécu grâce à lui, ils ont fait leurs petites affaires en utilisant son nom. »*

« La bête résiste, il va falloir l'achever »
Philippe Séguin parlant d'Alain Juppé, le 3 juin 1997

CE mardi 3 juin 1997, Chirac a téléphoné à Alain Juppé pour l'inciter à tenir face à l'assaut de Philippe Séguin. Dans la débâcle de la dissolution, ce dernier est déterminé à prendre le RPR. Chirac veut tout faire pour l'en empêcher. Mais Juppé est exsangue. *« Je ne peux pas nommer Debré au secrétariat général du mouvement, les balladuriens en font un casus belli »*, plaide-t-il. Le président, comme il le fait souvent dans les situations difficiles, fait semblant de ne pas comprendre. *« Mais non, Alain. Il n'y aura pas de problème. »* *« Ecoutez, je suis déjà écorché vif*, souffle Juppé. *Bientôt, il n'y aura que mon squelette. »* *« Allons, tenez bon. Je connais Philippe. Il flanchera. Il n'ira pas jusqu'au bout »*, insiste encore Chirac. Au bout du fil, il n'entend qu'un soupir : *« Vous ne vous rendez pas compte du rejet dont je fais l'objet. »*

Ensemble, ils ont gouverné. Sur leurs affiches électorales, on ne parle que d'union. Les photos, le plus souvent les montrent souriants et amicaux. Chaque nouvelle épreuve révèle pourtant une droite minée par ses rivalités figée dans ses vengeanc Cette détestati des homm de droite entre eu bien antérieu à l'électio présiden de 1995, les a men plusieurs à la défai Album de famil



JEAN-FRANÇOIS CAMPOS/VU

Une semaine avant la victoire de Jacques Chirac, les dirigeants de la droite écoutent le discours du futur président. 29 avril 1995, Bagatelle.

Tout de même, à 18 heures, Alain Juppé annonce la nomination de Jean-Louis Debré au secrétariat général à titre *« temporaire »*. Philippe Séguin entre en fureur : *« La bête résiste. Il va falloir l'achever. »* Jusque-là, il hésitait. Mais il ne supporte plus la façon humiliante qu'à Chirac de le repousser : *« Ma parole, on dirait qu'il a plus peur de moi que de Jospin. »* Lorsque Sarkozy lui propose une alliance, il l'accepte sans sourciller. Il n'y a pas grand-chose de commun entre l'étatiste antimaastrichtien et les libéraux proeuropéens. Sauf un objectif : renverser Alain Juppé et se répartir les dépouilles du RPR. Le président fait publier un communiqué assurant qu'il n'intervient *« en rien dans les affaires internes des formations »*.

« Les pommadés de la rue de Lille et l'étrangleur ottoman »
Association des Amis de Jacques Chirac, juin 1997

IL n'attendait pas tant de monde. Ce mercredi 25 juin, à dix jours des assises nationales du RPR qui devaient porter Philippe Séguin à la tête du RPR, des centaines de personnes ont répondu à l'invitation de Bernard Pons, président de l'association des Amis de Jacques Chirac. La grande salle du deuxième sous-sol de l'Assemblée nationale est comble. La « chiraquie » a besoin d'être à la fois vengée, rassurée et remobilisée.

L'ancien ministre d'Alain Juppé, qui fait fi de la solidarité gouvernementale, ouvre le bal : *« Beaucoup de chiraquiens de toujours ont eu le sentiment que la victoire était confisquée avant même que la défaite soit consommée. »* Joseph Comiti, ancien ministre du général de Gaulle, déclenche à son tour un tonnerre d'applaudissements en dénonçant *« ces courtisans qui ont entouré, aveuglé, étouffé notre pauvre Jacques Chirac »*. Sous les regards gênés de certains de ses voisins de tribune, il s'en prend aux *« pommadés de la rue de Lille »* et aux *« muets du sérail conduits par l'étrangleur ottoman »* – l'allusion à Edouard Balladur, né en Turquie, n'échappe à personne. Assis au fond de la salle, l'ancien ministre de la ville, Eric Raoult, s'éponge le front. *« Mais c'est enregistré, tout ça ? »*

« Sarko, petit salaud »
Une pancarte de militants, aux assises du RPR, le 6 juillet 1997

ALAIN JUPPÉ doit laisser les clés du RPR à son plus grand rival, Philippe Séguin, et autant dire qu'il affiche une mine des mauvais jours. Au Parc floral de Vincennes, où doit avoir lieu le passage du témoin lors d'assises du RPR, ses supporteurs sont arrivés avec leurs pancartes : *« Juppé, c'est la fidélité »*, *« Juppé, c'est le courage. »* Jean-Louis Debré, jouant les bonnes âmes, est monté à la tribune pour conjurer les militants d'*« écarter les rancœurs »* et de *« laisser de côté les rancuniers »*.

Précision utile. Les *« rancuniers »*, répartis ça et là, ont en effet brandi à leur tour des pancartes. On peut y lire des *« Sarko, petit salaud »*, des *« Sarko traître »*, des *« Sarko dehors »*.

Mais le maire de Neuilly doit bientôt partager les huées. Jean Tiberi, qui apparaît dans un clip vantant les mérites des militants, est sifflé. Puis c'est au tour d'Edouard Balladur, qui vient de faire son entrée, d'être insulté. L'après-midi, une fois élu nouveau président du RPR avec près de 80 % des voix, Philippe Séguin affirme avec force : *« Nous devons être ensemble. Sinon, c'est ensemble que nous disparaîtrons. »*



1998 ©FREDERIC DESMURE/EDITING DIFF.

« Raconte-moi, raconte-moi encore »,
Jacques Chirac, janvier 1998

DE la grande salle, ils ont examiné dans les moindres détails le plan, les endroits stratégiques, les issues de secours, la tribune, le nombre de places au premier rang, les allées latérales. Ils ont surveillé l'entrée, réparti leurs troupes, distribué les consignes, disposé leurs artilleurs, installé leurs gradés. Un champ de bataille ? Non, une réunion publique RPR, Parc des expositions, porte de Versailles à Paris, le 31 janvier. La garde chiraquienne est sur le qui-vive : Roger Romani, conseiller chargé des relations avec le Parlement du chef de l'Etat, Frédéric de Saint-Sernin, ancien député (RPR) de la Dordogne, spécialiste des sondages, Bernard Pons, président des Amis de Jacques Chirac, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, ont une mission et une seule, empêcher le triomphe de Philippe Séguin et saboter sa tentative d'autonomie par rapport au chef de l'Etat. Si, en plus, on pouvait l'humilier un peu, ce serait parfait.

A 14 h 36, Philippe Séguin annonce qu'il va donner lecture d'un message de Jacques Chirac. A peine son nom est-il prononcé qu'une ovation énorme, enthousiaste, provocante, s'élève de la salle. Elle durera douze minutes. Debout, à la tribune, le président du RPR a compris. La garde chiraquienne échange des regards satisfaits. Mission accomplie. Dans son bureau de l'Elysée, où Jean-Louis Debré est venu lui relater la scène, Jacques Chirac ne se lasse pas. *« Raconte-moi, raconte-moi encore ! »*

« Je veillerai personnellement à ce que M. Toubon ne soit jamais maire de Paris »
Jean Tiberi, avril 1998

CE matin du 6 avril 1998, dans les couloirs de l'Hôtel de Ville, on ne rencontre que des conjurés. A midi, Jacques Toubon doit annoncer la création de son propre groupe. Trente élus de droite sont entrés en rébellion contre le maire, Jean Tiberi. Avec les soixante-trois élus qui lui restent acquis, ce dernier n'a plus la majorité dans sa municipalité.

La veille, le maire est pourtant allé plaider sa cause auprès de Jacques Chirac lui-même. Le président ne voulait pas croire au putsch que lui décrivait son successeur à Paris. *« Tu me dis toujours que Toubon prépare quelque chose. Mais Jacques n'est tout de même pas un irresponsable ! »* Jean Tiberi insiste, et le chef de l'Etat finit par téléphoner à Toubon. Ce dernier, ignorant la présence de son rival dans le bureau présidentiel, confirme sa dissidence. *« Je te signale que je ne considère pas cela comme une bonne initiative »*, lui dit Jacques Chirac avant de convoquer le rebelle pour le lendemain matin lundi, à 9 heures. Le chef de l'Etat doit se rendre à l'évidence, l'ancien garde des sceaux est déterminé. *« Je maintiens mes intentions. Voici ma démission de conseiller de l'Elysée. »* L'Hôtel de Ville est devenu une jungle sur laquelle même le président n'a plus de prise. Jean Tiberi est déterminé à vendre chèrement son siège. Deux jours plus tard, sur TF 1, il menace directement son adversaire : *« Je veillerai personnellement à ce que M. Toubon ne soit jamais maire de Paris. »*

Pour plus de sûreté, le maire rappelle de temps à autre que sa déstabilisation politique pourrait avoir des conséquences judiciaires pour le RPR, pour lui-même et... pour le président de la République. On veut le renverser ? Qui pourrait avoir intérêt à les précipiter, lui et son épouse Xavière, chez le juge qui n'attend que son témoignage pour dévider l'écheveau des affaires de la Ville de Paris ? Le 19 mai, sur Europe 1, il dit les choses clairement : *« Je suis intouchable. »* L'après-midi même, les Tiberi et les Chirac inaugurent l'exposition égyptienne au Petit Palais. Xavière est rayonnante dans son tailleur blanc et le chef de l'Etat est aux petits soins. L'avant-veille, elle a été entendue par le juge. Et Jean Tiberi a fait savoir qu'*« elle n'avait pas craqué »*.

Le Palais de justice, on connaît aussi dans le camp d'à-côté. Pendant que le RPR s'arrache l'héritage de la Ville de Paris, Alain Madelin et François Léotard se renvoient mutuellement celui du Parti républicain. Durant l'été 1998, ils ne communiquent plus que par papier bleu. Le premier a porté plainte contre X... dans une affaire qui vaut au second d'être mis en examen.

« Je vais me le payer ! »
Alain Juppé parlant de Philippe Séguin à Menton, octobre 1998

CELA fait déjà plus d'un an qu'il traverse son purgatoire et voit Philippe Séguin présider le RPR... à sa place. Un an qu'il en est exaspéré. La veille des journées parlementaires du groupe RPR à Menton, samedi 10 octobre, Alain Juppé confie à Jean-Louis Debré : *« Cette fois, je vais me le payer. »* A l'heure du déjeuner, puis à celle du dîner, il s'entoure de journalistes et déballe sa rancœur contre son rival. *« Moi, ce qui m'a toujours surpris, c'est la complaisance de Chirac vis-à-vis de Séguin »*, observe-t-il. *« Vous l'imaginez premier ministre ? »*, demande-t-il, ingénument, imitant son adversaire les yeux au ciel, soupirant, mutique face au président de la République. Et comme les journalistes paraissent sceptiques, il conclut : *« Pourquoi êtes-vous toujours si indulgents avec Séguin ? Il vous fait peur ? »*

« Madelin et Sarkozy ont manipulé Séguin par personne interposée. Et cette personne, c'est Chirac »
François Bayrou, janvier 1999

DÈS le mois de décembre 1998, Philippe Séguin évalue le problème à sa juste mesure : *« Rhône-Alpes est aujourd'hui un problème national. »* *« Rhône-Alpes »*, c'est le casse-tête laissé à la droite par l'annulation, le 9 décembre, de l'élection à la présidence du conseil régional de Charles Millon, élu en mars grâce au Front national. L'UDF, qui revendique la région, a présenté Anne-Marie Comparini, adjointe de Raymond Barre à la mairie de Lyon, qui s'est opposée à l'alliance de Charles Millon avec l'extrême droite. Le RPR et Démocratie libérale refusent, eux, toute solution qui suppose un accord, au moins tacite, avec la gauche. Charles Millon est confiant. Le jour de l'élection, prévoit-il, *« toutes les haines vont s'exprimer dans les votes »*, et il en bénéficiera.

Pour ce qui est des haines, il a vu juste. Trente-trois heures durant, du 7 au 9 janvier, le conseil régional divague dans un consternant huis clos où, à droite, volent les insultes et pleuvent les coups bas. A Paris, l'atmosphère n'est pas meilleure. En relation constante, Nicolas Sarkozy et Alain Madelin travaillent à un seul but : empêcher à tout prix la constitution d'*« un arc républicain »*. L'un et l'autre craignent que Philippe Séguin, qui assure la liaison avec François Bayrou, dévie de cette ligne, et ne finisse par soutenir Anne-Marie Comparini. *« Si tu fais ça, je me rue sur un plateau de télévision et je t'accuse de collusion avec la gauche »*, le menace Alain Madelin. Au plus fort de la bagarre, épuisé et souffrant, Philippe Séguin quitte la rue de Lille, et rentre chez lui. Anne-Marie-Comparini élue, le RPR est défait et l'opposition pantelante. Démocratie libérale accuse l'UDF d'avoir conclu *« une alliance contre nature »* avec la gauche. Pour François Bayrou, le bilan est vite fait : *« Pendant la nuit, Sarkozy, aidé de Madelin, a pris le pouvoir. Ils ont manipulé Séguin par personne interposée. Et cette personne, c'est Chirac. »*

« François, ton estime et ta considération, tu peux te les garder ! »
Philippe Séguin, 19 janvier 1999

LA brûlure de Rhône-Alpes n'a pas dix jours, et elle dévore encore ses auteurs. François Bayrou, Alain Madelin, Nicolas Sarkozy et Philippe Séguin se retrouvent cependant, ce mardi 19 janvier, à la table de Jacques Chirac, à l'Elysée. Au programme : la préparation des élections européennes. François Bayrou se tourne vers Philippe Séguin. Malgré *« l'estime et la considération »* qu'il lui porte personnellement, le passé antimaastrichtien de Philippe Séguin révulse l'UDF, dit-il. *« Ton estime et ta considération, tu peux te les garder ! »*, fulmine le président du RPR. Jacques Chirac veut trancher : *« Philippe n'est pas négociable »*, oppose-t-il à François Bayrou.

Devant les convives interdits, le président de l'UDF ne renonce pas. Dans ce cas, rétorque-t-il, les centristes décideront d'avoir leur propre liste. Il a des références et le dit : 1976, lorsque Jacques Chirac est parti contre Michel d'Ornano, candidat du président de la République de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing, à l'assaut de Paris ; 1979, lorsque le même a conduit une liste RPR contre celle du parti du président UDF. *« Pourquoi l'UDF ne pourrait-elle en faire autant ? »*, lance-t-il au visage d'un Chirac estomaqué. Dans l'après-midi, l'UDF passe une importante commande de papier dont on fait les tracts et les prospectus.

« Ils m'ont élu. C'est sans doute le témoignage de la forte affection qu'ils me portent... »
Nicolas Sarkozy, vendredi 23 avril

SAMEDI 24 avril, la *« famille gaulliste »*, comme ils disent, se réunit pour *« vérifier son unité »* après le départ de Philippe Séguin. Alain Juppé, Jean-Louis Debré, Edouard Balladur, François Fillon et quelque trente autres membres du bureau politique ont élu, trois jours avant, Nicolas Sarkozy à la tête d'un mouvement déchiré. Au siège du RPR, l'ancien porte-parole de la campagne d'Edouard Balladur savoure sans illusion cette soudaine unanimité. *« C'est sans doute le témoignage de la forte affection qu'ils me portent... »* Depuis une semaine, le standard téléphonique de la rue de Lille fait patienter sur l'air de *« Amicalement vôtre »*.

Raphaëlle Bacqué, Cécile Chambraud et Pascale Robert-Diard

De Gaulle s'en va

A 0 h 10, le 28 avril 1969, une dépêche de l'AFP arrive sur les téléscripteurs : « Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi. » Ainsi finit, au lendemain d'un référendum suicide, la vie publique de l'homme du 18 juin

LE vendredi 25 avril 1969, il y a trente ans, le général de Gaulle a prévu d'enregistrer dans la salle des fêtes de l'Elysée un ultime message radio-télévisé avant le référendum fixé pour le surlendemain, dimanche 27. Le projet porte sur la régionalisation et la réforme du Sénat, mais ce n'est qu'un prétexte. Une seule question importe, qui ne sera pas posée aux électeurs : faites-vous toujours confiance au général de Gaulle ? A 11 heures précises, dans un silence pesant, de Gaulle s'assied face aux caméras de l'ORTF. Essai de voix : *« Françaises, Français, vous à qui, si souvent, j'ai parlé pour la France... »* D'une traite il dit son texte, sans même un regard aux feuilles disposées devant lui. Il argumente, en longues phrases déliées, et il prévient : *« Si je suis désavoué par une majorité d'entre vous* (...) *et quels que puissent être le nombre, l'ardeur et le dévouement de l'armée de ceux qui me soutiennent* (...), *ma tâche actuelle de chef de l'Etat deviendra évidemment impossible et je cesserai aussitôt d'exercer mes fonctions. »*

Il n'y aura pas de seconde prise. De Gaulle jette un coup d'œil au récepteur de contrôle où défile l'enregistrement, puis se tourne vers Joël Le Theule, le secrétaire d'Etat à l'information : *« Tout ça ne servira à rien. C'est foutu... »* Il se lève, serre, comme à son habitude, les mains des techniciens et sort. Encore quelques heures à l'Elysée puis ce sera le départ pour Colombey-les-Deux-Eglises, à bord d'une DS noire, *Le Monde* sur les genoux. Derrière les hautes fenêtres du palais, rares sont ses collaborateurs à cacher leur émotion en voyant la voiture franchir pour la dernière fois la grille du parc qui donne sur l'avenue Marigny.


GILLES CARON/CONTACT PRESS IMAGES

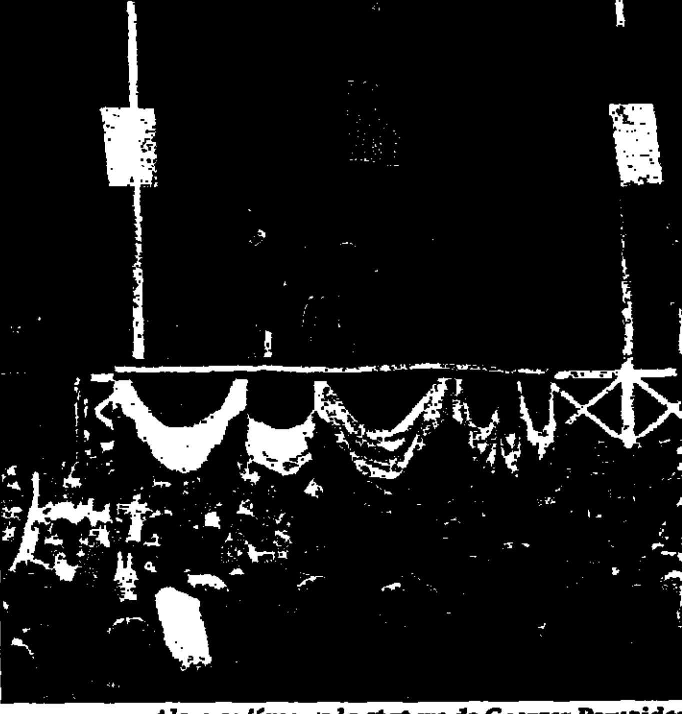
Ce soir-là, à l'heure où l'ORTF diffuse l'allocution du général, Georges Pompidou est à Lyon, où il fait campagne pour le « oui », *« mollement »*, murmurent ses adversaires, qui lui reprochent de guigner sans pudeur la succession. Le commentaire que l'ancien premier ministre fera plus tard est à l'unisson de l'opinion navrée de nombreux gaullistes. De Gaulle, se souvient Pompidou, *« parlait en vieillard désabusé qui annonçait son intention de rester trois ans et demi à l'Elysée, alors que tout, dans son attitude, démentait cette affirmation. La menace de son départ irritait et, de plus, le plaçait sur le vrai terrain de l'adversaire, qui avait retrouvé son vieux et terrible slogan :* " Dix ans, c'est assez !" »

L'avait-on assez entendu, ce slogan, lancé par les foules en mai 1968 ! Il avait retenti, telle une promesse d'avenir, à l'oreille de Georges Pompidou lors de la manifestation du 13 mai entre la gare du Nord et Denfert-Rochereau. Dans le cortège, avait remarqué celui-ci, *« la classe bourgeoise était au moins aussi présente que la classe ouvrière »*. Dix ans, ça suffit ! Un 13 mai, date symbole du retour au pouvoir du chef de la France libre ! Le crime de lèse-majesté était consommé. Et avec quelle ingratitude ! Les Français devaient au général des institutions solides, la fin de la guerre d'Algérie, une prospérité enviable et un rang retrouvé. Mais en mai 1968, inexplicablement, le souverain avait trébuché. Il *« n'avait pas senti »* la situation. Pis, il *« avait eu une crise de découragement »*, Pompidou *dixit*. Autant dire qu'il avait failli. Et voilà qu'à soixante-dix-huit ans – il en aurait eu quatre-vingt-deux à la fin de son second mandat – il prétendait à un nouveau plébiscite. Comme si ni lui ni la société française n'avaient changé.

Depuis ce funeste printemps 1968, de Gaulle cherche le moyen de renouer le dialogue avec les Français, lui qui sait leur parler comme personne. Dans le chaos des journées de mai, il a cru que l'annonce d'un référendum sur la participation suffirait à calmer les esprits. Mais, de son propre aveu, il a mis ce jour-là, le 24 mai, *« à côté de la plaque »*. Aux oubliettes, donc, le projet de référendum auquel Pompidou l'a convaincu de substituer des législatives. Le 30 juin 1968, elles ont donné aux seuls gaullistes la majorité absolue. Depuis, Pompidou fait plus que jamais figure de dauphin, sinon de concurrent. Voilà pourquoi le général, blessé, entend renouer directement avec le peuple.

Revenir au projet sur la participation ? De Gaulle tient à l'idée, qui a nourri ses propos récents, publics et privés. Participation des salariés aux bénéfices et à la vie de l'entreprise. Condamnation du capitalisme et du socialisme renvoyés dos à dos. Mais la participation se prête mal, constitutionnellement, à un référendum. Et puis il faudrait affronter l'hostilité et du patronat et des syndicats. Autant vouer le projet à l'échec. La réforme sociale abandonnée, le général échafaude alors l'idée d'une réforme régionale. Elle serait complétée par une refonte du Sénat privant celui-ci de tout pouvoir législatif (*lire ci-dessous*). L'une et l'autre sont annoncées le 17 juillet 1968 à l'Assemblée nationale par Maurice Couve de Murville, qui, quelques jours auparavant, a remplacé à Matignon un Pompidou marri. Mais il n'est pas question, ce jour-là, de référendum.

Le 2 février 1969, les dés sont jetés. En visite en Bretagne, où, à plusieurs reprises, *L'Internationale* a manqué de couvrir *La Marseillaise*, le général fait halte à Quimper. Dédaignant les cris et les sifflets, il se lance au micro dans un de ces discours qui n'appartiennent qu'à lui, mélange de chant rituel et de vérités premières. Il cite l'un de ses oncles, barde breton : *« Va c'horf zo dalc'het, med daved hoc'h nij va spered »* (« Mon corps est retenu, mais mon esprit vole vers vous. »). Puis c'est la péroraison : *« L'avènement de la région... », « Nous devons transformer le Sénat... », « Soumettre le projet au peuple... », « Puisqu'il s'agit d'ouvrir la voie à l'espérance nouvelle, nous le ferons au printemps... »* A-t-il convaincu ? Au pied de l'estrade, Olivier Guichard, fidèle parmi les fidèles, sent qu'une deuxième fois le général a mis « à côté de la plaque ». Il en a *« le cœur serré »*.


AFP

Alors qu'émerge la stature de Georges Pompidou (ici au congès de l'UJP), le chef de l'Etat prononce à Quimper, le 2 février 1969, son dernier discours.

> **Le général, s'il s'emploie à faire du référendum un succès, ne se berce guère d'illusions**

Brutalement, le *« piège à cons »* s'est refermé. Le mot est du général, qui, s'il s'emploie à faire du référendum un succès, ne se berce guère d'illusions. Très vite, les sondages laissent présager un échec. Marginalisés par l'écrasante victoire des gaullistes aux législatives, Valéry Giscard d'Estaing, pour les Républicains indépendants, et Jacques Duhamel, pour les centristes, expriment leur hostilité. Jour après jour, la marge du général se rétrécit. Quelque temps plus tôt, devant la presse anglo-américaine, Jacques Chaban-Delmas, le président de l'Assemblée nationale, a même prétendu, *off*, que de Gaulle le magicien n'avait plus la main : *« Pendant des années, les gaullistes ont regardé un grand personnage faire du trapèze volant avec un filet. Puis il a fait ensuite du trapèze, mais sans filet. Aujourd'hui, on le voit faire une sorte de gymnastique curieuse, sans filet et sans trapèze. Alors, il est logique que nous soyons inquiets. »*

Le roi est nu mais il fait face. Il arrive même au général de réconforter ses visiteurs. A Jacques Chirac, secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances, il demande : *« Et dans votre département, comment se présentent les choses ? »* Chirac : *« Nous ne dépasserons pas 45 %, mon général. Le Limousin sera déshonoré. »* De Gaulle : *« Nous ferons 45 % dans l'ensemble de la France. Allez ! Le Limousin ne sera pas déshonoré »*. (En réalité, il y aura 46,7 % de « oui » et 53,2 % de « non ».)

Le dernier conseil des ministres, le mercredi 23 avril, est lugubre. Impavide, le président de la République laisse l'ordre du jour s'épuiser, comme si de rien n'était. Au moment de se séparer, il dit simplement : *« Nous nous réunirons, en principe, mercredi prochain. Nous avons, en effet, l'espoir de nous retrouver la semaine prochaine. S'il n'en était pas ainsi, ce serait un chapitre de l'histoire de France qui serait terminé. »*

Dès 20 heures, le dimanche 27 avril, le résultat ne fait aucun doute. Deux heures plus tard, la sonnerie du téléphone retentit dans le bureau du secrétaire général de l'Elysée, Bernard Tricot. C'est le président de la République, qui appelle de Colombey. D'un ton égal, il demande que soit rendue publique, peu après minuit, plutôt qu'à midi le lendemain, la lettre de démission qu'il a préparée. A 0 h 10, l'Agence France-Presse s'exécute : *« Le général de Gaulle communique : "Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi". »* Ainsi finit, en deux phrases, la vie publique de l'homme du 18 juin.

Jacques Vendroux, qui s'est précipité le lundi à Colombey au volant de sa Jaguar, trouve son beau-frère à la hauteur de l'événement. « Charles » a cette seule remarque : *« Malheureusement, les Français ne sont pas toujours la France ! »* Sur une table à jouer recouverte de feutre vert, *« les cartes d'une réussite inachevée sont bien rangées »*, se rappellera le visiteur. C'est à cette même table que la mort viendra chercher le reclus de la Boisserie, seize mois plus tard, par une froide journée de novembre. Reçu lui aussi à Colombey, en décembre 1969, Malraux en a tiré, dans *Les Chênes qu'on abat* (Gallimard. 1971), un dialogue surprenant, sans doute romancé : *« "Pourquoi êtes-vous parti sur une question aussi secondaire que celles des régions ? A cause de l'absurdité ?" Il me regarde de nouveau fixement : "A cause de l'absurdité." »*

Bertrand Le Gendre

L'ultime combat du général contre les notables du Sénat

ON ne s'attaque pas impunément au Sénat. De Gaulle lui-même en a fait les frais, lui qui dénonçait le rôle *« de plus en plus accessoire »* de cette Assemblée. La formule était tombée de l'auguste bouche, tel un arrêt de mort, au printemps 1969. Et le général allait la répétant, au risque de sa propre mort politique. Elle survint le 27 avril, lorsque les Français repoussèrent le référendum prévoyant la disparition du Sénat et celle du Conseil économique et social au profit d'une Assemblée purement consultative. La création de grandes régions complétait ce projet de référendum. De Gaulle le jacobin s'était résolu à ce choix, arguant que *« faire tout régler à Paris* [était] *devenu insupportable »*.

Entre de Gaulle et le Sénat, il y avait depuis longtemps malentendu. En juin 1946 déjà, lors d'un discours fameux à Bayeux, le chef de la France libre avait préconisé une réforme de la seconde Assemblée, réforme qui, en ce printemps 1969, allait enfin voir le jour. Et depuis 1962 les rapports entre l'Elysée et le Palais du Luxembourg étaient exécrables. De Gaulle n'avait pas pardonné l'accusation de *« forfaiture »* lancée par Gaston Monnerville, le président du Sénat, lorsque le fondateur de la Ve République avait annoncé le référendum instituant l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Sept ans plus tard, cette nouvelle querelle avait un goût de dispute mal éteinte. Et les Français ne s'y trompaient pas. D'abord indifférents au nouveau tour que le vieil acteur avait tiré de son sac, ils se mobilisaient peu à peu en faveur du Sénat. Un comble.

L'avaient-ils lu, au moins, ce double projet de référendum, l'un sur le Sénat, l'autre sur les régions, qu'on leur demandait d'approuver ? Un petit chef-d'œuvre de clarté technocratique, trente pages, neuf mille cinq cents mots. Il arrivait même aux fidèles du Général d'y perdre leur latin.

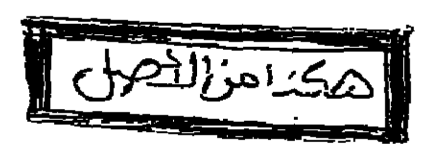
UN « SALMIGONDIS »

Alors ministre des PTT, aujourd'hui président par intérim du Conseil constitutionnel, Yves Guéna avouera plus tard sa perplexité. Il n'y avait là, à l'entendre, qu'*« un salmigondis et un enchevêtrement de dispositions constitutionnelles, de modifications aux lois organiques, d'amendements à des lois ordinaires, avec des rappels aux textes antérieurs (« La loi LO n°... est ainsi modifiée en son article x... »), bref un document inutilisable si l'on n'a pas sous la main un Jurisclasseur... »*

Vaillamment, les deux ministres chargés de porter sur les fonts baptismaux ce projet impossible tentèrent de convaincre les Français et leurs élus. Olivier Guichard (Plan et aménagement du territoire) avait été choisi parce que c'était un régionaliste convaincu. Mais c'est Jean-Marcel Jeanneney, ministre d'Etat sans portefeuille, qui était la cheville ouvrière du projet. De Gaulle comptait sur les talents de pédagogue de cet universitaire de haute volée. Accessoirement, son père, Jules Jeanneney, avait été président du Sénat. Au moins ne l'accuserait-on pas de vouloir la mort de la Haute Assemblée. Peine perdue. Au cours d'une nuit houleuse au palais du Luxembourg, les deux ministres, poussés à bout, durent quitter l'Hémicycle. Un échange plutôt aigre entre Jean-Marcel Jeanneney et Gaston Monnerville avait fait déborder le vase.

Président du Sénat depuis septembre 1968, Alain Poher tentera bien, quelques instants plus tard, d'arrondir les angles, en proposant à Jean-Marcel Jeanneney de réviser la sténotypie de la séance pour atténuer la vivacité des propos échangés. Refus du ministre, qui fait front, crânement, un rien provocateur. N'a-t-il pas déclaré sans rire, au cours d'une interview, et répété à Alain Poher qu'*« il s'agit de donner au Sénat une importance et une influence plus grandes »* ? Les sénateurs, eux, ont fait leurs comptes. Si par malheur de Gaulle l'emportait, moins d'un tiers des sortants auraient des chances d'être réélus, et encore dans une Assemblée aux pouvoirs diminués. Cela, ils ne l'ont pas admis. Commentaire d'Olivier Guichard, en forme d'épitaphe : *« La sortie* [du général] *fut si belle que je conçois qu'on l'ait crue préparée. Ces notables dont il se méfiait tant ont fini par le chasser. Ils lui ont rendu ainsi un ultime service. »*

B. L. G.





Orthodoxie, la pesanteur et la grâce

par Olivier Clément et Michel Stavrou

DANS les Balkans, les nations qui émergeaient à la fin du Moyen Age furent intégrées, pour cinq ou six siècles, dans un empire multinational musulman, l'Empire ottoman. Dans l'écrasement, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, de toute expression intellectuelle, c'est l'Eglise qui sauvegarda la langue, les mœurs, la spécificité de chaque peuple chrétien. Selon la conception unitaire de l'islam, elle reçut délégation de l'occupant pour administrer ce *« troupeau »* (*« raïa »*) qui devait payer tribut et donner ses plus beaux fils pour qu'ils soient définitivement versés dans le corps des janissaires. La civilisation orthodoxe devint alors agromonastique, un « Orient », alors que Byzance avait été, et que la Russie allait devenir un « Orient-Occident ». Sacralisation extrême, ritualisme presque magique, ce fut la fusion du religieux et de l'ethnique, le premier devenant d'abord un signe quasi tribal d'appartenance.

La Serbie vécut d'une manière particulièrement tragique cet asservissement. Dans l'oppression, deux mythes se sont développés : celui du Kosovo et celui du roi Lazare, tué dans la bataille décisive, au Kosovo justement, que les chrétiens livrèrent contre les Turcs et perdirent. Société ouverte où coexistaient déjà Slaves et albanophones, où s'unissaient les influences byzantines et italiennes, le Kosovo s'était couvert d'un réseau, unique dans le monde chrétien, de grandes et de petites églises, de temples funéraires, de monastères, d'ermitages troglodytiques, devenant ainsi une « terre sainte ».

Le drame s'étendit lorsqu'une grande part des Kosovars albanophones se convertirent à l'islam et devinrent les serviteurs dévoués des Ottomans, aussi bien dans les guerres que pour les transferts de populations. En 1690, l'armée autrichienne pénétra jusqu'au Kosovo, les Serbes s'insurgèrent en sa faveur. Mais lorsque les Autrichiens, finalement vaincus, se retirèrent, beaucoup de Serbes, menacés, quittèrent le Kosovo ; ce fut la *« grande migration »*. Les Turcs installèrent à leur place des musulmans albanophones. A la veille de la seconde guerre mondiale, Mussolini annexa l'Albanie. Pendant le conflit, il agrandit du Kosovo sa colonie. Les autorités fascistes chassèrent 200 000 Serbes de la province. C'est ainsi que les Serbes devinrent minoritaires sur la terre même d'où leur nation avait grandi. Le Kosovo fut alors le symbole de la patrie comme éviscérée. Quant au roi Lazare, il devint le samouraï chrétien magnifié par son échec même. Leçon que les stratèges de l'OTAN auraient dû méditer.

A la fin du XVIIIe siècle, avec le fléchissement de l'Empire ottoman, le mouvement des Lumières pénétra les Balkans. Une importante intelligentsia libérale favorisa la diffusion de l'*Aufklärung* (y compris la pensée de Kant !), s'opposant au conservatisme des milieux ecclésiastiques. De son côté, le courant philocalique (philocalie veut dire « amour de la beauté », et désigne une vaste anthologie de textes de théologie ascétique et mystique) utilisait les méthodes de l'érudition occidentale et tendait à arracher l'homme spirituel aussi bien au traditionalisme clos qu'au communautarisme assez lourd de la culture agromonastique. Simultanément, le mouvement des Lumières favorisa la reprise de conscience des nationalités. Les libéraux amenèrent les nouveaux Etats-nations à se doter d'Eglises autocéphales (une Eglise autocéphale élit elle même son primat). Mais théologiens et philosophes se divisèrent : pour les uns, si l'Eglise bénit et féconde la culture nationale, elle la dépasse et peut la critiquer ; pour les autres, elle n'est qu'une dimension de cette culture, et l'Etat peut l'instrumentaliser.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale et même jusqu'au titisme quand il s'était libéralisé, les Serbes ont connu une très belle culture laïque, avec de grands romanciers, philosophes et aussi théologiens. Leur grand souci était d'unir tous les Slaves du Sud, qu'ils soient orthodoxes, catholiques, musulmans ou agnostiques.

La catastrophe de la seconde guerre mondiale a marqué d'une manière indélébile la conscience serbe. La frontière entre les « deux Europes » fut tracée avec leur sang. Pour autant, les 300 000 Serbes (peut-être plus) massacrés par les Oustachis croates, la conversion forcée de 140 000 autres, le fait que le dictateur responsable ait été caché à Rome puis expédié en Amérique latine par certains milieux du Vatican relèveraient-ils d'une *« manière d'être »*, d'un *« état d'esprit »* spécifiquement catholiques ? Nous ne nous risquerons pas à une telle analyse.

Avec l'écroulement du communisme, les responsables serbes (comme leurs homologues croates) jouèrent à fond, pour se maintenir au pouvoir, la carte du nationalisme et réveillèrent les vieux mythes : Slobodan Milosevic nouveau roi Lazare – c'est pourquoi il ne capitule pas –, le Kosovo terre matricielle violée par l'envahisseur, le complot mondial contre la Serbie. Se multiplièrent les « orthodoxes athées », souvent non baptisés. L'épiscopat, tout en s'éloignant de Milosevic, se divisa : quelques évêques sont ultranationalistes, mais la plupart, y compris le patriarche (*« Je ne veux pas d'une Grande Serbie, ni même d'une petite, si c'est au prix du crime »*), appellent au rétablissement de la démocratie et au respect des droits de l'homme. Ces derniers mois, ces dernières semaines, l'évêque du Kosovo, Artème, a dénoncé la dérive du régime et demandé que tous puissent vivre en paix au Kosovo, dans la justice et le respect mutuel. Milosevic a refusé de le recevoir.

Maintenant, il nous faut parler un peu de théologie, puisque Julia Kristeva nous y invitait dans le point de vue publié par la page « Débats » du *Monde* (daté 18-19 avril). Elle tient que, pour les orthodoxes, l'Esprit procèderait du Père par le Fils (*« Per Filium »*), tandis que, pour les catholiques, ce serait du Père et du Fils (*« Filioque »*). Or si le *Filioque* a été en effet dogmatisé par l'Eglise romaine, le *Per Filium* ne l'a jamais été par l'Orient chrétien, qui le considère seulement comme une doctrine admissible (*« théologoumenon »*). Le *Per Filium* a été avancé par des Pères latins autant que par des Pères grecs, et considéré comme strictement équivalent au *Filioque* par le concile de Florence (1438), que Rome reconnaît comme *« œcuménique »*.

L'orthodoxie en reste à la formule évangélique, reprise en 381 par le concile de Constantinople, que l'Esprit *« procède du Père »*. En outre, si l'on raisonnait comme Julia Kristeva, ne pourrait-on dire que le dogme latin : l'Esprit procède du Père et du Fils *« comme d'un seul principe »* (et non de deux principes distincts !), suppose une étrange, une *« délicieuse mais pernicieuse »* fusion impersonnelle entre Père et Fils pour faire jaillir l'Esprit ? Ce serait là une théologie un peu courte.

Le plus grave est que, pour Julia Kristeva, *« la structure du nihilisme »* serait *« secrètement intrinsèque à la mystique orthodoxe »*. C'est privilégier une certaine atmosphère *« apophatique »* qui, chez certains Pères de l'Eglise, ne permet d'évoquer le mystère qu'en termes négatifs, en écartant toute définition nécessairement limitative. Mais c'est oublier l'autre versant, bien plus important, de cette approche : le Dieu inaccessible se révèle, se rend participable en s'incarnant, il devient représentable dans un visage d'homme, le visage du Christ. Un Dieu incontestable ? Mais la pensée orthodoxe contemporaine met l'accent sur l'humiliation volontaire de ce Dieu qui, par respect de la liberté humaine, se laisse contester jusqu'à la croix.

Certes, les approximations de Julia Kristeva sont précieuses pour démasquer les déformations, les pesanteurs, voire les trahisons dont souffre l'orthodoxie. Oui, le nationalisme est une idole qui veut des sacrifices humains. Et sans doute, depuis deux siècles, les peuples orthodoxes – parmi d'autres – ont-ils été tentés par cette forme insidieuse de sécularisation. Oui, la pensée orthodoxe s'est trop souvent, depuis le siècle dernier, définie contre la théologie et la philosophie occidentales. Elle n'a cessé de dénoncer l'individualisme occidental et a tenté d'établir une différence radicale entre la personne et l'individu, soulignant que la personne n'existe qu'en communion. Il est clair qu'ici est indispensable une rencontre des recherches occidentales, rencontre déjà ébauchée entre autres par un Nicolas Berdiaev lorsqu'il célébrait le sens profondément religieux de *« l'acte créateur »*. Ainsi, l'individuation constituant une étape nécessaire dans le devenir de la personne, nous pourrons dépasser le *« masochisme et la dépression préœdipiens »*.

Nous ne pouvons qu'applaudir à l'appel au dialogue de Julia Kristeva. Mais la condition fondamentale du dialogue n'est-elle pas le respect de l'autre, et non sa disqualification ?

Nous ne pouvons qu'applaudir à l'appel au dialogue sur lequel Julia Kristeva conclut. Mais la condition fondamentale du dialogue n'est-elle pas le respect de l'autre et non sa disqualification ? Il n'y a qu'une seule Europe, que des fanatismes et des idéologies ont depuis trop longtemps déchirée. Ne nous faisons pas leurs complices.

***Olivier Clément et Michel Stavrou** sont professeurs à l'Institut de théologie Saint-Serge à Paris.*

Querelles « byzantines » et rivalités politiques

par Odon Vallet

LE conflit du Kosovo est-il une guerre de religions ? On le présente parfois comme une rivalité entre orthodoxes et musulmans. Cette opposition est doublement fausse. D'abord, les musulmans du Kosovo d'origine slave et de langue serbe sont souvent restés fidèles au gouvernement de Belgrade. Ensuite, le terme « orthodoxe » est une hérésie de langage et son sens actuel ne date guère que du milieu du XIXe siècle, de la guerre de Crimée et du déclin de l'Empire ottoman, lorsque la France de Napoléon III protégeait les chrétiens unis (« uniates ») à l'évêque de Rome, tandis que la Russie de Nicolas Ier jouait le même rôle auprès des Eglises rattachées au patriarcat de Constantinople : le tsar voulait les voir contrôlées par le patriarcat de Moscou.

Mais si l'orthodoxie est, littéralement, une « doctrine droite », faut-il qualifier d'hérétiques les catholiques et les protestants ? Dans l'Eglise primitive, on appelait *« ambassadeurs de l'orthodoxie »* des théologiens occidentaux, comme le pape Clément Ier ou saint Irénée, évêque de Lyon. Considérer l'intervention occidentale au Kosovo comme un lointain héritage du conflit entre orthodoxes et catholiques n'aurait donc pas de sens, d'autant que les « orthodoxes » affirment leur catholicité, c'est-à-dire l'universalité de leur foi, issue des premiers conciles œcuméniques.

Les querelles « byzantines » des théologiens d'Orient et d'Occident traduisaient souvent des rivalités politiques ou des incompréhensions linguistiques. Ainsi en est-il du débat du *filioque*, au terme duquel l'Eglise de Rome, de langue latine, affirma que l'Esprit procède du Père et du Fils, tandis que les Eglises d'Orient, de langue grecque, disaient que l'Esprit procède du Père par (*dia*) le Fils. Mais la préposition latine *per* (par) ne traduit pas exactement le grec *dia*, et nul n'aurait songé à couper l'Eglise en deux pour ce problème sémantique si les ambitions stratégiques n'avaient caricaturé les nuances doctrinales.

Surtout, le *filioque* fut proposé au Pape Léon III (et refusé par celui-ci) par l'empereur Charlemagne, qui se méfiait des Byzantins dont l'impératrice, Irène, avait pourtant voulu l'épouser. Si celle-ci n'avait pas été renversée par un coup d'Etat militaire, chrétiens d'Orient et d'Occident réciteraient peut-être encore le même *Credo*. Hélas, la formule litigieuse fut imposée, en 1014, au pape Boniface VIII par l'empereur germanique Henri II qui la voulait absolument pour sa messe de couronnement.

L'amalgame des haines l'emporte sur le ciment de la foi, et les frontières nationales comptent plus que les coupures dogmatiques. La seconde guerre balkanique (juin-août 1913) opposa les Serbes et les Grecs orthodoxes à leurs coreligionnaires bulgares. Ceux-ci s'allièrent, en 1915, à la très catholique Autriche pour contrer les Serbes. Et le critère ethnique n'est guère plus pertinent que le théologique, puisque les Roumains, orthodoxes de langue latine, furent d'abord neutres à l'égard des Bulgares, de même religion mais de langue slave, avant de leur déclarer la guerre tout en s'alliant aux Serbes, orthodoxes slaves, et aux Grecs, orthodoxes non slaves. Puis ils constituèrent, en 1921, sous le patronage de la France, une « petite entente » avec la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, deux pays aux populations très mélangées.

Entre-temps, en France, catholiques et laïques avaient fait l'*« union sacrée »* en s'alliant avec les protestants britanniques et les orthodoxes russes, tandis que l'Allemagne, à majorité protestante, combattait aux côtés de l'Autriche catholique. Quand l'Evangile du dimanche 1er août 1914 proclamait *« tes ennemis t'environneront de tranchées »* (Luc 19, 43), cet avertissement s'adressait à des frères dans la foi devenus ennemis dans la guerre.

Pour compliquer encore le tableau, de nombreux pays d'Europe de l'Est – Ukraine, Grèce, Albanie, Roumanie et Bulgarie – possèdent des Eglises uniates, canoniquement rattachées à Rome mais spirituellement proches de l'*« orthodoxie »*. Cette particularité est largement liée aux problèmes stratégiques, les uniates ayant, à travers leur fidélité à Rome, recherché une protection des puissances d'Europe de l'Ouest. Les catholiques albanais, demeurés sans relations avec le Vatican depuis 1945, ont renoué avec lui en 1991 lorsque la chute du communisme et les conflits dans l'ex-Yougoslavie rendirent à la fois possible et utile un ancrage spirituel occidental.

Reste un dernier argument à manier avec précaution, celui de l'autocéphalie de certaines Eglises *« orthodoxes »* dont les territoires se confondent avec les frontières des nations, au risque de favoriser le nationalisme. C'est pour éviter ce danger que, en 1923, à la suite du traité de Lausanne, l'archevêque de Constantinople renonça au titre d'ethnarque (« chef de la nation ») au profit de celui, plus spirituel, de patriarche.

Aux Eglises orientales autocéphales correspondent les Eglises protestantes nationales, qui ne se sont montrées ni plus ni moins efficaces contre la guerre que l'Eglise de Rome à vocation planétaire : quand le pape Benoît XV voulut, en 1917, instaurer une paix entre les belligérants, notamment entre la France, *« fille aînée de l'Eglise »*, et l'Autriche, légataire du Saint Empire romain germanique, il ne rencontra guère d'écho chez les catholiques français ou autrichiens. Léon Bloy le traita même de Ponce Pilate. Si la religion peut être utilisée à des fins politiques, elle n'a ni la force de déclencher la guerre ni le pouvoir de faire la paix.

***Odon Vallet** enseigne aux universités Paris-I et Paris-VII.*

La roue de l'Histoire

par Allain Glykos

TU viens d'avoir quatre-vingt-quatre ans. Bon anniversaire, papa. Tu es né le 16 avril 1915, en Asie Mineure. Avec le temps, nous nous sommes accommodés de cette date. Dans la réalité, nul ne sait vraiment quand tu as vu le jour. Parce qu'il y a eu la *« grande catastrophe »*, comme disent les Grecs. En 1922, les Turcs vous ont chassés de cet endroit où vous viviez depuis des siècles. Un million cinq cent mille Grecs ont dû quitter précipitamment leur terre.

Toi-même, tu es né à Vourla – Urla aujourd'hui en turc –, l'ancienne Clasomène où est né l'un des pères de la philosophie grecque, Anaxagore. Pas loin de Milet, où naquit et vécut Thalès, à deux pas de Smyrne, la patrie d'Homère. Et pourtant, les Turcs vous ont chassés, en vous traitant de sales chrétiens, en vous disant que cette terre n'était pas votre terre. Bien sûr, rien n'était simple. Vous aviez été les alliés des Français et des Anglais durant la guerre de 1914-1918. Et Mustafa Kemal voulait redonner la fierté à son peuple en lui faisant miroiter les rêves de *« Grande Turquie »*.

Souvent, tu m'as raconté l'exode. Ils ont séparé les hommes et les femmes, ne vous ont donné que quelques minutes pour faire vos balluchons. Vous marchiez en colonnes sur les routes, jonchées de cadavres, qui conduisent à la mer. Quand tu as embarqué, avec ta grand-mère, ton père était sûrement déjà mort, mais nul ne sait comment et nul ne sait ce qu'ils ont fait de son corps.

Dans la pagaille, parce que c'était une grande pagaille, ta mère et tes frères ont pris un autre bateau. Tu ne les as revus que six mois après, en Crète. Au traité de Lausanne, on décida d'échanger les populations. Les Turcs de Crète furent déplacés en Turquie, tandis qu'on libéra les soldats grecs faits prisonniers. L'un de tes frères fut du voyage.

Voilà ce que tu m'as si souvent raconté. Ce qui est étrange, c'est que j'ai l'impression d'écrire des choses d'aujourd'hui. Je me demande à quoi tu penses, chaque jour, devant ta télévision. Depuis longtemps, tu es naturalisé Français, mais tu n'as pas oublié ta langue, ton histoire ta religion. Tu gardes avec toi le souvenir de ces moments terribles. Souvent, tu dis que l'on ne peut jamais effacer des images comme celles-ci. On vit avec. Je me demande à quoi tu penses en voyant les réfugiés du Kosovo. Les enfants te ressemblent, les femmes ressemblent à ta mère, à ta grand-mère, les hommes ressemblent à tes frères, à tes oncles, à ton père.

Je sais que souvent tu pleures. Tu dis que as vécu la même chose, que le petit gosse sur l'écran, ça pourrait être toi. Et puis, tu dis aussi que la roue de l'Histoire tourne ; hier, les musulmans chassaient et massacraient les chrétiens, aujourd'hui les chrétiens chassent et massacrent les musulmans. Tu dis qu'on n'en finira jamais. Les victimes d'hier sont les bourreaux d'aujourd'hui, et ainsi de suite. Ça n'en finira jamais. Tu dis que la folie des hommes est plus forte que tout.

Mais ton cœur a quelques problèmes de cohabitation avec ta raison. Tu ne peux pas supporter qu'on laisse ces gens aux mains de leurs bourreaux. Tu évoques à leur égard l'indifférence et l'immobilisme des Anglais et des Français en 1922. Ils étaient les alliés des Grecs et ils ne sont pas intervenus pour vous défendre. Juste un coup de main humanitaire (un des premiers de l'histoire) pour vous aider à embarquer sur leurs bateaux qui mouillaient au large des côtes turques. Alors, aujourd'hui, comment pourrais-tu reprocher aux Occidentaux de vouloir empêcher un massacre ?

En même temps, tu te demandes pourquoi ils ne sont pas intervenus en Asie Mineure, à Chypre et pourquoi ils ne font rien pour les Kurdes. Tu te poses beaucoup de questions. Tu ne comprends pas bien pourquoi l'Europe a besoin des Américains, pourquoi les Américains dépensent tant d'argent pour sauver quelques centaines de milliers d'hommes et de femmes. Qu'est-ce qu'ils cherchent au Kosovo ? S'ils n'y ont pas d'intérêt, s'ils le font vraiment par souci de justice et d'humanité, alors c'est que quelque chose est en train de changer sur cette terre. Mais tu fais une moue qui laisse à penser que tu n'y crois pas trop.

Tu te poses d'autres questions encore, et tu pleures en regardant les camps de réfugiés, les colonnes hébétées. Tu ne peux pas t'empêcher de dire tout à la fois, que Slobodan Milosevic est un dictateur, mais que les Serbes, comme tous les orthodoxes, ont beaucoup souffert. Tu ne peux pas t'empêcher de dire que, dans cette région de l'Europe, il y a des vieilles rancunes, des peurs ancestrales que les bombes ne feront jamais disparaître. Et puis tu dis, en voyant l'enfant albanais, qu'on ne peut pas les laisser crever comme des chiens.

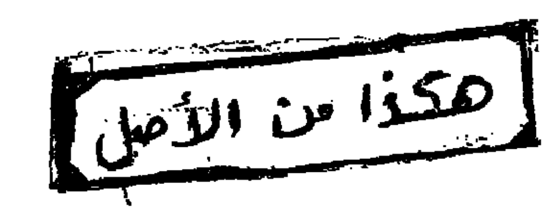
Tu dis tout en même temps et je pense que ça ne doit pas être simple d'être un Français d'origine grecque. Je pense à mon grand-père qui n'a pas eu de tombe. Je pense à ce que disaient les Turcs autrefois et que répètent les Serbes aujourd'hui : *« Cette terre n'est pas la vôtre. »* Et il me revient une phrase de Victor Hugo écrite en exil : *« Etranger ! Que signifie ce mot ? Quoi, sur ce rocher, j'ai moins de droits que dans ce champ ? Quoi, j'ai passé ce fleuve, ce sentier, cette barrière, cette ligne bleue ou rouge visible seulement sur vos cartes, et les arbres, les fleurs, le soleil ne me connaissent plus ? Quelle ineptie de prétendre que je suis moins homme sur un point de la terre que sur l'autre ! Vous me dites : "Nous sommes chez nous et vous n'êtes pas chez vous." Où ? Ici ? Vous n'avez qu'à creuser une fosse, et vous verrez que la terre m'y recevra tout aussi bien que vous. »*

Je ne sais quel mal engendre l'oubli, mais la mémoire semble avoir la vertu d'entretenir la haine et la vengeance

Elle me rappelle l'histoire, que tu me racontais quand j'étais petit, des deux ânes attachés à un piquet et qui, pendant que leurs maîtres buvaient un coup à la taverne, se battaient pour occuper un peu plus de place que l'autre. En sortant de la taverne, le plus vieux des deux hommes, dit au plus jeune : *« Regarde ces deux imbéciles qui se battent pour un bout de terre qui ne leur appartient pas. »* Et tu ajoutais : *« Tant qu'il y aura deux hommes quelque part rien ne changera. »*

On ne cesse de répéter que les peuples qui ignorent leur passé sont condamnés à le revivre. Mais n'est-ce pas au nom de leur passé que Serbes, Croates, Albanais continuent de se déchirer ? Je ne sais quel mal engendre l'oubli, mais la mémoire semble avoir la vertu d'entretenir la haine et la vengeance.

***Allain Glykos** est maître de conférences à l'université Bordeaux-I et écrivain.*



Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Bombes contre images...

COMMENT museler la propagande ? Comment combattre la désinformation ? Comment lutter contre les manipulations médiatiques du régime serbe, celles qu'il utilise pour justifier l'épuration ethnique ou raffermir son emprise sur la population ? L'OTAN a cru devoir le faire, vendredi matin 23 avril, en bombardant, en plein cœur de Belgrade, le bâtiment de la télévision d'Etat serbe. La RTS est l'une des armes du pouvoir de M. Milosevic ; c'est une machine de grosse propagande qui a caché les crimes contre l'humanité perpétrés au Kosovo (comme en Bosnie) ; c'est l'un des instruments qui, depuis plus de dix ans, ont servi à isoler la population serbe. L'OTAN a dit tout cela. Il s'est même trouvé certains de ses porte-parole pour avancer que la *RTS* était partie intégrante de la « structure militaire totale » de M. Milosevic !

Alors des bombes contre des mots et des images ; des missiles, de l'explosif, contre la manipulation cathodique ? La guerre aérienne contre celle des ondes ? *Dans sa nouvelle stratégie*, l'OTAN entend frapper toutes les cibles-symboles du pouvoir serbe. Elle l'a fait en visant l'immeuble du parti de M. Milosevic, puis l'une des résidences du président de la République fédérale de Yougoslavie. En frappant la *RTS, en revanche, elle change de* registre ; elle se trompe de cible. Elle commet une action qui peut se révéler terriblement contre-productive.

Car ce bombardement touche une chaîne de télévision qui est aussi un instrument de diffusion de films, de dessins animés, d'émissions de jeux, etc. Quand on s'attaque à un service public tel que la télévision, aussi collectif et intimement lié à la vie privée, on ne peut pas continuer à dire qu'on fait la guerre à un régime, et pas à un peuple. Tous les témoignages des journalistes occidentaux sur place concordent : les Belgradois, pour ou contre Milosevic, se sentent visés et écument de rage contre l'OTAN. S'ils font partie de ceux qui croient la propagande de la RTS, ce ne sont pas les missiles qui les feront changer d'avis, au contraire. Et pour ceux des Belgradois qui ne croient pas un mot du journal télévisé, le matraquage de la RTS par l'OTAN est sans objet ; il aura semé la mort – au moins dix tués dans le personnel de la télévision, selon les Serbes – pour rien. Svetlana Radosevic, commentatrice sportive de la RTS, déclarait vendredi soir au *New York Times* à Belgrade : *« Si vous pensez que je mens, vous n'avez pas besoin de me tuer pour le prouver... »*

L'effet sur les opinions occidentales risque d'être dévastateur. Très vite peut s'imposer l'impression qu'on frappe les immeubles de Belgrade par incapacité à s'en prendre aux unités serbes au Kosovo. Là-bas, le régime de M. Milosevic paraît avoir tout loisir pour vider les villages, miner les frontières, *installer* des batteries d'artillerie face aux bases de l'UCK (l'Armée de libération du mouvement kosovar) en Albanie, enterrer ses chars et ses blindés... Six heures après le bombardement, la RTS reprenait certaines de ses émissions. Sans commentaire.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ; Michel Kajman *(Débats)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

De la pénurie à l'abondance

LE PAYSAN, l'économiste et la marchande des quatre-saisons ne sont pas près d'oublier ces premiers mois de 1949 où l'on a basculé sans ménagements de la pénurie à l'abondance. Le citadin, entraîné depuis près de dix ans à passer en maugréant sous les fourches Caudines du cultivateur, *s'installe soudain en maître sur le* marché, pendant que l'inquiétante figure des « ciseaux » apparaît sur les graphiques officiels : les prix agricoles, qui surplombaient souvent les prix industriels, s'infléchissent brusquement et se stabilisent dans les zones inférieures.

Une fois de plus, l'afflux des denrées et les variations du courant d'échanges aux pôles offre-demande s'accompagnent des symptômes classiques d'une crise. Dans le même temps on exalte, rue de Varenne, ce programme de production intensive qui doit en quatre ans promouvoir notre agriculture au rang de *« première industrie nationale »*. Paradoxe ? Non. Coïncidence fâcheuse. On s'avisa au milieu de l'année 1948 que nos produits agricoles, pourvu qu'ils s'ajustassent à la demande mondiale, pourraient fort bien faciliter l'équilibre de notre balance des comptes.

Pourquoi avoir tant tardé à amorcer ce virage ? On a dit : il convenait d'abord de satisfaire nos propres besoins. Certes. Mais il fallait aussi remonter tout un courant d'idées qui se fondait précisément sur la hantise de la surproduction *et cette solide tradition colbertiste :* l'industrie, seule vraie richesse d'un pays. Ainsi l'agriculture ne figurait pas, il y a deux ans, parmi les activités de base du plan Monnet.

Pierre Drouin
(26 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

AU COURRIER DU « MONDE »

La guerre serait-elle une affaire d'hommes ? Au lendemain du débat sur la parité, une lectrice s'interroge sur le relatif silence des femmes face aux événements de Serbie. De son côté, un lecteur rappelle la force de l'action non violente, tandis qu'un autre suggère aux membres de l'Union européenne d'assumer financièrement et moralement le devenir démocratique de la région balkanique. Egalement dans le courrier, le développement des langues régionales dans une nation largement construite avec des populations déracinées et une précision historique sur les premiers militants français du communisme russe.

LES FEMMES ET LA GUERRE

Il y a fort peu de temps, le sujet à la mode était la parité hommes-femmes. Que de longs articles et de belles démonstrations ont visé à promouvoir cette parité ou bien à la rejeter. Je constate, et je regrette, qu'aujourd'hui bien peu de femmes prennent la parole pour s'exprimer sur la guerre en Yougoslavie et sur la stratégie de l'OTAN. Sur ce sujet plus que sur tout autre, nous avons notre propre parole. A l'évidence, les femmes ne vivent pas la guerre comme les hommes, il n'est qu'à entendre quotidiennement le trop banal *« femmes-enfants-vieillards »*.

Alors, que sont devenues nos élues, nos femmes ministres, sociologues, philosophes, etc. ? Sont-elles recouvertes d'un invisible tchador ? La presse se désintéresse-t-elle de ce qu'elles ont à dire ? Mystère !

Pierrette Fardeau
Manosque
(Alpes-de-Haute-Provence)

MÉTIERS

La guerre, c'est un métier. La politique, c'est un métier. L'humanitaire, c'est un métier. Homme, est-ce que c'est un métier ?

Métier de chien, à voir l'exode des hommes sans rien, sous la botte des brutes, sous la chiennerie des coups. Honte.

Christian de Maussion
Paris

OUVERTURE EUROPÉENNE

Si l'Union européenne fait la *guerre au Kosovo, c'est parce* qu'elle considère qu'une dictature n'a pas sa place en Europe, nous dit-on. Cela est juste, mais cela veut également dire que les Balkans font partie de l'Europe. Dans ces conditions, pourquoi ne pas ajouter aux cinq conditions d'arrêt des frappes la promesse d'intégrer, dès la fin du conflit, tous les Etats de la région dans l'Union ? (...) Ce que la RFA de 80 millions d'habitants a fait pour 17 millions d'habitants de RDA, pourquoi l'Union européenne de 300 millions ne pourrait-elle le faire pour une dizaine de millions de gens pauvres ?

Jacques Menguy
Quemper Guezennec
(Côtes-d'Armor)

LES BOGOMILES

A la suite des derniers bombar*dements des alliés qui touchèrent* quelques civils, un ministre serbe compara ces événements aux atrocités perpétrées sous Gengis Khan. Il n'a bien sûr aucune souvenance d'un des grands princes régnants serbes, Etienne Némanja, qui, sous l'empereur Manuel Comnène, se rendit tristement célèbre par les persécutions et exterminations qu'il infligea (1183-1196) à des chrétiens qui ne voulaient être ni d'obédience romano-catholique ni orthodoxe et que l'on nommait les bogomiles, du nom du pope Bogomil (Théophile en grec) qui professait en Bulgarie et en Macédoine sous le tsar Pierre de Bulgarie (927-968). Ceux qui purent lui échapper trouvèrent refuge en Bosnie et même en Italie du Nord. Par la suite, ils furent connus sous l'épithète d'Eglise bosniaque. (...)

Bernard Mandegout
Brasschaat (Belgique)

LE PÈRE ET LE FILS

L'article de Julia Kristeva (*Le Monde* daté 18-19 avril) contient une citation erronée du symbole de la foi orthodoxe. La rubrique n° 8 du symbole, adoptée lors du concile de Constantinople, est rédigée en ces termes : *« Et au Saint Esprit, seigneur et vivifiant, qui procède du père, qui est adoré et glorifié conjointement avec le père et le fils, qui a parlé par les prophètes. »* Donc le Saint Esprit procède, dans la tradition orthodoxe, du père seul et non du père par le fils comme le prétend l'article, tandis qu'il procède, dans la tradition catholique, du père et du fils.

Ventzeslav Batchvarov
Paris

LA FORCE DE LA NON-VIOLENCE

C'est au moment où les Albanais du Kosovo pratiquaient une résistance non violente qu'il aurait fallu leur apporter une aide massive. Elle aurait alors eu des chances de donner des résultats sans que la population ait à payer un prix exorbitant.

Une conclusion s'impose : la communauté internationale et l'ONU doivent dès maintenant s'organiser pour pouvoir apporter une aide efficace massive à tout mouvement non violent qui lutte dans le sens de la démocratie et sans *attendre qu'un mouvement* armé ait pris le relais et créé une situation qui rende toute aide inefficace, comme on le voit aujourd'hui au Kosovo.

La communauté internationale doit, par exemple, apporter un soutien massif à Aung San Suu Kyi *et à son parti qui, en Birmanie, en* sont encore au stade de la lutte non violente. Attendrons-nous une fois de plus qu'une révolte armée se soit déclenchée, fomentée peut-être par les militaires birmans, pour que toute intervention devienne inefficace ?

Olivier Maurel
Le Pradet (Var)

LA QUESTION TIBÉTAINE

Depuis le 5 avril 1999, devant le palais de l'ONU à Genève, où se déroule actuellement la 55e session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, trois Tibétains ont entamé une grève de la faim sans limite pour demander un geste politique. Il est urgent d'agir, car sur le Toit du monde, un peuple, une nation, une culture, se meurent.

Le dalaï-lama prône la « voie médiane » pour résoudre le pro*blème tibétain* par *le dialogue et la* négociation, approuvée par le Parlement tibétain en exil. C'est la seule issue raisonnable et réaliste de sortir honorablement de l'impasse. (...)

L'Occident, et en particulier la France, pays ami de la Chine, se doivent d'user de toute *leur* influence sur Pékin pour favoriser rapidement la recherche d'une solution pacifique au Tibet sans faire perdre la face à la Chine.

Tinlay Choedon
Dewatshang
Dharamsala (Inde)

LE CITOYEN FACE AUX LANGUES RÉGIONALES

« La Bretagne, est-il dit, en titre du *Monde* du 17 avril, *attend la reconnaissance de sa langue »*. Ce qui paraît sous-entendre à la fois : que la langue de la République n'est *pas réellement celle des ci*toyens bretons ; que vous assimilez une grande région française à sa petite minorité *« bretonnante »*. (...)

Pourquoi risquer de réveiller, ou de stimuler, des identités ethniques régressives, par l'instaura*tion de « communautés linguistiques »*, au lieu de réaffirmer le droit, pour tout citoyen qui le souhaite, de cultiver ses racines ?

Notre géographie humaine française est très largement « métissée » dans l'ensemble des territoires urbains. Quel sens pourrait *avoir, pour la plupart des enfants* d'aujourd'hui, franciliens ou lyonnais, marseillais ou nantais, lillois ou nancéiens, leur rattachement (bilinguiste) à « un groupe d'origine » auquel ils seraient supposés appartenir ? Que peut signifier l'« occitan », pour un écolier de la *Belle-de-Mai, issu de grands*parents venus d'ailleurs, et de parents qui n'ont, d'origine commune, que l'école républicaine ?

Contrairement à ce que prétendent, en application de ce dualisme rudimentaire, tous les « branchés » d'« une Europe des régions », le *passéisme* n'est *pas*, en l'occurrence, du côté de ceux qui restent attachés aux *« vieilleries républicaines »* ! On peut parfaitement faire l'Europe sans défaire la-France-des-citoyens-égaux-en-droit (sans distinction d'origine, de religion, d'appartenance *tribale...)*

Michel Alphand
Six-Fours (Var)

AU DÉBUT DU COMMUNISME

Dans *Le Monde* (daté 18-19 avril), vous publiez un texte très *intéressant de Claude Pennetier*, intitulé « André Marty, le premier communiste français », avec une adhésion à l'Internationale communiste datée du 16 avril 1919.

Or dès septembre 1918 avait été fondé à Moscou un groupe communiste franco-anglais dont *un des animateurs était* le lieutenant Pierre Pascal, normalien, agrégé de lettres, diplômé de russe des Langues orientales, envoyé à la mission militaire française en Russie en 1916. Ce communiste catholique a raconté son expérience dans son *Journal de Russie*. Il tra*vaille au Commissariat des affaires* étrangères comme secrétaire de Tchitcherine, assiste à la fondation de la Troisième Internationale, participe à la conférence de Gênes dans les rangs de la délégation soviétique, mais peu à peu *« cesse de se sentir en communisme »*. Rentré *en France en 1933, il termine en* 1960 à la Sorbonne sa carrière de professeur et meurt en 1983. Elève de Pierre Pascal, le slaviste Georges Nivat a écrit : *« Nous fûmes des centaines à bénéficier de l'enseignement précis, méthodique et lumineux d'un maître qui éclairait la philologie par l'histoire, la littérature par les problèmes de société. »*

Jean Duporté
Béglu (Gironde)

LE BOMBARDEMENT DE DRESDE

Dans le reportage du Monde sur Dresde (8 avril), il est mentionné le bombardement allié du 13 au 14 février 1945. Une fois de plus, vous indiquez des pertes en vies humaines absolument exagérées (plus de 100 000 morts). Des études récentes font état d'un bi*lan beaucoup plus vraisemblable*, quoique énorme : entre 25 000 et 30 000 victimes. (...)

Georges Sauvage
Allonnes (Sarthe)

La gauche, et le « modèle américain »

Suite de la première page

Autrement dit, le degré d'inégalités mesure la distance entre les performances d'individus fondamentalement libres, davantage qu'un dysfonctionnement social. Les philosophes libertariens américains ont fourni, bien avant que les *inégalités ne s'approfondissent*, le cadre intellectuel légitimant par avance les plus grandes inégalités. Cet élément spécifique du modèle américain est *apprécié* aujourd'hui, aux Etats-Unis même, avec beaucoup moins de naïveté que par le passé. Les Américains considèrent *qu'il sape les fondements de la so*ciété et qu'il explique en partie le taux élevé de criminalité. De nombreux économistes de ce pays, y compris parmi les plus libéraux, étudient les moyens qui, permettraient de combattre cette tendance à l'aggravation des inégalités. Dans un ouvrage récent, Edmund Phelps propose des mesures qui, parce qu'elles permettraient de mieux rémunérer (« récompenser » est le terme qu'il utilise) le travail, surtout des salariés les moins qualifiés, accompliraient deux objectifs : réduire les inégalités et accroître le degré d'adhésion de la société américaine au système capitaliste. C'est au fond de cela dont il s'agit : au-delà tion du social, c'est le système économique qui est en danger.

Le second élément constitutif du modèle américain est que la société américaine ne tolère pas le chômage et qu'en conséquence les gouvernements utilisent massivement tous les instruments de la politique économique chaque fois que la conjoncture faiblit. Il a fallu quinze années – dont douze de croissance forte – pour que les Etats-Unis viennent à bout de leur déficit budgétaire. Celui-ci fut le résultat d'un programme massif de relance décidé par le président Reagan – forte baisse des impôts et importantes subventions aux investissements – à un moment où le chômage augmentait, et malgré un taux d'inflation inhabituellement élevé. Les autorités monétaires américaines n'ont pas davantage hésité à maintenir pendant deux années – au début de la décennie 90 – les taux d'intérêt réels à un niveau nul. Et elles n'ont pas davantage prêté attention à la forte dépréciation du dollar qui s'en est suivie. Il est difficile d'imaginer, vu d'Europe, que les autorités monétaires puissent avoir un comportement aussi résolument et aussi massivement expansionniste : en moins de dix-huit mois, la Réserve fédérale (Fed) a baissé les taux d'intérêt de sept points, les faisant passer de dix à trois pour cent, alors qu'il fallut huit années à la France pour accomplir le même chemin !

En quel état serait l'économie américaine aujourd'hui si les autorités de ce pays avaient suivi la stratégie européenne des années 90 : surévaluation des monnaies, taux d'intérêt réels historiquement élevés et augmentation des *prélèvements obligatoires* pesant sur le travail ? Il faut souligner que la stratégie européenne ne pouvait qu'aboutir à l'aggravation du chômage : elle revenait à handicaper la compétitivité des entreprises (surévaluation des monnaies) et à pénaliser le travail (augmentation des impôts et cotisations sociales). Cette radicale différence entre les stratégies conduites de part et d'autre de l'Atlantique eut pour résultat une croissance très lente en Europe et très vive aux Etats-Unis. L'investissement fut donc atone chez nous et très dynamique là-bas. Ce seul fait explique que l'avance technologique des Etats-Unis sur l'Europe ne pouvait que s'accroître. Une région qui n'investit pas ne peut, en effet, bénéficier du progrès technique.

En somme, des deux caractéristiques du modèle américain – la bonne et la mauvaise –, les Européens souhaiteraient importer la mauvaise. Qui plus est, chacune de ces caractéristiques pourrait être associée à une inspiration doctrinale différente : la propension à l'inégalité est évidemment libérale, la priorité au plein emploi résolument interventionniste. Ce n'est donc pas le moindre des paradoxes que des partis socialistes européens souhaitent introduire en nos pays l'élément de « droite », après avoir renoncé à l'élément de « gauche ». Or ce dernier n'a rien de spécifique aux Etats-Unis. Il fut au cœur des politiques économiques de l'ensemble des pays industrialisés jusqu'à la fin des années 70. Il ne s'agit donc pas de l'importer, mais seulement de le redécouvrir. Et cela, l'euro le permet aujourd'hui. *Mais tout se passe* comme si les gouvernements européens avaient oublié les raisons pour lesquelles ils ont créé la monnaie unique.

Il est juste de dire que les deux thèses quant à la caractéristique du modèle américain qu'il convenait d'importer furent présentes à Milan. Le plus ferme défenseur de la thèse interventionniste était l'ex-ministre des finances allemand, Oskar Lafontaine. Or son départ fut généralement interprété comme la conséquence de ses positions : il n'y aurait plus aujourd'hui place pour une conception différente de celle de la Banque centrale européenne, qui précisément soutient la thèse inverse. (Au moins formellement, car il faut saluer sans aucune réserve l'intelligente baisse des taux à laquelle elle vient de procéder. Bravo.)

Faut-il en déduire que l'Europe est sur le point de renoncer à la spécificité de son modèle social et qu'elle s'apprête à imiter l'élément inimitable, parce que culturel, du « modèle américain » ? On pourrait le craindre. Mais il demeure encore une certaine ambiguïté : Romano Prodi qui à l'automne a plaidé pour une mesure des plus hétérodoxes – l'utilisation à des fins d'expansion des réserves excédentaires des banques centrales des pays de la zone euro – vient d'être proposé comme futur président de la Commission européenne. On peut toujours trouver des raisons d'espérer.

Jean-Paul Fitoussi
pour Le Monde

TARIFS BANCAIRES La Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie publie, dans sa revue *Budget et Droits* d'avril-mai 1999, pour la deuxième année consécutive, une enquête sur la comparaison des tarifs bancaires. Ceux-ci, établis sur un « panier » de services, varient fortement d'un établissement à l'autre, d'une région à l'autre. ● LA POSTE (pour un coût annuel de 540 francs) et les Caisses d'épargne (750 francs) se classent en tête du palmarès. Viennent ensuite, selon les régions, le Crédit mutuel, les Banques populaires, le Crédit coopératif, le Crédit agricole et la Société générale. ● LA BANQUE la moins chère de toute la France est le Crédit municipal de Toulon (486 francs par an). Elle est suivie de deux caisses d'épargne, celles de Lorraine-Nord et de Franche-Comté, avec 490 francs. ● LA RÉGION la moins chère est le Nord-Pas-de-Calais (775 francs par an).

La Poste et les Caisses d'épargne en tête des banques les moins chères

Selon une enquête de la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV), les tarifs pratiqués sur les services bancaires varient considérablement d'un établissement à l'autre. De quoi alimenter le débat, déjà vif, entre banquiers et clients

DIFFICILE de choisir une banque et de s'y retrouver dans la jungle des tarifs bancaires ! Tandis que le débat sur la tarification des services bancaires bat son plein entre banquiers et consommateurs (*Le Monde* du 12 avril), les différences de tarifs pratiqués par les banques françaises sont considérables, d'un établissement à l'autre et d'une région à l'autre.

Tel est l'un des enseignements de l'étude publiée, dans son numéro d'avril-mai 1999, par *Budget et Droits*, la revue de la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV). L'association de consommateurs a, pour la deuxième année consécutive, passé au crible les tarifs de 160 banques, Les écarts de prix vont souvent du simple au triple dans la même région. Ce qui promet un véritable casse-tête lors de l'utilisation de l'euro par les particuliers et de l'avènement du marché unique de services financiers – même si l'on en est encore loin. L'étude révèle ainsi ce que coûtent les services d'une banque à un consommateur, une information qui n'est jamais mentionnée clairement.

Premier enseignement, qui n'est pas une grande surprise, La Poste et les Caisses d'épargne arrivent en tête du palmarès, sauf dans la région Provence-Alpes-Côtes d'Azur. Sans compter la Banque directe, filiale de Paribas : celle-ci ne figure pas dans le classement, puisqu'elle fonctionne sans agences (un des critères de l'enquête), mais elle est la moins chère, avec un coût annuel moyen pour le client de 490 francs, sur toute la France.

La Poste arrive en tête dans quinze régions, avec un coût annuel de 540 francs, comme en 1998. Avec ses 17 000 guichets, l'établissement public est présent partout, même dans les plus petites villes. *« Il faut relativiser cette performance »*, tempère un professionnel. Les délais sont parfois très longs. L'attente au guichet est la principale source de mécontentement de ses quelque 3,5 millions de clients quotidiens. Simple coïncidence, La Poste, soucieuse d'améliorer son image et l'accueil dans ses bureaux, a annoncé, jeudi 22 avril, une série de mesures, notamment la réduction de l'attente à 5 minutes maximum – ...à l'horizon 2003 ! – et la modulation des horaires selon les bureaux.

MANQUE DE TRANSPARENCE

L'Ecureuil (4 200 guichets) se classe derrière La Poste, avec un coût annuel de 750 francs. Viennent ensuite, selon les régions, le Crédit mutuel, les Banques populaires et le Crédit coopératif. La Société générale se classe généralement bien. En revanche, bien que souvent dans les cinq premières, *« les caisses de Crédit agricole ont, dans l'ensemble, perdu des places par rapport à 1998 »*, explique *Budget et Droits*. Explication : elles ont souvent recours à une convention spéciale, appelée « compte service », qui permet les découverts et donne des assurances pour couvrir la perte ou le vol des moyens de paiement, mais alourdit la facture.

Deuxième enseignement, au-delà de ces écarts de prix, l'étude montre que les banques *« ne font pas toujours preuve d'une grande transparence dans ce domaine »*, souligne le CLCV. *« Les banques doivent encore faire de gros efforts pour rendre leurs tarifs plus lisibles »*, renchérit Olivier Eon, l'un des auteurs de l'étude. Il reste difficile de comparer les tarifs d'une banque à l'autre. Ainsi trois quarts des banques pratiquent des offres « packages », qui proposent des services groupés (cartes, assurance des moyens de paiement, autorisations de découvert...). *« Nous n'avons que très rarement tenu compte des produits packages puisqu'ils ne font pas baisser les prix dans la plupart des cas »*, explique Olivier Eon. De plus, *« ces packages deviennent, dans certains cas, de la vente forcée »*, craint un expert.

Ce manque de transparence est l'un des points de conflit majeurs entre les banquiers et les consommateurs : les seconds reprochent aux premiers de pratiquer des règles *« pas clairement définies et peu compréhensibles »*. Certains établissements financiers, par exemple, *« ne se privent pas de facturer chaque chèque émis »*, déplore la CLCV. Ils remettent ainsi en cause le sacro-saint principe de gratuité du chèque. C'est l'un des enjeux des discussions présidées par Benoît Jolivet, président du comité des usagers du Conseil national du crédit : remettre à plat les tarifs et faire cesser l'exception française du « ni-ni », ni tarification du chèque ni rémunération des dépôts.

C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles les banques *« ont développé une politique tarifaire peu cohérente, destinée à compenser globalement le manque à gagner causé par les habitudes nationales d'hyperconsommation de chèques »*, souligne la CLCV. Les chèques sont aujourd'hui le premier moyen de paiement, représentant plus de la moitié des transactions scripturales, mais restent le moyen de paiement le plus coûteux.

Les banques françaises se rattrapent sur d'autres produits comme les cartes ou d'autres tarifs. Ce qui pousse la CLCV et nombre d'autres associations de consommateurs à dénoncer *« l'incohérence de la politique tarifaire appliquée par les banques. Celles-ci voudraient faire payer les chèques, sans remettre en cause la tarification, pénalisante pour le consommateur, de l'ensemble de leurs services »*.

Certes, les banques ont réalisé des améliorations, mais les efforts nécessaires pour rendre leurs tarifs plus lisibles restent énormes. En attendant, elles ont dans les cartons des projets de produits tout prêts sur la rémunération des dépôts. Aucune n'a encore osé franchir le pas. Les pressions des pouvoirs publics sont grandes pour aboutir à un dialogue.

Pascale Santi



Pour mener cette enquête, réalisée auprès de 160 établissements, le CLCV a établi le profil d'un consommateur actif. Il effectue 200 opérations par an (chèques, carte, virements, etc.). Il utilise deux chéquiers par an, possède une carte de paiement international, et effectue des opérations exceptionnelles comme l'opposition (une fois tous les dix ans). Il a également un abonnement à des services de banque à distance. Ce client-type dispose d'une autorisation de découvert qu'il utilise régulièrement. Mais l'enquête ne prend pas en compte les crédits ou placements.

Des anomalies

La CLCV pointe plusieurs anomalies dans les pratiques des banques.

● **Les découverts** : les banques appliquent des commissions appelées, dans leur jargon, « d'intervention », « forfaitaire », « d'anomalie »... assez opaques, qui peuvent être également pratiquées en cas d'omission de signature d'un chèque...

● **Les frais de clôture de compte** : *« Il serait anormal de pénaliser un consommateur, voire de le dissuader, lorsqu'il veut changer de banque »*, confie-t-on à la CLCV, alors que la liberté des tarifs est appliquée par les banques.

● **Les dates de valeur** : elles sont pratiquées par certaines banques. Les associations de consommateurs ont toujours réclamé leur suppression.

● **Des dépliants** ne détaillent que rarement les modalités de facturation, en indiquant simplement « nous consulter ».

Des variations importantes

Au sein d'une même région, *« les tarifs peuvent varier de manière très importante d'un établissement à un autre »*, indique le magazine *Budgets et Droits*. La banque la moins chère de France est le Crédit municipal de Toulon (486 francs par an). Elle est suivie de deux caisses d'épargne, celles de Lorraine-Nord et de Franche-Comté, avec 490 francs.

L'éventail du palmarès des régions va du Nord - Pas-de-Calais (775 francs par an), la région la moins chère, aux Pays de la Loire (980 francs), l'Ile-de-France n'étant pas trop mal placée (854 francs).

Mais c'est surtout au sein d'une même région que les différences de tarifs sont les plus considérables. En Limousin, un client peut payer de 538 francs à 2 540 francs par an selon la banque ; en région PACA, de 586 à 2 461 francs ! Deux régions pratiquent des tarifs plus homogènes : la Franche-Comté (entre 494francs et 1 384 francs), et la Picardie (entre 538 francs et 1 365 francs).

Le cartel du caoutchouc est condamné pour son inefficacité

UNE DERNIÈRE tentative a été faite, vendredi 23 avril, à Kuala Lumpur. Mais elle semble vouée à l'échec : l'Organisation internationale du caoutchouc naturel (international natural rubber organisation, INRO), qui regroupe les principaux pays producteurs et consommateurs, vit sans doute ses derniers moments.

Malgré une proposition de revoir les prix de référence et les systèmes d'intervention sur le marché, la Thaïlande et la Malaisie, premier et troisième producteurs mondiaux, ont confirmé leur intention de quitter l'organisation. Sans eux, le cartel du caoutchouc, dernière institution, avec l'OPEP, à tenter de maîtriser le cours d'une matière première, sera mort.

Pour la Thaïlande et la Malaisie, l'INRO est déjà une organisation vidée de sens : elle n'a pu empêcher l'effondrement des cours du caoutchouc. Depuis deux ans, le caoutchouc vit la même tourmente que les autres matières premières. Avec la crise asiatique, la consommation a augmenté d'à peine 2 % l'an dernier, tandis que la production, à la suite de récoltes record, a progressé de 6 %. Ce déséquilibre s'est traduit dans les prix. Alors qu'avant la crise, le caoutchouc cotait autour de 1,05 dollar le kilo, il atteint à peine 0,6 dollar aujourd'hui, son plus bas niveau depuis trente ans. L'INRO n'avait pas les moyens suffisants pour s'opposer à cette chute sans précédent des prix.

Créée en 1980, l'INRO regroupe les principaux pays producteurs – Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Côte d'Ivoire, Nigeria et Sri Lanka – et les consommateurs – Etats-Unis, Japon, Europe, Chine. Son but est de garantir une certaine stabilité des prix dans l'intérêt des deux parties. Chaque pays membre doit cotiser pour alimenter un fonds d'intervention, qui permet à l'organisation d'acheter et de vendre sur le marché, afin de réguler les cours.

« Je ne vois pas la différence entre acheter nous-mêmes du caoutchouc et donner de l'argent à l'INRO pour acheter à notre place du caoutchouc », explique désormais le ministre de l'agriculture thaïlandais, Newin Chidchob. Avec la Malaisie, la Thaïlande a refusé de payer ses dernières cotisations, jugeant le système inefficace. Aucun des autres pays producteurs n'a répondu, le mois dernier, à l'appel de fonds de l'INRO pour pouvoir intervenir sur le marché.

DES STOCKS IMPORTANTS

Les pays consommateurs se posent aussi beaucoup de questions sur la pertinence et l'efficacité de ce cartel. Certains espèrent que les dernières propositions de réforme, qui permettraient notamment une hausse de 9 % des prix payés aux producteurs, pourraient améliorer le fonctionnement. *« Sans la Thaïlande et la Malaisie, l'INRO ne pourra pas marcher »*, dit un analyste.

La dissolution de l'INRO pourrait, cependant, se traduire par de nouveaux malaises sur le marché. L'organisation porte de nombreux stocks. Leur vente pourraient un peu plus affecter les cours, si elle se faisait trop brutalement. Au-delà, producteurs et consommateurs s'attendent à vivre désormais, comme pour les autres matières premières, sous l'emprise des marchés et de leurs à-coups de plus en plus brutaux.

Martine Orange

IBM filialise avec Siemens son usine de Corbeil

1 155 emplois sont supprimés et les cadres partent dès 49 ans

SEUL SITE européen d'IBM pour la production de composants électroniques, l'usine de Corbeil-Essonnes va faire l'objet d'un plan *« destiné à assurer (son) maintien et son développement futur »*, selon un communiqué publié vendredi 23 avril. Ce projet, présenté le même jour au Comité d'établissement de l'usine et au Comité central d'entreprise (CCE), prévoit la suppression de 1 155 emplois, dont 265 de cadres, sur un effectif total de plus de 3 000. Ces départs seront mis en œuvre *« sans licenciement sec »*, affirme Bernard Dufau, le PDG d'IBM-France. Pour l'ensemble du dispositif, la direction a provisionné 1,2 milliards de francs, en particulier à cause des mesures d'âge.

Autre volet du plan, l'usine de Corbeil sera reprise par une filiale que créeront, d'ici l'été, IBM-France et Infineon Technologies, une société récemment constituée par le groupe allemand Siemens, qui y a logé sa branche micro-électronique. Les deux partenaires, qui détiendront chacun 50 % de la nouvelle société, veulent réorienter la production de l'usine vers des produits à forte valeur ajoutée et prévoient d'y investir 3 milliards de francs *« pour assurer cette transition »*.

Pour la direction du groupe, qui emploie 18 000 personnes en France, la logique de cette décision est indiscutable. C'est même *« la solution la plus favorable qui a été retenue »*, plaide M. Dufau, sachant que *« la fermeture ou la vente »* du site figuraient parmi les options à l'étude. La fabrication de composants électroniques, si elle reste stratégique pour IBM, ne constitue cependant pas son cœur d'activité. Or, cette industrie est soumise à une concurrence sévère, notamment dans le domaine des mémoires, la spécialité de Corbeil.

La production de ce type de composants banalisés, destinés à la production en grande série d'ordinateurs personnels, semble désormais condamnée dans toute région autre que l'Asie. *« Quinze usines ont été fermées dans le monde ces trois dernières années »*, rappelle M. Dufau.

OPPOSITION SYNDICALE

Le pari d'IBM-France est, tout en abaissant ses coûts, de réorienter la production vers des produits plus sophistiqués, les circuits logiques, composants à mi-chemin entre les mémoires et les microprocesseurs, les « cerveaux » des ordinateurs. Ces circuits sont utilisés dans les téléphones mobiles, les jeux ou l'électronique automobile. Une spécialité où le groupe franco-italien ST Microelectronics, bien qu'Européen, a très bien réussi. En s'associant à Siemens, IBM-France espère non seulement partager le coût des investissements nécessaires à l'introduction de la nouvelle production, mais aussi élargir les marchés de l'usine. *« Actuellement, 90 % de sa production est destinée à IBM »*, souligne M. Dufau.

Les syndicats s'élèvent contre ces suppressions d'emplois, en faisant valoir la forte rentabilité d'IBM, dont la maison-mère américaine a annoncé, le 21 avril, un résultat trimestriel record (+ 42 %). Michel Perraud, élu (CFDT) au CCE, indique que les syndicats, *« unis »*, vont demander la désignation d'un expert et qu'ils *« exigeront une véritable négociation du plan social, inacceptable tel qu'il est »*.

Dans son état actuel, le plan prévoit de proposer à 310 salariés de travailler dans d'autres secteurs d'IBM France, tandis que 60 autres pourraient être transférés dans une entreprise qu'IBM veut créer avec un partenaire non encore identifié pour la maintenance de produits multimarques. Mais les salaires dans cette filiale risquent fort, reconnaît la direction, d'être inférieurs à ceux d'IBM, ce que refusent par avance les syndicats.

A l'heure où le commissariat général au Plan préconise de faire cotiser les salariés durant 42 ans pour avoir droit à la retraite à taux plein, une autre mesure du plan social risque de faire couler beaucoup d'encre. IBM propose de mettre 455 salariés en *« inactivité »*, dès 50 ans pour les non-cadres, et dès 49 ans pour les cadres, une première en France. Ces salariés – qui auront le droit de travailler ailleurs, sauf chez un concurrent – percevront 70 % de leur dernier salaire jusqu'à ce qu'ils aient droit à une retraite à taux plein.

Par ailleurs, cinquante personnes se verront proposer un congé sans solde de deux ans et recevraient, durant cette période, une indemnité correspondant à six mois de salaire. 300 personnes se verraient proposer un reclassement externe et bénéficieraient des services d'un cabinet d'outplacement. Enfin, le plan social prévoit qu'environ 550 personnes travaillant la journée à Corbeil passent désormais en continu, ce qui impliquera de réduire la durée hebdomadaire du travail (33 h 36 par semaine), mais qui devra parfois avoir lieu la nuit ou le week-end.

Frédéric Lemaître et Anne-Marie Rocco

DÉPÊCHES

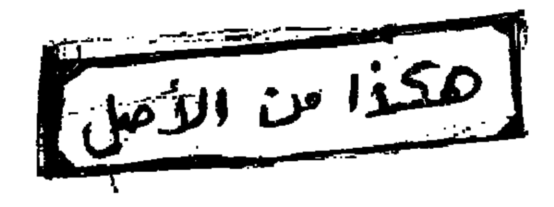
■ **AIR FRANCE : les négociations** ont été interrompues, vendredi 23 avril, entre direction et syndicats, au neuvième jour de la grève des personnels au sol d'Air France sur l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, qui désorganise le trafic aérien. Le mouvement a été une nouvelle fois reconduit pour vingt-quatre heures. Un autre mouvement social affecte, dans une moindre mesure, l'aéroport de Roissy - Charles-de-Gaulle.

■ **CRÉDIT LYONNAIS : le Crédit agricole** est officiellement entré dans la course à la privatisation du Crédit lyonnais en annonçant, vendredi, que son conseil d'administration avait voté à l'unanimité le principe du dépôt d'une candidature au groupe d'actionnaires partenaires (GAP).

■ **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE-PARIBAS : les deux banques** ont annoncé, vendredi, après la clôture de la Bourse, qu'elles procéderaient, chacune, au versement d'un acompte sur dividende le 28 mai. Cette décision a été prise parce que. compte tenu de la situation complexe en cours (rien de déterminant ne semble se dessiner rapidement dans l'offensive BNP sur SG-Paribas), ces banques ne savent pas quand elles pourront réunir leurs assemblées générales.

■ **MERCEDES : le constructeur automobile allemand** a inauguré, vendredi au Brésil, sa première usine hors d'Allemagne. L'unité doit produire 25 000 modèles Classe A. L'usine a une capacité totale de 70 000 unités.

■ **IRIDIUM : Edward Staiano**, directeur général d'Iridium, l'entreprise américaine de télécommunications qui a investi 5 milliards de dollars dans un réseau de téléphones par satellites, a démissionné vendredi. Ce réseau n'aurait que 27 000 abonnés alors qu'il lui en faut 500 000 pour être rentable.



هكذا من الأصل

La monnaie unique fléchit sous l'effet des prévisions du FMI

Le recul de l'euro s'est fait plus insistant cette semaine face au dollar. La devise américaine a profité de la publication des perspectives de croissance du FMI ainsi que de la correction du yen

Fragilisée par la poursuite de la guerre en Yougoslavie, l'euro a touché cette semaine son plus bas niveau. La monnaie européenne a également pâti des prévisions de croissance formulées par le Fonds monétaire international (FMI), qui a revu à la baisse ses chiffres pour l'Europe en 1999. Les anticipations du maintien en 1999 d'un fort écart entre les croissances américaine et européenne a renforcé la position du dollar. Celui-ci s'est apprécié au cours de la semaine face à l'euro et face au yen. La devise japonaise a subi l'effet des déclarations d'officiels nippons sur le danger de la force acquise récemment par le yen. Elle a également été pénalisée par des perspectives moins optimistes de reprise de l'activité au Japon. Depuis plusieurs semaines, les investisseurs pariaient sur un redressement prochain de la situation dans l'Archipel.

LE PRÉSIDENT de la banque centrale allemande, Hans Tietmeyer, ne croyait pas si bien dire lorsqu'il a indiqué, samedi 17 avril, qu'il ne voyait pas l'euro passer sous de la barre de 1 dollar. L'euro n'a pas franchi cette limite au cours de la semaine, mais il en a dangereusement pris le chemin. Avant de terminer la semaine à 1,0637 dollar, il avait atteint son plus bas niveau depuis son lancement, en cours de séance, jeudi 22 avril, à 1,0564 dollar.

Les investisseurs ont ainsi tenté de diriger la devise européenne vers ce seuil en considérant que, pour le président de la Bundesbank, il ne semblait pas aberrant, ni inquiétant de voir l'euro se déprécier jusqu'à 1 dollar. La crise des Balkans qui se prolonge continue, de plus, à fragiliser la monnaie européenne, comme le montrent la rapidité de ses réactions positives au moindre espoir d'interruption du conflit. Ce fut ainsi le cas lorsque des rumeurs selon lesquelles Belgrade accepterait le principe d'une présence internationale au Kosovo ont surgi. Dans un entretien au *Monde* (daté 23 avril 1999), le vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), Christian Noyer, qui considère que *« l'euro est une monnaie très solide et stable »*, reconnaît que le conflit du Kosovo est *« un facteur qui peut avoir une influence »* sur le cours de la monnaie européenne. Comment, dans ces conditions, l'euro pouvait-il, au cours de la semaine écoulée, résister à des pressions supplémentaires ? Le rapport publié par le Fonds monétaire international (FMI), mardi 20 avril, a ainsi vivement perturbé la devise européenne. Le FMI a de nouveau pointé du doigt l'écart entre les économies américaine et européenne, qui justifiait déjà, depuis plusieurs mois, la faiblesse de l'euro et la force du dollar. En prévoyant un taux de croissance de 3,3 % en 1999 aux Etats-Unis, le FMI a ainsi indiqué que l'économie américaine restera cette année encore la locomotive de l'économie mondiale.

L'euro toujours affecté

COURS DE L'EURO FACE AU DOLLAR

Affaibli par la poursuite du conflit dans les Balkans, la devise européenne n'a pas résisté aux prévisions pessimistes du FMI sur la croissance en Europe.

Par opposition, le rapport signale que la récente faiblesse de la croissance de la zone euro pourrait *« ne pas être transitoire »*. Le FMI s'attend à une progression de 2 % en 1999, soit inférieure de 0,4 % par rapport aux anticipations de décembre. Par comparaison, le chiffre de 2,2 % avancé par la Commission européenne paraît bien optimiste, ce que n'avait d'ailleurs pas manqué de rappeler, en début de semaine, Wim Duisenberg, le président de la BCE. Le FMI a, en outre, évalué la croissance en France à 2,2 % en 1999 et celle de l'Allemagne et de l'Italie à 1,5 %. Le président du conseil italien, Massimo D'Alema, a même affirmé, jeudi, que la crise du Kosovo avait entraîné une baisse de la consommation et que, sans franche reprise au deuxième semestre, l'Italie ne pourrait enregistrer, cette année, une croissance aussi forte qu'en 1998.

Victime du renchérissement du dollar, qui a entraîné la devise européenne vers un premier plancher à 1,0577 dollar, mercredi, l'euro a connu un bref moment de répit, jeudi matin, à la suite des déclarations du ministre français des finances, Dominique Strauss-Kahn, affirmant au *Wall Street Journal Europe* qu'une nouvelle chute de la monnaie européenne face au dollar ne lui paraissait pas *« souhaitable »*. Ces commentaires n'ont cependant pas été suffisants pour soutenir durablement la devise, qui franchissait, quelques heures plus tard en cours de séance, un nouveau seuil historique à 1,0564 dollar.

Si l'on en croit toutefois la moyenne de prévisions d'économistes calculée par la revue britannique *Consensus Forecasts* à partir des études de plus de 200 prévisionnistes, la faiblesse de l'euro ne devrait être que passagère. La monnaie unique devrait ainsi délaisser ses niveaux actuels, voisins de 1,06 dollar, pour s'établir à 1,095 dollar à la fin juillet 1999. L'espoir des opérateurs d'un retour de la croissance est à l'origine de cette anticipation. Marc Touati, économiste à la caisse centrale des Banques populaires, table ainsi sur une croissance en zone euro de 2,3 % par la restauration d'une activité plus soutenue en Allemagne et par un dynamisme de l'économie française.

Le billet vert s'est renforcé face à l'euro mais également contre le yen. La devise japonaise a été affectée par les propos des officiels nippons, comme ceux du vice-ministre des finances chargé des affaires internationales, Eisuke Sakakibara, « M. Yen ». Celui-ci a indiqué qu'une appréciation du yen n'était pas souhaitable et que le Japon prendrait des mesures déterminantes pour y remédier. Ses propos ont précédé les mauvais chiffres du FMI (une contraction de 1,4 % de l'économie japonaise en 1999 et non plus de seulement 0,5 %), qui inquiètent les investisseurs : depuis plusieurs semaines ceux-ci pariaient sur un redémarrage rapide de l'activité au Japon. Selon la presse nipponne, le premier ministre japonais, Keizo Obuchi, réfléchirait à un nouveau plan de relance pour sortir définitivement le pays de la récession, mais ces informations ont été démenties par plusieurs ministres.

Si les devises internationales occupaient le devant de la scène, les marchés obligataires ont davantage réagi aux mouvements des marchés boursiers qu'à l'environnement macro-économique. Les marchés d'actions influencent les taux longs par les mouvements de capitaux des investisseurs qui arbitrent entre les deux instruments de placements. Les rendements à 10 ans en France, qui évoluent à l'inverse du prix, sont ainsi passés en une semaine de 3,99 % à 3,94 %.

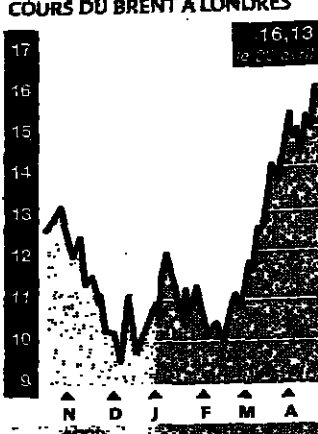
Cécile Prudhomme

Les risques de la « dollarisation »

Sans pour autant rejeter le principe d'une utilisation du dollar en remplacement de la monnaie nationale, comme l'avait plusieurs fois évoqué l'Argentine, Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, et Lauwrence Summers, secrétaire adjoint au Trésor, ont prévenu des risques encourus par une dollarisation des monnaies des économies émergentes. *« Il est important d'être assuré que la dollarisation, comme nous l'analysons, n'est pas le moyen d'éviter de mettre en œuvre les politiques qui sont nécessaires à la stabilité »*, a estimé Alan Greenspan. M. Summers a indiqué qu'une dollarisation *« a des conséquences pour les Etats-Unis et nous espérons que ces pays en discutent avec nous à l'avance »*.

L'utilisation du dollar américain dans les pays d'Amérique latine permettrait néanmoins de stabiliser les économies de l'hémisphère américain, et serait tout autant positive pour les intérêts économiques des Etats-Unis.

MATIÈRES PREMIÈRES



LE BARIL de brent, qualité de référence de la mer du Nord, a retrouvé cette semaine son niveau de janvier 1998 en franchissant par deux fois, lundi 19 et vendredi 23 avril, la barre des 16 dollars. Un redressement spectaculaire des cours – plus de 60 % depuis la mi-février ! – lié aux engagements pris en mars par une quinzaine de pays producteurs membres ou non de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) de réduire leur production quotidienne de 2,1 millions de barils. L'objectif est de faire remonter les prix pour permettre aux Etats pétroliers de reconstituer leurs revenus, affectés par le contrechoc de l'année précédente.

Les analystes accordent cette fois plus de crédit à cet engagement, car le premier producteur mondial, l'Arabie saoudite, a accepté de ramener sa production quotidienne sous la barre des 8 millions de barils (7,4 millions). Riyad avait franchi ce seuil au lendemain de la guerre du Golfe en 1990, après avoir repris à son compte l'essentiel du quota irakien, Bagdad étant frappé alors par un embargo de l'ONU. Sa production progressait de 5,38 millions de barils/jour à plus de 8 millions. Depuis, les Saoudiens refusaient de descendre sous ce niveau.

Le conflit du Kosovo a, jusqu'à présent, eu peu d'impact sur les prix, car, contrairement à la guerre contre l'Irak, il ne s'agit pas d'un conflit pétrolier. Néanmoins, l'action militaire de l'OTAN contre la Serbie apporte un soutien supplémentaire aux cours du brut en raison de l'importance des dépenses énergétiques de l'Alliance, notamment pour alimenter en carburant les avions. Après un mois de guerre, se rendant compte que le conflit pourrait durer plus longtemps que prévu, les experts ont commencé à évaluer les besoins militaires. *« Les bombardements de la Serbie par l'OTAN auraient grossi la demande de carburant pour les avions de 200 000 barils par jour »* depuis le début de son action, le 24 mars, a estimé de son côté le Centre for Global Energy Studies (CGES), institut de recherche spécialisé basé à Londres.

Le rééquilibrage entre l'offre et la demande s'est également confirmé cette semaine avec l'annonce de nouvelles diminutions des stocks, notamment aux Etats-Unis.

Dominique Gallois

Marché international des capitaux : intense activité

L'ACTIVITÉ a été intense sur le marché international des capitaux, où les réussites se sont succédé dans un environnement pourtant davantage marqué qu'auparavant par la guerre du Kosovo. Celle-ci influence beaucoup les décisions des investisseurs, sans toutefois les pousser à rechercher à tout prix la plus grande qualité possible. La prudence conduit certains à raccourcir la durée de leurs placements. Les opérations dont l'échéance est rapprochée apparaissent d'ailleurs d'autant plus alléchantes que la spéculation a repris sur une nouvelle baisse du loyer de l'argent en Europe. Mais les émissions à moyen et à long terme continuent de retenir l'attention, car plus les échéances sont éloignées, plus le rendement est élevé. Ces mêmes préoccupations expliquent pourquoi l'offre de nouvelles obligations est très étendue. Les pays en développement se bousculent, parvenant à lever des montants considérables, tant en dollars qu'en euros. Le calendrier de fin avril est très chargé.

Une catégorie d'emprunteurs a été un peu moins représentée ces derniers jours : les entreprises industrielles et commerciales. Cela n'a fait que renforcer l'attrait des projets annoncés pour la semaine qui vient. Il est beaucoup question de NTT, l'entreprise japonaise de télécommunications, dont on attend qu'elle sollicite le compartiment de l'euro pour une durée de sept ans. Pour les sociétés européennes, dont les plans sont plus précis, les intermédiaires financiers font état d'une forte demande. La compagnie aérienne Swissair s'apprête ainsi à contracter, sous la direction d'une banque du Crédit suisse (CSFB) et de la Dresdner Bank, un emprunt de 500 millions d'euros pour une durée de sept ans. Les obligations devraient rapporter 0,75 % de plus que celles du gouvernement allemand.

UNE DURÉE RARE

La Caisse nationale des autoroutes (CNA) entend lever sous peu 600 millions d'euros pour quinze ans, une durée rarement atteinte sur le marché international, avec cependant deux références récentes : deux autres emprunteurs de tout premier plan, le Réseau ferré de France et un établissement public néerlandais, Bank Nederlandse Gemeenten. Leurs obligations, venant à échéance en 2014, procurent des rendements de l'ordre de 0,32 à 0,34 % de plus que ceux du Trésor français. Il n'y a guère de surprise à attendre lors de la fixation des conditions de l'opération de la CNA, un des émetteurs français les plus appréciés sur le plan international. Les maisons spécialisées dans l'évaluation du crédit lui décernent leurs meilleures notes. Le statut de l'emprunteur et son activité font que, logiquement, ces notes devraient rester au même niveau que celles qui soulignent la qualité de la dette de l'Etat lui-même.

Cette question de la notation est très importante. Certains investisseurs ne peuvent acquérir que des titres dont la qualité est officiellement reconnue comme la plus haute. Si une note est abaissée, le cercle des investisseurs peut changer, et l'emprunteur risque d'avoir à payer un peu plus cher qu'auparavant lors de sa prochaine apparition sur le marché. On se souvient qu'il y a environ deux ans la SNCF avait été le premier établissement public français à avoir été moins bien noté que l'Etat par Moody's, un des principaux juges du crédit. EDF vient de subir le même sort de la part de Standard & Poor's : la décision a choqué bien des spécialistes, qui tiennent EDF dans la plus grande estime.

Le volume des nouvelles transactions de dix ans de durée pourrait être moins élevé que ces derniers jours, car le terrain sera largement occupé par le Trésor allemand. Celui-ci procédera, le 28 avril, à une adjudication d'obligations pour environ 5 milliards d'euros. Cette affaire était initialement prévue pour mercredi dernier, et son report d'une semaine a précipité l'émission de titres de qualité, tous libellés dans la monnaie européenne et venant à échéance en 2009. Parmi les transactions les plus réussies : celles de la Banque européenne d'investissement (2 milliards, par l'intermédiaire d'ABN Amro et de Paribas), d'une banque nationale allemande, Landwirtschaftliche Rentenbank (1 milliard ; ABN Amro et Dresdner Bank), d'une société d'électricité japonaise, Tepco (1 milliard ; IBJ, Paribas et WestLB), et celle du Land de Hesse (1 milliard ; Deutsche Bank et Warburg Dillon Read). Ces transactions, en plus du large écho obtenu en Europe, ont toutes suscité un vif intérêt en Asie, en particulier au Japon.

Christophe Vetter

Une semaine d'indécision sur les places boursières

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
↗ + 0,43%	↗ + 1,87%	↘ – 0,89%	↗ + 0,11%	↗ + 0,87%
16 923,25 points	10 689,67 points	4 262,43 points	6 427,50 points	5 187,89 points

LA SEMAINE BOURSIÈRE qui s'est achevée vendredi 23 avril aura *été bien indécise*. Par rapport aux cours de clôture du vendredi précédent, les indices des grandes places financières mondiales n'ont guère fluctué. A Londres, l'indice FTSE 100 a terminé la semaine en légère hausse (+ 0,11 %) à 6 427,50 points. A Francfort, le DAX a progressé de 0,87 %, à 5 187,89 points. A Paris, le CAC 40 a reculé de 0,89 %, à 4 262,43 points. A Wall Street, le Dow Jones a réussi à gagner 1,87 % sur la semaine, en finissant vendredi à 10 689, 67 points. Enfin, à Tokyo, le Nikkei a terminé la semaine en hausse de 0,43 % à 16 923,25 points, son plus haut niveau de l'année. *« Le marché américain a monté, les autres se sont juste tenus »*, résume Bruno Pelard, gérant chez GPK Finance.

Ces variations hebdomadaires, peu spectaculaires, masquent quelques séances agitées et contrastées. A Paris, le CAC 40 a gagné 1,82 % lundi, avant de perdre 2,88 % mardi, puis de regagner 0,9 % mercredi, de se stabiliser jeudi et de reperdre 0,69 % vendredi ! A Wall Street, la semaine a très mal démarré, avec l'annonce de résultats décevants chez les entreprises de haute technologie. L'effet Compaq a été ravageur. Eckhard Pfeiffer, PDG de la firme de Houston, a été contraint de démissionner dimanche 18 avril, dix jours après avoir fait une annonce préliminaire décevante sur les résultats trimestriels de son groupe. Dans la foulée de cette démission, tout le Nasdaq s'est effondré. L'indice des valeurs Internet a dégringolé de 17 %. Le lendemain, les valeurs technologiques européennes baissaient à leur tour, entraînant tout le marché.

Les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) n'ont guère contribué à rassurer les opérateurs ce jour-là. Michael Mussa, l'économiste du FMI, a indiqué qu'un krach boursier aux Etats-Unis est *« une possibilité des plus concevables vu le haut niveau du prix des actions par rapport aux perspectives de bénéfices des entreprises »*.

Dès mercredi toutefois, les craintes se sont estompées grâce à Microsoft, notamment. L'éditeur de logiciels a annoncé de très bons résultats pour le premier trimestre de 1999, avec une progression de son bénéfice de 43 % à 1,92 milliard de dollars. Mercredi, IBM a fait de même, avec l'annonce d'une hausse de 42 %. Le lendemain, l'action vedette gagnait 23 dollars à 194,87 dollars, un bond record, qui a contribué pour 105,50 points à la hausse de 145,76 points (+ 1,38 %) de l'indice Dow Jones, à 10 727,18 points. Le Nasdaq a, lui, repris 72,63 points (+ 2,92 %) à 2 561,71 points, soit la septième plus forte hausse de son histoire.

Après un mouvement de reprise jeudi, l'Europe ne s'est pas laissé entraîner par l'enthousiasme américain vendredi. Après avoir ouvert en hausse, la Bourse de Paris s'est orientée à la baisse en fin de matinée. *« Les sociétés continuant à donner des indications assez contrastées sur leurs résultats, cela ne rassure pas vraiment les investisseurs : dans le même secteur, Ericsson a déçu et Nokia a annoncé une bonne performance »*, explique M. Pelard. Les opérateurs invoquaient surtout l'excuse du dernier jour du mois boursier, le jour de liquidation, pour expliquer les prises de bénéfice.

PRUDENCE

Ils soulignaient également leur inquiétude face à l'évolution de la crise au Kosovo. Les spécialistes gardaient en outre à l'esprit les propos de l'économiste du FMI. *« Tout le monde est très prudent, craignant la bulle spéculative qui se forme »*, relève M. Pelard. Les économistes de la Caisse centrale des Banques populaires ont ainsi indiqué s'attendre à une correction boursière à Wall Street de 10 % dans les trois mois.

Les offres publiques d'achat et autres fusions gigantesques en cours n'ont pas vraiment contribué à soutenir la tendance. Les valeurs bancaires n'ont pas été très animées, malgré l'annonce par Paribas de très bons chiffres d'activité et de plus-values pour le premier trimestre.

Dans les télécommunications, le rapprochement annoncé de Telecom Italia et de Deutsche Telekom a pesé sur l'action France Télécom, passée de 80,9 euros à 76,15 euros en une semaine. Elle s'est toutefois reprise vendredi (+ 2,69 %) à la suite de rumeurs sur un rapprochement avec le groupe britannique Cable & Wireless. Le même jour aux Etats-Unis, AT&T annonçait le lancement d'une OPA inamicale sur MediaOne, le quatrième câblo-opérateur américain, pour 62,5 milliards de dollars (59 milliards d'euros). AT&T surenchérit sur l'offre de Comcast Corp (56,5 milliards de dollars).

Contrastant avec les autres marchés, la Bourse de Tokyo a terminé la semaine sur une séance de hausse et un record. Le marché a été soutenu vendredi par une information parue dans le quotidien *Yomiuri Shimbun*, selon laquelle le premier ministre japonais, Keizo Obuchi, réfléchirait à un nouveau plan de relance pour sortir définitivement le pays de la récession. *« Il y aura quelques mouvements de vente si le Nikkei atteint 17 000 points, mais les investisseurs institutionnels ne devraient pas modifier leur comportement d'achat »*, pronostique Hiroichi Nishi, de Nikko Securities, interrogé par l'AFP.

Sophie Fay

★ La rubrique « placements et marchés » est exceptionnellement limitée à une page cette semaine.

DISPARITIONS

■ **ALAIN REBOURG**, archéologue, est mort à Paris, jeudi 22 avril, à l'âge de quarante et un ans. Enseignant aux universités de Lille, puis de Poitiers, Alain Rebourg était spécialiste de l'archéologie gallo-romaine. Il a consacré l'essentiel de ses recherches à la ville romaine d'Augustodunum (Autun) et à sa région – objets de nombreux articles, de sa thèse et de trois volumes de la *Carte archéologique de la Gaule* –, ainsi qu'à Carthage et à sa région (La Marsa), en Tunisie.

■ **LIZ TILBERIS**, rédactrice en chef du magazine américain *Harper's Bazaar*, est morte à New York, mercredi 21 avril, à l'âge de cinquante et un ans des suites d'un cancer. Britannique, Liz Tilberis, née Elizabeth Kelly, près de Bristol le 7 septembre 1947, avait commencé sa carrière dans le journalisme de mode en 1970 au sein de la rédaction du *Vogue* anglais. Nommée rédactrice en chef du magazine en 1987, elle avait convaincu en 1990 la princesse Diana de faire la couverture d'un numéro resté célèbre. Elle travaillait pour *Harper's Bazaar* depuis 1992. Liz Tilberis avait raconté son combat contre la maladie, un cancer des ovaires diagnostiqué en 1993, dans un livre publié en 1998, *No Time to Die*.

NOMINATIONS

UNIVERSITÉS

Lise Dumasy, professeur de littérature française, est, depuis le 22 mars, la nouvelle présidente de l'université Stendhal (Grenoble-III), où elle a été élue en remplacement d'André Siganos.

[Née le 18 juin 1954 à Tazza (Maroc), Lise Dumasy, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de jeunes filles (Sèvres), agrégée (1976) et docteur ès-lettres (1983), a enseigné en collège, puis en lycée, de 1978 à 1980. A cette date, elle est nommée ingénieur de recherche au CNRS, rattachée, en 1984, à l'Institut de France. Après un séjour à l'université de Mannheim (Allemagne fédérale) entre 1987 et 1988, elle est nommée à l'université Stendhal (Grenoble-III), maître de conférences, puis professeur, en 1992. Directrice du département de langue, littérature et civilisation française de 1992 à 1995, Lise Dumasy a été élue, en 1997, au conseil scientifique de l'université.]

Alain Uziel, professeur de médecine, a remplacé, le 13 avril, Yves Loubatières à la présidence de l'université Montpellier-I.

[Né le 29 janvier 1951 à Dijon (Côte d'Or), Alain Uziel, docteur en médecine (1979) et docteur ès-sciences (1984), spécialiste en neurophysiologie, a été nommé en 1986 professeur des universités et praticien hospitalier au CHU de Montpellier où, depuis 1996, il est chef du service ORL. Membre du conseil scientifique de l'université, Alain Uziel a été, de 1989 à 1998, président du conseil scientifique de la faculté de médecine.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 24 avril sont publiés :

● **Internes** : un arrêté relatif aux gardes des internes, des résidents en médecine et des étudiants désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne.

● **Aviation civile** : un décret fixant les modalités exceptionnelles de recrutement dans le corps des agents d'administration de l'aviation civile.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Mireille et Raphaël HADAS-LEBEL,
Isabeth et William MILLER,
Anne et Scott MILLER
ont la joie d'annoncer la venue au monde de

Clara,

le 31 mars 1999.

15, rue Las Cases,
75007 Paris.

Anniversaire de naissances

– Ton mari Alain, ta fille Stéphanie, ton fils Jérôme, ta belle-fille Paula, ton gendre Alberto, ton petit-fils Benoît et tes petites-filles Alizée et Ambre,
te souhaitent un

joyeux demi-siècle

Marie-Paule PERRIN

aborde ce jour le cap des quarante ans.

Tout l'amour de ses proches, Bruno, Emilie, Bastien et Simon, accompagne cette traversée.

Champagne à flots le 8 mai 1999.

Bon anniversaire.

Mariages

– **M. et Mme Henri BOUSSAUT**
sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille,

Marie Bénédicte,
avec
M. Gauthier GUILLET,

célébré le 17 avril 1999, en l'église San Martino, à Burano (Italie).

85, avenue du Général-Leclerc,
75014 Paris.

Corinne JEANNET
et
Cédric AUGIAS

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 24 avril 1999, à Tourrettes-sur-Loup (Alpes-Maritimes).

1-10-15-304 Takadanobaba,
Shinjuku-ku, Tokyo 169-0075
(Japon).

Anniversaires de mariage

– C'est à Moncoutant que

Mijo EPITALBRA
et
Alain SAUVESTRE

se sont mariés le 25 avril 1998.

Ils se préparent à passer l'an 2000 en toute sérénité.

1, rue Henri-Murger,
75019 Paris.

Décès

– Les familles
Coquet,
enfants et petits-enfants,
Marliengeas,
Baban-Dulac,
Charpin,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre COQUET,

survenu dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La messe sera célébrée en l'église de Bourdonné (Yvelines), à 10 h 30, le mardi 27 avril 1999, suivie de l'inhumation dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, avenue de Bretteville,
92200 Neuilly.

– Françoise Diricq Vincentelli,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice DIRICQ,

survenu le 22 avril 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 27 avril, à 15 heures, en l'église Sainte-Cécile, à Boulogne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Claude Thiry,
sa compagne,
Hugues et Sophie Thiry,
Bernard Hasson,
son frère,
Philippe,
Sophie et Jean-François Hasson,
ses enfants,
Et toute sa famille,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Henri HASSON,
président de Qualibat,

survenu le 21 avril 1999, dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation aura lieu le 26 avril, à 11 h 30, au cimetière de Juigné-sur-Loire (Maine-et-Loire).

– Echirolles.

Monique Pequignat,
Ses enfants et petits-enfants,
Parents et alliés,
Et tous ses amis,
font part du décès de

Jean-Paul PEQUIGNAT.

Les obsèques auront lieu le mardi 27 avril 1999, à 9 h 15, en l'église Saint-Jean-Bosco, à Echirolles, suivies de l'inhumation au cimetière de Lans (Alpes-de-Haute-Provence).

Ni fleurs ni plaques.

Des dons pourront être faits au profit d'Amnesty international ou de Terre des hommes.

– M. et Mme Roger Rebourg,
M. et Mme Jacky Blumenfeld,
Romain, Loïc et Anaïs,
Mme veuve Marcelle Rebourg,
Laurence Tranoy, Jean-Claude Arnould,
Martin Kaltenecker et Gérard Pesson,
ont la douleur de faire part du décès de

Alain REBOURG,

survenu à Paris, le 22 avril 1999, à l'âge de quarante et un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en la cathédrale Saint-Lazare d'Autun, le mardi 27 avril, à 15 h 30.

La crémation aura lieu dans la plus stricte intimité.

« Sois le vibrant
qui toujours
à demi retient
une main que déserte
la main. »
Alain Rebourg.

44, faubourg Saint-Blaise,
71400 Autun.
3, rue Jacques-Cœur,
75004 Paris.

– L'UFR sciences humaines et arts de l'université de Poitiers et son département d'histoire de l'art et archéologie,
Le Centre d'études supérieures de civilisation médiévale (université de Poitiers et CNRS),
Ses collègues, ses étudiants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain REBOURG,
maître de conférences
à l'université de Poitiers,

survenu le 22 avril 1999.

– Le président de l'université de Poitiers
a la tristesse de faire part du décès de

M. Alain REBOURG,
maître de conférences
à l'université de Poitiers,

survenu le 22 avril 1999.

– M. le doyen Jean Richard,
membre de l'Institut,
président,
Et le bureau d'administration
de la Société Eduenne des lettres,
sciences et arts,
ont la douleur de faire part du décès, le 22 avril 1999, à Paris, de

M. Alain REBOURG,
docteur ès lettres,
maître de conférences
à l'université de Poitiers,
secrétaire perpétuel de la société.

Ils vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la messe de funérailles qui sera célébrée le mardi 27 avril, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Lazare d'Autun.

(Lire ci-contre.)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Mme Jacques Vercollier,
son épouse,
Elisabeth Vercollier (†),
Laurence et Bernard Alibert,
Hélène et Paul-Marie Chavanne,
Anne et Mathieu Duché,
Emmanuelle et Patrice Favre,
ses enfants,
Augustin, Grégoire, Donatienne, Timothée (†), Louis, Pierre-Marie, Martin, Thibaut, Madeleine, Henri, Pierre-François, Benoît, Charles, Marguerite, Ambroise,
ses petits-enfants,
font part de l'entrée dans la paix du Seigneur de

M. Jacques VERCOLLIER,

le 22 avril 1999.

La messe d'enterrement sera célébrée le lundi 26 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Romain de Sèvres.

« Ma force et mon chant,
c'est le Seigneur !
Il est pour moi le Salut. »
Isaïe, 12.2.

8 *ter*, rue Gabriel-Lederman,
92130 Sèvres.

– Paris. Tel-Aviv. Kibboutz Hatzerim.

Les familles Werber, Wajeman,
Ajchenbaum et Lenglet,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gerszon WERBER,
docteur en médecine,
engagé volontaire 1939-1945,
ancien officier de l'armée polonaise.

On se réunira lundi 26 avril, à 15 h 15, au cimetière de Bagneux (entrée principale).

Ni fleurs ni couronnes.

Remerciements

– Mme Hermine Chastanet-Cros,
son épouse,
remercie tous les amis qui lui ont manifesté leur sympathie lors du décès de

M. Vitalis CROS,
préfet honoraire,
ancien ministre plénipotentiaire,

« Le Moulin »,
11160 Villeneuve-Minervois.

Anniversaire de décès

Christine BREM-CRAND

est partie sur d'autres routes, il y a dix ans, le 26 avril 1989.

« Oh ! *nuit obscure.* »

– Le 25 avril 1991, disparaissait

Patrice BROHAN.

Sa présence illumine l'horizon au quotidien, il est dans nos cœurs pour l'éternité.

Ses proches et ses amis.

– Lyon-Bron. Agde.

Il y a six ans, le 25 avril 1993,

Cédric FAUP

nous quittait tragiquement à l'âge de vingt-quatre ans, dans un accident d'avion.

« Les ailes frémissaient sous
[le souffle du soir
Le moteur, de son chant, berçait
[l'âme endormie
Le soleil nous frôlait
[de sa couleur pâlie... »
Antoine de Saint-Exupéry.

Messes anniversaire

– Une messe sera célébrée à la mémoire de

Jean HERLY,

le mercredi 5 mai 1999, à 18 heures, en l'église de la Trinité, place d'Estienne-d'Orves, 75009 Paris.

SCIENCES Chaque année, environ cinq cents nouveaux papyrus et documents portant des textes grecs anciens resurgissent du passé. ● CES MANUSCRITS font le miel des papyrologues, qui les utilisent pour tenter de reconstituer la vie quotidienne dans le monde antique. Mais les collections anciennes peuvent aussi receler des trésors. ● UN CHERCHEUR belge a ainsi retrouvé en 1990, à la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNUS), le manuscrit d'un texte du poète et philosophe grec Empédocle, qui vient d'être publié. Cette découverte a été facilitée par l'usage de banques de données informatiques. ● L'ORDINATEUR fait désormais partie de la panoplie des papyrologues : il les aide à déchiffrer les écritures anciennes, à archiver les documents, à les échanger sur Internet. Leur publication sur support numérique facilite également les recherches.

Les papyrologues reconstituent des puzzles pour remonter le temps

Les chercheurs s'appuient sur l'informatique et les réseaux pour rassembler des documents éparpillés dans les bibliothèques du monde entier, les comparer et les étudier. Ces techniques permettent d'exhumer des trésors ignorés ou oubliés, tel « l'Empédocle de Strasbourg »

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

« ... *Avec un hurlement et avec un cri déchirant... atteignant le pré de la calamité... à nouveau, autour, la terre...* » C'est par ces vers étranges que se termine « *l'Empédocle de Strasbourg* », un fragment de papyrus renfermant des textes attribués au poète-philosophe présocratique du Vᵉ siècle avant notre ère. L'identification de ce document relève du « *hasard complet* », assure son découvreur Alain Martin, de l'université libre de Bruxelles, qui, avec Oliver Primavesi, de l'université Goethe de Francfort, vient d'en achever l'édition et le commentaire.

Alain Martin a exhumé ce trésor des réserves de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNUS). La plus riche de France dans ce domaine, avec pas moins de deux mille neuf cents documents, pour la plupart sertis entre deux plaques de verre, semblables à des écorces ou des feuilles mortes. Les papyrologues les consultent en chuchotant, dans le huis-clos de la chambre forte du cabinet de numismatique. Il y a là des textes homériques, des papyrus magiques destinés à s'attirer l'amour d'une belle, des centaines de tablettes cunéiformes et bien d'autres merveilles, dont le sens échappe au profane.

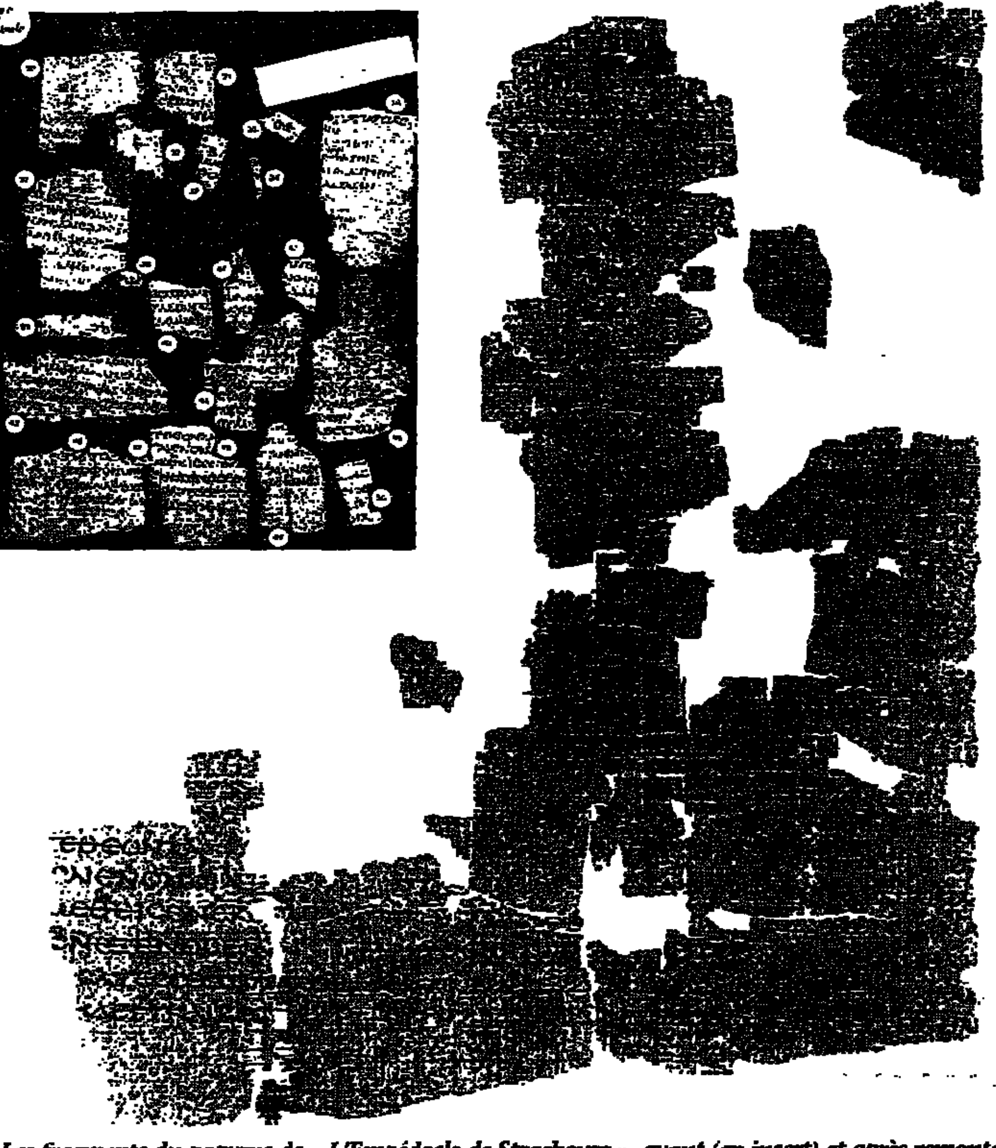
« COÏNCIDENCES »

Cette profusion remonte à l'époque où l'Alsace était allemande. La papyrologie connaissait alors une vogue exceptionnelle, au point que les institutions universitaires allemandes avaient constitué un « cartel » chargé de prospecter en Egypte. « *Le but était d'acheter les papyrus à bon compte, et d'éviter une guerre des prix* », rappelle Alain Martin. Le fragment de ce qui allait devenir « *l'Empédocle de Strasbourg* » avait ainsi été acquis en 1904 sur le site de la Panopolis antique par Otto Rubensohn, l'agent du cartel, avant d'être redistribué à la BNUS. Le document attendra presque un siècle son déchiffreur.

En 1990, Alain Martin enseigne le grec ancien à Strasbourg, lorsque Jean Gascou, directeur de l'Institut de papyrologie à l'université Marc-Bloch, lui propose d'étudier une des pièces de la collection de la BNUS. « *J'ai choisi une belle écriture, une sorte de puzzle qui me plaisait pour des raisons ludiques* », se souvient-il. Il lui faudra deux ans pour reconstituer la cinquantaine de fragments et se faire une conviction personnelle : il se trouve bel et bien face à une pièce unique, inédite, de l'œuvre méconnue d'Empédocle. Un recoupement avec un passage cité par Simplicius, un commentateur d'Aristote, sera décisif. « *Un hasard heureux fait que le début du papyrus correspond à la fin du texte rapporté par Simplicius* », constate Alain Martin.

Mais tout n'est pas qu'affaire de coïncidences dans sa découverte. Le chercheur disposait d'un allié précieux : un CD-ROM, le *Thesaurus linguae graecae*, compilation de 75 millions de mots produite par l'université de Californie (Irvine), qui regroupe tous les textes grecs anciens connus et dans laquelle il est possible de faire des recherches et croisements souvent féconds. « *Depuis dix ans, le CD-ROM est devenu incontournable* », confirme Alain Gascou, qui présente un disque contenant à lui seul les « *trois murs* » de l'étroite bibliothèque constituant son institut du palais universitaire.

Ces galettes irisées remplacent avantageusement les piles de forts volumes qu'il fallait manipuler péniblement dans l'espoir de retrouver une citation. La méthode consiste aujourd'hui, à mesure que l'on déchiffre le papyrus, à interroger cette base de données pour vérifier si un fragment identique, ou proche, y figure. Si ce n'est pas le cas, on a de fortes chances d'avoir mis la main sur un inédit. Reste alors à en identifier l'auteur. Le texte strasbourgeois avait la forme d'un poème épique, un genre dont Homère, avec ses 24 000 vers, est le maître absolu, mais qui a inspiré plusieurs centaines d'auteurs plus ou moins obscurs. Le CD-ROM a permis de remonter à Empédocle. « *Sans cet outil*, estime Alain Martin, *j'y serais sans doute parvenu, mais beaucoup plus lentement.* »


BNUS/DE GRUYTER

Les fragments du papyrus de « L'Empédocle de Strasbourg », avant (en insert) et après remontage.

Qui sait si d'autres pièces étonnantes ne dorment pas dans les collections ? « *Je n'ai encore rien trouvé qui puisse avoir le même impact que l'Empédocle* », assure Alain Martin, *pour qui il est tout aussi émouvant* de tomber sur un acte de naissance ancien. Il recherche « *ce contact immédiat, sans paravent, avec l'intimité des Anciens* », que n'offrent pas la vue monumentale du Parthénon ou *une œuvre littéraire. Les papyrologues sont d'ailleurs essentiellement des déchiffreurs du quotidien antique, qui doivent faire face à une* impressionnante accumulation de documents, dont un sur sept environ est purement littéraire, le reste ayant trait à la vie de tous les jours.

« *Il y a actuellement trente-cinq mille papyrus publiés*, rappelle Jean Gascou. *Mais les fouilles permettent d'en récupérer environ cinq cents par an.* » Là encore, l'informatique s'est rendue indispensable pour « digérer » ce flot d'informations. La numérisation permet d'accélérer le déchiffrage – « *après scannage du document, on peut aviver les contrastes, filtrer les couleurs et extraire le texte du support, notamment pour les poteries* », y compris avec des logiciels grand public, explique le chercheur, qui ne regrette en rien le temps où la loupe ou le binoculaire étaient les seuls outils disponibles. Il n'existe cependant pas de programme permettant le déchiffrage automatique des écritures anciennes. Cela nécessiterait des développements considérables et, pour l'instant, l'oeil du spécialiste est encore le meilleur juge.

« DANS LA PAGAILLE »

Les techniques de numérisation permettent aussi une diffusion rapide des documents, notamment sur Internet, « *ce qui facilite la reconstitution de textes à partir de fragments éparpillés dans différentes collections* », rappelle Jean-Luc Fournet. Ce chercheur de l'institut de papyrologie a une prédilection pour les textes littéraires, et vient de participer à la numérisation de la collection de l'Académie des belles lettres à Paris. « *L'objectif est de reconstituer des familles de manuscrits successifs, des diverses copies, pour remonter vers l'original* ». Un travail difficile : les versions successives, souvent altérées, brouillent les pistes, et il convient de « *garder à l'esprit que le texte final sera une fiction* », regrette Jean-Luc Fournet.

La circulation de ces images numériques pourra accélérer la reconstitution de papyrus, dont beaucoup ont été éparpillés de par le monde, lorsque l'Egypte est devenue, au XIXᵉ siècle, le terrain de chasse favori des archéologues et des trafiquants d'objets anciens. « *Notre discipline est née dans la pagaille* », plaisante Jean Gascou, qui prévoit que la « *pêche aux fragments* » va s'intensifier au sein de la communauté des papyrologues – environ deux cents spécialistes dans le monde – à mesure que les documents complets se raréfieront. La mise en ligne de ce patrimoine épars pourrait alors ouvrir la voie à la reconstitution d'une bibliothèque d'Alexandrie virtuelle, nouvelle merveille d'un monde devenu interactif... Mais certaines institutions, comme la British Library, s'y opposent pour des raisons de propriété intellectuelle...

Hervé Morin

Papyrus, tessons et tablettes de cire

Le papyrus était déjà utilisé 3 500 ans avant notre ère, et il l'était encore au XIᵉ siècle. Il est le témoin d'une foule de civilisations disparues : celles des Egyptiens (graphie démotique, hiératique puis copte), des Romains et des Grecs, mais aussi celles des Hébreux, des Perses (pahlavi) et des Arabes. L'essentiel de ce qui a été conservé est d'ordre documentaire : lois, édits, recensements, mais aussi lettres privées, registres des rêves, pétitions, contrats. Autant de textes souvent inspirés, notamment pendant la période byzantine, par la « grande littérature », qui ne représente qu'un septième du corpus parvenu jusqu'à nous.

La papyrologie étudie aussi les écrits – en grec et en latin – tracés sur des tessons de poteries (*ostraca*), des pierres calcaires, ou encore sur des tablettes de bois, sortes d'« ardoises » d'écoliers. La Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg comporte ainsi, entre autres objets émouvants, une collection d'étiquettes qui furent accolées à des momies, les désignant par leurs nom, âge et profession, et garantissant parfois que le prix de la sépulture a bien été acquitté.

L'interprétation d'Empédocle est relancée sur de nouvelles bases

ASSOCIÉ au philologue allemand Oliver Primavesi, le papyrologue belge Alain Martin vient de publier l'édition commentée du travail réalisé sur des fragments d'un papyrus d'Empédocle (env. 495-435 av. J.-C.) qu'il a découverts dans le fonds de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (*Le Monde* du 24 avril 1994). L'ouvrage, en français, *richement documenté et* d'une exemplaire clarté, livre une mine d'informations sur le papyrus *et dévoile surtout son contenu* reconstitué (en tout, soixante-quatorze hexamètres dactyliques *inégalement conservés).*

Les fragments de ce papyrus, qui date du Iᵉʳ siècle après Jésus-Christ, ont probablement été trouvés dans une tombe de la nécropole d'El-Salamuni, proche d'Achmîm (Panopolis), en Haute-Egypte, où ils furent achetés en 1904. Ils constituent les vestiges d'au moins quatre morceaux d'un rouleau de papyrus (ou de deux rouleaux, cela n'est pas exclu), qui avaient été découpés, pliés en quatre et encollés pour servir de support à une couronne – ou à un *collier – funéraire. Ce réemploi* cultuel donne ainsi accès à un papyrus qui contenait une copie *complète ou partielle des œuvres* d'Empédocle, et révèle qu'à l'écart des grands centres culturels *une tradition d'étude philo*sophique était vivace au Iᵉʳ siècle ; l'édition très soignée à laquelle on a affaire, à en juger d'après l'écriture et les corrections apportées après relecture, laisse supposer que, dans une école locale, la poésie philosophique d'Empédocle était lue et commentée.

ENTRE DEUX POÈMES

Concernant Empédocle, les éditeurs dégagent plusieurs éléments nouveaux pour la reconsti*tution matérielle du poème Sur la nature* et la solution de questions jusqu'à présent très controversées : *touchant* l'*alternance cos*mique de l'un et du multiple, et la zoogonie, unique ou double ; *touchant la relation entre ce* poème *Sur la nature* et un deuxième intitulé *Purifications.* Trois des quatre fragments principaux (a, b, c) livrent des moments du récit cosmogonique ; le premier, en particulier (de trente-neuf vers), se raccorde par les cinq premiers hexamètres à une citation de trente-cinq vers faite par Simplicius, qui la situait dans le livre I du poème *Sur la nature.* Grâce à une indication stichométrique figurant dans ce fragment a, sont désormais identifiés *précisément les vers 233 à 300 du* livre I. Et ce même fragment plaide, de l'avis des éditeurs, en *faveur de la thèse d'un double* devenir, sous la domination alternée de la Haine et de l'Amour.

Le fragment d *(dix-neuf vers)* abrite, quant à lui, deux vers déjà connus, jusqu'à présent attribués aux *Purifications*, à tort selon les éditeurs, pour qui le fragment d devait provenir du livre II du poème *Sur la nature* : ils supposent en effet que le rouleau de papyrus contenait uniquement les deux premiers livres de ce poème, qui aurait alors exposé non seulement une cosmologie et une physique, mais aussi une éthique et une démonologie.

A les suivre, la connaissance d'Empédocle est ainsi considérablement affinée par le papyrus. Observons toutefois qu'à des *moments décisifs* de leur reconstitution ce sont moins les faits qui tranchent que l'hypothèse inter*prétative adoptée*, et il ne semble pas impossible de lire les fragments dans la perspective d'une cosmogonie simple, ni de voir en eux un remarquable témoignage sur les deux poèmes d'Empédocle (a, b, c pour le poème physique, d pour les *Purifications*, extrait d'un deuxième rouleau ?). On l'aura compris, grâce à ces inestimables vestiges d'une copie du ou des poèmes d'Empédocle, l'interprétation de ce présocratique majeur se trouve moins close que relancée sur de nouvelles bases.

Jean-François Balaudé

★ ***L'Empédocle de Strasbourg*, Alain Martin et Oliver Primavesi, éditions Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNUS) / De Gruyter (diff. Vrin). 1999, XI-396 p., 6 planches, 290 F (44,21 €).**

Sur la terre battue de Monte-Carlo, Jérôme Golmard confirme son irruption au sommet du tennis français

Le nouveau numéro un national a éliminé le tenant du titre, l'Espagnol Carlos Moya

Pour atteindre les demi-finales du tournoi de Monte-Carlo, une des plus grandes épreuves du circuit, Jérôme Golmard, 25 ans, a battu, vendredi 23 avril, l'Espagnol Carlos Moya (6-7 [4/7], 6-3, 6-0), lauréat en 1998 et vainqueur à Roland-Garros la même année. Le Français devait rencontrer, samedi 24 avril, le Chilien Marcelo Rios, l'autre match opposant l'Espagnol Felix Mantilla au Brésilien Gustavo Kuerten.

COMME souvent dans ce curieux moment de délivrance, son visage est indescriptible. On y voit, fugitives, des images de bonheur, de soulagement, d'incrédulité et sans doute de fierté. Dans les crispations de sa victoire, Jérôme Golmard a fait un beau vainqueur, vendredi 23 avril. En un match étincelant, le Français vient de battre Carlos Moya, tête de série nº 2 et tenant du titre, en quart de finale du tournoi de Monte-Carlo (6-7 [4/7], 6-3, 6-0).


TENNIS

A 25 ans, il accède pour la première fois de sa carrière à un des « super-9 », les plus grands tournois du circuit après les quatre rendez-vous du Grand Chelem. La performance est d'autant plus belle qu'elle a été réalisée avec la manière. En battant Carlos Moya, vendredi 23 avril, Jérôme Golmard s'est offert le champion des Internationaux de France de Roland-Garros 1998, fugitif nº 1 mondial pendant le mois de mars. Un joueur qui a, de plus précisé, qu'il dispose bien de tous ses moyens et n'a pas tari d'éloges sur son adversaire. Car cet adversaire vient de le battre pour la troisième fois d'affilée.

Le match fut un beau moment de tennis sur terre battue. Stratégies au long cours, combinaisons d'accélérations exténuantes pour les jambes adverses et d'amortis coupe-jarret, lobs d'attaque ou de défense, balles pointées au plus près des lignes à en faire perdre la tête aux juges chargés de les surveiller. Toute cette âpreté déployée pour arracher des points qui, jamais, n'ont semblé acquis facilement. Jérôme Golmard s'était détaché dans la première manche, mais s'est retrouvé englué dans la toile opiniâtre de Carlos Moya après avoir mené 4 jeux à 2 et avoir eu une balle de break.

Visage buté, comme toujours, mais bien épanoui dans le choix de ses trajectoires, l'Espagnol s'adjuge le jeu décisif. Alors, tout en rage, Jérôme le sort du match. Il fait d'abord soigner une contracture à la cuisse pour l'oublier aussitôt. Avec son service tout en variations et son revers du gauche, il dépasse l'Espagnol qui ne marquera que 7 points dans la troisième manche. *« Il a joué de façon incroyable, j'étais désespéré, il faisait tout bien*, a lâché Carlos Moya. *Je frappais très fort mais il frappait encore plus fort que moi. »* Jérôme Golmard a eu l'audace d'aller couper toutes les trajectoires pour mieux les accélerer en retour grâce à sa bonne humeur, sa forme et une confiance insolente dont il rêvait d'enrichir son jeu. En septembre 1995, à l'issue de sa première année sur le circuit professionnel, Yannick Noah, alors capitaine de Coupe Davis, avait repéré ce gaucher fantasque et l'avait sélectionné pour le match de barrage contre le Maroc. Golmard se baladait autour de la 100e place mondiale et il savait être un grand joueur par intermittence.

Entraîné au sein des instances fédérales, il y est resté tout en cultivant une exception à la française. Ce jeune homme à la silhouette brinquebalante et au sourire étonné sillonne aujourd'hui le circuit en marginal. Entraîné au cours de quelques escales par l'encadrement fédéral, il se promène parfois avec des copains *« pour éviter la routine »*, dit-il, ou bien tout seul comme au tournoi de Dubaï, en février.

Au fil de ses victoires, il s'est fait quelques amis qui viennent l'encourager. Il avait battu Tim Henman et Carlos Moya, en route vers la finale où il avait dominé Nicolas Kiefer pour gagner le premier tournoi de sa carrière. Quart de finaliste à Key Biscayne, en mars, dans une *« ambiance de potes »*, disait-il, il a commencé sa saison de terre battue dans les arènes de Nîmes lors du premier tour de la Coupe Davis contre les Pays-Bas au début du mois d'avril. Il avait perdu contre Richard Krajicek, mais le plus joliment du monde, d'un souffle au 5e set. Et la France avait gagné quand même. Moins d'une semaine après, Jérôme Golmard s'est hissé en demi-finale sur la terre battue du tournoi d'Estoril.

En arrivant à Monte-Carlo, il affirmait : *« Je suis heureux car j'ai confiance en moi, c'est vraiment une bonne saison. »*

Bénéficiant du forfait de Boris Becker au deuxième tour et vainqueur de son compatriote Arnaud Di Pasquale en huitième de finale, Jérôme Golmard a démontré, vendredi, l'étendue d'un talent parfois encore capricieux. Devenu le numéro un français, lundi, à la faveur de la défaite de Cédric Pioline dès le premier tour, il a surtout montré qu'il ne devait son rang qu'à lui-même.

Dès lundi 26 avril, il devrait rentrer parmi les 20 meilleurs mondiaux, son meilleur classement. *« Petit à petit, je me suis construit un physique et je suis en train d'éclater*, a-t-il expliqué. *Aujourd'hui, je me suis fait plaisir. »* En demi-finale, Jérôme Golmard devait rencontrer, samedi, le Chilien Marcelo Rios, quand l'autre demi-finale opposait l'Espagnol Felix Mantilla au Brésilien Gustavo Kuerten : le Français a fait irruption dans l'élite des joueurs de terre battue.

Bénédicte Mathieu

Sarah Pitkowski en demi-finale à Budapest

La Française Sarah Pitkowski, vingt-trois ans, s'est qualifiée, vendredi 23 avril, pour les demi-finales du tournoi de Budapest (Hongrie), épreuve du circuit WTA, grâce à sa victoire (7-5, 6-2) sur la Russe Eugenia Koulikovskaïa. En demi-finale, samedi 24 avril, la Française, actuelle nº 41 mondiale, devait rencontrer la Hongroise Rita Kuti-Kis. En 1998, époque au cours de laquelle elle appartenait à l'équipe de France de Fed Cup, elle avait déjà atteint ce stade de la compétition à l'issue d'une victoire sur sa compatriote Julie Halard mais avait dû s'incliner devant l'Espagnole Virginia Ruano Pascual.

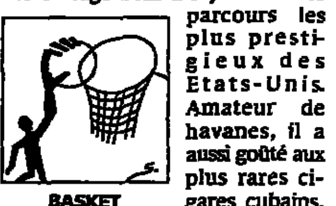
Au Caire (Egypte), Mary Pierce a eu moins de chance pour son deuxième tournoi depuis sa blessure à la cheville gauche, contractée à Key Biscayne (Floride), le 23 mars. La nº 1 française a été battue (6-4, 6-2), vendredi, au deuxième tour, par la Roumaine Irina Spirlea.

Michael Jordan a du mal à s'éloigner des parquets du basket

Le récent retraité de la NBA pourrait s'offrir une équipe

LOS ANGELES
correspondance

Michael Jordan s'ennuie. Passionné de golf, l'ancien joueur vedette des Chicago Bulls a déjà écumé les parcours les plus prestigieux des Etats-Unis. Amateur de havanes, il a aussi goûté aux plus rares cigares cubains. Flambeur occasionnel, il s'invite régulièrement aux tables de jeu privées des casinos de Las Vegas. De temps à autre, il assiste également à des rencontres pour voir évoluer ses anciens partenaires, comme Scottie Pippen ou Dennis Rodman.


BASKET

Mais, visiblement, rien n'y fait : *« His Airness »* s'ennuie. A trente-six ans, trois mois seulement après sa retraite effective, Michael Jordan éprouve la nostalgie des paniers, qui, malgré ses multiples passades de jeune retraité, dévore ses pensées. Est-ce donc pour conjurer sa richissime mélancolie qu'il a annoncé récemment son désir de racheter la moitié du capital des Charlotte Hornets ?

Cette volonté de poursuivre une carrière d'homme d'affaires sans abandonner sa passion indéfectible du sport ni négliger son devoir de reconnaissance envers la National Basketball Association (NBA) n'est pas très surprenante. Son amour du risque calculé, sa rage de vaincre et son attrait du marketing ont bâti, en treize années de professionnalisme, sa légende de héros national à l'intérieur comme à l'extérieur des salles. Aujourd'hui, il semble donc logique qu'il compte sur ces trois qualités pour amorcer une respectable carrière de businessman de la balle orange.

« Pour répondre aux rumeurs, je confirme que j'ai été contacté par George Shinn [le propriétaire des Hornets] *et David Stern* [le commissioner, c'est-à-dire le directeur exécutif de la NBA] *au sujet d'une copropriété de l'équipe de Charlotte*, a souligné Michael Jordan. *Pour l'instant, toutefois, les pourparlers sont balbutiants et je ne sais pas encore si j'ai vraiment envie d'investir dans cette équipe. »* Récemment, plusieurs dirigeants des Charlotte Hornets et de la NBA ont corroboré ces propos : Michael Jordan serait effectivement prêt à racheter 50 % des actions de la franchise.

Si tel était le cas, l'ancien basketteur partagerait le fauteuil de président avec George Shinn, l'un des pionniers du club, qui a notamment permis à l'équipe de rejoindre la NBA en 1988. Né à Brooklyn (New York), Michael Jordan a grandi dans une petite ville de Caroline du Nord, à Wilmington, et suivi ses études sur le campus de l'université de North Carolina où il a joué dans l'équipe des Tar Heels. Sa mère habite encore à Charlotte. Dans la perspective d'un rachat des Charlotte Hornets, Michael Jordan pourrait engager Phil Jackson, son ancien coach des Chicago Bulls, au poste d'entraîneur.

« UN DÉFI ÉCONOMIQUE »

« Devenir copropriétaire des Charlotte Hornets serait une satisfaction personnelle et un défi économique, a-t-il expliqué. *Ayant grandi en Caroline du Nord, je prendrais à cœur la perspective de transformer les Hornets en équipe majeure. Mais il serait prématuré d'en dire davantage. »* Une chaîne de télévision sportive, Fox Sports West, a pourtant balayé la prudence de Michael Jordan en annonçant à la fin du mois de mars que ce dernier pourrait, selon des *« sources anonymes »*, revenir sur les parquets pour jouer une ultime saison sous les couleurs de Charlotte. Depuis, la rumeur n'a fait que s'amplifier.

Même si David Falk, l'agent de Michael Jordan, a contesté le bien-fondé de ces *« bruits »*, certains se prennent à rêver d'un énième come-back de son enfant prodige. *« Je pense que la présence de Michael Jordan en NBA est importante*, a par ailleurs expliqué Scottie Pippen, à la sortie d'une rencontre de son équipe les Houston Rockets. *Il pourrait devenir un excellent propriétaire s'il décidait de racheter les Hornets, mais, sincèrement, je ne crois pas qu'il reviendra en tant que joueur. J'en serais le premier surpris. »*

De son côté, Charles Barkley, vétéran des Rockets et fidèle partenaire de golf de « MJ », a partagé ce scepticisme. *« S'il décidait de rejouer une saison, il desservirait sa réputation. »* Outre-Atlantique, *« l'affaire Jordan »* évolue donc au gré des déclarations des uns et des autres.

Paul Miquel

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : deux supporters marseillais interpellés, mardi 20 avril**, à Marseille après les incidents qui ont suivi, autour du Vieux-Port, la qualification de l'OM face à Bologne (Italie) en demi-finale de l'UEFA ont été mis en examen pour *« violences à agents de la force publique »* et écroués. Agés de 19 et 21 ans, ils seront jugés le 31 mai par le tribunal correctionnel de Marseille. Six hommes ont été poursuivis, dont deux ont été condamnés, mercredi 21 avril, à deux mois de prison avec sursis et 100 heures de travail d'intérêt général.

■ **SKI : la skieuse allemande Katja Seizinger**, 26 ans, triple championne olympique, a annoncé, vendredi 24 avril, qu'elle mettait fin à sa carrière exceptionnelle pour pouvoir finir ses études. L'annonce a été faite le jour même où la championne remontait sur les skis, lors d'un stage de l'équipe d'Allemagne, après sa grave blessure à la jambe gauche (déchirure des ligaments internes et externes du genou gauche et fracture de la tête du tibia) survenue le 24 juin 1998 dans une chute à l'entraînement.

■ **VOILE : le navigateur français Philippe Monnet**, vainqueur aux côtés de Jean-Louis Schlesser, dimanche 18 avril, du Rallye automobile de Tunisie, a été grièvement blessé, vendredi 23 avril, dans un accident au volant de sa voiture à Cannes, où il est hospitalisé et placé dans un service de réanimation.

■ **Le catamaran géant *Playstation*** (32 m), à bord duquel l'Américain Steve Fossett a battu, le 27 mars, le record de la distance parcourue en 24 heures par un voilier avec 580 milles (1 075 km), a été gravement endommagé par plusieurs explosions alors qu'il se trouvait à quai dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande), a rapporté, vendredi 23 avril, la télévision néo-zélandaise TV3. Selon les premiers éléments de l'enquête, une défaillance des installations électriques et de la batterie pourrait être à l'origine du sinistre. Les dommages subis par ce bateau, d'une valeur de 4,3 millions de dollars (4 millions d'euros), s'élèveraient à environ 1 million de dollars (940 000 €). Les réparations pourraient durer trois mois.

Le Stade montois rêve de rejoindre l'élite pour oublier son glorieux passé

MONT-DE-MARSAN
de notre envoyé spécial

« Les grandes équipes ne meurent jamais. » C'est un dicton rassurant, que la chronique sportive prend toujours plaisir à vérifier : hier à Villeurbanne, avec l'équipe de basket-ball sauvée d'un dépôt de bilan, aujourd'hui à Saint-Etienne et Sedan, aux portes de la division 1 en football, et demain, peut-être, à Mont-de-Marsan, où l'équipe de rugby se rapproche de l'Elite 1, la division 1 du championnat de France.

RUGBY

Actuel leader du championnat de France Elite 2, le Stade montois, qui reçoit, dimanche 24 avril, son dauphin de Rumilly, est assuré de disputer la demi-finale de son championnat. Une victoire, le 23 mai, et le club des frères Boniface retrouverait la crème de la crème du rugby français. Un succès, même étroit, et les rues de la préfecture des Landes seraient à nouveau encombrées d'une foule joyeuse : la même que celle qui avait déambulé en mai 1998 pour arroser le nouveau sacre du Stade montois, champion de France de division 2. *« A Mont-de-Marsan, tout le monde respire jaune et noir »*, assure Patrick Nadal, le dernier des grands attaquants montois, président du club depuis 1996.

Une « grande équipe », pour mériter son statut, se doit d'avoir une histoire, un public et une âme. Le Stade montois possède les trois. Le club, issu de l'équipe des « Boutons d'or » fondée en 1908 dans un lycée de la ville, a traversé une jeunesse tranquille avant de connaître son apogée dans les années 60, lorsque la bande des frères Boniface avait fait rêver toute une génération d'esthètes du rugby en remportant le championnat de France, en 1963. Il y avait un jeu à la montoise comme il y avait, en football, un jeu à la rémoise : *« Le style de Mont-de-Marsan, c'était la recherche d'un jeu à risques, d'un jeu qui plaît, un jeu d'inspiration qui faisait venir des gens inspirés, des artistes »*, raconte André Boniface.

L'ancien trois-quarts centre, symbole de la munificence du rugby landais, est aujourd'hui retiré à Hossegor, de l'autre côté du département des Landes. Le génial dévoreur d'intervalles suit de loin le renouveau de ce club à qui il a donné *« quarante années de* [sa] *vie »*. Il est déçu : *« L'identité de Mont-de-Marsan, ce n'est pas ça. Ce n'est pas de marquer tous ces essais à zéro passe... »* André Boniface ne se reconnaît pas dans cette équipe et ses supporteurs. *« Ce n'est pas mon public »*, lâche-t-il.

> Il y avait
> un jeu à la montoise
> comme il y avait,
> en football,
> un jeu à la rémoise.
> Il a fait rêver
> toute une génération
> d'esthètes du rugby

Le passé glorieux a eu du mal à passer à Mont-de-Marsan. Des années 70 aux années 90, le club a multiplié *« crises de croissance »* et déceptions sportives. Il est rentré dans le rang. Des alliances se sont nouées pour mieux se dénouer ; des amitiés se sont déchirées, brutalement parfois. Les meilleurs élèves de l'école de rugby ne se sont pas attardés : Thomas Castaignède a filé à Toulouse, puis à Castres, Marc Dal Maso à Agen, puis à Colomiers.

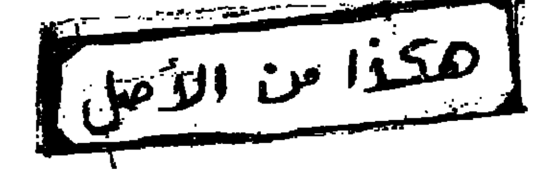
Et « Dédé Boni » est parti, en 1993, en désaccord sur le projet de jeu, fâché. *« Il a une forte personnalité »*, dit-on pudiquement au Stade Montois. *« Le poids de l'héritage, on en a souffert, mais aujourd'hui, on l'a réglé »*, assure Max Godemet, préparateur physique de Mont-de-Marsan (et de l'équipe de France). *« Le club est tombé tellement bas que la nostalgie s'est effacée »*, ajoute Patrick Nadal.

Il y a trois ans, le Stade montois avait chuté, pire que dans l'anonymat, en division 2 du championnat de France de rugby. Toute la ville avait alors découvert un nouveau monde : *« On se retrouvait au niveau des petits clubs voisins »*, se souvient le président. A rebours de la tradition, le dirigeant montois a mis l'accent sur le pack. Il a recruté trois *« mammouths »* rescapés de la célèbre première ligne grenobloise du début de la décennie. Pour entraîner ses troupes vers l'Elite, les dirigeants montois ont fait appel à un ancien talonneur, Jean-Bernard Duplantier : une hérésie au pays du « beau rugby ».

Mais la recette a pris. Le Stade montois n'a connu que deux défaites cette saison et occupe la tête du classement de l'Elite 2 avec une confortable avance sur les poursuivants. Le public a repris le chemin du stade municipal Barbe-d'Or, les enfants s'intéressent de nouveau à l'école de rugby et les sponsors se pressent pour accompagner la renaissance du club : 182 partenaires contribuent au budget de 5,6 millions de francs (850 000 €), l'un des plus importants de l'Elite 2. *« Mon but, c'est d'accéder au semi-professionnalisme, de faire passer le budget du club à 10 ou 12 millions de francs* (de 1,5 à 1,8 million d'euros), explique Patrick Nadal. *Mais si les laboratoires Fabre, Michelin ou Sud Radio veulent s'installer à Mont-de-Marsan, je peux commencer à rêver à autre chose. »*

Toute une ville en rêve avec lui. Et les clubs de l'Elite 2, de passage pour la première fois dans la région, n'hésitent pas à faire un détour pour déposer un maillot en offrande à Notre-Dame-du-Rugby, une chapelle toute proche du stade Barbe-d'Or. On vient toujours en pèlerinage à Mont-de-Marsan.

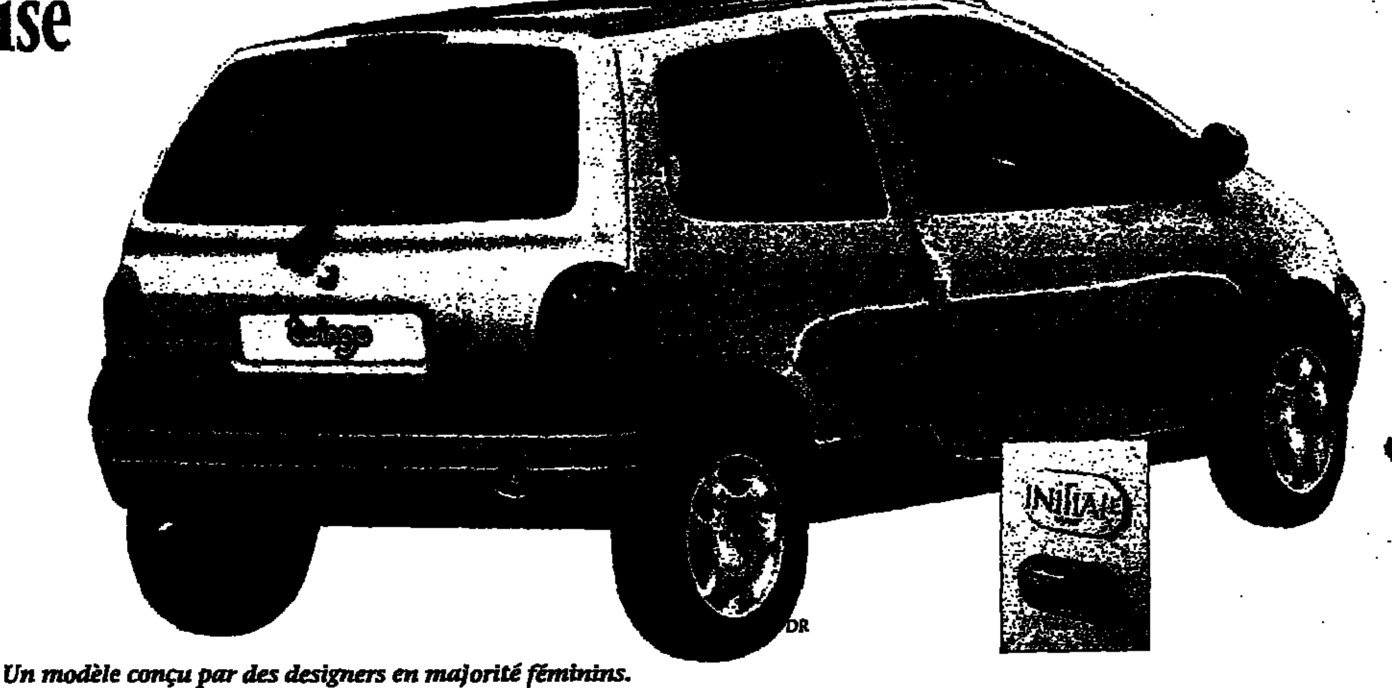
Eric Collier



هكذا من الأصل

La Twing s'embourgeoise pour de b ı

En version « Initiale ı petite Renault s'émancipe de ses rr stes origines


DR

Un modèle conçu par des designers en majorité féminins.

UNE TWINGO bourgeoi raffinée ? Il était temps qu nault y pense. La marque a sange aura mis plus de six a pour sortir de son chapeau version baptisée *« Initiale »* ponible depuis la fin mars. tant, une Twingo haut de ga cela paraissait aller de soi cette voiture à malices s'est dans le paysage automobil place à part. Celle d'un mod référence, espiègle et origin pable de prendre une réelle té par rapport aux contraint s'imposent habituellemen petites voitures.

Renault avait conscience fallait lancer une variante luxueuse et donc plus chère Twingo – qui s'est attachée clientèle relativement plus *que celle de ses concurrent* généralement plus sensibl effets de mode – mais les t tives restaient velléitaires. chiche car il s'agissait c *simple housse destinée à r* vrir les sièges, l'option cuir p sée depuis 1995 n'a pas conv les esthètes. Quant à la série tée Kenzo, elle a confirmé l rêt suscité pour une Twing *phistiquée mais n'est pas allée* jusqu'au bout de la démarche. Pendant ce temps, des femmes du monde dépensaient des fortunes auprès de selliers automobiles afin de garnir de cuir leur petite Twingo...

La version Initiale franchit enfin le Rubicon. Bien dotée (direction assistée, vitres et rétroviseurs électriques, ABS, quatre coussins gonflables de sécurité, radio-CD, jantes en aluminium et air conditionné), elle offre enfin le cuir en série et soigne discrètement mais soigneusement sa présentation.

EFFETS « FLUO » ATTÉNUÉS

A la robe noire classique, on préfèrera la nouvelle teinte amande métallisé et ses effets nacrés que l'on retrouve aussi dans l'*habitacle. Celui-ci a évité* le piège du « m'as-tu-vu » ou de l'imitation maladroite de l'historique Mini, première petite voiture urbaine à avoir su s'embour*geoiser avec bon goût. Les* matières – y compris le cuir – sont très claires et agréables au toucher. Les coloris et leurs chaleureux effets fluo qui ont fait une bonne part de la réputation de la Renault ont été atténués sans que la Twingo ne verse dans un conformisme coincé qui aurait tout gâché. Seul le toit ouvrant panoramique est en option.

Une ombre au tableau, toute*fois : la climatisation n'est pas dis*ponible sur la version équipée de la boîte de vitesses automatique. Une incohérence imputable au manque d'espace disponible sous le capot. Pour le reste, cette Twin*go conserve les atouts désormais* bien connus de l'espèce (rapport habitabilité-encombrement exceptionnel, maniabilité, banquette arrière coulissante, confort *appréciable, présentation origi*nale et respirant la bonne humeur) mais aussi ses défauts (motorisation moyenne, direction assistée déconcertante, insonorisation perfectible).

Largement conçu par des femmes – l'équipe du design intérieur, comme celle du design extérieur, est à très nette dominante féminine –, ce modèle s'adresse ouvertement aux conductrices. *Celles-ci représentent* 59 % de l'ensemble de la clientèle Twingo mais 80 % des premières ventes de la version Initiale qui, espère la marque au losange, totalisera quelque 7 % des ventes. Son prix (*un peu moins de 75 000 francs*, ou 11 433 euros, soit 20 000 francs de plus que le modèle de base) ne l'éloigne pas trop du reste de la gamme.

RETOUCHES SUCCESSIVES

Si l'on peut raisonnablement considérer que Renault aurait eu la possibilité de lancer plus tôt cette adaptation très *« banlieue* ouest », il faut aussi rappeler le chemin parcouru. A ses débuts, la Twingo était une voiture *a minima*, dépouillée et point trop chère à produire. C'est à cette seule condition que la direction de Renault avait accepté, au début des années 90, de lancer ce modèle qui risquait fort – finalement, il n'en fut rien – de gêner la carrière de la Clio à une époque où la marque n'était pas florissante. Mignonne, la première Twingo lancée en 1992 était un tantinet rustique avec son moteur antédiluvien, son équipement parcimonieux et sa conception assez figée *qui, par exemple, lui interdit en*core d'accueillir autre chose qu'un petit moteur essence.

Le succès aidant, les prestations ont été améliorées avec un moteur plus moderne et l'apparition d'une Twingo de deuxième génération, en 1998, qui a apporté des améliorations sensibles du point de vue du confort et de la sécurité. Ces retouches successives ont entretenu la flamme et contribué à la carrière atypique par sa régularité (200 000 ventes annuelles en Europe depuis 1993) de cette voiture qui ne se démode pas.

Dans la foulée de cette version Initiale, d'autres évolutions sont attendues. Les nouveaux moteurs réalisés par Renault devraient bientôt permettre d'installer un diesel sous le capot exigu de petite merveille de Billancourt mais aussi des groupes propulseurs plus économiques que l'actuel 1,2 litre de 60 chevaux, voire beaucoup plus vifs. Une Twingo survitaminée ? Voilà encore une *idée dont on aimerait qu'elle* se concrétise.

Jean-Michel Normand

★ Twingo Initiale, à partir de 74 900 francs (11 418 €). Disponible avec une boîte de vitesses mécanique (4 cv) ou automatique (5 cv).

Une nouvelle série limitée pour la Forc

Grande rivale de la Re Twingo, la Ford Ka s'efforce aussi, de jouer la carte d finement. La série limité Collection, diffusée en Fra 1 500 exemplaires depu 16 avril, est une version trè gnée, avec une présentatic gèrement modifiée (prise élargie, jantes en alliage, chocs de la même couleur c carrosserie) et des équipen multiples (direction assi verrouillage centralisé conditionné). La Ka Colle est proposée au tari 65 600 francs soit tout 10 000 €.

Un peu distancée par la go sur le marché europée puis le début de l'année, la fait son apparition en 19 plus de 53 000 exemplaire été vendus en France d cette date. Figure embléma du style Ford (le « next edg sign »), cette voiture poi aux antipodes des rondeu la Twingo, est animée pa moteur de 1,3 litre (60 chev Les deux tiers des acheteu la Ka sont des femmes.

Le Chrysler « Voyager » cherche son second souffle

PRÉSENT depuis dix ans sur le sol européen – les premières unités ont débarqué en France en avril 1989 –, le Chrysler Voyager tente d'entamer une seconde carrière. Après avoir mangé son pain blanc en se partageant, avec le Renault Espace, un territoire longtemps resté vierge, celui qui revendique le titre de *« pionnier des monospaces »* veut repartir à la conquête des familles nombreuses américanophiles. Pour vraiment apprécier cette imposante voiture dont la première génération est apparue aux Etats-Unis fin 1983, quelques mois à peine avant le lancement de l'Espace, il faut en effet appartenir à une famille dont la composition se situe au-dessus de la moyenne démographique. Et savoir goûter à l'art de voyager à l'*américaine, son opulence,* sa nonchalance.

C'est que l'engin est particulier. Sa carcasse est longue (4,73 mètres) voire interminable (5,07 mètres en version Grand Voyager) et surtout, très large (1,95 mètre, quatorze centimètres de plus que l'Espace). Encombrant mais généreux, le Voyager est spacieux mais pas très modulable, avec ses sièges ou ses banquettes très lourds à manier. Sur la route, *il dodeline un peu du chef mais* s'avère très reposant à conduire, quoiqu'il réclame d'être de temps en temps cravaché car l'étagement de la boîte de vitesses étouffe les 150 chevaux du moteur *2,4 litres*.

Moins musclée, la motorisation Diesel est plus convaincante. Dommage que les versions V 6 (3,3 litres ou 3,8 litres) soient hors de prix. Objection : la famille du Voyager n'est pas du genre à écraser le champignon. Elle apprécie surtout le volume intérieur, l'aspect pratique des deux portes coulissantes, le confort des fauteuils (quoique certains restent des inconditionnels de la banquette) et cette atmosphère chaleureuse et sereine qui règne dans le Chrysler.

MOTEUR AMÉLIORÉ

La dernière génération apparue en 1996, de conception plus moderne mais moins typiquement *glamour* que les deux premiers Voyagers de 1989 et 1991, est celle qui a éprouvé les plus grandes difficultés à s'imposer. Alors que les grands monospaces européens apparus à partir de 1994 n'ont guère fait d'ombre à l'Espace, l'exotique Voyager n'a pas forcément bien supporté la concurrence des Peugeot 806, Citroën Evasion, Volkswagen Sharan ou Ford Galaxy.

En 1997, la restructuration sans ménagement du réseau commercial français n'a pas non plus *contribué à dynamiser les ventes* qui, en 1998, ont plongé. Depuis quelques mois, Chrysler remonte la pente. Les prix du Voyager ont été revus et diverses améliorations apportées. En série, la voiture reçoit quatre freins à disques et l'ABS. Etant donné le poids de la bête, ce n'était pas du luxe. L'insonorisation et le fonctionnement du moteur Diesel d'origine italienne ont aussi été améliorés.

Diffusé à 56 000 unités en dix ans, le Voyager repart du bon pied mais avec des ambitions mesurées car le marché français du gros monospace n'est plus ce qu'il était. De l'autre côté de l'Atlantique, cette voiture populaire (plus de sept millions de véhicules produits *aux Etats-Unis depuis 1983) oc*cupe toujours une place de choix. Elle représente 45 % des ventes de ce que, là-bas, on appelle les « vans ».

J.-M. N.

★ Chrysler Voyager, à partir de 159 900 francs (24 376 €).

PSA aurait réussi à supprimer l'émission de suies du diesel

OPPOSÉ aux pots catalytiques du temps de Jacques Calvet, PSA Peugeot-Citroën, numéro *un mondial du moteur Diesel, se fait au*jourd'hui le promoteur du filtre à particules pour redorer l'image de ce mode de propulsion ternie par ses émissions de suies et de fumées. Le constructeur automobile prétend avoir *trouvé le moyen de s'en débarrasser.*

« Nous apportons une réponse définitive à cette question de pollution atmosphérique », n'a pas craint d'affirmer le 15 avril Jean-Martin Folz, président du groupe, en présentant le *filtre à particules (FAP) qui équipera en série*, au début de l'an 2000, le moteur Diesel 2,2 litres de la remplaçante de la Peugeot 605. Plus tard, ce dispositif sera *« généralisé à l'ensemble des véhicules PSA Peugeot-Citroën »* et sa *technologie cédée à tous ses concurrents « qui le désirent »*.

Même si d'importants progrès (catalyseurs d'oxydation introduits fin 1996, amélioration du carburant) ont été faits depuis plus de quin*ze ans dans* le contrôle de ces rejets de particules – leur niveau a été divisé par quatre –, le volume de ces suies était encore pour les diesels 10 à 20 fois supérieur à celui des moteurs à essence.

L'avènement du moteur Diesel HDI (injection directe haute pression) équipé d'une alimentation des injecteurs par rampe unique *(Common Rail)* a permis de réduire encore de 60 % ces émissions de particules. Introduit par Fiat en 1997, puis repris par Mercedes et BMW, *ce nouveau mode de motorisation a été adopté* à la fin de 1998 par Peugeot-Citroën, qui a modifié son contrôle électronique pour rendre son système de filtrage des particules performant.

ALLUMAGES ADDITIONNELS

Le problème n'était pas simple. Comment régénérer le filtre à particules en céramique poreuse dont les alvéoles se trouvent rapidement obstruées par les suies de la combustion ? La solution : *brûler régulièrement* les particules accumulées dans le filtre. Malheureusement, la température de fusion de ces microscopiques (0,1 à 1 micron de diamètre) amalgames de carbone, d'hydrocarbures, de *sulfate et d'eau est d'environ* 550 °C. *Sur auto*route, les gaz d'échappement atteignent cette température et nettoient donc naturellement le filtre. Mais en circulation urbaine, ils ne dépassent guère les 150 °C. Manquent donc 400 °C *pour prévenir* le colmatage du filtre après seulement 400 à 500 km.

Pour résoudre le problème, PSA Peugeot-Citroën a associé plusieurs technologies. Ses ingénieurs ont d'abord joué sur la souplesse de *pilotage du système Common Rail, qui permet* de produire des injections multiples et de provoquer ainsi des allumages additionnels dans le seul but d'augmenter la température des gaz d'échappement. Une postinjection de carburant en phase de détente du cylindre engendre *ainsi une postcombustion qui porte les gaz à* 350 °C-400 °C. Une seconde postcombustion, générée dans le catalyseur d'oxydation situé en amont du filtre à particules, permet de gagner 100 °C supplémentaires.

Ce n'est pas assez. Restait aux ingénieurs à travailler sur le carburant brûlé par le moteur. Le constructeur français s'est alors tourné vers Rhône-Poulenc, dont la filiale Rhodia a mis au point un additif à base de cérine baptisé Eolys (*Le Monde du 9 juin 1995). Mélangé au gasoil*, ce produit abaisse fort opportunément la température de fusion des particules. Il devient alors possible, en combinant les mérites de cet additif et ceux de la postcombustion, de brûler les *particules d'un véhicule roulant en milieu* urbain.

Seule contrainte : nettoyer le filtre tous les 80 000 kilomètres, car la cérine s'y dépose progressivement. Mais le résultat est là, et la protection *de l'environnement* devrait y gagner dans la mesure où ce pot d'échappement rejette mille fois moins de particules. PSA Peugeot-Citroën ne se prive pas de le dire et d'affirmer que ce diesel aux suies pratiquement indétectables supporte désormais la concurrence avec le moteur à essence.

Michel Alberganti

Nouvelles pluies par l'ouest

DIMANCHE, une perturbation s'enroulant autour d'une dépression située à proximité des îles britanniques commencera de traverser le pays d'ouest en est. Elle amènera des pluies sur l' ouest, tandis que l'est conservera un temps clément.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – En Bretagne, après une matinée grise, des éclaircies, entrecoupées d'averses, se développent l'après-midi. Des Pays-de-Loire à la Normandie, le temps gris et pluvieux se maintient la majeure partie de la journée, avant une accalmie. Il fera de 12 à 14 degrés.

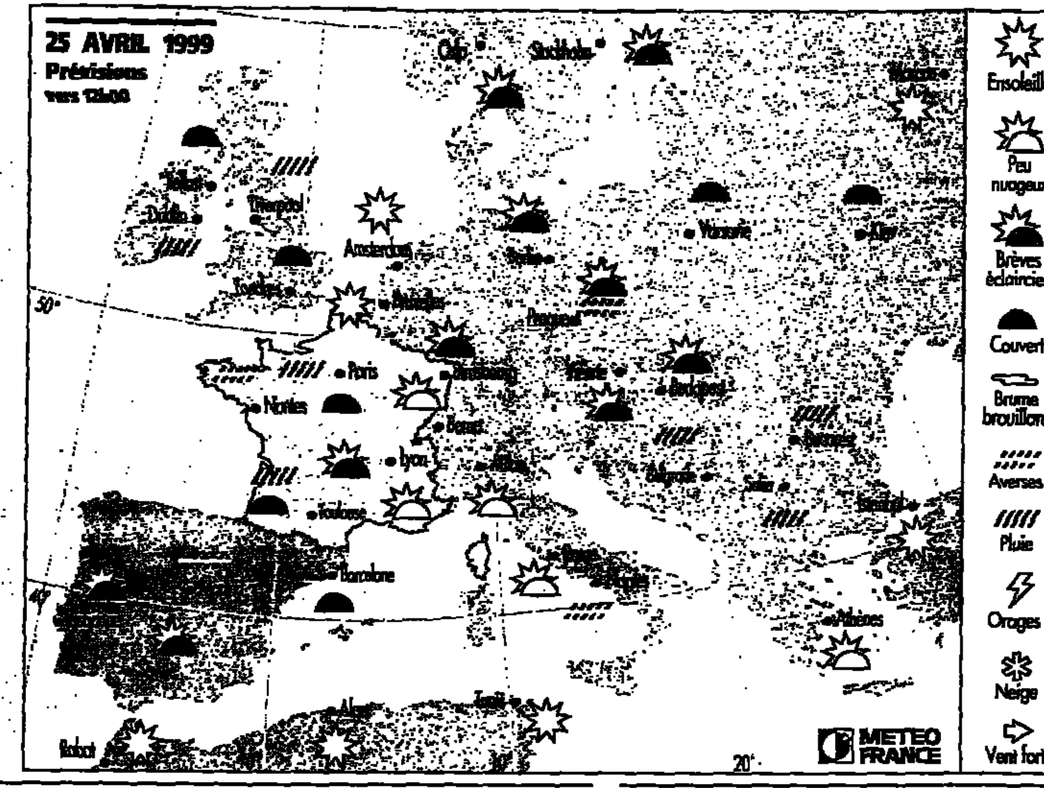
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Les brouillards matinaux se dissiperont. Puis le soleil fera une courte apparition, avant de disparaître derrière les nuages. Les pluies qui suivent toucheront le Centre et la Normandie, puis le Nord-Picardie à l'Ile-de-France dans l'après-midi. Il fera de 12 à 16 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Malgré quelques nuages, le soleil dominera. Dans l'après-midi, un voile épais envahit le ciel de la Champagne et de la Bourgogne. Il fera de 17 à 19 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Les nuages donneront des pluies faibles à la mi-journée, puis localement plus soutenues dans l'après-midi. Des éclaircies se développeront de la Gironde aux Landes en soirée. Un petit orage n'est pas exclu. Prévoir de 16 à 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Après un début de journée ensoleillé, les nuages se développent. Les pluies touchent le Limousin à la mi-journée, puis l'ouest de l'Auvergne. En Rhône-Alpes, le soleil domine, malgré quelques nuages sur Alpes.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Des nuages, des Alpes à la Côte d'Azur et la Corse, pourront donner une petite averse. Ailleurs, temps calme et ensoleillé avant l'arrivée d'un épais voile nuageux. Il fera de 16 à 18 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** A partir du mois de mai, des « bornes d'échange minute » de réservations, associées aux billets SNCF plein tarif et abonnés seront installées sur les quais de départ des TGV, à Paris-Gare de Lyon, Paris-Montparnasse, Nantes et Lyon Part-Dieu. Ces bornes permettront aux voyageurs le remplacement de la réservation TGV contre un départ immédiat.

■ **ASIE.** Afin de développer le tourisme aérien entre leurs différents pays, les membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) – Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam – proposent, jusqu'au 31 décembre, un *pass* de trois coupons minimum au prix de 1 600 F environ (247 €) en classe économique (6 coupons, 3 240 F, 494 €). Ce *pass* doit être émis simultanément avec un billet international sur l'une des compagnies aériennes membres de l'Asean.

PRÉVISIONS POUR LE 25 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	24/30 S	KIEV	9/16 C	VENISE	10/19 S	LE CAIRE	16/29 S
				POINTE-A-PIT.	23/30 S	LISBONNE	12/17 N	VIENNE	8/14 P	MARRAKECH	13/29 S
				ST-DENIS-RÉ.	22/29 S	LIVERPOOL	8/12 P	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/25 S
				EUROPE		LONDRES	8/17 C	BRASILIA	17/27 S	PRETORIA	16/21 P
				AMSTERDAM	7/15 S	LUXEMBOURG	5/14 N	BUENOS AIR.	12/19 C	RABAT	12/21 S
FRANCE métropole		NANCY	5/17 N	ATHENES	13/20 C	MADRID	11/21 S	CARACAS	23/28 C	TUNIS	11/20 S
AJACCIO	7/16 N	NANTES	7/14 P	BARCELONE	11/17 C	MILAN	9/21 S	CHICAGO	0/14 N	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	7/17 P	NICE	9/16 N	BELFAST	8/12 C	MOSCOU	8/19 S	LIMA	17/23 S	BANGKOK	24/33 P
BORDEAUX	8/17 P	PARIS	4/15 N	BELGRADE	10/16 P	MUNICH	7/16 S	LOS ANGELES	11/16 C	BOMBAY	24/31 S
BOURGES	4/16 P	PAU	6/16 P	BERLIN	10/17 S	NAPLES	10/17 P	MEXICO	14/23 P	DJAKARTA	26/31 P
BREST	8/14 P	PERPIGNAN	8/17 N	BERNE	5/15 N	OSLO	5/12 S	MONTREAL	2/13 N	DUBAI	24/36 S
CAEN	7/13 P	RENNES	7/13 P	BRUXELLES	7/17 S	PALMA DE M.	7/20 S	NEW YORK	6/13 S	HANOI	26/34 S
CHERBOURG	6/13 P	ST-ETIENNE	3/17 N	BUCAREST	6/19 N	PRAGUE	7/16 N	SAN FRANCIS.	11/14 C	HONGKONG	23/28 S
CLERMONT-F.	3/17 N	STRASBOURG	5/18 N	BUDAPEST	10/14 P	ROME	9/17 S	SANTIAGO/CHI	10/17 P	JERUSALEM	17/26 S
DIJON	4/18 N	TOULOUSE	6/17 N	COPENHAGUE	2/11 C	SEVILLE	13/26 S	TORONTO	2/12 S	NEW DEHLI	21/40 S
GRENOBLE	3/19 N	TOURS	5/14 P	DUBLIN	8/11 P	SOFIA	9/13 P	WASHINGTON	4/17 S	PEKIN	12/19 N
LILLE	6/14 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	8/16 P	ST-PETERSB.	9/14 S	**AFRIQUE**		SEOUL	12/18 C
LIMOGES	5/14 P	CAYENNE	23/29 C	GENEVE	6/15 N	STOCKHOLM	3/10 N	ALGER	6/24 S	SINGAPOUR	27/32 C
LYON	4/17 N	FORT-DE-FR.	24/29 S	HELSINKI	5/11 N	TENERIFE	14/20 S	DAKAR	19/24 S	SYDNEY	15/20 P
MARSEILLE	5/17 N	NOUMEA	22/27 N	ISTANBUL	11/17 S	VARSOVIE	7/16 C	KINSHASA	22/28 P	TOKYO	16/20 P

Situation le 24 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 26 avril à 0 heure TU

PRATIQUE

Des associations aident les jeunes homosexuels à dialoguer avec leurs parents

QUAND JULIEN lui apprend qu'il est amoureux d'un garçon, Caroline Gréco s'avoue *« anéantie, désespérée, sans force »*. Elle, pourtant si proche de son fils, se reproche de ne s'être rendu compte de rien : *« Si j'avais été plus disponible, plus patiente, moins pressée, plus à son écoute... »*

De sa culpabilité initiale à la réelle acceptation de l'homosexualité de Julien, en passant par la peur du qu'en dira-t-on et la crainte de voir son fils souffrir des préjugés ambiants, Caroline Gréco confie avoir fait un éprouvant parcours. Pour faciliter ce chemin à d'autres parents, désorientés, et aider parallèlement les jeunes à s'ouvrir des difficultés rencontrées dans leur famille, l'association Contact organise des réunions où les intéressés partagent leurs inquiétudes et s'entraident à les surmonter.

« Accepter sa propre homosexualité demande du temps, explique Caroline Gréco, responsable de l'antenne de Contact en Provence. *Le cheminement des parents n'est pas moins long. Mais quand les jeunes disent à leurs parents qu'ils sont homosexuels, ils voudraient que ces derniers comprennent immédiatement. »* Ce décalage peut empoisonner plus ou moins durablement les relations familiales, voire provoquer brutalement leur rupture. Ainsi, alors qu'il pensait son père à même de l'entendre, Paul, vingt ans, se voit derechef répondre : *« Pas de ça chez moi. Tu changes ou tu t'en vas. »* Quant à la réaction des parents de Benoist, dix-sept ans, elle est encore plus radicale : c'est sans sommation que le lycéen se retrouve à la porte. Et il faudra l'intercession du Centre gai et lesbien où il avait trouvé refuge pour que les parents de Benoist acceptent de reprendre leur fils chez eux.

« On se sent pourtant nettement mieux quand on l'a dit – sauf évidemment quand on s'est fait virer », témoigne Anne, vingt-deux ans. Tel n'a pas été son cas, lorsqu'il y a deux ans la jeune femme a fait son *« coming out »*, expression consacrée, traduite par : sortie du placard, c'est-à-dire de la clandestinité. *« En fait, malgré mon passé hétéro, mes parents s'en doutaient un peu, mais considéraient que c'était à moi de parler. »*

En parler ou pas, telle est précisément la question. Elle conduit de très nombreux jeunes – des garçons essentiellement, entre quinze et vingt-quatre ans – à appeler la Ligne azur, service téléphonique d'écoute et de soutien destiné aux adolescents et aux adultes concernés (parents, éducateurs, etc.). Son coordonnateur, René-Paul Leraton, fait observer la distorsion qui existe entre une plus grande tolérance socialement affichée et l'attitude nettement moins compréhensive de nombreuses familles. Bien sûr, les craintes des jeunes ne sont pas toujours fondées : contrairement à ce que d'aucuns redoutent, ils ne vont pas forcément *« tuer leur père »* ni *« briser le cœur de leur mère »*. Certains parents, d'ailleurs, peuvent avoir déjà tenté des manœuvres d'approche, qui n'ont pas été correctement décryptées.

Néanmoins, tout en dédramatisant, il est important, aussi, d'aider les adolescents à évaluer l'urgence de parler – et les dangers encourus à le faire. Chaque situation est singulière, et il n'existe pas de stratégie universellement valable.

> « On se sent mieux quand on l'a dit – sauf évidemment quand on s'est fait virer »

Ce que l'on sait, en revanche, c'est que les jeunes paient au prix fort l'enfermement dans le silence et l'isolement : mal-être, voire honte, d'avoir à vivre masqué, avec la crainte permanente d'être découvert ou dénoncé, et rejeté ; sentiments dépressifs et prise de risques variés, tentatives de suicide, rapports sexuels non protégés.

Au contraire, *« mettre ses parents au courant permet, ensuite, de franchir tous les caps,* affirme Pascal. *Même si la nouvelle ne les réjouit pas, on se sent autorisé à vivre comme on l'entend et, notamment, à développer des relations affectives plus positives, puisqu'ils continuent de nous aimer »*, estime le président du Mag, mouvement d'affirmation des jeunes gais et lesbiennes, où est née l'idée de créer l'association Contact.

Doublement vulnérables, parce que adolescents et différents, les jeunes homosexuel(le)s ont, plus que les autres, besoin de soutien. Mais comme leurs enfants, qui ne sont pas informés par l'école de la pluralité des possibles amoureux, les parents savent généralement peu de chose de l'homosexualité, au-delà des caricatures et des généralités. Pierre regrette aujourd'hui cette ignorance qui a été la cause de sa passivité passée : *« Je me serais beaucoup plus mobilisé si j'avais compris que Luc pouvait avoir besoin de moi,* explique-t-il. *En face de ces jeunes adultes, nous n'imaginons pas que nous avons encore, en tant que parents, œuvre utile à faire pour les aider à assumer leur identité et à combattre le mur d'ignominie qui les entoure, et qui nous blesse aussi cruellement. »*

Caroline Helfter

Où s'adresser

● **Contact.** Adresse postale : 84, rue Saint-Martin, 75004 Paris. Tél. (répondeur) : 01-44-54-04-70 ; fax : 01-44-54-04-80. L'association et ses antennes régionales tiennent également des permanences téléphoniques.

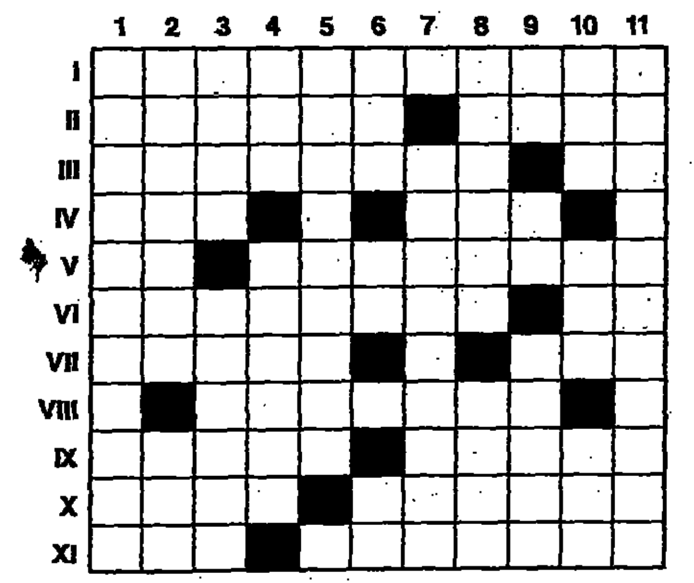
● **Centre gai et lesbien.** Adresse : 3, rue Keller 75011 Paris. Tél. : 01-43-57-21-47, du lundi au samedi de 14 à 20 heures (de 14 à 19 heures le dimanche). Outre les nombreux services qu'il assure (dans les domaines social, juridique et médical, notamment), le CGL héberge une trentaine d'associations. Il peut également fournir le numéro de téléphone des différentes lignes d'écoute spécialisées. Ainsi *Le Mag-jeunes gais et lesbiennes* accueille les 16-26 ans au CGL le jeudi (18 à 20 heures). Tél. (répondeur) : 01-49-23-15-91.

● **La Ligne azur.** Elle fonctionne entre 17 et 21 heures, du lundi au samedi, au 0801-20-30-40 (prix d'une communication locale, quelque soit le lieu d'appel).

● **Lectures.** *Julien, toi qui préfères les hommes*, par Caroline Gréco, Critérion, 1998, 110 p., 59 F (9 €). *Notre enfant est homosexuel*, brochure réalisée par l'association Contact (disponible gratuitement).

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 99098

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Croc-en-jambe du Congrès, qui faillit faire tomber Bill. – II. Adresse. Rattachée. – III. Discussion bien inutile. Un peu d'argent. – IV. Prouve que le troc n'est pas mort en affaires. Evite les longueurs. – V. Militaire US. Ornent les façades. – VI. Pour les pique-niques en campagne. Romains. – VII. Epoque neigeuse. Armes secrètes. – VIII. Situation sans issue. – IX. Grande quand le Soleil et la Lune s'associent. Saveur corse. – X. Choisis. Se donner du mal. – XI. Possessif. Seconde.

VERTICALEMENT

1. Pour moi, c'est du chinois. – 2. Alignement de points et de croix. Coule dans les pubs. – 3. Travail à la ligne. Couveuse maternelle. – 4. Autre moi. Prends ou perds ton temps. – 5. Une force qui ne manque pas de charme. – 6. Créé en 1945 pour maîtriser l'atome. L'inconnu. Aujourd'hui au pouvoir. – 7. Seules les jaunes sont apéritives. – 8. Condamnée à se taire. Romains. – 9. Préposition. Assure la réunion. La nuit, ils nous en mettent plein la vue. – 10. Rejeta. Rien et pourtant familier. A rejouer. – 11. A la tête de l'Opéra Garnier.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99097

HORIZONTALEMENT

I. Contentieux. – II. Odéon. Aulne. – III. Nô. Titiller. – IV. Tri. Gorée. – V. Rin. Mue. Bas. – VI. Affres. Son. – VII. Cérès. Sûr. – VIII. Tram. Modelé. – IX. Ea. Oboles. – X. Engrenés. On. – XI. Strapontins.

VERTICALEMENT

1. Contractées. – 2. Odoriférant. – 3. Ne. Infra. GR. – 4. Tôt. Rémora. – 5. Enigmes. BEP. – 6. Tous. Mono. – 7. Taire. Solen. – 8. Iule. Sud-Est. – 9. Ellébores. – 10. Une. An. On. – 11. Xérès. Céans.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

ÉCHECS N° 1841

CHAMPIONNAT D'ISLANDE PAR ÉQUIPES
(Reykjavik, 1999)
Blancs : H. Olafsson.
Noirs : J. Gunnarsson.
Gambit-D. Défense slave.

1. d4	d5	17. Dé3!	Th-é8 (e)
2. ç4	ç6	18. Ff3	Rb8
3. Cf3	Cf6	19. Tf-é1	Cb3 (f)
4. Cç3	dxç4	20. d6!! (g)	éxd6 (h)
5. a4	Fé6 (a)	21. Df4!	Txé1+
6. Cg5!	Fd5	22. Txé1	Cç5 (i)
7. é4	h6	23. Fxf6	Cd3 (j)
8. éxd5	hxg5	24. Fxd8!! (k)	Cxf4
9. dxç6	Cxç6	25. Té8! (l)	Ra7
10. d5	Ca5 (b)	26. a5!	Fd4
11. Fxg5 (c)	Db6	27. Fç7!	Fxf2+ (m)
12. Dç2	Db4	28. Rf1!	Dxb2 (n)
13. Td1	0-0-0	29. Fb8+	Ra8
14. Fé2	g6 (d)	30. Fxd6+	Ra7
15. Dd2	Fg7	31. Fb8+	abandon (o)
16. 0-0	a6		

NOTES

a) Eviter de choisir entre les trois suites théoriques 5..., Ff5 (variante hollandaise), 5..., Ca6 (système Lasker) et 5..., Fg4 (système Steiner) conduit à des lignes de jeu irrégulières souvent inférieures comme 5..., é6 ; 5..., Cd5 ; 5..., g6 ; 5..., Cb-d7 et 5..., Fé6.

b) Ou 10..., Cé5 ; 11. Dd4, Cd3+ ; 12. Fxd3, çxd3 ; 13. Fxg5.

c) Egalité matérielle, mais déjà une meilleure position pour les Blancs : paire de F, pion central puissant.

d) Si 14..., Cxd5 ; 15. Dd2!

e) Et non 17..., Dxb2? ; 18. Dç5+, Rb8 ; 19. Dxa5.

f) Le C excentré cherche à revenir dans le jeu.

g) Les forces blanches ont une efficacité maximale. Le moment est venu d'exploiter cette supériorité en ouvrant le jeu. La rupture a lieu sur la case la plus défendue par les Noirs.

h) Sur 20..., Dxd6 ou Txd6, le clouage 21. Ff4 gagne.

i) La défense est difficile : si 22..., Té8 ; 23. Txé8+, Cxé8 ; 24. Dxf7, et si 22..., Ch5 ; 23. Dxf7.

j) Attaquant D et T.

k) Joli sacrifice de D et jolie combinaison.

l) Menace 26. Fb6 mat.

m) Essayant de sortir de l'engrenage : si 27..., Dxb2 ; 28. Fb8+, Ra8 ; 29. Fxd6+, Ra7 ; 30. Fb8+, Ra8 ; 31. Fé5+, Ra7 ; 32. Fxd4+ suivi du mat.

n) 28..., Fç5 ne met pas fin au terrible mécanisme : 29. Fb8+, Ra8 ; 30. Fxd6+, Ra7 ; 31. Fb8+, Ra8 ; 32. Fxf4+, Ra7 ; 33. Fb8+, Ra8 ; 34. Cd5, Dxa5 ; 35. Fç7+ avec gain.

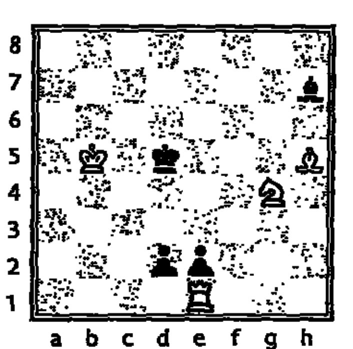
o) Les Blancs font mat après 31..., Ra8 ; 32. Fxf4+, Ra7 ; 33. Fb8+, Ra8 ; 34. Fg3+, Ra7 ; 35. Fxf2+, b6 ; 36. Ta8.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1840
A. HILDEBRAND (1961)

(Blancs : Rd3, Df5, Fg5, Pé7. Noirs : Rh5, Dg6, Fh7, Pç2 et h2. Nulle.)

1. é8=D!, Dxé8 ; 2. Dxh7+, Rxg5 ; 3. Dxh2, ç1=D (ou 3..., ç1=T ; 4. Dd2+) ; 4. Dé5+, Dxé5. Pat.

ÉTUDE N° 1841
H. M. LOMMER (1943)



Blancs (4) : Rb5, Té1, Fh5, Cg4.
Noirs (4) : Rd5, Fh7, Pd2 et é2.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine



MUSIQUE L'Europa Jazz Festival du Mans souffle ses vingt bougies avec une programmation qui ne cède en rien à la nostalgie : des musiciens autrichiens inconnus en France, des solos, des duos, des créations... La manifestation reste fidèle à son histoire, faite d'audace. ● LA PREMIÈRE ÉDITION attirait quelques centaines de curieux pendant cinq jours. Aujourd'hui, entre 15 000 et 20 000 personnes viennent aux différents concerts durant près d'un mois, dans des centres culturels de la Sarthe ou de la Mayenne, théâtres, édifices historiques ou palais des congrès. ● DÉFENSEUR de la cause des musiques improvisées et du jazz free, l'Europa se distingue par son esprit d'ouverture et refuse de s'interdire une vedette. ● LE SAXOPHONISTE Daunik Lazro, régulièrement invité par le festival, a obtenu carte blanche cette année. Un « outsider » marqué par la découverte d'Ornette Coleman.

Europa Jazz Festival, vingt ans de partis pris sans exclusive

Pour son anniversaire, la manifestation du Mans s'est refusée à céder à la nostalgie en privilégiant les créations. Ancrée dans la région, elle doit son succès à la programmation audacieuse et au « despotisme éclairé » de son directeur, Armand Meignan

UN COURT INSTANT, les responsables de l'Europa Jazz Festival du Mans ont eu la tentation de souffler les vingt bougies de leur anniversaire avec des concerts célébrations, compilation des meilleurs moments d'une manifestation qui au cours des ans s'est toujours gardée de la facilité de la nostalgie. « *C'est la fausse bonne idée type*, remarque Armand Meignan, directeur et programmateur du festival. *Si la magie d'un soir pouvait être recréée, on n'aurait plus qu'à bâtir une programmation "idéale" et la reconduire à chaque édition. Donc on enfonce un peu plus le clou de nos partis pris. Les musiciens dont le parcours accompagne celui de l'Europa sont là pour jouer leur avenir, pas leur passé.* »

D'où une programmation sans étiquette « vingtième anniversaire » systématique avec des musiciens autrichiens jamais venus en France, la formule du trio piano-basse-batterie telle que trois femmes la conçoivent, des solos, des duos, les amis de l'ARFI de Lyon dans la campagne, des créations d'autres amis venus de toute l'Italie, une journée avec le saxophoniste Daunik Lazro héros de l'affiche du festival cette année, le guitariste Claude Barthélémy avec une formation symphonique... Le final, le 2 mai, annonce quand même l'Italian Instabile Orchestra, qui avait conclu en apothéose l'Europa 1993.

Dans les bureaux du festival, un peu à l'écart du vieux Mans, les coupures de presse bien classées, les programmes des éditions précédentes, des photographies aux murs sont là pour retracer une histoire faite d'audace, d'obstination et d'un peu d'inconscience dans une ville qui n'a ni centre universitaire ni scène nationale, qui n'est pas plus faite pour recevoir du jazz qu'une autre et pas spécialement préparée à ce que ce jazz-là vienne de Belgique, des Pays-Bas, d'Italie, d'Allemagne – Est et Ouest pas encore réunifiés – de l'ex-Union soviétique, de Pologne ou de Grande-Bretagne plutôt que des Etats-Unis. « *Nous avons même traîné une casserole d'anti-américanisme, voire de racisme*, se souvient Armand Meignan, *même si lors du premier festival, en mai 1980, la chanteuse de gospel Marion Williams était là, l'année suivante Archie Shepp et Horace Parlan, pas pour leur nationalité ou la couleur de leur peau, mais parce qu'ils étaient créatifs comme l'étaient Jacques Thollot, Chris McGregor, Michel Portal ou Jasper Van't Hoff* ». La polémique idiote a fait long feu.









PHOTOS MEPHISTO

En haut à gauche, Claude Barthélémy, en 1981. En haut à droite, les batteurs Elvin Jones et Christian Vander, en 1987. « Ce n'était pas prévu ; ils ont joué ensemble durant vingt-cinq minutes. Il y avait beaucoup d'émotion. » Au centre, Han Bennink, en 1985. « C'est une vedette. Il sait aussi bien jouer très classique que partir dans le délire. » En bas à gauche, Daunik Lazro, en 1996. En bas, à droite, le Willem Breuker Orchestra, en 1983. (Les commentaires sont d'Armand Meignan.)



Le premier festival a touché quelques centaines de personnes durant cinq jours. Comme modèle il y avait Angoulême et Grenoble, où les musiciens européens montraient leur nez. En 1982, l'Europa inaugure ses thématiques avec l'accent mis sur un pays, l'Italie, et découvre l'abbaye de l'Epau (XIIe - XIIIe siècle) fondée par la reine Bérangère, épouse de Richard Cœur de Lion. Depuis, le dortoir des moines avec sa voûte de bois émerveille à chaque fois les musiciens et le public, même si l'acoustique y est parfois périlleuse pour les instruments électriques. Les Bataves débarquent en 1983 (Willem Breuker, Misha Mengelberg, Han Bennink...) et parviennent à faire du Palais des congrès l'autre lieu du festival – un « miracle » qui se perpétue. En 1984, c'est la rencontre avec le jazz de l'Est : « *Des musiciens qui ne se sont pas toujours révélés intéressants mais il était important de témoigner de leur existence* ». L'Europa prend son envol. Robert Jarry, le maire (div. g.) depuis 1977 suit le mouvement, le département (RPR-UDF) aussi.

Aujourd'hui, entre 15 000 et 20 000 personnes viennent aux différents concerts durant près d'un mois, dans des centres culturels de la Sarthe ou de la Mayenne, dans des théâtres, édifices historiques ou palais des congrès. « *J'aime bien dire qu'un festival doit grandir et non pas grossir* ». Militant tranquille de la cause des musiques improvisées, du jazz free, de la diversité de la scène actuelle, l'Europa se flatte de ne pas avoir l'intégrisme de certains et refuse de s'interdire une vedette. Sixun, Dee Dee Bridgewater ou John McLaughlin y ont joué et personne ne s'en est porté plus mal. Une nuit de 1991, Jacques Higelin a embarqué le public dans les rues après une rencontre avec le Meagaoctet d'Andy Emler. « *J'aimerais bien qu'Ornette Coleman ou Sonny Rollins viennent. Mais là c'est plus difficile. Les cachets sont dissuasifs. Rollins à l'abbaye de l'Epau, seul... J'ai un faible pour Jan Garbarek, pour Christian Vander, avec ou sans Magma, ce qui intrigue toujours, et Duke Ellington doit être le musicien que j'écoute le plus.* »

L'équipe de base est restée stable. L'association Chorus est devenue Le Mans Jazz Action puis Le Mans Jazz Festival. Jean-Marie Rivier, président, Nicolas Hovasse, trésorier et Maryvonne Bordes, vice-présidente sont avec Armand Meignan les piliers de l'Europa. En commun, ils ont un sens aigu du service public qui vient de leur activité professionnelle. Armand Meignan, conseiller d'éducation dans un LEP, n'a obtenu un statut de permanent qu'en 1991, Jean-Marie Rivier est professeur de français et universitaire, Nicolas Hovasse professeur de mathématiques, Maryvonne Bordes chef de service à la mairie du Mans. « *Les premières années, on a souvent mis l'argent de nos vacances dans le festival. Le budget est tenu, il est à peu près à 4 millions de francs cette année ; on avait démarré avec 80 000 francs et un trou de 10 000. S'il y a un déficit, il ne doit pas s'accumuler sur plusieurs années.* »

> « J'aimerais bien qu'Ornette Coleman ou Sonny Rollins viennent. Mais, là, c'est plus difficile. Les cachets sont dissuasifs. Rollins à l'abbaye de l'Epau, seul... »

Il n'y a pas de programmation collégiale à l'Europa, c'est le « *despotisme éclairé* », s'amuse à le répéter Meignan. Il choisit et fonce, se fait engueuler pour les erreurs, est rarement remercié pour les succès. Mais ce qui a aussi peut-être fait que le festival ait pu durer vient de ce que son équipe ne débarque pas chaque année pour repartir à la fin des festivités. « *Nous vivons dans la région, les gens nous connaissent, on a découvert toutes ces musiques ensemble* », souligne Meignan. A l'occasion de l'édition 1998 des Transmusicales de Rennes, auxquelles l'Europa pourrait être comparé pour le jazz, Jean-Louis Brossard attribuait une partie du succès de son festival rock aux mêmes raisons...

Sylvain Siclier

Le programme

Après un concert de Maceo Parker le 30 mars, une série de concerts du trio de Louis Sclavis dans des villes et villages de la Sarthe et de la Mayenne et le « special project » du trio de François Corneloup dans des cafés, l'Europa Jazz Festival du Mans s'installe jusqu'au 2 mai dans ses lieux habituels : la Collégiale Saint-Pierre-la-Cour (à 12 heures), le Théâtre Paul-Scarron (à 17 heures), en soirée au Palais des congrès et de la culture, et à l'abbaye de l'Epau dans le quartier des Sablons. Boeufs avec les musiciens du festival et les formations d'Olivier Leveau et Christian d'Asfeld, à L'Inventaire-Centre Jacques-Prévert.

● **Samedi 24 avril.** Concerts et fanfares en plein air à partir de 15 heures dans les rues ; Orchestre national de jazz dirigé par Didier Levallet et Vienna Art Orchestra dirigé par Mathias Ruegg, Palais des congrès.

● **Dimanche 25 .** « Un dimanche à la campagne » avec La Marmite infernale, un orchestre de l'ARFI, à Bouloire (25 km du Mans), apéros-concerts dans les cafés, concert en soirée.

● **Mardi 27.** Carlos Maza, rotonde de l'Université (12 heures) ; Fawzy Al-Aiedy Quintet, Jan Garbarek et Hilliard Ensemble, abbaye de l'Epau.

● **Mercredi 28.** Nelly Pouget, collégiale Saint-Pierre-la-Cour ; Martin Koller/Gerald Preinfalk, trio Dave Liebman/Jean-Paul Celea/Wolfgang Reisinger, Aldo Romano Palatino Quartet, abbaye.

● **Jeudi 29.** Frances-Marie Uitti/Bruno Chevillon, collégiale ; Martin Siewert's Duckbilled Platypus, Théâtre Paul-Scarron ; duos Drouet/Contet, Sclavis/Reijseger, Portal/Galliano, abbaye.

● **Vendredi 30.** Barry Guy/Maia Homburger, collégiale ; Max Nagl Quintet, théâtre ; les trios de Sophia Domancich, de Myra Melford et de Marilyn Crispell, abbaye.

● **Samedi 1er mai.** Paul Rogers, collégiale ; carte blanche à Daunik Lazro, théâtre (à partir de 15 heures) ; Christopher Cech « Striped Roses », Paolo Damiani « Mediana », Gianluigi Trovesi « Autour du songe », abbaye.

● **Dimanche 2.** Martin Mayes, collégiale ; Claude Barthélémy Quartet avec l'Orchestre national des Pays de la Loire dirigé par Vincent Barthe, Bojan Zulfikarpasic, Italian Instabile Orchestra, abbaye (à partir de 15 h 30).

● **Renséignements.** Bureau du festival, 9, rue des Frères-Gréban, 72000 Le Mans. Tél. : 02-43-24-81-74. Tarifs de 20 F (3,05 €) à 130 F (19,80 €). Internet : www.sarthe.com/europajazz

Daunik Lazro, un saxophoniste happé par le free

SON VRAI NOM importe peu. Daunik Lazro est un pseudonyme, un nom de scène, choisi en partie pour ses sonorités qui évoquent la Bretagne, quelque chose des pays de l'Est. « *Je n'avais pas envie de signaler par un nom et un prénom une nationalité*, précise le saxophoniste français, né à Chantilly le 2 avril 1945. *A l'époque où je suis né musicalement, au début des années 70, le jazz et les musiques improvisées commençaient à avoir en France une couleur apatride.* »

PORTRAIT

Cet outsider évoque son attachement à « la spontanéité, la grâce de l'instant »

Lorsque Daunik Lazro parle de sa découverte du jazz, il dit qu'il lui est tombé dessus. Début des années 60, le jazz s'écoute sur des disques 45 tours. Sidney Bechet, évidemment, Louis Armstrong et, très vite, Charlie Parker. Pour les deux premiers c'est la grande porte du jazz, les classiques auxquels se réfèrent la plupart des musiciens, avec lesquels la notion de popularité ne veut pas dire vulgarité. Parker, Lazro le découvre en écoutant un disque monument, un 33 tours, le concert du 15 mai 1953 au Massey Hall, avec Dizzy Gillespie, Bud Powell, Charles Mingus et Max Roach. « *Il y a les solos tours de force de Gillespie et Parker, je ne comprends rien ; c'est un univers sans fond, sans fin, habité par le mystère, par la joie du public.* »

A la même époque, Lazro, encore adolescent, suit dans les mensuels *Jazz magazine* et *Jazz Hot* les batailles autour d'Ornette Coleman. C'est bien vers cette part créative, polémique, du jazz que Lazro se sent attiré. Le jazz free, la musique improvisée sont pour lui, pas le jazz classique ou même le bop : « *Je n'ai jamais eu envie de jouer une autre musique, pas par haine de l'écriture ou d'un style, mais ce n'était pas ma pointure de jouer le hard bop.* » Lazro retrouve la clarinette de son père, qui participait à des harmonies municipales ; il apprend en autodidacte. « *Ensuite j'ai travaillé la pratique. Pour savoir lire plus vite les partitions, gagner en habileté sur l'instrument.* »

ROSES MULTICOLORES

Lorsque Lazro enregistre son premier disque, en 1973, avec le groupe du contrebassiste Saheb Sarbib, « *l'idéologie spontanéiste* » a gagné la scène du jazz « *et en même temps, dans le Celestrial Orchestra d'Alan Silva, tu te retrouvais avec des partitions invraisemblables* ». Les valeurs de Daunik Lazro, qui opte pour le saxophone, l'alto et le baryton, sont « *la spontanéité, la grâce de l'instant, que je mets avant la science de la maîtrise instrumentale* ».

Irréductible, Lazro vit uniquement – dans le dénuement durant vingt ans, mieux depuis le début des années 90 – en jouant la musique de ses premiers choix esthétiques. Du free jazz noir américain profondément ancré dans les racines gospel et blues, il passe aux musiques improvisées européennes, plus liées à la musique atonale. On l'entend avec des troupes de théâtre, des chorégraphes. Il ne cède pas à la dictature du revivalisme bop des années 80. « *J'ai toujours pris le jazz comme une chance d'être un artiste, donc un créateur, donc de ne pas être un reproducteur. Le jazz ce n'est pas pour moi le moyen de faire taper dans les mains, mais je n'ai pas de mépris pour ceux qui le font. Ce qui me met en rage c'est la propagation d'une certaine image sociale du jazz qui n'en garde que l'aspect divertissement de bas étage, vulgaire, joué par des musiciens sans idées, qui n'articulent pas. J'ai toujours voulu jouer la musique de mon époque. Je trouve Duke Ellington ou Count Basie magnifiques mais pour moi Ellington, aujourd'hui en France, ce serait le contrebassiste Claude Tchamitchian et pas quelqu'un qui joue à la manière de.* »

Cet outsider, que l'on pourrait situer dans le cousinage de l'Allemand Peter Brötzman ou du Britannique Evan Parker, n'a jamais été (su être ?) un leader déclaré. « *Dans les formations que je convoque un peu sous mon nom je n'arrive à avoir qu'un rôle de [illegible] chef.* » L'Europa du Mans a mis Daunik Lazro sur son affiche cette année. La photographie est signée Méphisto, le graphisme est de Caty Rousseau. Lazro est assis dans un fauteuil, entouré de roses multicolores, devant un rideau rouge. C'est chaleureux.

« LA CUISINE ET LA COMMUNION »

Le 5 octobre 1980, Lazro jouait en solo au Mans. Il est venu régulièrement au festival, qui lui donne une carte blanche avec trois formations. Lazro parle des relations quasi fraternelles avec quelques-uns des directeurs de festival qui lui ont permis d'avancer. « *Ce sont des gens avec qui on avance. Leur présence, leur écoute est aussi indispensable que celle d'un musicien. Avec un musicien, il y a à la fois la cuisine et la communion. La cuisine pour l'artisanat ; la communion pour la transcendance, le mystère, le cosmique.* »

S. Sl.



Tout le raï oranais fait la fête au Zénith de Paris

Cheb Abdou est la vedette d'une soirée qui réunit la plus belle affiche depuis le premier spectacle organisé à Bobigny en 1986

AU LENDEMAIN de l'élection controversée du nouveau président de la République algérienne, Abdelaziz Bouteflika, Oran continue de résister aux fièvres politiques, aux tueries et à la *charia*. Les cabarets y fleurissent, et sa musique, le raï, n'a pas cessé de faire danser la jeunesse abstentionniste *« qui préfère se donner du bon temps »*, selon Cheb Abdou, sa dernière idole en date, plutôt que de regarder sombrer un pays en butte à la fraude, aux mafias et aux guerres intestines. *« On espère,* dit encore Abdou, l'un des invités de la soirée parisienne "Oran au Zénith" organisée le 24 avril, *que Bouteflika saura reconstruire l'Algérie. »* En attendant, la fête continue...

En France, le raï, sous l'impulsion de Khaled, a pris son envol ; en Algérie, il règne. Entre les deux pays, dit Benselama, l'un des instigateurs de la manifestation, *« il y a un fossé qui se creuse : celui des visas d'entrée en France »*. La mobilité des artistes est en panne. Or, elle est un bien nécessaire dans un genre aussi « voyou » que le raï, où les chanteurs sont imprévisibles, où les vies, décalées, sont pudiquement camouflées, en même temps qu'elles nourrissent les rumeurs : telle intrépide aurait balancé sa fille par la fenêtre, tel autre se serait marié travesti en femme, une troisième aurait mis un bar à sac sous les effets un peu trop vifs du whisky. La mythologie du raï – à ne pas confondre avec la chanson arabe *made in* France (Faudel), disent les puristes – tient à son immédiateté émotive, et à son histoire.

Plutôt que des têtes d'affiche, « Oran au Zénith » décline les différentes écoles du raï, depuis les *cheikhates*, papesses de la transgression par la musique, reines des mariages et des fêtes puis des cabarets, au soul-raï pratiqué par le jeune Abdou. Depuis le premier spectacle organisé en 1986 à la maison de la culture de Bobigny, on n'avait pas vu pareille affiche. Pour les racines, Cheikha Djenia – *« la diablesse »*, *« la sorcière bien-aimée »* –, n'a renoncé ni à la rudesse de la voix, ni à l'accompagnement à la gasba (flûte de roseau) et au tambour gallâl.

FONCTIONS PSALMODIQUES

Cheikha Djenia est au confluent du raï ancien, rural, popularisé par Cheikha Rimitti, femme de la nuit, ancienne danseuse, née dans les environs de Sidi Bel Abbès il y a plus de soixante-dix ans, et du *mâdih*, le répertoire des *medahates*, les ensembles de femmes chargés des louanges au prophète pendant les mariages, avec les dérapages incontrôlés vers des sujets plus profanes au bout de la nuit... Noyautés par des *cheikhates* dissipées au début des années 70, telles Zahouania, ou Rabia (un album à venir chez Virgin), les *medahates* n'ont pas pour autant perdu leurs fonctions psalmodiques. C'est là que Cheb Abdou, encore jamais entendu en France, sauf dans des fêtes privées à Marseille, situe le « groove du raï ». Abdou a adopté l'appareillage de la modernité (synthétiseurs, boîtes à rythme), mais il ne tient pas à sortir de la communauté des femmes *medahates*.

En guise d'introduction à leurs concerts, les stars du raï, Khaled en tête, placent très souvent un titre emprunté au répertoire des *medahates*. C'est le cas d'*Abdelkader*, thème traditionnel dont l'interprète de *Didi* s'est attribué la paternité, repris depuis lors du concert *1, 2, 3 Soleils* (Rachid Taha, Khaled, Faudel). Les « trois ténors du raï » en ont donné *« une version serpillière »*, selon Cheb Abdou, jeune homme sensible à l'esprit, à la lettre du *mâdih*. A Oran, on respecte Mami, on préfère le Khaled des cabarets au Khaled de Bercy, on adule Cheb Hasni, et on oublie le reste de la production française. Entre le maquis prolifique des cassettes, qui continue à tuer les meilleurs, emberlificotés dans de douteux contrats, et la reconnaissance des majors face au raï d'ici, un autre fossé s'est creusé. Certains en ont pâti : Belkacem Bouteldja, la première star du raï moderne, l'insaisissable Cheikha Zahouania, Cheykha Rkya, grande dame du raï traditionnel qui inspira en partie l'un des succès de Cheikha Djemia, *Kayen Rabi* (Dieu existe) : *« Pour le mal que vous me faites, que vous nous faites subir à nous les femmes, vous serez jugés. »*

Avec son groupe, les Clarks, grands animateurs des soirées en clubs dans les années 70, Belkacem Bouteldja a révolutionné le raï au sortir de l'indépendance. Il chantait d'une voix très efféminée – les échanges de rôle ne sont pas rares au théâtre, et l'on se souviendra que l'Egyptienne Oum Kalsoum fit ses débuts grimée en homme – à une époque où les femmes étaient interdites de chant en public et confinées aux fêtes votives. Cheba Fadela (que l'on entendit souvent ici avec son ex-mari Cheb Sarahoui) transgresse alors l'interdit, accompagnée à la trompette, autre sauvagerie alors, de Messaoud Bellemou. Le pop-raï était né. Il investit le Zénith.

Véronique Mortaigne

★ **Oran au Zénith, au Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 24, à 21 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. De 130 F à 150 F.**



KADER ATTIA

Cheb Abdou et Cheikha Djenia.

PROFIL

L'HÉRITIER DES CHEIKHATES

Cheb Abdou n'a peur de rien. Il chante les yeux maquillés, il aime les bracelets, bagues, colliers, gilets brodés, rouge à lèvres... Il vit à Oran, là où Cheb Hasni, tenant du raï-love, a été assassiné en septembre 1994. La mère d'Abdou a reçu des coups de téléphone anonymes. Il en conclut, les yeux dans les yeux, qu'il ne faut jamais conclure trop vite mais trier entre *« les vrais assassins »* et *« les jaloux »*. Les jaloux, il y en a. Niar Abdel-Moutaleb, 29 ans en mai, est la dernière coqueluche de la jeunesse algérienne, un chanteur de la trempe de Mami et l'héritier le plus direct des fortes femmes du raï, les cheikhates Rimitti, Djenia, Zahouania. Depuis *Madre, madre*, mélodie de gazelle chantée d'une voix de fer, publiée sur cassette en 1997, Cheb Abdou remodèle le paysage de la musique oranaise.

Veste de velours poupre, chaussures noires luisantes, boucle à l'oreille, il raconte, avec une détermination rieuse, un parcours fulgurant. Originaire de Tlemcen, à quelque 150 kilomètres d'Oran, il s'est initié à la musique par les femmes, les *medahates* du terroir, traditionnellement chargées des fêtes et des mariages – les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Comme le très provocant Sid Ahmed il y a deux décennies, Abdou fut admis chez les femmes, sans doute pour ses capacités à se glisser dans la tradition arabe du travestissement dans l'art. Homme sans honte, à la carrure forte et à la féminité affichée, Abdou, marié deux fois, est un maître des cabarets. Employé de banque jusqu'en 1995, il a débuté au Dauphin, et chante dorénavant tous les soirs au Solazur, sauf le vendredi. Les femmes l'adorent. Les hommes dansent. Abdou fait ce qu'il lui plaît.

L'un de ses derniers succès, *Khalat Ou Nebghigh* (« Il me trompe mais je l'aime »), est un catalogue des aventures amoureuses – le raï a la réputation d'être sulfureux. A l'interprétation homosexuelle de paroles telles que *« Il a une grosse bedaine et je l'aime »*, Abdou préfère celle de la liberté d'aimer : *« Il est borgne, je l'aime, il a deux femmes et je l'aime. »*

V. Mo.

DÉPÊCHES

■ **THÉÂTRE : les représentations des *Fourberies de Scapin*, de Molière,** qui devaient avoir lieu à la Comédie-Française à 14 heures et 20 h 30 le dimanche 25 avril, sont annulées en raison d'un mouvement de grève décidé par les électriciens de plateau. Les spectateurs ayant réservé des places peuvent contacter le service de la location (tél. : 01-44-58-15-15, entre 11 heures et 18 heures), qui leur proposera des dates de rechange.

■ **ARCHITECTURE : les éditions Jean-Michel Place, qui ont déjà racheté en 1998 *L'Architecture d'aujourd'hui*** et *Technique et Architecture*, viennent de lancer un nouveau mensuel intitulé *Parpaings*. Vendu 10 F (1,52 €), disponible en kiosque, adoptant un format et un design de quotidien « branché », il s'adresse notamment au milieu des écoles d'architecture et aux professionnels. Le premier numéro consacre plusieurs pages à la réforme de l'enseignement.

■ **MUSIQUE : l'idole de la pop turque Tarkan, 27 ans, sera déchu de sa nationalité** s'il ne rentre pas immédiatement en Turquie pour accomplir son service militaire. Né en Allemagne, le *« prince du Bosphore »* était appelé sous les drapeaux en novembre 1998. Après avoir demandé un sursis, arguant d'une tournée européenne, il a ensuite refusé de rentrer en Turquie pour intégrer l'armée.

■ **ART : le photographe et cinéaste Jean-Christian Bourcart,** 38 ans, a obtenu, le 15 avril, le 1er Prix Gilles Dusein, d'une valeur de 50 000 francs, qui récompense *« un artiste, quels que soient son âge ou sa nationalité, qui s'exprime par la photographie ou toute nouvelle technique de l'image »*. Ce prix est décerné à l'initiative de l'association Gilles Dusein, galeriste disparu en 1993, et soutenu par la Fondation NSM Vie et par la Maison européenne de la photographie. Jean-Christian Bourcart a commencé par la photo de mariage, avant de devenir photojournaliste en 1985. Auteur de travaux plus personnels, on lui doit des images de prostituées et le film *Elvis*, réalisé à Sarajevo.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Une des natures mortes (photographie) de Liu Ming.

GALERIE ART & PATRIMOINE/LIU MING

Sur les lieux du crime

Galeries. Peintres et photographes se veulent de plus en plus les témoins d'un présent cruel aux décors sordides. Le social est à la mode – ce qui ne suffit pas à faire des œuvres convaincantes

YAN PEI-MING, « *VULNÉRABLES...* ». Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mº Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. *Jusqu'au 5 juin.*
LIU MING, « NATURES MORTES ». *Galerie Art & Patrimoine*, 22, rue des Blancs-Manteaux, Paris 4e. Mº Saint-Paul. Tél. : 01-44-61-64-21. Du mardi au samedi, de 14 heures à 19 heures. *Jusqu'au 8 mai.*
JEAN-MARC BUSTAMANTE, « SOMETHING IS MISSING ». Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris 3e. *Mº Filles-du-Calvaire. Tél. :* 01-42-74-67-68. Du lundi au samedi, de 11 heures à 19 heures. *Jusqu'au 20 mai.*
JEAN-MARC BUSTAMANTE, « PANORAMAS ». Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3e. Mº Rambuteau. Tél. : *01-42-72-14-10. Du lundi au* samedi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 mai.
NICK WAPLINGTON, « CRIMES ET SUICIDES ». Galerie Gilles Peyroulet & Cie, 80, *rue Quincampoix*, Paris 3e. Mº Rambuteau. Tél. : 01-42-78-85-11. Du mardi au vendredi, de 14 heures à 19 heures ; le samedi, de 11 *heures* à 19 *heures. Jusqu'au* 22 mai.

C'est entendu : les sociétés occidentales ne sont pas au mieux, le malheur prospère, l'horreur est à *portée de caméra* et la mauvaise conscience le moindre des devoirs. Le choix est entre la nausée et l'épouvante. Pendant ce temps, des artistes continueraient à travailler dans une quiète indifférence ? Ce *serait presque malhonnête, pour* ainsi dire coupable. Il ne saurait en être ainsi. La preuve : de plus en plus d'artistes prennent leurs sujets dans les infortunes de l'époque. Ils observent, *ils témoignent*, ils dénoncent. Défaut de tant de bonne volonté : souvent, ils se contentent d'illustrer, en photographie comme en peinture.

Les toiles de Yan Pei-Ming s'appellent *Victime, Mendiante de Nîmes, Un petit Soudanais, Filles de joie, Lieu du crime.* Elles sont en noir et blanc, expressionnistes, avec giclures et explosions. On y voit des têtes tuméfiées aux yeux haineux, des campagnes crépusculaires et désertes, des petites filles abandonnées et des prostituées aux poses obscènes. Les formats sont immenses, les gestes du peintre amples et appuyés. Le mélodrame menace. Le pathétique se fait procédé, danger qui menace tout expressionnisme qui ne se méfie *pas assez de la grandiloquence.* S'il n'y prend garde, Yan Pei-Ming ne sera bientôt plus que l'héritier tardif du Vlaminck de l'entre-deux-guerres, celui des nocturnes neigeux où l'on *surine* dans l'ombre. Ce serait un destin décevant pour ce peintre de quarante ans, évidemment doué de facilité et d'énergie.

Il est né à Shanghai. Liu Ming est né à Nankin. Ce qu'il montre du présent n'est pas moins accablant que ce qu'en retient son presque homonyme, mais les manières diffèrent. Liu Ming alterne photographie et peinture. Il se promène du côté du périphérique, des tours, des espaces dits verts et des terrains de sport. Il manifeste une prédilection particulière pour les *pelouses* et les *tennis entre les buildings*, les pistes et les stades grillagés. Il les photographie vides – paysages carcéraux. Tirées en grand format, ces images composées par la géométrie des architectures tournent à l'allégorie mélancolique. Quand il les peint, méticuleusement, Liu Ming les rend plus cafardeuses encore en jouant de la monotonie d'une teinte – bleu éteint, gris rosé, ocre – qui recouvre la totalité de l'œuvre *sans en masquer les détails.* Il obtient des peintures neutres et silencieuses qu'il nomme « natures mortes ». La peinture répète la photo en accentuant l'effet mélan*colique. La photo ne pourrait-elle* suffire ?

> Défaut de tant de bonne volonté : souvent, on se contente d'illustrer, en photographie comme en peinture

Plutôt que de la complémentarité, *Jean-Marc Bustamante* joue de l'affrontement des deux techniques. Dans une galerie, il expose une anthologie de ses photos récentes, dans l'autre des encres sur plexiglas. Sur le plexi, transparent comme le *Grand Verre* de Duchamp, la sérigraphie dépose des lignes de couleurs très vives, une par œuvre. Toute expressivité et toute allusion naturaliste sont ban*nies de cette quasi-peinture méca*nique. Si différentes soient les techniques, ces « panoramas » – c'est leur titre – font songer aux huiles sur plexi de Domer et aux abstrac*tions faussement gestuelles* de Richter, parodie glaciale de la peinture par la peinture.

Le nom de Richter vient d'autant plus vite à l'esprit que la photo obsède l'un et l'autre artistes. Richter en pastiche la netteté. Bustamante en fait, nettes, parfaites de mise au *point et de cadrage. Il en trouve* les motifs dans des villes modernes usées, au coin de leurs terrains vagues, le long de leurs rocades. Il les photographie par beau temps et *forte lumière.* Tout apparaît à nu dans ces clichés pour un inventaire du monde, images évidentes d'un présent oppressant et comme accablé par le poids de la mémoire. La neutra*lité* et *la simplicité* – très calculées – fonctionnent impeccablement.

Nick Waplington, britannique, 34 ans, aspire à autant d'efficacité sobre. Elle lui est refusée en raison du procédé dont il use. A partir de faits divers réels, il construit la mise en scène d'un crime ou d'un suicide avec ce qu'il faut d'accessoires, d'impasses miteuses, de mares à noyés, de décharges publiques, de faux cadavres et de rouge sang. Puis il photographie sa reconstitution en couleurs – très bien. Mais l'artifice se sent. Les images sont trop jolies pour susciter quelque émotion ou compassion que ce soit – ce ne sont que des images. Pour une fois, le crime ne paie pas.

Philippe Dagen

SORTIR

PARIS

Dany Doriz
Red Norvo, grand vibraphoniste devant l'éternel, vient de rejoindre l'Eternel. Lionel Hampton tapote encore de la mailloche, mais franchement, au petit bonheur la chance. La mode psychédélique a lâché Gary Burton. Le vibraphone est plutôt délaissé. Excellente occasion de faire le point *in situ*, au fond de l'inoxydable Caveau de la Huchette qui semble, depuis cinquante ans, peuplé des mêmes étudiants et des mêmes secrétaires, les uns et les unes cherchant les autres.
Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, 3e. Mº Saint-Michel. Les 25 et 26, à 21 h 30. Tél. : 01-43-26-65-05. De 60 F à 70 F.

The Cardigans
Artisans d'une pop suédoise d'abord célébrée pour sa joliesse, les Cardigans ont finalement glissé quelques lames de rasoir dans les sucreries de leur troisème album, *Gran Turismo*, plus sombre et déroutant. En première partie, ne pas rater les chansons intenses d'autres scandinaves, The Soundtrack Of Our Lives.
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, 18e. Mº Anvers. Le 24, à 19 h 30. Tél. : 01-55-07-06-00.

Ernesto Tito Puentes Avec le pianiste Alfredo Rodriguez, il est parmi les plus anciens musiciens cubains installés à Paris. Trompettiste efficace, de la salsa il fait son ordinaire et dirige un big band de vingt musiciens, idéal pour guincher.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10e. Mº Château-d'Eau. Le 24, à 20 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 100 F.

GRENOBLE

Les Rendez-vous du Petit 38
D'octobre 1997 à janvier 1999, *Chantal Morel et sa compagnie* ont parcouru les routes pour jouer leur très belle adaptation de *Crime et Châtiment*, de Dostoïevski. Les revoilà aujourd'hui *dans leur théâtre*, le Petit 38, niché dans le plus vieux quartier de Grenoble, le quartier Saint-Laurent.
Ce n'est pas un théâtre habituel : une salle ouverte sur la rue, où il n'y a pas de scène mais une grande table, des sièges pour une trentaine de spectateurs, de quoi faire à manger. Un théâtre d'hôtes, en somme. Depuis son ouverture, en octobre 1996, le Petit 38 a su faire entendre son murmure bienvenu : les Grenoblois y vont pour entendre des textes et se rencontrer.
Deux thèmes guident les années 1999 et 2000 : la mondialisation et la génétique. Vaste programme, nourri par du théâtre, du cinéma, des « rencontres-voyages ».
La pièce de Jean-Yves Picq, *Sylvestre (salutations au siècle)*, jouée par Maurice Deschamps, ouvre le feu de la reprise d'activité du Petit 38, à partir du 26 avril.
Le Petit 38, 38, rue Saint-laurent, 38000 Grenoble. Tél. : 04-76-54-12-30.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Le Complexe de Toulon
de *Jean-Claude Biette. Français,* 1995 (1 h 21).
Le République, 11e (01-48-05-51-33).

Docteur Folamour
de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).
Le Champo - Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).

Vidéodrome
de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).
MK2 Beaubourg, *3e* (08-36-68-14-07 [2,23 F/min]).

SÉANCES SPÉCIALES

L'actualité du documentaire
Un lundi par mois, le service audiovisuel de la BPI invite le public à voir ou à revoir un film documentaire récent. Lundi 26 avril (18 heures) : projection du court-métrage de Manoel de Oliveira et de Jean Rouch *En une poignée de mains amies*, suivi du film de Jean-André Fieschi *Mosso Mosso (Jean Rouch comme si...)*, *Prix de la compéti*tion vidéo au Festival de Locarno en 1998. *Une rencontre en présence des réalisateurs est prévue.*
Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 4e. Mº Rambuteau. Tél. : 01-44-78-45-71.

Avis aux amateurs
Un programme qui met en regard deux générations du documentaire à travers ses fondateurs (Jean Rouch, Fred Wiseman, Johan van der Keuken, Jean-Daniel Pollet) et leurs brillants héritiers (Bob Connoly, Robin Anderson, Dominique Cabrera, Heddy Honnigmann, Isabelle Quignaux).
Cinéma des cinéastes. 7, avenue de Clichy, 17e. Mº Place-Clichy. Du 25 avril au 30 mai. Tél : 01-53-4240-20.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). *Place de la Ma*deleine et parvis de la gare Montparnasse. *De 12 h 30 à 20 heures*, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le *dimanche.*

Faust
de Goethe, mise en scène d'Alexander Lang.
Comédie-Française, salle Richelieu. 2, rue de Richelieu, 1er. Mº Palais-Royal. Les 24 et 25, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 190 F. Jusqu'au 19 juillet, en alternance.

Jean Martin (piano)
Œuvres de Chopin.
Eglise Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, 4e. Mº Hôtel-de-Ville. Le 24, à 21 heures. Entrée libre.

Marie-Josèphe Jude,
Jean-François Heisser
Schubert : *Allegro pour piano à quatre mains D 947 « Lebensstürme ».* Brahms : *Sonate pour deux pianos op. 34.*
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, 8e. Mº Alma-Marceau. Le 25, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50 120 F.

Martial Solal
et le Dodécaband
Maison de Radio France, 116, avenue du Président-Kennedy, 16e. Mº Passy. Le 25, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 50 F.

Philomène Irawaddy
Sunset, 60, rue des Lombards, 1er Mº Châtelet. Le 25, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60.

Mambomania
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, 11e. Mº République. Le 24, à 23 heures. Tél. : 01-42-02-20-52. 100 F.

La Comparsa (Cuba)
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, 9e. Mº Pigalle. Le 24, à 23 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. 100 F.

DERNIERS JOURS

26 avril :
***Un ami de Cézanne et de Van Gogh : le* docteur Gachet (1828-1909)**
Galeries nationales du Grand Palais. place Georges-Clemenceau, 8e. Tél. : 01-44-13-17-17. 35 F et 48 F.

29 avril :
Quatre images de l'art actuel
Patrick Corillon, Eric Duyckaerts, Michel François, Yvan Salomone.
Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129. rue Saint-Martin, 4e. Tél. : 01-53-01-96-96. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi et fêtes. Entrée libre.





SAMEDI 24 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

17.10 Le Monde des idées. Thème : la crise du gaullisme. Invités : Yves Mény ; Nicolas Tenzer. LCI
21.30 Stan Getz, du jazz à la bossa nova. Forum Planète

MAGAZINES

19.00 T.V. +. Canal +
20.40 Histoire parallèle spéciale. Gerhard Schröder et cinquante années de social-démocratie. Invité : Gerhard Schröder. Arte
21.35 Metropolis. Spécial littérature belge. Arte
22.40 T'as pas une idée ? Invité : Yves Coppens. Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

19.00 Vatikan. [3/5]. Paul VI et la pilule. Odyssée
19.35 Les Grandes Batailles du passé. [25/28]. Mafeking 1899-1900. Planète
19.50 Paul-Emile Victor : un rêveur dans le siècle. [1/3]. Les années eskimo. Odyssée
20.35 Planète animal. L'arche, 2 000 ans après [15/16] : Les tortues. TMC
20.45 Histoire de l'eau. [3/4]. La dimension religieuse. Odyssée
21.35 Promenades sous-marines. [12/26]. Saba, joyau des Caraïbes. Planète
21.35 Inde, naissance d'une nation. Une société en pleine mutation. Odyssée
22.00 Yma Sumac. La Castafiore inca. Muzzik
22.30 Dans les coulisses de... Notre ambassade à Cotonou. France 3
22.30 La Cagoule. Enquête sur une conspiration d'extrême droite. Forum Planète
22.55 Chiens de guerre. Planète
23.00 Les Descendants. [11/13]. Les Bourbons d'Espagne. Histoire
23.50 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [4/4]. Contre vents et marées. Planète
23.50 Voix indiennes. Odyssée
23.55 Un siècle d'aviation. [3/4]. Un siècle d'aviation civile mondiale. Histoire

SPORTS EN DIRECT

20.25 Basket. Pro A : Play off. PSG-Racing - Pau-Orthez Canal+ Vert
3.00 Boxe. Réunion de Washington. Championnat du monde WBC des Poids moyens. Hacine Cherefi - Keith Holmes. Canal +
4.00 Motocyclisme. Championnat du monde de vitesse. Grand Prix du Japon des 125, 250 et 500cc. Eurosport

MUSIQUE

20.30 Oedipe Roi. Opéra de Stravinsky. Par l'Orchestre du Saito Kinen, dir. Seiji Ozawa. Mezzo
21.00 Cecilia Bartoli. Muzzik
21.30 Stravinsky et Beethoven par Ozawa. Avec Martha Argerich, piano et l'Orchestre symphonique du Bayerischer Rundfunk. Mezzo
23.05 Beethoven. *Symphonie n° 8.* Par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Seiji Ozawa. Mezzo
23.35 Beethoven. *Sonate pour piano «Au clair de lune».* Avec Daniel Barenboïm, piano. Mezzo
0.55 Ute Lemper. Montreux, 1993. Muzzik

VARIÉTÉS

20.55 Tapis rouge à Francis Cabrel et Patricia Kaas. France 2

TÉLÉFILMS

20.30 Le Siècle des Lumières. Humberto Solas. Festival
20.55 Un assassin irrésistible. Marvin Chomsky [1 et 2/2]. Téva
22.35 Corée. Cathal Black. Arte
22.35 Le Héros de la patrouille. Savage S. Holland. Disney Channel

SÉRIES

20.40 New York Undercover. Pipeline. Pièces de rechange. O. 13ème Rue
20.55 Docteur Sylvestre. Lycée en crise. France 3
21.55 The Practice. Burden of Proof. Ties That Bind (v.o.). Série Club
22.13 High Incident. Un père sait tout (v.o.). 13ème Rue

FILMS

14.10 To be or not to be ■■■ Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1942, N., 100 min) O. Cinétoile
16.00 Infidèlement vôtre ■■ Preston Sturges (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
23.00 La Prisonnière espagnole ■■ David Mamet (Etats-Unis, 1997, 104 min) O. Canal +
23.00 Big Fella ■ John Elder Wills (Grande-Bretagne, 1937, N., v.o., 75 min) O. Ciné Classics
23.00 A fleur de peau ■ Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1995, 100 min) O. Ciné Cinéma 1
23.00 Marion ■■ Manuel Poirier (France, 1996, 100 min) O. Cinéstar 1
23.00 Nell ■ Michael Apted (Etats-Unis, 1994, 110 min) O. Cinéstar 2
0.15 Boomerang ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics
0.35 La Nuit du chasseur ■■■ Charles Laughton. Avec Robert Mitchum, Shelley Winters (EU, 1955, N., v.o., 95 min) O. Cinétoile
0.35 Le Miraculé ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1987, 85 min) O. Ciné Cinéma 2
0.45 Trop (peu) d'amour ■ Jacques Doillon (France, 1997, 115 min) O. Canal +
0.45 Un flic sur le toit ■ Bo Widerberg (Suède, 1976, v.o., 110 min) O. Arte
2.00 Petits meurtres entre amis ■■ Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min) O. Cinéstar 1
2.45 L'Homme le plus dangereux du monde ■■ Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, v.o., 95 min) O. Ciné Cinéma 1
2.50 La Double Vie de Véronique ■■■ Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 95 min) O. Ciné Cinéma 3

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Beverly Hills. O.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Plein les yeux.
23.10 Hollywood Night. Attirance fatale. Téléfilm. Daniel Raskov. O.

FRANCE 2

19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Le monde est petit.
19.50 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Tapis rouge à Francis Cabrel et Patricia Kaas.
23.40 Union libre.
1.25 100 ans de sport.
1.30 Journal, Météo.
1.55 Friends. Celui qui vivait mal la rupture. O.

FRANCE 3

18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Feuilleton de la vie. [1/6].
20.35 Tout le sport.
20.55 Docteur Sylvestre. Lycée en crise. O.
22.30 Dans les coulisses de... Notre ambassade à Cotonou.
23.25 Météo, L'Euro, Soir 3.
23.50 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.25 et 3.35 Saturnales. Journal des spectacles. 0.35 Le Dernier Chant d'Orphée. Trisha Brown et l'Orfeo in Musica. 1.30 *Orfeo.* Opéra de Monteverdi.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.35
19.00 T.V. +.
20.03 Jean-Luc et Falpassa. O.
20.05 Daria. O.
20.25 Le Journal du cinéma.
20.35 Samedi comédie. 20.35 Evamag. Bidon. O. 21.00 Spin City. Paulo le fou. O. 21.20 A la une. Le sandwich. O. 21.45 South Park. L'homme des glaces. O.
22.05 Jour de foot.
23.00 La Prisonnière espagnole ■■ Film. David Mamet. O.
0.45 Trop (peu) d'amour ■ Film. Jacques Doillon. O.

ARTE

19.00 Court-circuit spécial. Les 45es Journées internationales du court métrage d'Oberhausen.
19.45 Météo, Arte info.
20.00 Le Dessous des cartes.
20.15 100 % kascher. [4/6]. O.
20.40 Histoire parallèle spéciale. Gerhard Schröder et cinquante années de social-démocratie.
21.35 Metropolis. Spécial littérature belge : Hugo Claus. Les Belles Etrangeres : Lettres de Belgique. A vos musées. Hou Hsiao Hsien.
22.35 Corée. Téléfilm. Cathal Black (v.o.). O.
23.50 Music Planet. Spice Girls.
0.45 Un flic sur le toit ■ Film. Bo Widerberg (v.o.). O.

M 6

19.10 Turbo.
19.45 Warning.
19.50 Mieux vaut prévenir.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.50 La Trilogie du samedi. 20.50 Charmed. La sorcière de Salem. O. 21.45 The Sentinel. Le duel. O. 22.40 C-16. Fils à papa. O.
23.35 La Revanche d'une femme flic. Téléfilm. Armand Mastroianni. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. *La Mauvaise,* de Catherine Zambon.
22.35 Opus (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

19.30 La Saison des opéras Euroradio. *La Somnambule.* Opéra de Bellini. Par le Chœur de l'Opéra de Lausanne, Véronique Carrot, chef de chœur et l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Evelino Pido.
23.07 Présentez la facture.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Salavador Dali, le journal d'un génie. Œuvres de Rossini, De Falla, Wagner, Mompou, Poulenc, etc.
22.00 Da Capo. Sviatoslav Richter, piano. Œuvres de Liszt, Rachmaninov, R. Schumann, Hindemith, Schubert.

Le Monde TÉLÉVISION

CINÉ CLASSICS

16.00 Infidèlement vôtre ■■
Un chef d'orchestre, très jaloux, croit que sa femme l'a trompé. En dirigeant un concert, il rumine sa vengeance. Preston Sturges imagine les fantasmes du maestro, auquel les morceaux qu'il conduit inspirent, tour à tour, un crime parfait, un pardon généreux et la solution de la « roulette russe ». La séquence de la mise en pratique est encore plus drôle que celle des fantasmes. Diffusion en v.o.

FRANCE 3

20.05 Vendeurs de robots
Jean-Luc Léon a le goût et le talent pour ce qu'il appelle la « comédie documentaire ». Son nouveau feuilleton, en six épisodes, nous conduit dans le petit monde des vendeurs à domicile. Les plus efficaces sont ceux qui instaurent avec l'acheteur potentiel une relation où le naturel et l'humour ont leur place. C'est la nature de cette relation qui rend ses personnages si attachants.

FRANCE 3

22.30 Notre ambassade à Cotonou
Irène Richard a filmé l'ambassadeur de France au Bénin et ses collaborateurs. En toute liberté, étant entendu que le documentaire ne contreviendrait pas à l'obligation de réserve observée par les diplomates. L'acceptation de cette règle produit l'impression d'un monde sans grand enjeu, mais souligne le souci permanent de donner de la France la meilleure image.

DIMANCHE 25 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.05 et 4.15 Polémiques. Après Seguin, l'avenir de la droite. Invités : Robert Hue ; Jacques Toubon ; Jean-Louis Borloo ; Patrick Devedjan ; Laurent Dominati ; Henri Guaino. France 2
12.10 et 0.10 Le Monde des idées. Thème : la crise du gaullisme. Invités : Yves Mény ; Nicolas Tenzer. LCI
18.30 Le Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI. Invité : Charles Pasqua. LCI
21.25 Afrique, comment préserver les parcs nationaux ? Forum Planète
23.35 De l'apartheid à la démocratie. Forum Planète

MAGAZINES

11.00 Droit d'auteurs. Invités : James Knowlson ; Philippe Caubère. La Cinquième
12.30 Arrêt sur images. Nucléaire : un si long silence. Invités : Pierre Messner ; Dominique Voynet ; Corinne Lepage ; Paul Quilès ; Louis Mermaz ; Jean-François Lacronique ; André-Claude Lacoste ; Marcel Boiteux ; Hélène Crié ; Michel Chevallet ; Nathalie Fontrel ; Marc-Ambroise Rendu. La Cinquième
15.30 Envoyé spécial, les années 90. Le racket à l'école. Romans-photos. Histoire
16.30 Le Sens de l'Histoire. Racine. Invités : Marc Fumaroli ; Daniel Mesguich. La Cinquième
16.55 Zapping Best. Disney Channel
18.30 Le Gai Savoir. Des mots pour rire. Invités : Guy Bedos ; Laurent Gerra ; Fellag ; Jamel Debbouze. Paris Première
19.00 Public. Invité : Nicolas Sarkozy. TF 1
20.00 20 h Paris Première. Best of. Paris Première
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Best of Spécial Hitler. Invités : Edouard Husson ; Christian Delage ; Nadine Fresco ; Rony Brauman. Histoire
20.50 Zone interdite. Au cœur de la haine. M 6
21.05 Faut pas rêver. Escapade au pays des parfums. Cambodge : Les petites ombres. France : Les jouets du Queyras. Niger : Les plongeurs du désert. TV 5
21.45 Envoyé spécial, les années 90. La bombe de Saddam. Les pisteurs. Histoire
22.55 Politique dimanche. Philippe Douste-Blazy. France 3
1.00 Metropolis. Spécial littérature belge. Arte

DOCUMENTAIRES

17.00 Olympia, vingt-cinq ans. [2/2]. Paris Première
17.40 La Chine, dragon millénaire. Shenzhen, la porte ouverte. Odyssée
18.10 Histoire de l'eau. [4/4]. Source de conflits. Odyssée
18.45 Chiens de guerre. Planète
19.00 Maestro. Daniel Barenboïm interprète Debussy. Les Préludes, vol. 1. Arte
19.25 Un siècle d'aviation. [3/4]. Un siècle d'aviation civile mondiale. Histoire
19.35 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [4/4]. Contre vents et marées. Planète
20.00 Pinochet ou l'espoir dans un dé à coudre. Odyssée
20.30 Les Grands Parcs naturels d'Europe. Forum Planète
20.35 Les Splendeurs naturelles de l'Afrique. [8/12]. Paysages extrêmes. Planète
20.40 Thema. Indiens d'Amérique : «nous sommes toujours là». Arte
20.55 Pinochet, un dictateur face à ses victimes. Odyssée
21.00 Ella Fitzgerald. Une grande dame du jazz. Muzzik
22.00 Pays d'octobre. [2/4]. «Choses vues» dans le Mississippi : la religion. Planète
22.00 Les Derniers Sanctuaires. Kuyina, danse avec les nuages. Odyssée
22.30 Les Chieftains en Chine. Mezzo
22.30 Apartheid. Forum Planète
22.40 Yougoslavie, suicide d'une nation européenne. [3 et 4/6]. France 2
22.50 Un été nordique. Odyssée
23.00 Mémoire arménienne. [3/3]. Des exilés en terre de France. Histoire
23.45 Vatican. Jean-Paul Ier et la mort. Odyssée
0.00 C'est un beau jour pour mourir. Arte
0.55 Une fille contre la Mafia. Planète

SPORTS EN DIRECT

14.30 Tennis. Tournoi messieurs de Monte-Carlo. Finale. Eurosport
17.00 Basket-ball. Championnat de France Pro A (Demi-finale retour) : Le Mans - Asvel. Eurosport
18.00 Football. Championnat de D 1. PSG - Le Havre. Canal + Vert
20.30 Football. Championnat de D 1. Lyon - Rennes. Canal +
22.30 Golf. PGA américaine. Le Greater Classic. AB Sports

MUSIQUE

18.20 Mozart. *Quatuors avec piano.* Avec Christian Zacharias, piano ; Frank-Peter Zimmermann, violon ; Tabea Zimmermann, alto ; Tilman Wick, violoncelle. Mezzo
20.00 Ladies of Jazz. Festival de Montreux, 1994. Muzzik
20.30 Liszt. *La Symphonie «Faust».* Boston, 1976. Avec Kenneth Riegel, ténor. Par l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Leonard Bernstein. Mezzo
21.55 Liszt. *La Sonate en si mineur.* Avec Nicolas Economou, piano. Mezzo
21.55 Nina Simone à l'Olympia. Avril 1990. Muzzik
23.05 Taj Mahal. Théâtre antique de Vienne, 1998. Paris Première
23.05 Sarah Vaughan. Montréal, 1983. Muzzik
23.25 Les Chieftains en concert. Festival de Lorient. Mezzo

TÉLÉFILMS

17.30 Coup de chance. Pierre Aknine. M 6
17.45 Léopold. Joël Seria. Festival
17.45 Kidnapping. Colin Bucksey. RTL 9
20.40 Mortelles rencontres. Patrick Jamain. 13ème Rue
20.55 Manu. Alfredo Giannetti. Téva
22.15 La Voix de son maître. Robin Davis. TV 5
22.15 Rhapsodie en jaune. Gérard Marx. Festival
22.30 Mari volage. Alan Metzger. Téva

SÉRIES

17.15 Invasion planète Terre. Rédemption. O. Canal +
18.00 The Practice. La compensation. Meurtre sur pellicule. Série Club
18.05 Daktari. Le diplomate apprivoisé. La Cinquième
18.55 Stargate SG-1. [2/2]. La Tok'ra. M 6
19.30 Molière pour rire et pour pleurer. Marcel Camus [1/6]. Festival
19.45 Ally McBeal. Making Spirits Bright (v.o.). Téva
20.15 Ellen. [1/2]. The Puppy Episode. RTL 9
20.30 Dream On. On revient toujours à ses amours (v.o.). Canal Jimmy
21.00 Friends. The One With the Cop (v.o.). Canal Jimmy
22.40 Brooklyn South. Devant les juges. Série Club
22.35 New York Police Blues. Comme des gamins (v.o.). Canal Jimmy
0.45 La Vie à cinq. [2/2]. La fin d'une époque. Téva

FILMS

17.15 Infidèlement vôtre ■■ Preston Sturges (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 105 min) O. Ciné Classics
19.30 To be or not to be ■■■ Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1942, N., 100 min) O. Cinétoile
19.35 Le Miraculé ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1987, 85 min) O. Ciné Cinéma 3
20.30 Boomerang ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics
20.30 La Double Vie de Véronique ■■■ Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 95 min) O. Ciné Cinéma 1
20.40 Les Aristochats ■■ Wolfgang Reitherman (Etats-Unis, 1970, 90 min) O. Disney Channel
20.45 Little Big Man ■■ Arthur Penn (Etats-Unis, 1969, 140 min) O. Arte
21.10 Le Lion en hiver ■■ Anthony Harvey (Grande-Bretagne, 1969, 145 min) O. Cinétoile
22.30 Les Quatre Plumes blanches ■■ Zoltan Korda (Grande-Bretagne, 1939, 110 min) O. Disney Channel
22.40 Maigret et l'affaire Saint-Fiacre ■■ Jean Delannoy (France, 1959, 100 min) O. 13ème RUE
23.35 Portrait de femme ■■ Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, v.o., 145 min) O. Ciné Cinéma 1
23.35 Jugement à Nuremberg ■■ Stanley Kramer (Etats-Unis, 1961, N., 170 min) O. Cinétoile
23.40 Un monde à part ■■ Chris Menges (Grande-Bretagne, 1988, 110 min) O. Cinéstar 1



0.05 La Luna ■■■ Bernardo Bertolucci. Avec Jill Clayburgh, Matthew Barry (Italie, 1979, v.o., 150 min) O. France 3
0.05 Dédée d'Anvers ■■ Yves Allégret (France, 1947, N., 90 min) O. Ciné Classics

COLLECTION CHRISTOPHE L.

2.00 La Comédie de Dieu ■■ Joao Cesar Monteiro. Avec Max Monteiro (France - Portugal, 1995, v.o., 165 min) O. Ciné Cinéma 1
2.45 Violent Cop ■■ Takeshi Kitano (Japon, 1989, 100 min) O. Canal +

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.05 Mitch Buchannon. O.
17.00 Dawson. O.
17.50 Vidéo gag.
18.25 30 millions d'amis.
18.58 L'Euro en poche.
19.00 Public. Invité Philippe Seguin.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Le Président et Miss Wade ■ Film. Rob Reiner. O.
23.00 Ciné dimanche.
23.10 De la part des copains ■ Film. Terence Young. O.
0.40 TF 1 nuit, Météo.
0.55 Musiques en France.

FRANCE 2

16.20 Naturellement.
17.15 L'Euro.
17.20 Les Cinglés de la télé.
17.55 Parcours olympique.
18.00 Stade 2.
19.10 et 22.35 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Vivement dimanche prochain.
19.50 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Les Sœurs Soleil. Film. Jeannot Szwarc. O.
22.40 Yougoslavie, suicide d'une nation européenne. [3 et 4/6]. La rupture : la guerre commence, 1991. Les portes de l'enfer : la Bosnie, 1992-93.
0.25 Journal, Météo.
0.50 Musiques au cœur. Des grands amateurs... de piano.

FRANCE 3

16.15 16e Cirque Scott.
17.43 L'Euro, mode d'emploi.
17.45 Va savoir.
18.25 Le Mag du dimanche.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Bingo.
20.20 Le Feuilleton de la vie. Vendeurs de robots ménagers. [2/6].
20.50 Consomag.
20.55 Wycliffe. Affaire interne. O. Le piège machiavélique. O.
22.50 L'Euro, mode d'emploi.
22.55 Politique dimanche.
23.45 Météo, Soir 3.
0.05 Cinéma de minuit. Cycle Aspects du cinéma italien.
0.05 La Luna ■■■ Film. Bernardo Bertolucci (v.o.). O.

CANAL +

16.30 Maguinnis, flic ou voyou. O.
17.15 Invasion planète Terre. O.
18.00 Génial, mes parents divorcent ! Film. Patrick Braoudé. O.
▶ En clair jusqu'à 20.15
20.15 Football. Championnat de D 1. Lyon - Rennes. 20.30 Coup d'envoi.
22.35 L'Equipe du dimanche.
1.05 Football. Paris SG - Le Havre.
2.45 Violent Cop ■■ Film. Takeshi Kitano. O.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.00 La Cinquième Dimension.
16.30 Le Sens de l'Histoire.
18.05 Daktari. O.
19.00 Maestro. Daniel Barenboïm interprète Debussy.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Si Shakespeare m'était conté. La tempête. O.
20.40 Thema. Indiens d'Amérique : « Nous sommes toujours là ». 20.45 Little Big Man ■■ Film. Arthur Penn. O. 23.05 Au pays des totems. 0.00 C'est un beau jour pour mourir.
1.00 Metropolis.

M 6

17.30 Coup de chance. Téléfilm. Pierre Aknine. O.
18.55 Stargate SG-1. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 E = M 6.
20.35 et 1.10 Sport 6.
20.50 Zone interdite. Au cœur de la haine.
22.45 Météo, La Minute Internet.
22.50 Culture pub. La saga des marques. La pub et les ressources humaines.
23.20 Désirs sans limite. Téléfilm. Eleanore Lindo, J.-M. Vallée et Sean Geoghegan. O.
1.20 Motocyclisme.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.00 Dimanche musique.
20.30 Le Concert. Rock.
21.45 Laissez-Passer. Invité : Gilles Lafaille.
22.35 Atelier de création radiophonique.
0.05 Radio archives. Pierre Schaeffer.

FRANCE-MUSIQUE

19.05 Journée Duke Ellington. Concert par The Swedish Radio Jazz Group avec Clark Terry, bugle et trompette, Arne Domnerus, saxophone alto : Œuvres de Riedel, Lindberg, Wallin, M. Ellington. 20.00 Concert par le Dodecaband, dir. Martial Solal, piano avec Tony Russo, Roger Guérin et Eric Le Lann, trompettes, Jacques Bolognesi et Denis Leloup, trombones, etc. 21.00 Les Grands Succès d'Ellington. Concert par le Vienna Art Orchestra, dir. Matthias Rüegg : Œuvres d'Ellington, Strayhorn. 22.00 Musique sacrée. Concert par le Big Band et le Chœur de chambre de la Nord Deutscher Rundfunk, dir. Örjan Fahlström. 23.00 Concert par le Lincoln Center Jazz Orchestra, dir. W. Marsalis, trompette.
0.00 Transversales. Autour de Duke Ellington.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *Mitridate, Re di Ponto.* Opéra seria, de Mozart. Par Les Talents Lyriques, dir. C. Rousset.
22.58 Soirée lyrique (suite). Œuvres de Rameau, Parisotti, Haydn, Schubert, Rossini, Bellini.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■■ A ne pas manquer
■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

Le Monde TÉLÉVISION

FRANCE-MUSIQUE

15.00 à 1.00 Duke Ellington
Le Duke aurait eu cent ans le 29 avril. Célèbreront l'événement, le New Jungle Orchestra, le Super Swing Machine, le Swedish Radio Jazz Group, le Dodecaband, le Vienna Art Orchestra, le Big Band et le chœur de chambre de la Nord Deutscher Rundfunk, le Lincoln Center Jazz Orchestra. Suite dans « Transversales », à 0.00. Conclusion dans « Le Temps des musiciens », du 26 au 30 avril.

ARTE

20.40 Thema
Mieux comprendre la réalité culturelle et sociale dans laquelle vivent les Indiens d'Amérique est le but de cette ambitieuse « Thema » proposée par Francis Geffard, directeur de la collection « Terre indienne » (Albin Michel), et le réalisateur Michel Viotte. Le résultat est une réussite, avec la diffusion de l'excellent *Little Big Man* (en v.f.) d'Arthur Penn, suivie de deux remarquables documentaires.

FRANCE 3

0.05 La Luna ■■■
Conflit oedipien, *La Luna* fit sensation au festival de Venise 1979. De Rome aux paysages de l'Emilie-Romagne, se révèle ce qui était enfoui dans la conscience. Bernardo Bertolucci n'avait jamais exposé aussi directement ses fantasmes et ses obsessions. Passionnée et lyrique, *La Luna* est une œuvre freudienne, esthétiquement superbe. La fin de l'époque de la meilleure inspiration du cinéaste. En v.o.

هكذا من الأصل

Le Monde

DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AVRIL 1999

« Le Monde » acquiert 10 % du capital de « Midi libre »

LE MONDE a fait son entrée dans le capital du groupe de presse régionale Midi libre, après l'acquisition des 10 % d'actions qu'y détenait Havas. Dans un communiqué commun, Le Monde SA et Havas ont annoncé, samedi 24 avril, qu'ils « *ont signé un accord portant sur la cession au* Monde *des 10 % détenus par Havas dans la société du journal* Midi libre », précisant que « *cette cession était soumise à la condition suspensive de l'obtention de l'agrément de la gérance et du conseil de surveillance du Midi libre* ».

A l'issue de ce conseil, qui s'est tenu vendredi 23 avril à Montpellier, le quotidien languedocien a confirmé, dans un communiqué, que « *le conseil d'administration du groupe Midi libre a agréé la cession des 10 % du capital de la société détenues par Havas à la SA Le Monde* ». Selon la direction du journal, « Le Monde *devient ainsi, aux côtés de Pierre Fabre et du groupe Hachette, l'un des grands actionnaires du groupe Midi libre. Cette alliance entre deux importants groupes de presse écrite française, qui partagent la même vision stratégique, conforte le tour de table du groupe Midi libre.* »

Selon les statuts de Midi libre, aucun actionnaire ne peut disposer de plus de 15 % des parts du journal.

Un mandataire a été désigné, le 14 avril, par le tribunal de commerce de Montpellier à la suite du conflit qui oppose l'ancien président, Claude Bujon, et son successeur, José Frèches, porté à la présidence le 24 octobre 1998 à la suite d'un changement d'alliance au sein du conseil d'administration. Le mandataire a été chargé de convoquer une assemblée générale des actionnaires dans les trente jours, c'est-à-dire avant le 15 mai, alors que l'assemblée ordinaire était prévue pour le 26 juin.

[*Le Monde* est, comme nous l'avions annoncé, entré en 1999 dans une phase de développement. Celle-ci a trouvé une première concrétisation avec le lancement, au début de l'année, d'une filiale, Le Monde Interactif, constituée avec Grolier Interactive, destinée à accélérer notre implication sur le Net. Notre entrée dans le capital de *Midi libre* constitue une deuxième étape. Ne manquer aucune opportunité de développement cohérente avec notre métier constitue pour nous, en effet, désormais une obligation. Il s'agit, chaque fois, à travers telle ou telle participation, de faire naître des partenariats, de construire entre presses européenne, nationale et régionale les complémentarités, industrielles notamment, indispensables pour construire l'avenir.

Dans cet esprit, sollicité par plusieurs acteurs belges, nous avons accepté également de nous intéresser au devenir de Médiabel, le *deuxième groupe de presse* francophone en Belgique. *Le Monde* étudie cette proposition et s'est mis à l'écoute de tous les intervenants afin d'apprécier le plus largement possible dans quelle mesure nous pourrions contribuer à l'émergence d'une solution consensuelle. Si nous devions participer à une offre concernant Médiabel, nous chercherions aussitôt à associer *certains de nos partenaires européens*. – J.-M. C.]

Un accord partiel sur le Timor-Oriental a été conclu aux Nations unies

L'Indonésie refuse toujours l'intervention d'une force de paix étrangère

L'INDONÉSIE et le Portugal ont conclu, vendredi 23 avril à New York, un accord de principe sur l'avenir du Timor-Oriental, qui laisse de côté la question cruciale de la sécurité sur l'ancien territoire portugais. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a annoncé que les deux pays étaient parvenus à un accord sur l'autonomie qui sera signé le 5 mai à New York, après seize ans de laborieuses négociations parrainées par les Nations unies.

Mais, alors que des violences contre les indépendantistes continuent, Djakarta a refusé de s'engager immédiatement sur les deux questions les plus sensibles : les dispositions de sécurité concernant le vote sur l'autonomie et les modalités de la consultation. Ces deux points font l'objet de deux documents annexes qui doivent encore être approuvés par le gouvernement indonésien, a dit Ali Alatas, chef de la diplomatie de Djakarta. M. Annan a toutefois indiqué que, selon M. Alatas, leur approbation ne devait pas poser de « *réelles difficultés* ».

L'accord partiel est intervenu à l'issue de deux jours de négociations entre M. Alatas et son homologue portugais, Jaime Gama. Le vote direct sur l'autonomie de quelque 800 000 Timorais-Orientaux, dont le territoire a été annexé en 1976 par l'Indonésie, devrait avoir lieu avant la fin du mois d'août, selon M. Alatas. L'Indonésie a affirmé qu'elle accorderait l'indépendance à sa « *vingt-septième province* » si son projet d'autonomie était rejeté.

« COMÉDIE DE JUSTICE »

Tout en « *saluant* » cet accord, la résistance a aussitôt mis en garde contre les pressions exercées par l'armée indonésienne sur la population. L'un de ses dirigeants, le Prix Nobel de la paix Jose Ramos Horta, a demandé « *comment le vote pouvait se dérouler sans que règne la peur, alors que l'armée indonésienne était toujours là* ». Il a affirmé que, « *en cas de vote équitable, l'écrasante majorité du peuple du Timor-Oriental rejetterait toute forme d'association avec l'Indonésie* ». « *Les milices sont toujours armées et continuent de terroriser la population* », a-t-il rappelé. Les indépendantistes, comme le Portugal, craignent que l'armée laisse les milices pro-indonésiennes continuer leur campagne d'intimidation, en dépit de l'accord signé à Dili, la capitale du territoire, et qui est censé mettre fin aux violences.

M. Gama a ainsi insisté sur la nécessité de restaurer « *la stabilité et la paix* » sur le territoire en « *désarmant les milices* ». Il faut que « *les accords de paix soient réels et pas seulement un rituel formel* », a-t-il ajouté. Pour sa part, Ali Alatas a maintenu que la responsabilité de la paix et de la sécurité sur le territoire incombera aux forces de Djakarta. Le ministre indonésien a affirmé qu'« *une présence adéquate et suffisante* » de l'ONU – sous une forme à déterminer – exclura toute force des Nations unies chargée d'assurer la sécurité du scrutin, contrairement à ce que réclament les indépendantistes. « *Il n'y aura pas de forces étrangères de maintien de la paix, la principale responsabilité de la sécurité incombe à l'Indonésie* », a-t-il résumé. Jose Ramos Horta a, de son côté, appelé l'ONU à « *ne pas se laisser entraîner dans une situation où elle deviendrait le complice d'une comédie de justice* ».

Cette question est d'autant plus importante que huit indépendantistes au moins ont encore été massacrés cette semaine par des miliciens pro-indonésiens, selon une source religieuse à Dili, capitale du territoire. En dépit d'un accord pour mettre fin aux violences, signé en début de semaine et garanti par le commandant en chef des forces indonésiennes, la campagne d'intimidation menée par les milices n'a donc pas pris fin. – *(AFP, Reuters.)*

■ **Vingt-deux personnes ont été tuées** aux Moluques, vendredi 23 avril, au cours de nouveaux affrontements entre chrétiens et musulmans. Les forces de sécurité sont intervenues au bout de deux heures pour séparer des groupes armés de cocktails Molotov, d'arcs et de flèches ainsi que de machettes dans la ville de Tual, sur l'île de Kai Besar, selon un journaliste cité par l'agence Reuters.

« Le Monde » à Strasbourg

***LE MONDE* est allé à la rencontre** de ses lecteurs de Strasbourg, vendredi 23 avril. A l'occasion de la publication d'un supplément de huit pages (*Le Monde* du 21 avril), consacré à la capitale alsacienne, le journal a donné rendez-vous au public sur deux thèmes : « *la galaxie des métiers de la communication* » et « *les acteurs de la philatélie* ».

Par ailleurs, les représentants de la rédaction, autour d'Edwy Plenel, se sont entretenus pendant deux heures avec les Strasbourgeois. La journée du *Monde* à Strasbourg s'est terminée par un débat sur le devenir de la ville avec la participation du maire, Roland Ries.

Cette journée succède à celles déjà organisées, depuis 1997, à Lyon, Lille, Marseille et Toulouse.

DÉPÊCHES

■ **MEXIQUE : quelque 40 000 étudiants en grève** – 20 000 selon la police – ont manifesté dans le calme, vendredi 23 avril à Mexico, pour protester contre un projet d'augmentation des droits d'inscription à l'université jusqu'à présent pratiquement gratuits. La grève à l'université de Mexico – la plus grande d'Amérique latine –, commencée lundi 19 avril, touche quelque 300 000 étudiants. Elle a été déclenchée après que l'administration eut décidé de faire passer les droits d'inscription de la somme infime de 0,2 peso (0,02 dollar) par an à environ 120 dollars. – *(AFP.)*

■ **CHINE : le procès de l'ancien haut fonctionnaire** chinois Fang Jue, auteur d'un appel en faveur de réformes démocratiques, a été fixé au lundi 26 avril, après avoir été retardé à la suite de pressions des Etats-Unis, a annoncé, samedi 24 avril, l'organisation Human Rights In China (HRIC) à New York. L'organe de défense des droits de l'homme a précisé que « *vu* [cette] *annonce soudaine de la date de son procès, Fang ne pourra pas rencontrer son avocat afin de préparer sa défense* ». La sœur du dissident, Liu Jing, n'a pas obtenu de permis pour pouvoir assister au procès. Agé de quarante-quatre ans, Fang Jue, ancien responsable à Fuzhou (Sud-Est), a été arrêté en juillet 1998. – *(AFP.)*

■ ***RECHERCHE : le blocage des commandes** à l'Institut national* de la santé et de la recherche médicale (Inserm), provoqué par la suppression des dérogations concernant l'application du code des marchés publics (*Le Monde* du 23 avril), semble toucher à sa fin. La direction de l'Inserm a annoncé, vendredi 23 avril, que les nouveaux marchés établis selon la procédure du code des marchés publics avaient été signés et que, à partir du 3 mai, tout devrait rentrer dans l'ordre. « *Les laboratoires* (...) *pourront relancer leurs achats et poursuivre normalement leurs travaux* », a indiqué l'Inserm.

■ **RÉVISIONNISME : le directeur du DEA d'histoire moderne** et contemporaine de l'université Lyon-II, Yves Lequin, qui avait dirigé en 1991 le diplôme d'études approfondies (DEA) d'un étudiant révisionniste, Jean Plantin, poursuivi en justice, vient de démissionner de ses fonctions. Jeudi 22 avril, une peine d'un an de prison avec sursis et 20 000 francs (3 049 euros) d'amende a été requise devant le tribunal correctionnel de Lyon à l'encontre de M. Plantin, éditeur d'une revue révisionniste, pour avoir mentionné dans des notes de lecture des ouvrages interdits par le ministère de l'intérieur en raison de leur dangerosité pour la jeunesse (loi de juillet 1949).

■ **LISTERIA : la préfecture du Maine-et-Loire** a retiré de la vente à titre de précaution, vendredi 23 avril, un lot d'andouilles de la marque La Saumuroise, fabriquées par la salaisonnerie Bernaudeau, où ont été décelées des traces de listeria.

■ **COCA-COLA : quatre employés anciens et actuels de Coca-Cola** ont engagé une action en justice contre le groupe américain de sodas pour discrimination envers des Afro-Américains, selon le *New York Times* du 23 avril. Selon cette plainte enregistrée auprès du tribunal d'Atlanta, siège de la société, Coca-Cola paye annuellement ses salariés noirs 27 000 dollars (environ 165 000 francs) de moins que les blancs. La direction estime cette plainte sans fondement.

Tirage du *Monde* daté samedi 24 avril 1999 : 505 209 exemplaires.